

L'ORGANISATION MUNICIPALE DE L'AGGLOMÉRATION NEW-YORKAISE (moins l'organisation judiciaire)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 décembre 1938, à 14 h.

PAR

Henri DELPECH

Président : M. ROLLAND, Professeur.

<i>Suffragants</i>	}	MM. MESTRE, LAFERRIÈRE.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1938

L'ORGANISATION MUNICIPALE
DE
L'AGGLOMÉRATION NEW-YORKAISE
(moins l'organisation judiciaire)

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'ORGANISATION MUNICIPALE DE L'AGGLOMÉRATION NEW-YORKAISE (moins l'organisation judiciaire)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 décembre 1938, à 14 h.

PAR

Henri DELPECH

Président : M. ROLLAND, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. MESTRE, LAFERRIÈRE.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	----------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1938



INTRODUCTION

Nous croyons que le principal intérêt de l'étude de l'Administration municipale aux Etats-Unis réside dans le fait de l'extrême variété des institutions que l'on est à même d'y observer.

Les Constitutions de tous les Etats formant l'Union des Etats-Unis d'Amérique prévoient que les électeurs des cités situées dans chacun des Etats pourront adopter le système d'administration municipale qu'il leur semblera le mieux adapté aux nécessités locales.

Dans chacun des Etats les passages de la Constitution relatifs à la confection des lois locales sont complétés par une loi municipale (*City home rule law*) qui édicte les principales dispositions qui doivent être observées par les organes législatifs locaux dans l'élaboration du statut municipal.

Les dispositions qui se retrouvent dans les lois municipales de tous les Etats sont les suivantes :

Nécessité d'une Assemblée municipale correspondant au Conseil municipal de nos communes françaises.

Suivant les cités ces Assemblées municipales sont appelées *Board of Aldermen* — *Common Council* — *City Council* *Board of estimate and apportionment*.

Ces Assemblées municipales sont investies d'un véritable pouvoir législatif local et leur principal devoir est de procéder à l'élaboration du statut municipal.

Dans certaines cités, comme c'était le cas pour New-York avant l'adoption de la nouvelle Charte, il existe un orga-

nisme bicaméral dont le vote séparé est nécessaire pour l'adoption d'une nouvelle loi locale.

Les lois municipales de chacun des Etats délimitent le domaine de la compétence des différentes Assemblées municipales en matière d'élaboration de la législation locale.

Le domaine de cette compétence est toujours particulièrement restreint en matière financière, spécialement en ce qui concerne les impôts qui pourront être perçus pour faire face aux charges municipales et leur mode de perception.

On peut distinguer en gros, trois types principaux d'Administration municipale aux Etats-Unis :

Le premier, qui est le plus répandu, et auquel appartient la cité de New-York, consiste dans l'existence d'un Conseil de Cité dont les membres sont investis du seul pouvoir législatif, assistés d'un maire qui détient entre ses mains, tout le pouvoir exécutif.

Le second type d'Administration municipale, de création relativement récente, consiste dans l'administration de la cité par une espèce de « Directoire municipal »¹, composé d'un certain nombre de membres beaucoup plus réduit que ceux du Conseil de Cité (généralement 6 à 12).

L'ensemble de ces membres réunis détiennent le pouvoir législatif local et chacun d'eux est également investi d'attributions exécutives. Il n'existe pas de maire.

La popularité croissante de ce mode d'administration municipale est due au succès qu'il a remporté à Galveston (Texas) après que cette ville eut été complètement détruite par les inondations de 1923.

Il semble que les bons résultats donnés par ce mode d'administration proviennent principalement du fait que les mandats des membres des Commissions municipales sont extrêmement courts et qu'en conséquence, les élus sont sans cesse appelés à donner satisfaction à leurs élec-

1. Nous appellerons ainsi les cités administrées suivant le « Commission Type ».

teurs dans toute la mesure du possible pour assurer leur réélection.

Il existe enfin, un troisième type d'administration municipale dérivé du Directoire municipal qui est celui du directeur de cité (*City manager Planing*).

Un Conseil municipal peu nombreux est élu par les électeurs de la cité. Ce Conseil municipal investi du pouvoir législatif détermine la politique à suivre et nomme un directeur de cité (*City manager*), choisi, en principe, pour ses qualités de directeur en dehors de toutes considérations politiques.

Environ 500 cités des Etats-Unis, dont les plus importantes sont Dayton et Cincinnati, ont choisi ce mode d'administration municipale.

Les principaux avantages reconnus à ce mode d'administration municipale, consistent dans la centralisation des responsabilités et dans le fait que le directeur de cité étant généralement choisi pour ses capacités parmi des candidats n'ayant jamais exercé aucune activité politique et non originaires de la cité qu'ils sont chargés d'administrer, ont plus de facilité pour tenir la balance égale entre les différents intérêts particuliers qu'ils sont chargés de répartir.

*
* *

C'est sûrement avoir fait preuve d'une certaine présomption que d'avoir choisi un sujet aussi vaste que l'étude de l'organisation municipale de l'agglomération new-yorkaise pour en faire l'objet d'une thèse de doctorat.

Deux raisons principales ont milité en faveur de ce choix, la première c'est qu'à notre connaissance il n'existe aucun ouvrage en langue française sur ce sujet et qu'il peut être intéressant pour un certain nombre de personnes d'avoir quelques renseignements, sur le statut municipal de la plus grande cité des Etats-Unis d'Amérique qui est en même temps la deuxième agglomération urbaine du monde.

La seconde raison est de pure actualité : les électeurs de la cité de New-York ont adopté, aux élections générales du 3 novembre 1936, une nouvelle Charte applicable depuis le 1^{er} janvier de la présente année (1938).

L'étude des modifications apportées par cette nouvelle Charte, au statut municipal préalablement existant, est un des principaux buts que nous nous sommes fixés.

LIVRE PREMIER

Le Statut juridique de la Cité

TITRE I

LA CITÉ DE NEW-YORK CONTEMPORAINE ET LA LÉGISLATION QUI LUI EST APPLICABLE

CHAPITRE PREMIER

NEW-YORK CONTEMPORAINE

Première section :

Aperçu géographique et démographique

1° Superficie.

La Cité de New-York est actuellement avec ses 7.601.575 habitants, après Londres, la plus grande agglomération urbaine du monde et, de loin, la plus grande ville des Etats-Unis.

New-York est située à l'embouchure de la rivière de l'Hudson qui sert de limite de séparation aux Etats de New-York et de New-Jersey.

La ville de New-York est essentiellement constituée par un certain nombre d'îles sises à l'embouchure de l'Hudson et par des agglomérations situées sur les deux rives de cette embouchure. La plus connue de ces îles est celle de Manhattan sur laquelle New-York fut fondée en 1622 et qui constituait jusqu'en 1897, la Cité de New-York propre-

ment dite. Depuis cette date la Cité de New-York est composée de 5 bourgs réunis construits chacun sur un comté différent, ce sont :

1^o Manhattan (Comté de New-York) sur l'île du même nom, entre les rivières de l'Hudson et de l'Est d'une superficie de 22,20 miles ².

2^o Le Bronx (Comté du Bronx) séparé du bourg de Manhattan par la rivière de Harlem, cours d'eau canalisé reliant l'Hudson à l'East-River, d'une superficie de 42,74 miles ².

3^o Queens (Comté de Queens) sur la rive gauche de l'Hudson, d'une superficie de 109,88 miles ².

4^o Le bourg de Brooklyn (Comté de Kings) d'une superficie de 74,14 miles ².

5^o Le bourg de Richmond (Comté de Richmond) situé à l'embouchure de Staten-Island à l'embouchure de l'Hudson d'une superficie de 59,99 miles ², soit une superficie totale pour les 5 bourgs de 308,95 miles ², soit environ 495 km ².

La Cité de New-York, en dehors de Manhattan, comprend encore un très grand nombre de petites îles secondaires toutes également sises dans l'embouchure de l'Hudson et qui sont administrativement reliées, d'après leur situation, à l'un quelconque des 5 bourgs.

Les principales d'entre elles sont :

North-Island and South-Island, Brothcher's Island, Hart's Island, Governor's Island, Ward's Island, Welfare Island, Randal's Island, Bedloe's Island, sur laquelle est érigée la statue de la Liberté de Bartholdi, Ellis-Island, qui appartient au gouvernement fédéral comme station d'immigration.

La plus grande longueur de la cité du Nord-Est au Sud-Ouest est d'environ 40 km. et sa plus grande largeur d'Est en Ouest est de 35 km.

2^o *Population.*

Lors de sa fondation en 1626 New-York (dénommée alors New-Amsterdam) avait moins de 200 habitants, 1.000 en 1656 et 14.000 en 1760.

Ce fut vers 1783 que New-York commença sa croissance rapide comme principal port des Etats-Unis. La population doubla entre 1786 et 1796, et, en 1871 le premier million d'habitants fut atteint.

Voici la statistique des habitants pour chacun des 5 bourgs pour les années 1920, 1930 et 1937 :

	1920	1930	1937
Manhattan	2.284.103	1.867.312	1.653.844
Bronx	732.016	1.265.258	1.538.359
Brooklyn	2.018.356	2.560.401	2.838.017
Queens	469.042	1.079.129	1.391.588
Richmond	116.531	158.346	179.767
Total	5.620.048	6.930.446	7.601.575

Il résulte de l'examen rapide de ces quelques chiffres que le bourg de Manhattan qui forme le centre de la cité, a été déserté au profit des bourgs de la périphérie. Ce phénomène a été provoqué en grande partie, par le fait que les loyers sont beaucoup plus chers dans l'île de Manhattan que dans les autres bourgs et que de nombreux moyens de communication, ponts et tunnels, ont été créés surtout après la guerre, sur la rivière de l'Est pour faciliter les transports entre les bourgs de Manhattan et ceux de Brooklyn et de Queens, sis de l'autre côté de la rivière de l'Est ce qui a permis à de nombreux habitants de ces bourgs d'aller travailler commodément dans la journée à Manhattan, où est situé le centre des affaires.

Le plus important de ces ouvrages est le Tri-Borough Bridge, commencé en 1926 et terminé en 1935, dont le prix de revient total a dépassé 180.000.000 de dollars et qui relie le bourg de Queens à ceux de Manhattan et du Bronx à l'embouchure de la rivière de Harlem et de la rivière de l'Est.

Inversement la population du bourg de Richmond qui est le plus éloigné du centre de Manhattan et pour lequel aucune facilité nouvelle de communication n'a été créée, est demeurée stationnaire.

En dehors de la population fixe de la Cité de New-York il faut tenir compte de celle de sa banlieue. Il nous a été impossible de nous procurer des chiffres très récents à ce sujet. En 1927 le bureau fédéral du recensement des Etats-Unis estimait qu'il existait, dans un rayon d'environ 65 km. de la mairie de New-York (*City-Hall* de Manhattan) 373 municipalités indépendantes d'une population totale de 9.042.000 habitants, dont 1/3 environ se rendait chaque jour à New-York pour des occupations diverses.

La population de New-York est composée d'éléments essentiellement hétérogènes. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle le plus fort élément était constitué d'Irlandais, chassés par le paupérisme qui sévissait dans leur pays natal. A ce fort contingent d'Irlandais, qui forment aujourd'hui encore le fond de la population, sont venus s'adjoindre, principalement à partir de la fin du XIX^e siècle, de nombreux contingents d'Israélites, d'Italiens et de Polonais. A l'heure actuelle New-York est la principale cité juive du monde (environ 1.700.000) puis, suivent par ordre d'importance, les Italiens avec environ 620.000 habitants et les Polonais 430.000.

New-York comprend encore des colonies importantes d'hommes de couleur centralisés dans certains points de la ville : 248.000 nègres environ dans le district de Harlem et 60 à 80.000 Chinois autour de Chatham-Square.

New-York a, depuis sa fondation, été la métropole du monde comprenant la plus forte proportion d'étrangers.

La plupart de ces immigrants, connaissant mal la langue et les institutions du pays, n'ayant aucune tradition politique sont, dès leur débarquement à Ellis-Island, enrôlés dans des associations qui, sous des dehors de bienfaisance, poursuivent des fins politiques et sont menés par des politiciens professionnels.

Au bout de leur cinquième année de séjour sur le territoire américain, les 9/10 des immigrants new-yorkais se font naturaliser citoyens américains et votent tout naturel-

lement dans le sens qui leur est indiqué par les dirigeants de l'association à laquelle ils appartiennent.

La plus importante et la plus connue de ces associations est celle de Tammany Hall sur laquelle nous allons donner quelques renseignements ci-après. (voir troisième section)

Deuxième section

Importance économique de la Cité de New-York

1^o Généralités

Le développement de New-York en tant qu'agglomération urbaine a toujours été intimement lié à l'importance, sans cesse croissante, du rôle joué par la Cité de New-York dans la vie économique des Etats-Unis.

Les services du Département fédéral du commerce publient des statistiques annuelles très détaillées de l'activité économique des différents Etats de l'Union sous toutes leurs formes.

Voici pour l'année 1937 quelques aspects de l'activité de l'Etat de New-York. On peut admettre que l'activité propre de la Cité de New-York entre pour plus des 3/4 dans le total des chiffres indiqués ci-dessous :

Commerce extérieur	48,2 %	du total de celui des Etats-Unis		
Impôt sur le revenu	29,2 %	—	—	—
Polices d'assurances sur la vie	17,8 %	—	—	—
Dépôts bancaires	26,3 %	—	—	—
Opérations postales	17,7 %	—	—	—
Produits manufacturés	14,3 %	—	—	—

La rapidité de la croissance de la Cité de New-York au XIX^e siècle est due au fait que, de par sa situation géographique, elle était appelée à devenir pour les Etats-Unis, tant le centre du commerce des capitaux que de celui des marchandises. Aussi, le développement de la ville en tant qu'agglomération urbaine a-t-il toujours été tributaire de sa puissance financière et de la prospérité de son port.

2^o *New-York, centre financier.*

Dès le milieu du XVIII^e siècle New-York a été le point d'arrivée de concentration en Amérique des capitaux européens qui étaient ensuite répartis dans tout le pays suivant les opportunités de placement. New-York devint ainsi naturellement, tant le premier centre d'échange de valeurs, qu'un immense réservoir de capitaux, chargés du financement de l'ensemble du pays.

A partir du début du XX^e siècle et spécialement depuis la fin de la grande guerre, lorsque l'immense développement de la richesse nationale américaine eut fait inverser le courant des capitaux, New-York resta le centre financier d'où les capitaux américains étaient dispensés sur tous les continents et notamment, dans l'Europe appauvrie par la grande guerre.

Depuis la fin du XVIII^e siècle le centre du quartier financier a été situé au bout de l'île de Manhattan au-dessous de Fulton-Street. C'est encore là que sont situés les sièges des principales banques des Etats-Unis, la Bourse des valeurs (Stock-exchange) et les sièges des principales compagnies d'assurances.

La première banque établie aux Etats-Unis fut la « Bank of New-York and Trust Cy. » créée par Alexandre Hamilton en 1788.

La première banque nationale des Etats-Unis fut établie à Washington en 1791 et une succursale connue sous le nom de « Bureau d'escompte et de dépôt » fut ouverte à New-York la même année.

En 1801, fut créée la banque de la Compagnie de Manhattan. Cet établissement avait comme caractéristique d'ajouter au métier de banquier, celui de concessionnaire de services publics et il eut, jusqu'en 1835, le monopole de la distribution de l'eau dans la cité.

La plupart des grandes banques actuellement existantes datent du début du XIX^e siècle. Quand la Banque nationale de Produits chimiques (Chemical National Bank) fut créée

en 1823 il existait déjà 12 autres établissements financiers ayant un capital total de plus de 15 millions de dollars. La création de la Caisse de compensation des banquiers remonte à 1853, le montant total des opérations traitées par cet établissement en 1937 s'est élevé à 307 milliards de dollars.

La sous-trésorerie des Etats-Unis installée autrefois à Wall-Street fut abolie quand le système de « réserves fédéral » fut mis en vigueur en 1914.

3° *Le port de New-York.*

La nature avait ordonné que New-York devint un des principaux centres commerciaux du monde en gratifiant la cité d'un magnifique port naturel. New-York, port de vive eau, est relié à la mer par deux passages qui sont le canal d'Ambrose et le détroit Long-Island. La cité communique encore avec le Canada et l'Ouest des Etats-Unis par la rivière de l'Hudson qui est elle-même reliée au grand lac par des canaux (canal de l'Erié et Barge-Canal).

La conséquence naturelle de cette situation géographique est qu'avant que le pays ne soit équipé en voies ferrées, toutes les matières premières des Etats-Unis destinées à l'exportation sur les marchés européens étaient naturellement acheminées à New-York par voies navigables afin d'y être transbordées. Depuis une dizaine d'années le tonnage manipulé par le port de New-York s'équilibre aux alentours de 20 millions de tonnes dont le 1/5 environ provient de pays étrangers, ce qui représente en poids, la moitié du commerce extérieur des Etats-Unis¹.

4° *L'industrie à New-York.*

Au point de vue industriel la production de New-York s'apparente à celle de toutes les grandes métropoles. Il est toutefois à remarquer qu'elle ne consiste presque unique-

1. Pour 1937, les chiffres exacts sont les suivants : tonnage manipulé 20.427.000 tonnes, marchandises étrangères 21, 6 %.

ment qu'en des produits de petite et de moyenne industrie provenant d'entreprises soit artisanales, soit de moyenne importance ainsi qu'on en aura un aperçu par les quelques chiffres reproduits ci-dessous :

En 1937, la valeur totale des produits manufacturés dans les usines et ateliers de New-York a atteint 5.324.413.000 dollars. Durant la même année, la moyenne des employés d'un atelier s'élevait à 22 et sa production à 224.526 dollars de marchandises.

Voici quelles étaient, par ordre décroissant d'importance, les principales industries :

1° La confection pour femme	1.008.966.000	\$
2° La confection pour homme	379.339.000	—
3° L'impression et la publication des journaux périodiques	303.788.000	—
4° La fourrure	194.803.000	—
5° Le pain et la pâtisserie	191.173.000	—
6° Les conserves	163.485.000	—
7° La librairie et l'impression des livres	160.042.000	—
8° Tabacs, cigares et cigarettes	111.970.900	—
9° Chaussures	86.408.000	—

Troisième section

L'Administration de la Cité de New-York à l'époque moderne Tammany-Hall

Il est communément admis que l'histoire moderne de la Cité de New-York commence le 4 novembre 1825, date à laquelle fut inauguré le canal d'Erié qui permettait à New-York de communiquer directement, par voie fluviale ininterrompue, avec la région des Grands Lacs.

A cette époque la Cité de New-York ne comprenait que le bourg de Manhattan, situé dans l'île du même nom, au confluent de l'Hudson et de l'East-River. Sa population était de 200.000 habitants.

Au fur et à mesure du développement de la cité, le centre

du commerce se déplaçait vers le Nord de Manhattan. Dès 1890 toute l'île de Manhattan était entièrement couverte de constructions jusqu'à la rivière de Harlem qui sert de délimitation entre le bourg de Manhattan et celui du Bronx situé sur l'autre rive. Les deux bourgs formaient donc, à cette époque, deux agglomérations continues.

Cependant, l'emploi de l'acier dans la construction avait permis, dès 1870, de commencer la constructions du pont de Brooklyn, au dessus de l'East-River, qui fut le premier à relier le bourg de Manhattan aux bourgs de Brooklyn et de Queens situés sur la rive gauche de l'East-River.

Les facilités de communications se multiplièrent rapidement entre les bourgs de Manhattan et du Bronx d'une part, et ceux de Brooklyn et de Queens de l'autre, et, dès la fin du XIX^e siècle il apparut que l'interconnexité des intérêts municipaux de ces 4 bourgs était telle, qu'il importait de les réunir en une seule agglomération connue sous le nom de la « Cité du plus grand New-York » (*Greater New-York City*).

On leur adjoignit également le bourg de Richmond, situé sur l'île de Staten-Island qui, par sa position, commandait sur la rive droite de l'Hudson, l'entrée du port de New-York.

Cette réunion des bourgs de Manhattan, Brooklyn, Queens, Bronx et Richmond en une seule municipalité à compter du 1^{er} janvier 1898 fit l'objet d'une loi votée par la législature de l'Etat de New-York du 1^{er} septembre 1897 (Art. 378 des lois de 1897)¹.

Durant toute l'époque moderne jusqu'à nos jours l'Administration municipale de la Cité de New-York fut exercée, sauf à de rares intervalles, par des représentants d'une puissante organisation politique connue sous le nom de Tammany-Hall, sur laquelle, à titre documentaire, nous croyons utile de donner ici quelques indications.

1. Voir livre I, chapitre 2, 6^e section.

L'organisation de Tammany-Hall presque aussi vieille que le gouvernement des Etats-Unis lui-même, a, en effet, non seulement gouverné la Cité de New-York depuis l'année 1800, mais, de temps à autre, exercé une grande influence dans l'Administration de l'Etat de New-York et même dans les affaires nationales.

Avant la révolution américaine, des groupes ayant proclamé leur fidélité au Roi George III furent organisés en compagnies portant les noms de Saint-George, Saint-André et Saint-David. Afin de contrecarrer leur influence les révolutionnaires formèrent des associations appelées « Les fils de la Liberté » ou « Les fils de saint Tammany ».

Tammany était un chef indien connu pour son courage et son amour de la liberté. Afin de ridiculiser leurs adversaires, les révolutionnaires proclamèrent Tammany pour saint. Après la proclamation de l'Indépendance américaine « Les fils de la Liberté » et les fils de saint Tammany » entrèrent en dissolution.

Lorsque les délégués de l'Etat de New-York se rencontrèrent pour adopter la constitution fédérale, les discussions mirent en relief l'existence d'un parti aristocratique organisé.

Pendant la Révolution de nombreuses propriétés appartenant à des opposants à la cause de l'Indépendance américaine avaient été confisquées, mais il restait de grandes propriétés en possession des familles qui avaient été favorables à la Révolution ou qui avaient observé une attitude neutre.

Ces propriétaires qui possédaient des pouvoirs presque féodaux constituaient l'élément du parti aristocratique. Pour résister à son influence William Mooney fonda la Société de saint Tammany, le 12 mai 1789, peu de jours après l'établissement du Gouvernement national. Son but était la création d'une société composée d'Américains nés sur le sol du pays et démocratique dans son principe et dans son action. Des titres indiens furent donnés à ses collaborateurs, le chef de la société était le plus Grand Sachem et ses subordonnés des Sachems.

La démocratie telle qu'elle était conçue par l'Association de Tammany dans ses premiers temps n'était pas celle de l'époque postérieure.

Jusque vers 1820 Tammany représentait la bourgeoisie opposée à la puissance et à la prétention du pouvoir aristocratique, il n'était pas le représentant des classes populaires. Au début, l'Association de saint Tammany n'avait pas d'affiliations politiques déterminée mais elle exprimait ses goûts démocratiques dans des discours qui suivaient des banquets et des défilés traditionnels. Ce ne fut qu'à partir de 1798 que la Société de saint Tammany apporta un concours effectif au parti républicain (plus tard appelé démocratique) dont le chef était Thomas Jefferson.

Aaron Burr réalisant la puissance que la société pouvait acquérir au point de vue politique fut le principal artisan de sa conversion en club politique opposé au parti fédéraliste. La société prit une part importante dans le facteur démocratique qui aboutit à l'élection de Thomas Jefferson comme Président des Etats-Unis en 1800.

Aux élections de la même année les chefs de la société furent élus principaux fonctionnaires de la Cité de New-York.

Organisation de Tammany-Hall.

L'opposition l'ayant sévèrement critiquée cette société privée s'engagea dans la politique mais fut obligée de séparer l'activité sociale de la société de son activité politique.

En 1805 la Société de saint Tammany ayant obtenu de la législature de l'Etat de New-York une Charte la reconnaissant comme organisation de bienfaisance et de secours mutuels entre les membres la composant, l'organisation politique de Tammany-Hall fut alors créée comme un organisme distinct ; en réalité les Sachems de la société contrôlaient le mécanisme politique. Les chefs des deux organisations étaient les mêmes ou représentés dans l'une et dans l'autre par des hommes de paille. Le contrôle exercé

par la Société de bienfaisance Tammany sur l'organisation politique de Tammany-Hall s'explique par le fait que cette première société a toujours été propriétaire de l'immeuble de Tammany.

Grâce à ce pouvoir elle a toujours pu et peut encore révoquer une action hostile aux dirigeants.

C'est ainsi qu'en 1828, 1853 et 1857 les Sachems, comme gérants de l'immeuble, purent empêcher les factions qui leur étaient hostiles de se réunir dans Tammany-Hall.

Jusqu'en 1806 Tammany-Hall resta le club d'agitations politiques représentant le parti républicain (plus tard démocratique) à New-York. La même année commença l'organisation complète des électeurs du parti démocratique. Les principales caractéristiques de ce plan général complet, furent la création d'une Commission générale de nominations, de correspondance et d'administration. La Commission générale eut le pouvoir de convoquer des congrès pour les élections ; composée tout d'abord de trente membres elle en comprit par la suite plusieurs milliers, pénétrant dans toutes les sections que comprenait le parti dans la cité. Le pouvoir de Tammany-Hall fut très augmenté en 1820 quand il décida, pour des considérations politiques, d'appuyer un amendement de la Constitution de l'Etat de New-York abolissant l'obligation d'être né sur le territoire des Etats-Unis pour avoir le droit de voter. Effectif en 1822, cet amendement apporta une nouvelle couche d'électeurs qui appartenaient pour la plupart à l'organisation de Tammany.

Le changement apporté par le suffrage universel ne fut pas immédiat. Pour quelques temps encore Tammany fut dirigé par des banques et des marchands qui se servaient de cette organisation pour s'enrichir.

Le parti des travailleurs (*Working men's party*) en 1829 et son successeur le parti des droits égaux (*equal rights*) firent une campagne tellement violente contre les banquiers que la Commission de l'Administration générale de Tam-

many décida de se séparer de ses adhérents exerçant des professions bancaires ou commerciales.

L'année 1846 et les années suivantes virent arriver à New-York de nombreux immigrants, surtout Irlandais, objet de préjugés raciaux et religieux, incapables d'obtenir du travail, qui s'organisèrent en bande dans les rues.

A l'encontre des autres partis politiques, Tammany-Hall accueillit les immigrants, facilita leur naturalisation et leur octroya des secours.

Avec l'accession au pouvoir de William Tweed, en 1857, Tammany-Hall fut sous la férule d'un simple Chef ou « Patron »¹. Tweed devint maire et commit plus de 45 millions de dollars de détournements de deniers publics sur lesquels seulement 876.000 dollars furent récupérés. Tweed mourut en prison, la plupart de ses complices conservèrent le produit de leurs vols. Tammany-Hall devint un objet de terreur pour le monde entier.

Moins de 3 ans après le successeur de Tweed nommé John Keely invita intelligemment les démocrates à réorganiser complètement Tammany-Hall sur la base du suffrage universel. Le principal facteur de cette résurrection rapide fut l'attachement de la masse des habitants des maisons ouvrières de New-York à cette organisation dont les « Directeurs de quartier » entretenaient des relations humanitaires avec les masses populaires, les traitant politiquement en égaux et leur accordant aide en tant que de besoin. Tous ces services compensaient les dénonciations faites par leurs adversaires du parti républicain qui employaient souvent des systèmes de corruption moins voyants mais plus insidieux.

A partir de la mise en vigueur du vote de la Charte de 1897, Tammany-Hall, dont l'activité propre ne s'exerçait que dans les bourgs de Manhattan et du Bronx, contracta, lors de chaque élection, des alliances avec les Comités du parti démocrate dans les trois autres bourgs.

1. Boss.

De 1886 à 1902 Richard Croker succéda à Reely comme « Patron » de Tammany-Hall. Sa succession fut prise par Murphy qui resta au pouvoir de 1902 à 1924. Durant cette période de nombreuses charges de corruption furent alléguées contre Tammany-Hall et prouvées, mais elles n'excusaient pas les fautes commises durant la même époque par des associations de banques ou d'assurances.

L'accession au pouvoir de George Olvary comme chef de Tammany en 1924 marqua le début d'une nouvelle ère dans l'organisation de ce gouvernement. Contrairement à ses prédécesseurs le juge Olvary était un gradué de l'université et ancien haut magistrat.

A l'inverse de leurs prédécesseurs les nouveaux chefs de quartier étaient également des hommes d'une certaine éducation.

Il est généralement reconnu que le principal auteur de ces changements était Alfred Smith, quatre fois gouverneur de l'Etat de New-York et candidat à la présidence des Etats-Unis.

Le 16 mars 1929 Olvary donna sa démission soudainement. On interpréta généralement sa démission comme une conséquence de la perte du pouvoir et de l'influence de Smith après sa défaite aux élections nationales de 1928.

Après un mois de lutte entre les différentes factions, John Curry, auquel succéda Hines en 1932 fut élu comme chef de l'organisation. A compter de cette époque Tammany décida de restreindre son activité aux luttes municipales.

CHAPITRE II

LÉGISLATION

APPLICABLE A LA CITÉ DE NEW-YORK

Première Section

Généralités

Trois sortes de lois sont applicables dans la Cité de New-York :

1° Les lois fédérales, tant constitutionnelles qu'ordinaires, votées par le Sénat et la Chambre des représentants et qui sont applicables sur tout le territoire des Etats-Unis.

2° Les lois de la législature de l'Etat de New-York votées par cet Etat et qui sont applicables sur tout le territoire de cet Etat.

Nous désignerons désormais ces lois sous le vocable : « Actes de la législature ».

3° Les lois locales qui sont votées par l'Assemblée municipale de la Cité de New-York ¹.

Dans le cadre de ces deux dernières sortes de lois s'intègre la Charte de la Cité de New-York qui est un recueil des dispositions contenues, tant dans les lois de l'Etat que dans les lois locales et régissant le statut administratif et financier de la cité.

1. A ces lois locales il faut ajouter les ordonnances qui étaient votées jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Charte par la Chambre Basse de l'Assemblée municipale et qui restent toujours en vigueur, en raison de l'article 982 de la nouvelle Charte, aux termes duquel toutes les lois existant au moment de l'établissement de la nouvelle Charte et dont les dispositions ne sont pas en contradiction avec celles de ladite Charte resteront en vigueur.

Ces trois sortes de lois ont plusieurs caractères communs :

1^o Chacune d'elles est élaborée par un organisme bicaméral élu au suffrage universel (sauf les lois locales depuis la mise en vigueur de la nouvelle Charte : 1^{er} janvier 1938).

2^o Elles ne peuvent être promulguées que si elles sont approuvées par le principal fonctionnaire exécutif du Gouvernement dont elles émanent : président des Etats-Unis, gouverneur de l'Etat ou maire de la cité, sauf second vote pris à la majorité des 2/3 de chacune des Chambres composant ces différents organismes législatifs.

Deuxième Section

Lois fédérales et lois de la législature de l'Etat de New-York

L'étude détaillée du mécanisme législatif des lois fédérales et des lois de l'Etat n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage. Nous en rappellerons simplement les grandes lignes afin d'exposer la parfaite similitude qui existe entre le mécanisme de ces deux législations et celui de la législation locale municipale de la Cité de New-York, à l'exception près de l'absence de lois constitutionnelles en matière de législation locale.

1^o Législation fédérale.

A) *Généralités.* — Les lois fédérales doivent être votées par les deux Chambres du Congrès : le Sénat et la Chambre des représentants. Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour 2 ans à raison de 1 pour 150.000 habitants par les électeurs qui ont les qualités requises pour élire les membres de la Chambre des représentants des différents Etats.

Sont éligibles à la Chambre des représentants, les personnes âgées de plus de 25 ans, citoyennes des Etats-Unis

depuis au moins 7 ans et qui sont domiciliées dans l'Etat qu'ils représentent au Congrès.

Le gouverneur de l'Etat procède à une élection partielle si un membre meurt ou donne sa démission.

La Chambre des représentants élit un speaker qui remplit les fonctions de président.

La Chambre des représentants a trois pouvoirs qui lui sont particuliers et qu'elle ne partage pas avec le Sénat :

1° elle vote en premier lieu les lois de finance,

2° elle peut élire le président des Etats-Unis si la méthode constitutionnelle ne peut être appliquée,

3° elle peut mettre en accusation les fonctionnaires publics devant le Sénat.

La Chambre haute du Congrès est constituée par le Sénat composé de 76 membres élus à raison de 2 par Etat, pour 6 ans, au suffrage universel. Le renouvellement du Sénat est effectué par tiers tous les deux ans. Pour être éligible au Sénat il faut être âgé d'au moins 30 ans, domicilié dans l'Etat où a lieu l'élection et être citoyen des Etats-Unis depuis au moins 9 ans.

Le vice-président des Etats-Unis est président du Sénat ; il ne vote que pour départager deux groupes de sénateurs égaux.

Les sénateurs décédés ou démissionnaires sont remplacés par une élection partielle ou par le gouverneur avec la permission des Chambres législatives de l'Etat.

Le Sénat a un certain nombre de pouvoirs qui lui sont particuliers et qu'il ne partage pas avec la Chambre des représentants.

1° Il juge les cas de mise en accusation des fonctionnaires publics.

2° Il ratifie ou rejette les nominations de juges fédéraux, d'ambassadeurs et d'autres personnes nommées à des situations officielles et ne faisant pas partie des cadres permanents de l'Administration.

3° Il ratifie, par un vote pris à la majorité des 3/4, ou

rejette, les traités négociés par le président des Etats-Unis.

Les projets ou propositions de lois (autres que les lois de finances) peuvent être votés en premier lieu dans l'une quelconque des deux Chambres. Une fois déposé sur le bureau de l'une de ces Chambres le projet ou proposition de loi est envoyé pour examen à l'une des grandes Commissions compétentes de ladite Chambre (voies et moyens, droit, commerce etc...).

Une fois qu'un projet ou qu'une proposition de loi a été voté successivement par les deux Chambres fédérales, dans le mois qui suit l'adoption il est soumis au président des Etats-Unis pour être muni de son approbation. Le président a 10 jours pour fournir ladite approbation. Ce délai terminé, si les observations du président contraires à l'adoption de la loi ne sont pas formulées, celle-ci est censée être adoptée par lui sans être munie de sa signature. Il peut être passé outre au veto du président par un nouveau vote pris à la majorité des 2/3 des membres de chaque Chambre.

Tous les citoyens ont le droit de poursuivre l'annulation d'une loi comme inconstitutionnelle devant la Cour suprême des Etats-Unis.

B) *Compétence législative du Congrès.* — L'étendue de la compétence du Congrès en matière législative est fixée à la section 8 de l'article 1^{er} de la Constitution des Etats-Unis. Cette section comprend 18 paragraphes dont les 17 premiers constituent l'énumération de matières très précises ayant trait au gouvernement fédéral et au sujet desquelles les Chambres du Congrès ont seules qualité pour légiférer : tels que impôts nécessaires pour faire face aux dépenses fédérales, émission de monnaies, service postal, organisation judiciaire, police des mers, droit des gens, déclaration de guerre, diplomatie, armée et marine.

Le 18^e paragraphe¹, connu sous le nom de « clause élas-

1. Ce sont des lois adoptées en raison de ce 18^e paragraphe qui sont généralement traduites, devant la Cour suprême des Etats-Unis, pour inconstitutionnelles.

tique » prévoit, en outre, que le Congrès aura qualité à l'effet de voter toutes les lois qui lui sembleront nécessaires et opportunes pour la mise en application des pouvoirs énumérés dans les 17 premiers paragraphes et de tous les autres pouvoirs délégués par la Constitution au gouvernement des Etats-Unis ou à l'un de ses départements. La généralité des termes employés dans cet article fait que la compétence du Congrès, strictement délimitée dans les 17 premiers paragraphes de la section 8, article 1^{er} de la Constitution peut, en fait, être indéfiniment étendue.

C) *Lois fédérales constitutionnelles.* — Ces lois comprennent : 1^o La Constitution des Etats-Unis ratifiée par les Chambres législatives des 9 Etats, entre 1787 et 1790 ; 2^o Les 21 amendements apportés jusqu'à aujourd'hui à cette Constitution.

La procédure des amendements apportés à la loi constitutionnelle est fixée à l'article 5 de la Constitution.

Les dispositions essentielles de cette procédure sont les suivantes :

Le Congrès peut proposer un amendement par un vote pris à la majorité des 2/3 au Sénat et à la Chambre des représentants. D'un autre côté, sur la demande des Chambres législatives des 2/3 des Etats, le Congrès doit se réunir en Convention pour proposer un amendement ; cet amendement doit être ensuite approuvé par les Chambres législatives des 3/4 des Etats ; cette approbation peut être décidée soit par les deux Chambres de chacun des Etats réunies en Convention, soit par chacune d'elles séparément.

2^o *Législation de l'Etat de New-York. Actes de la législature.*

De même que la législation fédérale, cette législation émane d'un organisme bicaméral et se divise en lois constitutionnelles et en lois ordinaires.

Les deux Chambres de cet organisme sont :

1^o L'Assemblée de l'Etat, dont les membres sont élus pour un an, à raison de un par district territorial dit : « district d'Assemblée ». L'Assemblée de l'Etat élit son propre président.

2^o Le Sénat de l'Etat, dont les membres sont élus pour 2 ans, à raison de 1 par district territorial dit : « district sénatorial » et qui est présidé par le lieutenant-gouverneur.

Les projets et propositions de loi peuvent être votés en premier lieu dans l'une quelconque de ces deux Assemblées, et le gouverneur de l'Etat a un droit de veto analogue à celui que possède le président des Etats-Unis en ce qui concerne les lois fédérales. Ce droit de veto peut également être mis en échec par un second vote pris à la majorité des 2/3 par les membres des deux Chambres.

Compétence du domaine des lois de la législature. — L'étendue du domaine des lois de la législature est délimitée dans le 10^e amendement de la Constitution adoptée en 1791 et ainsi conçu : « les pouvoirs qui n'ont pas été délégués aux Etats-Unis par la Constitution et que cette dernière n'a pas interdits aux Etats, sont réservés à chacun des Etats respectifs ou à leur population ».

C'est en vertu des pouvoirs généraux, ci-dessus reproduits, que la législature de l'Etat de New-York a voté le 21 mai 1924, une loi municipale qui règle (chap. 363 des lois de 1924) les différents modes d'organismes législatifs locaux qui pourront être adoptés par les différentes municipalités de l'Etat ainsi que l'étendue du domaine de la compétence de ces organismes législatifs municipaux.

C'est le vote de cette nouvelle loi municipale qui a rendu nécessaire l'adoption d'une nouvelle Charte pour la Cité de New-York dont les dispositions soient strictement conformes aux prescriptions de la loi en vigueur.

Troisième Section

Domaine de la compétence des organismes législatifs locaux

A. Généralités

Le fonctionnement du mécanisme législatif local de la Cité de New-York sera étudié, en détail, ci-après (Livre II, chap. I). Mais, à seule fin de permettre aux lecteurs d'embrasser d'un seul trait l'étendue de la compétence de chacun des organismes législatifs d'où émanent les lois applicables à la Cité de New-York, nous allons examiner dès à présent le domaine de la compétence des lois locales.

B. *Etude du domaine des organismes législatifs locaux aux termes des textes législatifs émanant de la législature*

L'étude de la délimitation du domaine de la compétence des lois locales, aux termes des textes législatifs émanant de la législature, est particulièrement délicate car elle résulte de dispositions combinées :

1° de l'article 12 de la Constitution de l'Etat de New-York de 1777 (amendement approuvé aux élections générales du 6 novembre 1923) devenu effectif le 1^{er} janvier 1924 et qui a rendu nécessaire le vote de la nouvelle loi municipale du 21 mai 1924 par la législature de l'Etat de New-York ;

2° des prescriptions spéciales incluses dans les sections 11, 12, 15, 16, 17 et 21 de ladite loi municipale de 1924 ;

3° des articles 27 et 42 de la nouvelle Charte.

Il nous faut donc reproduire les dispositions de chacun de ces textes.

1° Article 12. *La Constitution de l'Etat de New-York.*

Cet article prévoit que chaque cité de l'Etat pourra voter des lois locales relatives aux propriétés, aux affaires ou aux

gouvernements des cités de l'Etat qui, soit dans leur rédaction, soit dans leurs effets, seraient spéciales ou purement locales dans leur caractère.

La législature de l'Etat peut, en cas d'urgence, légiférer valablement sur des matières dépendant de la compétence des organismes législatifs locaux si elle est requise par un message du gouverneur de l'Etat.

Pour qu'une telle loi soit votée il faut qu'elle soit adoptée à la majorité des 2/3 des membres de chacune des Chambres composant la législature de l'Etat de New-York.

2° Domaine de la compétence de l'organisme législatif local aux termes de la loi municipale de 1924.

La loi municipale du 21 mai 1924 établit une distinction entre les matières sur lesquelles il peut être légiféré par voie de lois locales ordinaires et les matières sur lesquelles il ne peut être légiféré que par voie de lois locales qui devront, obligatoirement, avant leur promulgation, être soumises à des formalités complémentaires (référendum obligatoire ou référendum en cas de pétition).

1° Matières sur lesquelles il peut être légiféré par voie de lois locales ordinaires aux termes de la loi municipale de 1924.

— Ces matières sont énumérées dans la Section 2 de ladite loi. Cette section prévoit qu'une loi locale ordinaire peut valablement intervenir dans les matières suivantes :

a) pour réglementer les pouvoirs, devoirs, qualification, mode de sélection de tous les fonctionnaires et employés de la cité,

b) apporter des modifications dans les obligations financières municipales,

c) acquiescer amiablement par voie de transaction dans les actions intentées contre la cité,

d) réglementer l'acquisition, l'entretien et l'usage des voies publiques et des propriétés municipales,

e) fixer les heures de travail, les mesures de protection, d'hygiène et de sûreté, du personnel des entreprises travaillant pour la municipalité,

f) édicter les règles d'hygiène et de bonne conduite des habitants de la cité et protéger leurs propriétés.

2^o *Matières sur lesquelles il ne peut être légiféré par voie de lois locales soumises à un référendum.* — La section 15 de la loi municipale prévoit que devront faire l'objet d'un référendum intervenant dans les 60 jours suivant leur adoption, les lois locales relatives à l'une des matières suivantes :

1^o si elles suppriment une branche de l'Assemblée municipale, changent la forme ou la composition d'une des deux Chambres formant cette Assemblée, augmentent ou diminuent le nombre des votes que chacun des membres des dites Chambres a le droit d'exprimer.

2^o si elles changent le pouvoir de veto du maire,

3^o si elles changent le mode légal d'accession à la mairie,

4^o si elles suppriment un emploi électif, changent le mode de révocation d'un fonctionnaire électif ou changent la durée du mandat et le montant du traitement d'un fonctionnaire électif en activité,

5^o si elles créent un nouvel emploi électif,

6^o si elles changent une prescription de la loi relative à l'octroi des concessions de services publics,

7^o si elles changent une prescription de la loi relative au mode de recrutement ou de durée du mandat des membres de la Commission du service civil de la cité,

8^o si elles réduisent le salaire d'un fonctionnaire ou employé municipal après qu'il a été fixé par un statut légal de l'Etat et approuvé par les électeurs qualifiés de la cité,

9^o si elles prévoient la mise en vigueur d'une nouvelle Charte pour la cité.

3^o *Matières sur lesquelles il peut être légiféré par voie de lois locales soumises à un référendum en cas de pétition.* — Les sections 16 et 17 de la loi municipale de l'Etat de New-York prévoient que, si une pétition comprenant le dixième des voix acquises par le gouverneur de l'Etat lors de son élection, est enregistrée au bureau du Clerc de la cité dans les 45 jours suivant l'adoption d'une loi locale et que l'objet

de cette pétition soit de protester contre l'adoption d'une loi locale, ladite loi locale sera soumise à un référendum des électeurs dans les 60 jours suivant l'enregistrement de cette pétition (à moins qu'une élection générale de fonctionnaires municipaux ou de l'Etat n'ait lieu durant la même période), si elle se rapporte à l'un des sujets suivants :

1° changement d'une prescription légale prévoyant une annonce ou une enquête publique comme condition préparatoire à une décision administrative,

2° changement d'une prescription légale relative aux adjudications publiques ou aux achats et contrats dans lesquels la cité est partie,

3° changement d'une prescription légale relative à la confection des rôles d'imposition, ou à des impositions légales de la propriété immobilière pour des travaux d'amélioration locale ou à la procédure d'expropriation,

4° changement d'une prescription légale relative à l'autorisation et aux conditions d'émissions d'emprunts municipaux,

5° changement d'une prescription légale relative à l'examen et au contrôle de la comptabilité municipale,

6° changement d'une prescription légale relative à la direction et à l'administration d'un fonds de retraite dans la cité s'appliquant aux départements de la police ou de la lutte contre l'incendie dans ladite cité,

7° changement d'une prescription légale relative à l'aliénation ou à la location de propriétés municipales,

8° augmentation du salaire d'un fonctionnaire électif durant son mandat.

Enfin, les sections 12 et 21 prévoient qu'une loi locale ne peut changer aucune prescription d'une loi de l'Etat de New-York qui doit s'appliquer obligatoirement à toutes les cités de l'Etat, à moins qu'il ne soit envoyé un message d'urgence au gouverneur de l'Etat lui expliquant les raisons ayant milité en faveur du vote d'une telle mesure et qu'une approbation concurrente ait été donnée par un vote pris

à la majorité des 2/3 par les membres des Chambres législatives de l'Etat.

Cependant, il est précisé à la section 21 de la loi municipale de 1924 qu'aucune loi locale ne peut apporter aucune modification au statut légal adopté par les Chambres législatives de l'Etat si cette mesure :

1) change ou augmente les prescription des loi de l'Etat de New-York sur le montant maximum à concurrence duquel la cité est autorisée à s'endetter ou sur le montant maximum qui puisse être perçu par les impositions, au cours d'une année, pour les besoins municipaux,

2) apporte des modifications aux restrictions des lois de l'Etat de New-York relative à l'émission de bons ou titres, reconnaissances de dettes,

3) s'applique ou affecte l'entretien ou l'administration du système d'éducation de la cité ou du système de retraite des instituteurs de ladite cité,

4) change le nombre ou le terme du mandat des membres du Conseil des « Supervisors » du comté dans lequel se trouve la cité,

5) affecte une prescription légale relative au Code du travail ou à la loi sur les accidents du travail,

6) change une prescription légale relative à la police des garnis,

7) affecte les pouvoirs actuels du contrôleur de l'Etat relatifs à la vérification de la comptabilité municipale ou à la prescription de moyens applicables à la comptabilité municipale,

8) affecte une prescription légale concernant le règlement ou la suppression de passages à niveau dans une cité de l'Etat,

9) affecte une prescription légale relative à la propriété, aux affaires ou gouvernants d'un comté ou de plusieurs comtés de l'Etat.

Enfin, chaque fois qu'une loi locale modifie les dispositions législatives de l'Etat de New-York il doit être spécifié,

sous peine de nullité, le chapitre, le numéro, le paragraphe, la date du vote, le titre, la section et la sous-section de la loi de l'Etat que les Chambres législatives de l'Assemblée municipale ont eu l'intention de modifier.

* * *

Enfin, certains articles de la nouvelle Charte ont précisé et détaillé, à l'intérieur des limites tracées par la Constitution et la loi municipale de l'Etat de New-York, l'étendue du domaine de la compétence de l'Assemblée municipale.

L'article 27 de la nouvelle Charte déclare qu'aucun des pouvoirs donnés par elle à un organisme ou à un fonctionnaire quelconque ne devra être considéré comme une limite apportée au pouvoir législatif du Conseil de la Cité, sauf des exceptions qui seront ci-dessous énumérées.

Le Conseil de la Cité aura notamment le pouvoir d'adopter des lois locales qu'il estimera nécessaires, applicables à l'ensemble de la cité ou à certaines de ses parties seulement, pourvu qu'elles ne soient pas en contradiction avec les prescriptions de la nouvelle Charte ou avec les lois constitutionnelles des Etats-Unis ou de l'Etat de New-York, et qu'elles soient destinées :

1° au maintien de l'ordre et du gouvernement dans la cité,

2° à la protection des citoyens et de leurs biens,

3° pour la préservation de la santé publique, du confort, de la paix et de la prospérité de la Cité et de ses habitants et à l'application des prescriptions de la Charte et des autres lois de l'Etat de New-York, ou municipales, relatives à l'Administration de la cité.

Le Conseil a enfin tout pouvoir à l'effet de voter des lois locales réglant les détails d'application d'autres lois locales. Le Conseil de la Cité peut notamment édicter que les personnes qui contreviendraient à des lois locales précédemment votées se rendraient coupables de délits, et prescrire

des peines d'amende de forfaiture et d'emprisonnement, ou une ou deux seulement de ces trois peines contre les délinquants.

Restrictions. — Il existe deux restrictions apportées par l'article 42 de la nouvelle Charte au pouvoir législatif du Conseil de la Cité à l'effet d'édicter des lois locales :

1° Le Conseil n'a le droit de voter aucune loi locale intéressant le placement d'aucun obstacle ou l'empiètement d'un particulier sur le domaine public de la cité (rue et trottoir) sauf la délivrance de permis temporaires et révocables durant la construction, la réparation ou la démolition d'un immeuble et sauf l'attribution de licences permettant l'érection et l'exploitation temporaire de kiosques ou de stands et l'agrandissement de cafés sur le trottoir avec l'agrément du propriétaire du fonds dans lequel est exploité le café.

2° Le dernier paragraphe de l'article 42 de la nouvelle Charte stipule que les lois locales relatives à la délivrance de licences devront obligatoirement indiquer le montant des droits à payer pour l'obtention d'une licence si la délivrance n'en est pas gratuite et qu'aucune licence ne pourra être accordée qu'après que le demandeur aura rempli, préalablement, une formule réglementaire dûment enregistrée.

Enfin, la nouvelle Charte, comme la loi de l'Etat ci-dessus analysée, établit une distinction entre les matières sur lesquelles il peut être légiféré par voie de lois locales ordinaires et celles qui nécessitent l'accomplissement obligatoire de formalités complémentaires, avant ou après le vote desdites lois.

Ces formalités peuvent être de deux ordres différents : soit approbation des électeurs de la cité par voie de référendum dans les jours suivant leur adoption par le Conseil de la cité, soit adoption avant ou après leur vote par le Conseil des Estimations (Board of Estimate).

L'étude de ce conseil fera l'objet du chapitre 1 du livre II, mais nous devons signaler, dès à présent, que ce Conseil qui formait, sous le régime de l'ancienne Charte, la Chambre Haute de l'Assemblée municipale n'a plus, aux termes de la nouvelle Charte, aucun pouvoir législatif sauf en ce qui concerne :

a) le vote de la loi de finance annuelle portant adoption du budget municipal,

b) les 3 exceptions suivantes qui sont énumérées à l'article 39 de la nouvelle Charte :

1° lois locales modifiant ou abrogeant le texte de la nouvelle Charte ;

2° lois locales transférant ou changeant les pouvoirs et les obligations, ou conférant de nouveaux pouvoirs et obligations, ou édictant les modes de qualifications, le nombre, les méthodes d'avancement et de révocation, les durées de l'emploi ou les salaires des fonctionnaires ou employés municipaux ;

3° lois réduisant ou abrogeant les taxes, droits, taux d'intérêts, amendes ou pénalités recevables par la cité.

Enfin, aux termes de l'article 40 de la nouvelle Charte, il existe un certain nombre de matières sur lesquelles il ne peut être légiféré que par voie de lois locales soumises à l'approbation des électeurs de la cité par voie de référendum dans les 60 jours suivant leur adoption par le Conseil de la Cité.

Ces matières sont celles prévues dans les sections 15 et 17 de la loi municipale de l'Etat de New-York de 1924 ci-dessus analysée (voir paragraphe B. ci-dessus) auxquelles l'article 40 de la nouvelle Charte a apporté les adjonctions suivantes :

1° lois qui abolissent, transfèrent ou diminuent le pouvoir d'un fonctionnaire électif,

2° lois qui transfèrent les pouvoirs conférés par la Charte à un service municipal dont le chef est nommé par le maire

à un autre service municipal dont le chef n'est pas nommé de la même manière ou vice-versa,

3^o lois dispensant d'un préavis ou d'une enquête publique prévue par la Charte comme une formalité substantielle précédant une action officielle,

4^o lois modifiant les prescriptions de la Charte relatives aux adjudications publiques,

5^o lois changeant les prescriptions de la Charte relatives à la classification et aux caractéristiques de bons et obligations municipales, les besoins pour lesquels ils peuvent être émis et le montant maximum pour lequel chacun d'eux peut être émis,

6^o lois changeant une prescription de la Charte relative à la vérification de la comptabilité municipale,

7^o lois supprimant les formalités prévues par la Charte en vue de la vente, de la location ou de tout autre acte de disposition de la propriété de la cité,

8^o lois diminuant les pouvoirs de la Commission du plan de la cité, ou changeant le quorum nécessaire au Conseil des estimations pour prendre une décision sans le concours, ou contrairement aux recommandations du plan de la cité.

Contrôle de la compétence du Conseil de la Cité en matière de lois locales

Le contrôle de la compétence de l'organe législatif de la Cité de New-York (Assemblée municipale sous l'ancienne Charte et Conseil de la Cité depuis la mise en vigueur de la nouvelle Charte) relatif aux matières contenues dans les lois locales est effectué de la manière suivante :

1^o *Pouvoir de veto du maire.* — Ce pouvoir de veto sera analysé en détail ci-après (voir Livre II, Chapitre 1) mais signalons, en ce qui concerne le contrôle de la compétence de l'organe législatif local, que le Maire, avant de donner

son approbation à une loi locale et rendre son vote définitif, doit s'assurer que les matières contenues dans ladite loi entrent bien dans le domaine de la compétence du Conseil de la Cité. Si un doute peut s'élever, il communique le texte de la loi au Conseil juridique de la cité pour que celui-ci lui fournisse un avis autorisé.

2° Contrôle du gouverneur. — Dans les cinq jours suivant la promulgation d'une loi locale dans une cité quelconque de l'Etat de New-York il doit en être adressé, par le Clerc de la Cité intéressée, une copie certifiée conforme au contrôleur et au secrétaire de l'Etat de New-York (art. 22, loi municipale de 1924).

Ces derniers sont chargés d'examiner le texte de la loi pour s'assurer que les matières y contenues entrent bien dans le domaine de la compétence de l'Assemblée municipale qui les a votées. Dans la négative le gouverneur de l'Etat de New-York poursuit l'annulation de la loi comme inconstitutionnelle devant la Cour suprême de l'Etat de New-York.

Quatrième Section

Les Ordonnances

Aux termes de la section 10 de la loi municipale de 1924, les ordonnances sont des lois locales votées dans la cité dont l'organe législatif local comporte une Assemblée municipale composée de deux Chambres, par la seule Chambre Basse, en vertu d'une délégation de matières spéciale accordée à cette dernière par l'Assemblée municipale.

Lors du vote de nombreuses lois locales intégrées dans les sections 49 à 54 de l'ancienne Charte, l'Assemblée municipale de l'Etat de New-York (composée du Conseil des aldermen et du Conseil des estimations) a délégué au profit

du seul Conseil des aldermen, de nombreuses matières¹ au sujet desquelles ce dernier était habilité à légiférer par voie d'ordonnances.

Le mécanisme législatif de ces ordonnances, notamment au point de vue du mode de votation, droit de veto du

1. Ces matières étaient les suivantes : Lois locales ayant trait :
 - 1° Inspection et vérification des poids et mesures en usage dans le commerce ;
 - 2° Pesage et mesurage du bois à brûler, du charbon, de la paille et du foin à livrer aux consommateurs de la ville ;
 - 3° Répression de la mendicité dans la ville ;
 - 4° Usage des fusils, pistolets, armes à feu et feu d'artifice dans la Cité ;
 - 5° Batailles sur la voie publique et détérioration volontaire de la propriété publique ou privée ;
 - 6° Police des lieux de plaisir ;
 - 7° Construction, réparation et usage des citernes, réservoirs, pompes, égouts et usines sur le territoire de la Cité ;
 - 8° Obligation de clôturer des terrains vagues ;
 - 9° Construction, réparation et entretien des marchés ;
 - 10° Préservation et protection de tous les ouvrages destinés à la fourniture d'eau potable de la Cité de New-York ;
 - 11° Réglementation de la natation et des bains, dans les eaux bordant la Cité ;
 - 12° Suppression des maisons de jeux ;
 - 13° Modification et extension des districts territoriaux du Service de la lutte contre l'Incendie ;
 - 14° Mesures à prendre dans les hôtels pour protéger les habitants contre l'incendie ;
 - 15° Etablissement d'une taxe de stationnement pour les taxis opérant dans le bourg de Brooklyn ; mode de paiement de ladite taxe, détermination de son taux annuel qui ne peut, en aucun cas, être supérieur à 20 \$.
 - 16° Police de la circulation (à l'exception des modifications apportées aux méthodes d'exploitation des services concessionnaires ;
 - 17° Usage temporaire de la voie publique ;
 - 18° Construction, location de kiosques sur la voie publique pour la vente des journaux périodiques, cigares et tabacs ;
 - 19° Réglementation de certains commerces (énumérés à la Section 51 de l'ancienne Charte, chapitre 192 des lois de 1916) et délivrance de licences aux personnes les exerçant ;
 - 20° Police des eaux navigables à l'intérieur des limites de la Cité ;
 - 21° Cautionnement à exiger de certains fonctionnaires municipaux ;
 - 22° Fixation des fonctionnaires municipaux sur la recommandation préalable du Conseil des Estimations et Répartitions (a).

a) Sec. 56 loi locale n° 1 de 1925. Cette section prévoit que le traitement afférent à chaque emploi sera décomposé en deux parties : 1° — une rémunération fixe commune à tous les fonctionnaires ou employés municipaux exerçant ledit emploi ; 2° — une indemnité de cherté de vie variant suivant les conditions d'existence de chaque bourg.

maire, enregistrement et publication, était rigoureusement le même que celui des lois locales (voir Livre II, Chapitre 1). La seule différence entre une loi locale et une ordonnance consistant dans le préambule du texte qui était « *Be it enacted by the municipal Assembly of New-York City* » au lieu de « qu'il soit ainsi décidé par le Conseil des aldermen » (*Be it enacted by the board of Aldermen*).

La nouvelle Charte a transféré le pouvoir législatif de la cité à une seule Assemblée municipale : *le Conseil de la Cité*.

En conséquence, la création de nouvelles ordonnances a été supprimée *ipso facto*, néanmoins, les ordonnances votées sous le régime de l'ancienne Charte sont toujours en vigueur en raison de l'article 982 de la nouvelle Charte qui stipule, explicitement, que toutes les lois et ordonnances existant au moment de la mise en vigueur de la nouvelle Charte et dont les dispositions ne sont pas en contradiction avec celles de ladite Charte continueront à avoir force de lois.

Cinquième Section

Arrêtés et règlements municipaux

La Charte prévoit que le commissaire ou le conseil, placé à la tête de chaque département municipal, aura qualité à l'effet d'édicter tous arrêtés ou règlements destinés à la mise en application des différents textes législatifs intéressant la bonne marche de ce département, ainsi que le service intérieur dudit département.

Les attributions de chaque département municipal en matière d'arrêtés ou de règlements sont essentiellement variables en raison de la nature et de l'importance de ce département. Les plus importantes sont celles du commissaire de la police fixées par les articles 435 et 436 de la

nouvelle Charte (voir livre IV, chapitre I, 1^{re} section) et celles du département de l'hygiène prises par le Conseil de l'hygiène chargé de la confection du Code sanitaire de la Cité de New-York (voir livre IV, chapitre 17, 1^{re} section).

En ce qui concerne ce dernier département le chapitre 628 des lois de 1924 de l'Etat de New-York a prévu que les règlements votés par le Conseil de l'hygiène en matière sanitaire auraient les mêmes pouvoirs et autorité que les lois votées par les Chambres législatives de l'Etat en la matière. Elles ne seraient pas, en conséquence, susceptibles de recours devant les tribunaux pour excès de pouvoir.

Les arrêtés et règlements des différents services municipaux ne sont applicables qu'après avoir été enregistrés au bureau du Clerc de la Cité. Ce dernier ne peut procéder à cet enregistrement qu'après avoir communiqué lesdits arrêtés ou règlements au Conseil juridique de la cité, chargé de s'assurer qu'ils sont bien conformes aux prescriptions des différentes lois régissant la matière.

Enfin, dans certains domaines (hygiène, construction, électricité, et ...) ces arrêtés et règlements ne peuvent être applicables qu'après avoir été publiés par le Clerc de la Cité, soit dans le Journal Municipal, soit dans certains journaux p'annonces légales.

Sixième Section

La Charte de la cité

1^o Généralités

Les Chartes municipales sont une création coutumière du droit public des Etats-Unis.

On peut définir une Charte municipale américaine comme étant le recueil codifié méthodique de toutes les lois émanant tant de la législature de l'Etat que de l'organisme législatif local de la cité intéressée, qui se rapportent au

gouvernement et à l'organisation administrative et financière de la cité.

Dans les actes de la législature concernant l'organisation municipale il est toujours précisé si les prescriptions de la loi considérée doivent s'appliquer obligatoirement à toutes les cités de l'Etat, ou seulement à un certain nombre d'entre elles nommément désignées.

Suivant les cas, les Chartes de toutes les cités de l'Etat ou seulement celles d'un certain nombre d'entre elles sont modifiées conformément aux prescriptions de la nouvelle loi. Bien entendu, les lois locales ne modifient que la seule Charte de la cité de l'organisme législatif de laquelle elles émanent.

Très souvent, les lois locales modifient telle ou telle section de la Charte dont les prescriptions émanaient d'un texte voté par la législature. Ces modifications sont parfaitement légales autant que l'organisme législatif local a légiféré sur des matières entrant dans le domaine de sa compétence.

Il résulte de ces quelques explications, que si le mot de « Charte » évoque dans notre terminologie usuelle française une certaine idée de texte fondamental ayant, de par sa nature même, un certain degré de durée et de fixité il en est tout autrement dans la terminologie juridique des Etats-Unis.

Les Chartes des cités américaines constituent un recueil sans cesse mouvant et voient leurs différentes sections journellement modifiées, altérées ou supprimées par le vote, soit d'une loi locale émanant de l'organisme législatif de la cité qu'elles régissent, soit d'un acte de la législature dont les dispositions s'appliquent à l'organisation municipale de la cité intéressée.

2° Chartes de la Cité de New-York.

La première Charte de la Cité de New-York fut constituée par le chapitre 378 des lois de la législature de l'Etat de

New-York de 1897, intitulé : « Acte pour unifier en une seule municipalité, sous le nom générique de « Cité de New-York » les différentes communes se trouvant dans¹ et autour le port de New-York comprenant la cité et les Comtés de New-York, la cité de Brooklyn, le Comté de Kings, le Comté de Richmond et une partie du Comté de Queens, et pour organiser leur gouvernement ».

Cette loi fut bientôt modifiée par acte de la législature de l'Etat de New-York voté à Albany le 22 avril 1901 (chapitre 466 des lois de 1901).

Les principales dispositions de ces deux lois avaient pour objet de fondre, en une seule municipalité dite « Cité de New-York », les cinq bourgs de Manhattan, Bronx, Brooklyn, Queens et Richmond se trouvant sur le territoire des comtés désignés ci-dessus. Ces cinq bourgs avaient désormais un organe législatif unique bi-caméral (Conseil des *aldermen* et Conseil des Estimations et Répartitions) chargé de l'élaboration des lois locales applicables sur tout le territoire de la municipalité.

2° Les électeurs des cinq bourgs élaient, au suffrage universel, trois principaux fonctionnaires exécutifs : le Maire, le Contrôleur et le Président du Conseil des *aldermen*, chargés de représenter la cité et dont l'autorité s'exerçait sur tout le territoire des 5 bourgs qui la composent.

3° Chacun des bourgs perdait son autonomie financière, les recettes et les dépenses de chacun d'eux étant fondues en un seul budget dit : budget de la Cité de New-York.

La direction financière de la cité était confiée à un Conseil restreint dit « Conseil des Estimations et Répartitions », composé du Maire, du Contrôleur, du Président du Conseil des *aldermen* et des présidents de chacun des cinq bourgs, ce Conseil constituant d'autre part, au point de vue de la législation locale, la Chambre haute de l'Assemblée municipale.

1. Le terme « in » vise les îles se trouvant dans l'estuaire de l'Hudson.

Etant donné les différences très importantes existant, tant dans la population de chacun des cinq bourgs que dans leurs recettes et leurs dépenses, les présidents de chacun des cinq bourgs n'avaient pas le même droit de vote à ce Conseil. Sur un total de 16 votes, les Présidents des Bourgs de Manhattan et Brooklyn avaient droit à 2 votes chacun et ceux des 3 autres bourgs à 1 vote chacun, la majorité était dévolue au Maire, au Contrôleur et au Président du Conseil des *aldermen* élus au suffrage universel par tous les électeurs de la cité qui, ayant droit à 3 voix chacun, réunissaient 9 votes sur un total de 16.

Les présidents de chaque bourg restaient à la tête des départements municipaux de leur bourg respectif. Chacun des bourgs avait donc un département autonome pour chaque service municipal.

Les bases de cette organisation municipale que nous venons de retracer à grands traits sont restées les mêmes jusqu'à aujourd'hui à l'exception près des attributions des présidents de bourgs et ont survécu à l'adoption de la nouvelle Charte.

Toutefois, toutes les dispositions des deux lois de 1897 et 1901 précitées portant création de la Cité de New-York par la réunion de cinq bourgs ont fait l'objet d'amendements multiples et répétés. Ces amendements ont été opérés tant par des lois de l'Etat que par des lois locales émanant de l'Assemblée municipale. En ce qui concerne ces dernières elles ne pouvaient intervenir :

1° que si elles entraient dans le domaine de la compétence de l'Assemblée municipale telle qu'elle a été définie dans la section 3 ci-dessus,

2° que si elles étaient ratifiées par voie de référendum si leur objet entraît dans la catégorie de ceux énumérés dans les sections 15 et 17 de la loi municipale de l'Etat de New-York (chapitre 363 des lois de 1924).

La plupart de ces amendements avaient comme principale caractéristique la suppression progressive des services.

municipaux indépendants placés sous l'autorité et la surveillance des Présidents de Bourgs et leur refonte en un service central municipal de la Cité de New-York, placé sous la surveillance du Maire et dirigé par un commissaire ou un conseil désigné par ce dernier.

3° *Origine et élaboration de la Charte de 1936.*

Nous avons déjà dit que la législature de l'Etat avait voté, le 21 mai 1924, la loi municipale de l'Etat de New-York *City home rule law* (article 363 des lois de 1934.) La section 36 de cette loi prévoyait que les dispositions des Chartes déjà existantes au jour de la promulgation de ladite loi resteraient en vigueur jusqu'à ce que les Chartes en question aient été refondues ou amendées afin de mettre leur texte en harmonie avec les prescriptions de cette loi municipale.

Il importait donc de moderniser les dispositions de la Charte de 1901 de la Cité de New-York par le vote d'une loi locale, soumise au référendum des électeurs, comportant la mise en vigueur d'une nouvelle Charte.

D'autre part, la multiplicité des amendements apportés au texte de l'ancienne Charte par suite, tant de la force du mouvement de centralisation que nous venons d'indiquer, que de la multiplication et de la complexité sans cesse croissantes des services municipaux, avait transformé cette ancienne Charte en un texte assez confus et incohérent dont l'absence de plan et un grand nombre d'adjonctions rendaient la consultation difficile.

Le 21 mai 1934, la législature de l'Etat vota une loi (art. 867 des lois de 1934) créant une Commission de vingt huit membres, chargée de préparer une nouvelle Charte destinée à être soumise à l'approbation des électeurs de la cité. Cette Commission siégea deux fois par semaine jusqu'au 1^{er} août, date à laquelle son président, Alfred Smith, suivi de cinq de ses collègues, donna sa démission, par suite de désaccord profond avec les membres restants. En conséquence,

le 18 août 1934, les Chambres législatives de l'Etat votèrent une nouvelle loi autorisant le maire à nommer une seconde Commission de neuf membres pour l'étude de la nouvelle Charte. Le Maire, La Guardia nomma, le 13 janvier 1935, cette nouvelle commission qui fut présidée par M. Thatcher, président du barreau de New-York; cette commission termina ses travaux au printemps de 1936 et la nouvelle Charte fut adoptée sous forme de loi locale par le Conseil des *aldermen* et par le Conseil des Estimations et Répartitions aux élections du 3 novembre 1936 pour être applicable à compter du 1^{er} janvier 1938.

Nous verrons donc, dans la suite de cet ouvrage, les principales modifications apportées par la nouvelle Charte pour améliorer le gouvernement et l'administration municipale de la Cité de New-York et les adapter aux exigences des nécessités actuelles.

4^o Modes de transformation du texte de la Charte.

La nouvelle Charte, comme l'ancienne, en tant que recueil des lois intéressant l'organisation du gouvernement de la cité, continue à avoir comme caractéristique d'être sujette à de perpétuelles transformations pour les trois raisons suivantes, les deux premières ayant un caractère permanent et la troisième un caractère essentiellement temporaire :

1^o La législature, agissant dans le domaine de sa compétence, peut toujours adopter une loi dont les dispositions modifient celles des lois locales¹.

2^o L'article 44 de la nouvelle Charte, conformément aux prescriptions de la section 20 de la loi municipale de 1924, prévoit que les amendements législatifs apportés à la Charte pourront être adoptés de l'une des manières suivantes :

A. — Par voie de lois locales étant entendu que si ces lois, en raison de leur matière doivent faire l'objet de for-

1. C'est ainsi que la législature de l'Etat de New-York vota la première Charte en 1898 portant création du « plus grand New-York ».

malités complémentaires, tel que référendum, etc... (voir 3^e section, domaine de la compétence de l'Assemblée municipale en matière de lois locales) ces formalités devront être conservées.

B. — Par voie de vote affirmatif des électeurs de la cité. Sur la pétition des électeurs de la cité un amendement peut être adopté s'il est relatif :

a) à la manière de voter pour les fonctionnaires électifs de la cité ou pour l'un d'entre eux,

b) à l'appellation d'un ou plusieurs offices électifs ou à la création d'un ou plusieurs offices, y compris le transfert d'attributions à un ou plusieurs offices nouvellement créés et à la disposition des attributions d'un office supprimé mais ces amendements ne peuvent changer ou révoquer la limitation apportée par la Charte aux attributions d'un office. Ces amendements peuvent être adoptés à la suite d'une pétition, signée de 50.000 électeurs régulièrement inscrits dans le bureau du clerc de la cité, aux termes de laquelle le texte de l'amendement proposé sera soumis à la plus prochaine élection générale qui devra avoir lieu après que 60 jours se soient écoulés depuis la date de la signature de la pétition. Les signatures, pour être valables, ne devront pas avoir été données plus de 120 jours avant la date de ladite pétition.

3^o Enfin, le texte de la nouvelle Charte peut être modifié pour une raison essentiellement temporaire. Il est en effet prévu à l'article 982 de ladite Charte que tous les règlements et lois en vigueur au 1^{er} janvier 1938, et dont les prescriptions ne seraient pas contraires à celles de la Charte, resteraient en vigueur et qu'une commission dite ¹ « Commission de la consolidation statutaire » serait chargée d'ajouter les prescriptions desdites lois à celles de la Charte et de les y intégrer.

A l'heure actuelle les travaux de ladite commission ne sont pas encore commencés.

1. *Statutory consolidation commission.*

Nous sommes, enfin, obligé de faire une dernière remarque, c'est que la nouvelle Charte a terminé le cycle de centralisation de l'administration municipale new-yorkaise en enlevant aux Présidents de Bourgs leurs dernières attributions administratives, en dehors de la charge de l'exécution des travaux de voirie dans leur bourg respectif.

Il y a quelques années encore l'étude de l'organisation municipale de l'agglomération new-yorkaise aurait probablement dû être divisée en deux parties distinctes : étude de l'administration et des attributions du gouvernement central municipal d'une part, et étude des attributions des Présidents de Bourgs et de l'administration placée sous leurs ordres, d'autre part.

Aujourd'hui l'administration des bourgs n'est plus qu'un rouage de l'administration centrale municipale et l'étude en sera faite parmi celle des autres services municipaux (livre IV, chapitre IX).

* * *

Il existe dans la Cité de New-York une troisième forme d'administration municipale, c'est celle des Comtés. L'Etat de New-York est divisé en un certain nombre de circonscriptions judiciaires dénommées Comtés.

Ces circonscriptions judiciaires doivent, aux termes de la Constitution de l'Etat de New-York, comprendre obligatoirement un certain nombre de Cours de justice et de fonctionnaires auxiliaires élus par les électeurs des municipalités dans lesquelles ils résident et dont les salaires sont à la charge des budgets desdites municipalités.

Dans ces conditions, il nous a paru impossible de ne pas procéder à une description rapide de l'organisation administrative des Comtés situés sur le territoire de New-York. Nous avons cru bon de procéder à cet examen dans le chapitre suivant avant de passer à l'étude de l'administration municipale new-yorkaise proprement dite.

TITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES CINQ COMTÉS DE LA CITÉ DE NEW-YORK

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DES COMTÉS

Première Section

Considérations générales

Nous avons vu¹ que la section 1 de la Charte de 1901 prévoyait que l'agglomération désignée sous le nom de « Cité de New-York » serait composée du territoire sis sur les cinq Comtés de New-York, Kings, Bronx, Queens et Richmond, ce même territoire étant divisé en bourgs dont les divisions territoriales seraient les mêmes que celles des Comtés².

Les sections 1 et 2 de la nouvelle Charte de 1936 ont prévu qu'aucune modification ne serait apportée aux

1. Chapitre II, section VI.

2. Le bourg de Manhattan correspond au comté de New-York, le bourg de Brooklyn au comté de Kings et les bourgs de Bronx, Queens et Richmond aux trois comtés du même nom.

limites territoriales déjà existantes des bourgs de la Cité de New-York. Aux termes de sa constitution l'Etat de New-York est divisé en 62 Comtés.

Le Comté est avant tout une circonscription judiciaire dont les limites sont désignées par la Constitution de l'Etat et qui doit comprendre obligatoirement un certain nombre de Cours de justice et de fonctionnaires auxiliaires de ces Cours.

Cette circonscription judiciaire des Comtés s'oppose à celle des bourgs, circonscriptions municipales entièrement autonomes jusqu'au vote de la loi de 1901.

Nous nous sommes demandé si une description, même très sommaire, de l'administration des comtés de la Cité de New-York entrerait dans le cadre de cet ouvrage ; le fait que les dépenses nécessitées par l'Administration des comtés étaient à la charge du budget de la cité et supportées par ce dernier nous a fait pencher pour l'affirmative.

Il nous a, en effet, semblé que les fonctionnaires de l'administration des Comtés, émergeant au budget de la Cité de New-York, devaient en quelque sorte être considérés, quoique appartenant à l'ordre judiciaire et ayant leurs attributions fixées par un article de la Constitution de l'Etat de New-York, comme des fonctionnaires municipaux.

Aucune modification ne pouvait être apportée par la nouvelle Charte (loi locale), à l'organisation de l'administration des comtés de la Cité de New-York, telle qu'elle avait été réglée par l'article 10 de la loi constitutionnelle de 1777 de cet Etat.

Cette organisation offre les particularités suivantes :

1^o Elle est entièrement décentralisée, chaque Comté ayant son administration autonome, tandis que pour la Cité de New-York, par exemple, l'administration des bourgs est centralisée par voie de représentation des présidents des bourgs au Conseil des Estimations.

2^o Elle n'est pas rigoureusement la même pour tous les

Comtés de l'Etat de New-York, les principales modifications variant sur le nombre des services, les attributions et la durée du mandat de leurs titulaires.

3° Les dépenses nécessitées par l'administration des Comtés sont financées par une majoration de l'impôt foncier dû sur les propriétés sises sur le territoire de chaque comté ; c'est la raison pour laquelle le coefficient d'imposition de la propriété foncière varie légèrement d'un Comté à l'autre de la Cité de New-York.

Les dépenses d'administration de chacun des Comtés étant à peu près les mêmes, la majoration est plus faible pour les Comtés riches que pour les Comtés pauvres.

4° L'administration des Comtés, comme celle des bourgs, a une tendance très nette, depuis le début du XX^e siècle, à perdre sans cesse de l'importance au profit de l'administration centrale municipale. A cet effet, de nombreux amendements ont été apportés à l'article 10 de la Constitution de l'Etat de New-York, chacun ayant pour but la diminution des services de l'administration des Comtés et des suppressions d'emplois.

Cette administration ne comprend plus qu'un certain nombre de fonctionnaires qui sont tous auxiliaires de la justice ou chargés de la conservation foncière.

Les principaux de ces fonctionnaires sont : le *shériff*, le *county-clerk*, le *district-attorney* et le *public administrator*.

New-York, Bronx, Kings et Queens ont en plus un *register* et un conservateur des archives (*commissioner of records*)¹.

Le Comté de New-York possède encore un conservateur des archives pour la Cour des Surrogates².

1. Le Comté de Queens n'a pas de *Commissioner of records*.

2. La Cour des *Surrogates* dont le juge unique (sauf dans le Comté de New-York, où il y en a deux, porte le même nom) est un tribunal chargé de surveiller la bonne exécution des volontés testamentaires des personnes décédées et de la surveillance de l'administration temporaire de leurs biens par les différents hommes de lois (*attorneys, trustees, public administrators* pour les successions vacantes). En ce qui concerne les personnes décédées *ab intestat*, la Cour des *Surrogates* est chargée de la surveillance et de l'application des lois régissant la dévolution héréditaire.

Tous ces emplois sont électifs, sauf celui de « Clerc de Comté » ; un amendement voté en 1935 par les Chambres de l'Etat de New-York, (section 2 de l'article 10 de la Constitution de l'Etat de New-York) et soumis à l'approbation des électeurs la même année, a, en effet, décidé la suppression de l'emploi de commissaire des jurés (*Commissioner of Jurors*), fonctionnaire chargé de dresser les listes des jurés et de les appeler à siéger. Les attributions de commissaire des jurés ont été transférées aux *county-clerks*, dont nous parlerons plus loin. Par voie de conséquence, le même amendement a décidé que les *County Clerks* ne seraient plus désignés par voie élective, ce mode de nomination aurait en effet donné des résultats désastreux en raison des nouvelles fonctions qu'ils étaient appelés à exercer.

Deuxième Section

Les principaux fonctionnaires de l'Administration des Comtés

A. *Le Procureur de district « district-attorney »*

Ce magistrat dont les fonctions correspondent, en gros, à celles de procureur de la République est chargé d'instruire et de conduire les poursuites pénales devant toutes les Cours criminelles du Comté.

Il peut, aux termes de la loi, introduire une procédure devant le grand jury en première instance, mais, généralement, les poursuites sont d'abord intentées devant un magistrat municipal qui décide si la détention de l'inculpé est nécessaire pour l'instruction de l'affaire.

Si le *district-attorney* estime que les preuves réunies contre l'accusé suffisent, il le traduit devant le tribunal des « Sessions spéciales » si l'accusation vise un délit, et devant le

grand jury si l'accusation vise un crime. En cas d'acquiescement par le grand jury, le *district-attorney* peut, avec le consentement de juges de la Cour suprême de l'Etat, faire juger à nouveau l'inculpé par un autre grand jury.

La Cour suprême peut décider qu'une accusation sera soumise à nouveau à un grand jury mais le *district-attorney* n'a pas le pouvoir légal d'influencer ce dernier.

Dans les Comtés de New-York, Bronx et Kings, le *district-attorney* est élu pour 4 ans.

A Queens et à Richmond il n'est élu que pour 3 ans.

B. *Le sheriff*

Le *sheriff* est le fonctionnaire chargé d'exécuter les mandats civils et criminels de toutes les « Cours de greffe » (*of records*) du Comté, bien que la loi prévoit que, dans certains cas, les départements de la police et de la correction seront chargés de l'exécution des procès criminels au lieu et place du *sheriff*, sauf dans le Comté de Richmond.

En outre, le *sheriff* est responsable de la garde, dans les prisons, et du transport, pour toutes mesures d'instruction ou autres, des inculpés maintenus en état de détention par suite d'une décision d'un magistrat qualifié.

Dans les Comtés de New-York et de Bronx le *sheriff* est élu pour 4 ans, à Queens et Richmond pour 3 ans et à Kings pour 2 ans.

Les *sheriff* ne sont pas rééligibles.

C. *Le Clerc de Comté (county-clerk)*

Le *county-clerk* est le gardien de tous les livres, archives et documents du Comté.

A Queens et à Richmond (où il n'y a pas de *register*) le *county-clerk* est chargé de la conservation de tous les actes civils, hypothèques et ventes conditionnelles de propriétés foncières.

Le *county-clerk* est également le clerc de la Cour de Comté et de la Cour suprême quand elles siègent dans le Comté.

Sur la demande qui lui en est faite par n'importe quel intéressé et moyennant le paiement d'un honoraire taxé, le *county-clerk* doit rechercher n'importe lequel des documents dont il a la garde et en délivrer des expéditions.

Comme nous l'avons vu ci-dessus les *county-clerks* sont chargés de l'établissement des listes de jurés et de les appeler à siéger.

Dans les Comtés de New-York, Kings et Bronx le *county-clerk* est nommé pour 4 ans. A Queens et à Richmond pour 3 ans

D. *L'Administrateur public (public administrator)*

Ce fonctionnaire administre les successions vacantes des personnes mourant sans laisser d'héritiers ou de personnes dont les proches parents n'ont pas la capacité nécessaire, ou ne veulent pas administrer la succession ; ou encore, les successions de personnes ayant fait des legs mais ayant omis de désigner un exécuteur testamentaire chargé d'en assurer la délivrance.

Ce fonctionnaire est également chargé de la délivrance des legs faits aux institutions charitables.

Le *public administrator* dans le Comté de Kings, Bronx et Richmond est nommé par le *surrogate*¹, à Manhattan par les deux *surrogates* et à Queens par le *surrogate*, le juge de comté et le *sheriff*.

E. *Register (conservateur des hypothèques)*

Dans son bureau sont enregistrés tous les actes, hypothèques, baux à longue durée et tous autres titres affectant

1. Juge à la Cour du même nom. Ces cours sont spécialisées dans l'application des lois concernant la dévolution héréditaire

les propriétés immobilières situées sur le territoire du Comté. Les nantissements immobiliers et les contrats comportant la vente sous condition des biens immobiliers sont également enregistrés dans son bureau. Il est chargé du recouvrement de la taxe hypothécaire ($1/2\%$ du montant du prêt). Il peut être chargé de la recherche de tous les documents dont la garde lui a été confiée et de la délivrance d'expéditions officielles ainsi que de l'enregistrement des mainlevées hypothécaires.

Dans le Comté de Kings il est élu pour 2 ans. A Manhattan et à Bronx il est élu pour 4 ans.

Il n'y a pas de *register* dans le Comté de Richmond.

LIVRE II

Pouvoir législatif et exécutif

TITRE I

ASSEMBLÉES MUNICIPALES DE LA CITÉ DE NEW-YORK

CHAPITRE PREMIER

LE CONSEIL DE LA CITÉ

Première Section

Considérations générales

D'importants remaniements ont été apportés par la nouvelle Charte au système législatif de la cité.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, la section 10 de la loi municipale de l'Etat de New-York de 1924 prévoit que les cités de cet Etat peuvent élire une ou plusieurs Assemblées municipales de compositions différentes, chargées de la rédaction et du vote des lois locales. La section 2 de ladite loi contient un certain nombre de matières qui doivent obligatoirement faire l'objet de lois locales et les sections 15 et 16 énumèrent les matières ayant fait l'objet de lois locales devant être soumises à un référendum obligatoire ou à un référendum facultatif en cas de pétition déposée dans un délai déterminé par un certain nombre d'électeurs.

La section 10 de la loi municipale stipule également que la Charte des cités de l'Etat comportant plusieurs Assemblées municipales peut prévoir que le pouvoir législatif à l'effet d'édicter des lois locales pourra être dévolu, soit concurremment aux deux Assemblées (le vote de chacune d'elles étant nécessaire pour l'adoption d'une loi locale), soit à l'une d'entre elles seulement.

L'ancienne Charte stipulait que les lois locales de la Cité de New-York devaient être votées concurremment par les deux Assemblées municipales (Conseil des *aldermen* fonctionnant en tant que Chambre basse de l'Assemblée municipale et Conseil des Estimations et Répartitions fonctionnant en tant que Chambre haute).

La nouvelle Charte a supprimé le Conseil des *aldermen* et l'a remplacé par le Conseil de la Cité (Chambre unique de l'Assemblée municipale) auquel, dans son article 21, elle a transféré tout le pouvoir législatif à l'effet d'édicter et de voter des lois locales.

Néanmoins, certaines nouvelles lois locales énumérées à l'article 39 de la nouvelle Charte (budget, lois ayant des répercussions sur les Finances de la cité, lois modifiant une section de la Charte) ne peuvent devenir définitives, indépendamment du droit de veto du Maire, que si elles sont munies de l'approbation du Conseil des Estimations (Voir ci-dessus, livre I, chapitre II, section 3).

Enfin, le mode de composition, prévu par la nouvelle Charte, du Conseil de la Cité diffère du tout au tout de celui de l'ancien Conseil des *aldermen*.

Il nous a paru nécessaire d'exposer en détail la composition, le mode de fonctionnement et les attributions législatives de l'ancien Conseil des *aldermen*, avant de passer à l'étude de l'actuel Conseil de la Cité.

Deuxième Section

Régime antérieur à la mise en vigueur de la nouvelle Charte : le Conseil des *aldermen*

Aux termes du chapitre II, sections 17 à 61 de l'ancienne Charte, la Chambre basse de l'Assemblée municipale était composée du Conseil des *aldermen*.

1^o Composition

Ce conseil comprenait 71 membres, à savoir :

a) Le Président du Conseil des *aldermen* élu au suffrage universel dans les mêmes conditions que le maire et le contrôleur par l'ensemble des électeurs de la cité, tous les 4 ans.

b) Les Présidents de chacun des 5 bourgs élus tous les 4 ans au suffrage universel, chacun par l'ensemble des électeurs de leur bourg respectif. L'élection des présidents de bourg a lieu à la même date et dans les mêmes conditions que les élections du maire, du contrôleur et du président du Conseil des *aldermen*.

c) 65 membres élus au scrutin uninominal à raison de 1 par district *aldermanic*, la Cité de New-York étant divisée territorialement en 65 districts dont les limites étaient indiquées dans la section 19 de l'ancienne Charte (de nombreux amendements ont été apportés pour des raisons électorales à l'étendue des circonscriptions indiquées dans ladite section 19, le dernier en date de ces amendements a constitué le chapitre 670 des lois de 1921).

Le traitement des *aldermen* était de 5.000 dollars par an.

Ils pouvaient être destitués de leurs fonctions par un vote pris à la majorité des 2/3 de tous les membres du Conseil des *aldermen*.

Enfin, si la place de l'un d'eux devenait vacante par

suite de décès ou de destitution, son remplaçant, jusqu'aux prochaines élections, était élu, aux termes de la section 18 de l'ancienne Charte (chapitre 670 des lois de 1921), par un vote pris à la majorité absolue des autres membres du Conseil des *aldermen*.

C'est là, croyons-nous, un exemple rare d'une Assemblée élue au suffrage universel remplaçant les vacances, même temporaires, par voie de cooptation.

2° Bureau et secrétariat

La composition du bureau du Conseil des *aldermen* et les attributions de ses membres, ainsi que l'organisation de son secrétariat étaient les mêmes que celles de l'actuel Conseil de la cité (voir 3^e section ci-après).

Troisième Section

Système législatif actuel : le Conseil de la Cité

Ainsi que nous l'avons dit en tête du présent chapitre, le pouvoir législatif de la cité a été transféré à une Assemblée municipale : le Conseil de la Cité, dont, notamment, la composition et les attributions diffèrent profondément de celles de l'ancien Conseil des *aldermen*.

1° Composition

Le Conseil de la Cité comprend (art. 22 nouvelle Charte) :

1° Le Président du Conseil (dont l'élection, le salaire et les attributions sont les mêmes que celles du président de l'ancien Conseil des *aldermen*).

2° Les membres du Conseil de la Cité élus à raison de 1 par 75.000 habitants et dont le nombre ne peut être inférieur à 29, soit :

	9	conseillers	pour le bourg de	Manhattan
10	—	—		Brooklyn
5	—	—		Bronx
4	—	—		Queens
1	—	—		Richmond

A. *Mode d'élection du Conseil de la Cité.*

A l'ancien mode d'élection des *aldermen* au scrutin uninominal, à raison de 1 pour chacun des 65 districts aldermaniques, le chapitre 43 de la nouvelle Charte (articles 1001 à 1010) a substitué l'élection des conseillers de la cité par représentation proportionnelle.

L'article 1003 prévoit que chaque bourg de la cité fonctionnera comme district électoral séparé et aura le droit d'élire un conseiller de la cité à raison de 75.000 votes valables exprimés et qu'un conseiller de cité supplémentaire sera élu si le restant des suffrages exprimés dépasse 50.000.

B. *Candidature.*

Ne peuvent être candidats que les personnes dont la candidature est présentée par une initiative séparée portant la signature d'au moins 2.000 électeurs inscrits sur les listes électorales du bourg depuis au moins 18 mois. Les initiatives doivent porter le nom du candidat, le parti dont il se réclame, et doivent être faites dans les 100 jours précédant l'élection.

C. *Vote.*

Le vote est fait au moyen de machines à voter. Chaque fois qu'un candidat a reçu plus de 75.000 voix, les voix supplémentaires sont reportées sur le candidat de la liste la plus favorisée.

D. *Durée du mandat, salaire, remplacement en cas de décès.*

Ces questions sont réglées par les articles 24 et 25 de la nouvelle Charte; aucune modification n'a été apportée aux prescriptions correspondantes de l'ancienne Charte concernant les *aldermen*.

E. *Bureau : statuts et attributions des membres.*

a) *Président, élection.* — Le Président du Conseil de la Cité est élu au suffrage universel pour 4 ans par les électeurs des cinq bourgs de la cité. Ce mode d'élection est le même que celui de l'ancien Président du Conseil des *aldermen*.

Traitement. — Le traitement du Orésident du Conseil de la Cité est de 15.000 dollars par an, celui du Président de l'ancien Conseil des *aldermen* était de 25.000 dollars jusqu'en 1934 ; ce chiffre avait été ramené à 15.000 dollars depuis cette dernière date jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Charte.

Attributions. — En dehors de la présidence de l'Assemblée législative locale le Président du Conseil de la Cité détient d'importantes attributions qui étaient également dévolues au Président du Conseil des *aldermen* et qui lui ont été conservées par la nouvelle Charte :

1^o Il est membre du Conseil des Estimations et répartitions dans lequel il détient 3 voix sur un total de 16¹.

2^o Le Président du Conseil de la Cité est remplaçant de droit du Maire en cas de maladie, absence ou empêchement quelconque de la part de ce dernier. En cas de décès du maire, il devient son remplaçant jusqu'à la date fixée pour les prochaines élections générales.

3^o Enfin, le Président du Conseil de la Cité est président de droit des deux principales Commissions du Conseil des Estimations à savoir : la Commission du Plan de la cité et la Commission des impositions.

Il est également membre de droit de la Commission générale (*of the Whole*).

b) *Vice-présidence du Conseil de la Cité.* — Le vice-président du Conseil de la Cité est élu à la majorité des membres du Conseil.

1. Sous le régime de l'ancienne Charte, lorsque le Conseil des *aldermen* délibérait en tant que chambre basse de l'Assemblée municipale, le Président n'avait pas voix délibérative et ne pouvait, en effet, cumuler son droit de vote au Conseil des *aldermen* avec celui lui appartenant comme membre du Conseil des Estimations.

Le traitement de ce vice-président est fixé à 7.500 dollars par an.

Sa principale fonction consiste à être remplaçant de droit du Président du Conseil de la Cité en cas d'empêchement de ce dernier, par suite d'absence ou de maladie, dans ce dernier, cas, il a les mêmes pouvoirs et exerce les mêmes fonctions que lui.

L'organisation de la vice-présidence du Conseil de la Cité est exactement calquée sur celle de l'ancien Conseil des *aldermen*.

c) *Secrétariat. Le Clerc de la Cité.* — Un des plus hauts fonctionnaires de la Cité est le *city-clerk*, qui est chargé d'assurer le secrétariat du Conseil de la Cité.

La nouvelle Charte n'a apporté aucune modification au mode de nomination, de destitution ou aux attributions du *city-clerk* et ce fonctionnaire continue à remplir, auprès du Conseil de la cité, les mêmes fonctions que celles remplies par lui jusqu'au 1^{er} janvier 1938 auprès du Conseil des *aldermen*.

Nomination. — Le Clerc de la Cité était élu par le Conseil des *aldermen* (maintenant par le Conseil de la Cité) pour une durée de 6 ans.

Traitement. — Le traitement du Clerc de la Cité est de 10.500 dollars par an.

Destitution. — Le Clerc de la Cité peut être destitué pour de justes motifs par un vote pris à la majorité des 2/3 de tous les Conseillers de la Cité.

Personnel. — Les principaux collaborateurs du Clerc de la Cité sont :

- 1° Le premier *city-clerk* délégué ;
- 2° un secrétaire ;
- 3° un caissier ;
- 4° un premier clerc, chef du Bureau des licences de mariages.

Le personnel total du bureau du Clerc de la Cité comprend 167 fonctionnaires et employés.

Attributions du Clerc de la Cité. — Les principales attributions du Clerc de la Cité sont les suivantes :

1^o Il est chargé de la confection des procès-verbaux des séances du Conseil des *aldermen* (maintenant Conseil de la Cité) et de leur publication dans le Journal Municipal, de la préparation des projets d'ordres du jour à soumettre au Conseil de la Cité, relativement à la tenue des séances à venir.

2^o Il doit envoyer au maire, dans le mois qui suit leur vote, une copie certifiée conforme des lois votées par le Conseil de la Cité (par le Conseil des *aldermen* et le Conseil des estimations sous le régime de l'ancienne Charte). Si la loi est approuvée par le Maire, il doit procéder à son enregistrement dans son bureau et à sa publication dans le Journal Municipal. Enfin, il doit en envoyer 2 copies certifiées conformes au secrétaire et au contrôleur de l'Etat de New-York dans les 5 jours qui suivent leur promulgation.

Si la loi n'est pas approuvée par le Maire, le *city-clerk* doit mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de la Cité un second examen de la loi au texte de laquelle sont jointes en annexe les objections du maire.

3^o Le *City-Clerk* est chargé de la confection d'un abrégé de toutes les lois qui doivent être soumises à un référendum aux élections générales. Il doit soumettre le texte de cet abrégé au Conseil des élections aux fins d'approbation.

4^o C'est au bureau du *City-Clerk* que sont enregistrés les arrêtés et règlements intérieurs des différents services municipaux, après avoir reçu l'approbation du Conseil juridique de la cité, lequel doit s'assurer que les commissaires n'ont pas débordé le cadre de leurs attributions respectives.

5^o Le Clerc de la Cité est gardien de tous les papiers et documents publics municipaux qui doivent être enregistrés à son bureau. Il doit en assurer la conservation et en

délivrer des copies certifiées conformes à tous les intéressés, moyennant rémunération.

6° Il est le gardien du sceau de la cité et doit signer tous les baux de locations, tant des propriétés municipales louées à des particuliers que des propriétés particulières prises à bail pour le besoin des services municipaux. Dans ce domaine il travaille en liaison étroite avec le Conseil juridique de la cité et sa signature n'intervient qu'après l'approbation de ce dernier.

7° Le Clerc de la Cité est chargé de la délivrance des 4 licences suivantes qui ont toutes un caractère purement fiscal :

- a) licence de commissaire-priseur ;
- b) licence de pose d'enseignes électriques sur la voie publique ;
- c) permis de chasse (pour le compte de l'Etat de New-York) ;
- d) licence de mariage¹.

Un relevé détaillé de cette dernière licence est envoyé quotidiennement au service des statistiques du Département de l'hygiène.

Toutes les attributions du *City-Clerk* ont été conservées par l'article 31 de la nouvelle Charte. Cet article prévoit en outre pour le *City-Clerk* l'obligation de tenir un livre connu sous le nom de livre des concessions sur la voie publique (*Street franchise book*). Dans ce livre devront être transcrits, mot à mot, sur le vu des copies certifiées conformes par le Conseil des Estimations ou de la Commission du Transit, tous contrats ou accords, toutes délivrances de concessions à une société ou à un particulier concessionnaire, qui seraient accordés ou adoptés par lesdits Conseil ou Commission, avec les copies de tous les actes et la vérification de leur exécution.

1. Une chapelle attenante au Bureau des licences du *City-Clerk* a été construite au second étage de l'immeuble municipal, de façon à permettre au futurs époux de se marier immédiatement après l'obtention de leur licence. Il est délivré en moyenne 75.000 licences de mariage par an.

Cette formalité une fois accomplie, le Clerc de la Cité doit transmettre aux dits conseils et commission une copie certifiée conforme de ce qui a été transcrit par lui sur le livre des concessions sur la voie publique, ladite copie devant faire mention de la date de la transcription, des numéros du volume et des folios sur lesquels cette transcription aura lieu.

C'est au bureau du Clerc de la Cité que doivent être remplies les pétitions des électeurs relatives aux amendements à apporter à la Charte de la cité (art. 40 nouvelle Charte, paragraphe 2).

F. Tenue des séances et règlement intérieur. — L'ancienne Charte prévoyait que la première séance de chaque année du Conseil des *aldermen* aurait lieu le 1^{er} lundi de janvier et qu'ensuite, il y aurait au moins une séance par mois, sauf durant les mois d'août et de septembre. En fait le Conseil des *aldermen* se réunissait tous les mardis de chaque semaine à 1 h. 30, comme Chambre basse de l'Assemblée municipale, et, ensuite, dans le même après-midi du mardi, pour la tenue des réunions de ses commissions permanentes.

La nouvelle Charte (art. 28) a seulement prévu que la première séance de chaque année aurait lieu le 1^{er} lundi de janvier à midi¹.

Le Conseil de la Cité continue, en fait, à se réunir tous les mardis après-midi comme l'ancien Conseil des *aldermen*.

1. L'article 33 de la nouvelle Charte stipule, en outre, que le Conseil se réunira au moins une fois par mois, sauf en juillet et août. Enfin, aux termes du paragraphe B de cet article le maire peut, à n'importe quel moment, convoquer une séance spéciale du Conseil de la cité, soit de son propre gré, soit si une pétition portant la signature d'au moins 5 conseillers de la cité lui a été présentée à cet effet.

Ces séances spéciales ne peuvent être convoquées par le maire que si un préavis en a été donné au moins 24 heures à l'avance dans le journal municipal. Ce préavis doit comporter obligatoirement un ordre détaillé des questions qui seront discutées au cours de la séance. Une copie complète de cette convocation doit en même temps être adressée par le clerc de la cité, par lettre, à chacun des conseillers de la cité.

Ne peuvent être débattues pendant la séance, que les questions portées à l'ordre du jour (art. 33, paragraphe B, nouvelle Charte).

L'article 30 de la nouvelle Charte édicte un certain nombre de dispositions, coutumières à toutes les Assemblées élues des Etats-Unis, et qui figuraient déjà à la section 27 de l'ancienne Charte.

Ces dispositions sont les suivantes :

1^o Le Conseil de la Cité, comme l'ancien Conseil des *aldermen* est chargé de la confection de son règlement intérieur relativement à la tenue des séances. Il est seul juge des questions à mettre à l'ordre du jour desdites séances. Il est également seul juge des conditions d'éligibilité de ses membres et de la validité desdites élections, sauf recours en appel devant une Cour de justice compétente.

Un procès-verbal des séances doit être tenu ¹. Les séances sont publiques et les membres peuvent être punis par l'ensemble de diverses peines pour tenue désordonnée et expulsés à la suite d'un vote pris à la majorité des 3/4 des membres présents.

G. Confection des lois locales.

1^o *Initiative.* — Il n'est rien dit dans la nouvelle Charte, pas plus que dans l'ancienne, relativement au droit d'initiative des propositions de nouvelles lois. Mais, par suite d'un usage constant dans toutes les Assemblées élues des Etats-Unis, le droit de soumettre des propositions de nouvelles lois au Conseil de la Cité appartient à l'un des membres quelconque de ladite assemblée ², ainsi qu'au Maire.

Dans la pratique, les projets et propositions de lois sont déposées sur le bureau du Président du Conseil de la Cité. Ce dernier en informe le Conseil qui reste maître de fixer son ordre du jour ³.

1. Ces procès-verbaux sont publiés dans le numéro du mardi du journal municipal qui suit chaque séance.

2. Sauf, bien entendu, en ce qui concerne l'initiative des dépenses qui n'appartient pas aux membres du Conseil de la Cité (voir Livre III).

3. Sauf en ce qui concerne l'approbation du budget ordinaire annuel et du budget extraordinaire (loi de finance) qui doivent être discutés obligatoirement à certaines dates fixes, ainsi que nous le verrons plus loin.

Une loi locale, aux termes de l'article 36 de la nouvelle Charte, ne peut se rapporter qu'à un seul objet qui doit être indiqué dans le titre de la loi.

Aucune proposition de nouvelle loi ne peut venir en discussion publique (art. 37, nouvelle Charte) avant que les conseillers de la cité n'aient été saisis de son texte définitif durant au moins 7 jours ouvrables, à moins que le maire n'ait certifié par un message écrit adressé au Président du Conseil de la Cité, la nécessité absolue qu'il y a de procéder à une discussion immédiate, et que cette loi n'ait été approuvée à la majorité des 2/3 de l'ensemble des membres du Conseil de la Cité.

2° *Vote*. — La majorité absolue de l'ensemble des Conseillers de la Cité est nécessaire pour l'adoption d'une loi ou d'une résolution.

Le Président du Conseil de la Cité n'a pas le droit de vote, sauf pour départager les votants en cas d'égalité de voix, pour ou contre l'adoption, de nouvelles lois.

Le compte rendu détaillé, avec mention du vote de chaque conseiller, doit être inscrit dans le procès-verbal de chaque séance, dont la tenue incombe au clerc de la cité.

3° *Formalités*. — Comme nous l'avons vu en détail, ci-dessus, livre I, chapitre II, certaines lois locales votées par le Conseil de la Cité ne peuvent, en raison de leur matière, être promulguées qu'après avoir été adoptées par le Conseil des Estimations, et d'autres, qu'après avoir été soumises à un référendum favorable de la part des électeurs de la cité.

En ce qui concerne ces dernières, elles peuvent faire l'objet d'un nouveau vote de la part du Conseil de la Cité et être annulées jusqu'au 15^e jour précédant celui de la date des élections générales.

4° *Formalités d'approbation, droit de veto du Maire aux termes de l'article 38 de la nouvelle Charte*¹. — Une loi

1. Conformément à la section 14 de la loi municipale de l'Etat de New-York, du 21 mai 1924.

locale ne peut être promulguée qu'après avoir été approuvée par le Maire, postérieurement à son adoption par le Conseil de la Cité. Cette approbation doit obligatoirement être donnée au cours d'une audition publique.

Un préavis de 5 jours de la tenue de cette réunion doit être donné par le Maire dans le Journal Municipal. Cette réunion a lieu obligatoirement dans les 10 jours qui suivent la communication faite au maire par le Clerc de la Cité du texte de la nouvelle loi.

Si la nouvelle loi est approuvée par le Maire il renvoie, dûment signé au Clerc de la Cité, le texte certifié conforme que ce dernier lui a fait parvenir. Si le Maire désapprouve le texte de la nouvelle loi il doit en renvoyer le texte au Clerc de la Cité avec ses objections rédigées par écrit. Le Clerc doit présenter le texte, muni des objections, à la prochaine séance du Conseil de la Cité, lesdites objections devant être consignées au procès-verbal de la séance. Dans les 30 jours qui suivent, le Conseil de la Cité doit reconsidérer la loi. Si après une deuxième lecture le texte de loi primitif est adopté par les 2/3 des Conseillers de la Cité, la loi locale est adoptée, nonobstant les objections du Maire.

Les résultats de ce second vote doivent être consignés au procès-verbal de la séance.

Si dans les 30 jours qui suivent celui où il a été saisi du texte de la nouvelle loi, le Maire omet de le retourner au Clerc de la Cité, muni de ses objections ou observations, ladite loi est considérée comme adoptée dans son texte primitif.

5° *Publication: Journal Municipal.* — Les lois locales sont applicables à compter du lendemain du jour de l'enregistrement au bureau du Clerc de la Cité. Néanmoins, leur publication au Journal Municipal par les soins du Clerc de la Cité est obligatoire et, à l'origine, le Journal Municipal avait été créé pour la seule publication des lois locales¹.

1. Parmi les différentes matières qui, aux termes, soit de la loi municipale de l'Etat de New-York (chapitre 363 des lois de 1924), soit des multiples

Le chapitre 686 des lois de 1913 avait stipulé que l'Administration du Journal Municipal incomberait à un comité directeur composé du Maire, du Contrôleur et du Conseil juridique et que ce comité directeur aurait la faculté de se décharger de tout ou partie de ses attributions sur un rédacteur en chef.

Aux termes de l'article 871 de la nouvelle Charte le comité directeur a été supprimé et la direction de la publication du Journal Municipal incombe uniquement au rédac-

lois locales, doivent obligatoirement être publiées dans le Journal Municipal, nous citerons les suivantes :

1° Procès-verbaux des réunions des principales Assemblées municipales (Conseil de la cité, Conseil des estimations, Commission du plan de la cité, Commission du service civil municipal etc...) communiqués par le clerc de la cité.

2° Lois locales.

3° Règlement intérieur et arrêtés des différents services municipaux.

4° Liste quotidienne des ordonnancements faits par le contrôleur ainsi que des recettes et dépenses effectuées par le receveur municipal.

a) *Hebdomadairement* : Résumé des principales transactions municipales.

1° Révocations et nominations dans le personnel municipal ;

2° Concessions ;

3° Procédure d'expropriation ;

4° Achats ou ventes de biens municipaux et comptes rendus des enquêtes faites par le maire sur les nouvelles lois locales à l'étude ;

b) *Trimestriellement* : Rapport du chef du Département du contentieux (*City Council*).

c) *Suppléments annuels* :

1° Budget ;

2° Valeur imposable de chaque parcelle cadastrale sur le territoire de la cité avec le nom du propriétaire, son adresse, dimension du terrain, composition des constructions, valeur imposable du terrain nu et valeur imposable du terrain et de la construction réunis ;

3° Liste détaillée des propriétés exemptes d'impôt foncier a).

4° Dans le n° 20 du 30 avril de chaque année « Liste Civile » (nom, adresse, salaire et date d'entrée en fonction de tous les fonctionnaires et employés de la cité) ;

5° Détail officiel des votes de tous les membres du Conseil municipal ;

6° Tous les 4 ans, dans le numéro du jeudi suivant le dernier jour d'inscription sur la liste électorale, liste complète des électeurs inscrits par section de vote.

d) *A intervalles irréguliers* : Code des différentes lois intéressant une matière ou un service déterminé (Code de l'hygiène, Code de la construction, Code du travail, Code des sociétés concessionnaires).

a) Les publications 2 et 3 sont publiées tous les ans en mai et juin.

teur en chef¹ (*supervisor*) nommé directement par le Maire et révocable par lui.

Le Journal Municipal est publié quotidiennement, sauf les dimanches et jours de fête.

Depuis 1934 les achats de fournitures nécessaires à son fonctionnement sont effectués par le Département des Achats.

L'impression du journal fait l'objet d'une adjudication annuelle ce qui a permis de diminuer d'une manière considérable les crédits nécessaires à sa publication (434.881 dollars en 1936 contre 1.713.810 dollars en 1932). Parallèlement le chiffre du personnel nécessaire à la rédaction du journal a baissé dans des proportions non moins considérables (9 employés en 1936 contre 41 en 1932).

L'article 872 de la nouvelle Charte spécifie qu'il ne peut être publié dans le Journal Municipal que des matières officielles dont la publication a été prévue par la loi et les règlements en vigueur. En particulier, toutes les publicités devant être faites pour le compte de la cité, sauf les exceptions prévues par la loi, toutes les annonces légales devant être imprimées dans les journaux publiés sur le territoire de la cité ne seront insérées que dans le Journal Municipal et leur publication dans ledit journal sera suffisante pour satisfaire aux exigences de toutes lois prévoyant la publication d'annonces légales.

Les exceptions à ce principe général ne peuvent être autorisées que par l'inspecteur principal avec l'approbation préalable du Maire et du Contrôleur et dans tel journal ou périodique désigné par eux.

Trimestriellement le Contrôleur doit faire relier 6 exemplaires complets de tous les numéros du Journal Municipal publiés au cours du trimestre précédent.

Un de ces exemplaires certifié conforme doit être ensuite

1. Le terme de *supervisor* se traduirait littéralement par inspecteur en chef mais, en fait, c'est d'un rédacteur en chef qu'il s'agit.

déposé dans le bureau du receveur de l'enregistrement des actes (*register of deeds*) du comté de New-York et dans le bureau du Clerc de Comté des 4 autres comtés.

Enfin, le 6^e exemplaire doit être déposé dans le bureau du clerc de la cité.

Dans les procédures judiciaires le contenu des extraits du journal municipal certifiés conformes par l'un quelconque de ces fonctionnaires fait foi jusqu'à inscription de faux (*prima facie evidence*)¹.

H. *Les Commissions permanentes du Conseil de la Cité.*

Les Conseillers de la Cité, comme leurs prédécesseurs, les *aldermen*, seront libres de se répartir en un certain nombre de commissions chargées de l'étude de questions devant faire l'objet de prochains débats législatifs.

Le nombre des membres de chacune de ces commissions était très variable (4 à 16 membres), il sera réduit sous le régime de la nouvelle Charte puisque 29 conseillers de la cité sont appelés à remplacer 71 *aldermen*.

Les commissions permanentes existant au sein du Conseil des *aldermen* en 1937, et qui seront probablement maintenues au Conseil de la Cité à partir de 1938², étaient les suivantes :

Répartition des crédits.

Construction.

Codification des ordonnances.

Finances.

Prévoyance sociale.

Marchés.

Elections.

Concessions publiques.

Voirie.

Règlements municipaux.

1. En d'autres termes lesdits extraits ont la même force que les actes authentiques dans la procédure française.

2. Sauf celle de la codification des ordonnances.

Salaire et personnel.
Législation de l'Etat.
Circulation.

I. Organisme dépendant du Conseil de la Cité : le Conseil des élections.

Aux termes de la loi 48 de 1921, la législature de l'Etat de New-York a décidé que le Conseil des *aldermen* (maintenant Conseil de la Cité) nommerait un Conseil des élections dans la Cité de New-York, composé de 4 commissaires dont la durée du mandat serait de deux ans et nommés sur la recommandation des deux partis politiques des comtés de Manhattan et de Kings qui, aux dernières élections générales précédant la date de leur nomination, auraient recueilli le plus grand nombre de suffrages à l'élection du gouverneur de l'Etat.

Ce Conseil des élections est chargé de l'application des prescriptions des lois électorales pour toutes les élections ayant lieu dans la cité.

Les principales de ces prescriptions sont relatives :

1° à la préparation du scrutin pour les élections primaires spéciales et générales ;

2° à la surveillance des listes électorales et à l'application de toutes mesures destinées à permettre aux électeurs d'exercer librement leur droit de vote ;

3° à empêcher toutes fraudes électorales et à veiller à ce que le dépouillement du scrutin soit fait correctement ;

4° à approuver le texte abrégé préparé par le clerc de la cité des lois que doivent être soumises à l'approbation des électeurs par voie de référendum lors des élections générales.

En dehors des périodes électorales, ce Conseil est chargé du recrutement et de l'instruction de 15388 « inspecteurs des élections » et de la garde de 4225 machines à voter appartenant à la cité.

CHAPITRE II

CONSEIL DES ESTIMATIONS

(*Board of Estimate*)

Première Section

Considérations générales

Aux termes de l'article 957 de la nouvelle Charte ce Conseil a pris la succession de l'ancien Conseil des Estimations et Répartitions (*Board of estimate and apportionment*).

L'appellation de ce Conseil provient de ce qu'il était, primitivement, presque uniquement chargé, d'une part, de l'estimation des crédits nécessaires à la bonne marche des services municipaux et, d'autre part, de l'imposition de chaque parcelle cadastrale sise dans la cité au prorata de sa valeur.

A ces attributions sont venues s'en ajouter d'autres ainsi que nous le verrons au cours du présent chapitre. Mais, du fait qu'au Conseil des Estimations se trouvent réunis les principaux fonctionnaires exécutifs de la cité, le titre exact de ce conseil devrait être celui de Conseil des directeurs de la cité (*Board of City Directors*).

La nouvelle Charte n'a apporté aucune modification à la composition ni au mode d'élection des membres du Conseil des Estimations, elle s'est contentée d'ajouter à leurs attributions administratives les pouvoirs détenus sous le régime de l'ancienne Charte par le Conseil des Commissaires du Fonds d'Amortissement.

Par contre, dans le domaine législatif des modifications extrêmement profondes ont été apportées aux attributions du Conseil des Estimations ; le pouvoir législatif de la cité ayant été transféré au seul Conseil de la cité, le Conseil des Estimations ne fonctionne plus comme Chambre haute de l'Assemblée municipale. Toutefois, les lois locales les plus importantes se rapportant à certaines matières énumérées à l'article 39 de la nouvelle Charte (voir livre I, chapitre II, section 3) doivent être, après avoir été votées par le Conseil de la Cité, adoptées par le Conseil des Estimations avant d'être soumises à l'approbation du Maire. Enfin, la loi de finance annuelle portant approbation du budget municipal doit être votée et adoptée, comme nous le verrons plus loin (livre III), par le Conseil des Estimations avant d'être soumise à l'approbation du Conseil de la Cité et seuls les membres du Conseil des Estimations ont le droit d'initiative en matière de dépenses, ce droit continuant à être retiré aux membres du Conseil de la Cité comme auparavant à ceux du Conseil des *aldermen*.

Le droit d'initiative en matière de dépenses est, par son essence même, un droit législatif et nous croyons, en conséquence, devoir continuer à considérer le nouveau Conseil des Estimations—de même que l'ancien Conseil des Estimations et Répartitions, Chambre haute de l'ancienne Assemblée municipale — comme une assemblée municipale ayant un réel pouvoir législatif et ce, tant par le mode de recrutement de ses membres (suffrage universel) que par leurs attributions — notamment le droit d'initiative en matière de dépenses.

Nous venons de rappeler, ci-dessus, les seules modifications importantes apportées par la nouvelle Charte à l'ancien Conseil des Estimations et Répartitions.

Les deux idées maîtresses qui semblent avoir guidé les législateurs américains en matière d'administration financière municipale sont les suivantes :

1^o le pouvoir d'engager des dépenses ne doit en aucun

cas, sauf exceptions très rares (voir Département des hôpitaux et présidents de bourgs) être laissé à des individualités ;

2° ce pouvoir doit être confié à un comité aussi restreint que possible de hauts fonctionnaires élus par l'ensemble des électeurs de la cité pour une durée supérieure à celle du mandat des autres fonctionnaires municipaux.

En ce qui concerne New-York, le mandat des membres du Conseil des Estimations est de 4 années au lieu de 2 pour ceux du Conseil de la Cité.

Enfin, sur les 8 membres du Conseil, 3 d'entre eux : le Maire, le Contrôleur et le Président du Conseil de la Cité, centralisent entre leurs mains 9 votes sur un total de 16, ce qui leur assure une majorité au Conseil.

Cette double précaution (augmentation de la durée du mandat et élection par l'ensemble des électeurs de la cité) prise à l'encontre des fonctionnaires électifs auxquels il appartient de prendre l'initiative des dépenses municipales et de voter un budget de l'ordre de 16 milliards de nos francs actuels, a visiblement été commandée par le désir de les tenir à l'abri, dans la mesure du possible, des tentations suscitées par l'approche de nouvelles élections.

Ces précautions prises par les législateurs de l'Etat de New-York sont d'autant plus nécessaires que les budgets municipaux des Etats-Unis sont infiniment plus importants, comparativement, que ceux des municipalités européennes.

En effet, de très nombreux services publics, qui, en Europe en général et en France en particulier, sont assurés par l'Etat, par exemple : éducation, assistance, police musées, travaux publics, etc... sont assurés aux Etats-Unis par les municipalités qui reçoivent des subventions forfaitaires de l'Etat pour certains d'entre eux. En 1935, par exemple, la subvention de l'Etat de New-York pour l'entretien des écoles de la seule Cité de New-York s'est élevée à 53.000 795 dollars.

Un autre avantage évident du système qui consiste à

enlever le droit d'initiative financière aux simples conseillers municipaux pour le centraliser entre les mains d'un conseil restreint composé de hauts fonctionnaires électifs est le suivant : chacun des membres de ce conseil ayant sous ses ordres, de par ses importantes fonctions, un nombreux personnel de fonctionnaires et employés municipaux, est à même de faire procéder à des études approfondies de toutes les questions sur lesquelles il peut être amené à émettre un vote ainsi que de toutes les conséquences éventuelles que ce vote pourra entraîner dans l'avenir.

En dehors de l'approbation du budget municipal, le Conseil des Estimations, en tant que conseil de direction des finances municipales, doit obligatoirement se prononcer sur toutes les questions pouvant avoir une répercussion quelconque sur les finances de la cité telles que ventes et achats de terrains, concessions et services concédés, traitement et retraite des fonctionnaires municipaux etc... Nous étudierons ces questions lorsque nous passerons en revue les attributions financières et administratives du Conseil des Estimations ainsi que dans le livre III ci-après consacré à l'étude du régime financier de la Cité de New-York.

Deuxième Section

Composition et fonctionnement du Conseil des Estimations

Composition. — Cette composition est la même que sous le régime de l'ancienne Charte. En conséquence (art. 61 nouvelle Charte) le Conseil des Estimations comprend 8 membres : le Maire président, le Contrôleur, le Président du Conseil de la Cité et les Présidents des Bourgs de Manhattan, Brooklyn, The Bronx, Queens et Richmond.

Mode d'élection. — Le titre de membre du Conseil des

Estimations est attaché à la fonction du Maire, du Contrôleur, du président du Conseil de la Cité et des présidents des bourgs.

La présidence de droit du Conseil des Estimations appartient au Maire.

Règlement intérieur. — Aux termes de l'article 65 de la nouvelle Charte le Conseil des Estimations est maître de la confection d'un règlement intérieur relatif à la tenue et à la police de ses séances. Toutefois, le Conseil ne peut, en cours de séance, modifier le règlement précédemment adopté par lui, sauf par un vote pris à la majorité des $\frac{2}{3}$ des membres présents à ladite séance.

Séances. — L'article 63 de la nouvelle Charte stipule que le Maire avisera, au début de chaque année, chacun des membres du Conseil de la date de la tenue de la première séance et qu'ensuite le Conseil décidera lui-même, à la fin de chaque séance, de la date de la tenue de la prochaine réunion.

En pratique, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Charte, le Conseil des Estimations se réunissait hebdomadairement le mardi à midi comme branche supérieure de l'Assemblée municipale pour la discussion et le vote des lois locales, et le vendredi à la même heure en tant que comité des directeurs de la cité pour l'exercice de ses attributions financières et administratives.

Vote du Conseil. — Le mode de votation du Conseil des Estimations est traité de la même façon que sous le régime de l'ancienne Charte dont les dispositions correspondantes ont été reprises dans l'article 62 de la nouvelle Charte.

1° Nombre de voix attribuées à chacun des membres du Conseil des Estimations.

Sur un total de 16 voix, le Maire, le Contrôleur et le Président du Conseil de la Cité en détiennent 3 chacun (soit la majorité 9 voix sur 16), les Présidents des bourgs de Manhattan et de Brooklyn, 2 voix chacun, et les Présidents des bourgs de The Bronx, Queens et Richmond chacun 1 voix.

2° La majorité de la moitié plus 1 voix est nécessaire pour l'adoption d'une résolution quelconque du Conseil des Estimations sauf les exceptions spécifiées dans la Charte ou dans les lois en vigueur (par exemple, décisions prises contrairement aux recommandations de la Commission du Plan de la cité ou pour approuver les dépenses extraordinaires engagées par le Département de l'hygiène en cas d'épidémies ; voir ci-après livre IV).

3° Un vote ne peut intervenir relativement à une question soumise à l'examen du Conseil des Estimations à la même séance où ladite question a été portée pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil, sauf s'il en est décidé autrement par un vote pris à la majorité des 3/4 (12 voix sur 16).

4° Pour qu'une décision puisse être adoptée valablement la présence des membres possédant au moins un total de 9 voix est nécessaire, dans ce total doivent être obligatoirement présents au moins 2 des membres ayant droit à 3 voix chacun.

Secrétariat, procès-verbal des séances. — Le Conseil nomme un secrétaire qui est chargé de tenir un registre dans lequel est obligatoirement porté le procès-verbal détaillé de chaque séance. Les procès-verbaux doivent contenir :

1° le texte *in-extenso* de toutes les résolutions adoptées par le conseil,

2° le texte de toutes les décisions prises par lui,

3° le compte rendu détaillé des votes émis par chacun des membres sur toutes les questions discutées par lui.

Enfin, un compte rendu sténographique de toutes les séances du Conseil est enregistré au bureau du secrétaire et une copie certifiée conforme de ce compte rendu doit être délivrée à tout contribuable qui en fait la demande dans les 90 jours suivant la tenue de la séance.

Troisième section

Commissions

Le Conseil des Estimations comprend trois commissions permanentes :

A. La Commission « Générale » (of the Whole).

Cette commission présidée par le Maire se réunit à intervalles réguliers, c'est une commission d'information générale où ont lieu des échanges de vues sur les questions importantes devant prochainement venir en discussion en séance publique.

B. La Commission du Plan de la cité et des travaux d'amélioration.

Cette commission est présidée par le Président du Conseil de la Cité (avant le 1^{er} janvier 1938 par le Président du Conseil des *aldermen*). Elle est chargée de l'étude préparatoire des questions relatives au plan de la cité qui sont soumises à l'agrément du Conseil des Estimations par la Commission du Plan de la cité. Cette commission était seule chargée de l'étude de ces questions, mais, étant donné le nombre et la complexité sans cesse croissante des problèmes soulevés par la confection du plan de la cité, il est apparu nécessaire de décharger, en partie, la commission sur un comité de spécialistes chargés de l'aider dans ses travaux et c'est ainsi que la nouvelle Charte a prévu la création de la Commission du Plan de la cité (Voir livre IV, chapitre IV).

C. Commission des impositions.

Cette commission est présidée également par le Président du Conseil de la cité ; sa principale fonction est l'étude de la répartition de la taxe perçue en raison de la plus-value foncière résultant de l'exécution de travaux d'intérêt public (Voir livre III, chapitre III, section 4).

Quatrième Section

Attributions législatives du Conseil des Estimations

Comme nous l'avons vu dans le chapitre I du présent livre, ces attributions ont été considérablement diminuées par la nouvelle Charte qui a attribué le pouvoir législatif local au seul Conseil de la Cité.

Toutefois, les lois locales relatives aux matières énumérées à l'article 39 de la nouvelle Charte (voir ci-dessus livre I, chapitre II, section 3) doivent obligatoirement être approuvées par le Conseil des Estimations avant d'être soumises à l'approbation du maire qui les rend définitives.

Enfin, la loi de finance annuelle (budget municipal) est préparée par le Conseil des Estimations et doit être munie de son approbation avant d'être soumise à l'examen du Conseil de la Cité.

L'initiative des dépenses appartient aux seuls membres du Conseil des Estimations et nous voyons là toutes les caractéristiques de l'exercice d'un véritable pouvoir législatif ainsi que nous l'avons dit dans la section 1 du présent chapitre.

Cinquième Section

Organisation des bureaux dépendant du conseil

A. Devoirs communs des bureaux.

Cinq bureaux fonctionnent auprès du Conseil des Estimations; ces bureaux sont chargés de préparer la tâche du conseil en ce qui concerne l'examen et l'approbation de toutes les questions, nombreuses et complexes, pouvant avoir une répercussion, directe ou indirecte sur les finances municipales, et qui, comme telles, doivent être sou-

mises à l'approbation du Conseil des Estimations. Chacun de ces bureaux, sauf celui du secrétariat, comprend de nombreux spécialistes chargés d'étudier les dossiers et de préparer les rapports destinés à éclairer le Conseil.

En pratique, lorsqu'une question importante vient en discussion, le commissaire du service intéressé est appelé à exposer son point de vue devant le conseil, et ensuite le chef du bureau chargé de l'étude du dossier fait part de ses observations et le conseil statue en dernière analyse.

La tâche de ces bureaux est double :

1° Pendant la préparation et l'établissement du budget par le Conseil des Estimations, ils sont chargés d'examiner si les demandes de crédits de chaque service municipal sont justifiées et de voir quelles sont les économies à réaliser.

2° En dehors de l'établissement du budget, chacun de ces bureaux est saisi par les commissaires de chacun des services municipaux du dossier de toutes les questions qui doivent obligatoirement être soumises à l'approbation du Conseil des Estimations. Une fois en possession du dossier, le bureau doit se livrer à une étude approfondie de la question avant qu'elle vienne en discussion devant le Conseil des Estimations, afin de pouvoir renseigner ce dernier le moment venu.

B. Division des bureaux

1° *Le Bureau du secrétaire*, dont le chef a droit au titre de « Secrétaire du Conseil des Estimations » ; il est nommé et révoqué à volonté par le conseil. Aucune qualification spéciale n'est requise pour ce poste.

Le secrétaire du Conseil des Estimations prépare les ordres du jour et les procès-verbaux des réunions du conseil, distribue à chaque membre des copies de toutes les communications et rapports concernant les questions mises à l'ordre du jour du conseil, envoie aux départements intéressés toutes les résolutions votées par le conseil et soumet au conseil des rapports sur toutes questions concernant la Caisse des retraites des employés de la Ville de New-York.

2° *Le Bureau des concessions*, dont le chef a droit au titre de « Directeur des concessions ». Ce bureau est chargé de l'étude des demandes de nouvelles concessions et du renouvellement de concessions déjà accordées (pour le régime des concessions voir livre IV, titre III, chapitre).

3° *Le Bureau du génie civil*, dont le directeur a le titre d' « Ingénieur en chef du Conseil des Estimations ».

Le salaire annuel de cet ingénieur en chef est de 10.000 dollars par an.

Ses principaux collaborateurs sont :

1° l'ingénieur en chef-adjoint,

2° le chef de la division de la comptabilité.

Ce bureau est chargé de l'étude de tous les devis relatifs à la construction et à l'entretien de tous les travaux publics, travaux d'art, bâtiments, constructions et usines municipales dont la charge incombe à la cité et qui doivent être exécutés par les soins du Département des travaux publics (livre IV, chapitre VIII).

Ce bureau travaille plus spécialement en relations étroites avec le Contrôleur ; il examine tous les travaux de constructions à édifier aux termes de contrats d'adjudications ou de marchés de gré à gré passés par un département de la cité et rend compte de l'état d'avancement de ces travaux. Il en certifie également l'importance et la qualité, et aussi la valeur en vue de la détermination des avances à consentir aux entrepreneurs. Il informe le Département du contentieux du bien-fondé des estimations faites par les experts dans les procédures d'expropriation. Il est chargé d'informer le Conseil des Estimations sur le point de savoir si les marchandises, matériels et fournitures dont l'acquisition a été poursuivie par le Département des achats sont bien conformes tant en qualité qu'en quantité aux spécifications des cahiers des charges et appels d'offres.

Les fonctionnaires de ce bureau sont appelés à témoigner en justice dans toutes les contestations relatives aux fournitures de matériel et de marchandises faites pour le compte de la cité.

4° *Le Bureau de la propriété immobilière*, dont le chef a le titre de « Directeur de la propriété immobilière ». Ce bureau est chargé de l'étude, de l'acquisition et de la location de tous les terrains et constructions nécessaires aux différents services municipaux, ainsi que de la vente de biens immobiliers de la cité devenus inutiles.

Ce bureau est saisi des demandes des différents services municipaux et transmet, s'il y a lieu, les dossiers de chacun d'eux, munis de l'approbation du Conseil des Estimations, au service du contentieux (*Corporation Council*) pour l'établissement des actes.

Il est à noter que le Conseil des Estimations, sous l'empire de l'ancienne Charte comme depuis la mise en vigueur de la nouvelle (art. 69), a le droit d'attribuer n'importe quelle propriété de la cité à n'importe quel service municipal, et qu'il répond souvent aux demandes d'un commissaire en vue de l'agrandissement d'un bâtiment ou de l'acquisition d'un nouvel immeuble, par l'attribution d'un autre immeuble appartenant déjà à la cité et désaffecté.

5° *Le Bureau des retraites et pensions*, dont le chef est secrétaire de la Caisse des retraites municipales.

Son salaire annuel est de 6.000 dollars par an.

Les principaux chefs de service sous les ordres du secrétaire sont :

1° Le chef de la division de l'actuariat.

2° Le chef de la division de la comptabilité.

3° Le chef du service de l'examen des dossiers en instance.

Les attributions de ce bureau sont plus développées que ne l'implique son titre. En effet, c'est au Conseil des Estimations qu'incombe la charge :

1° de fixer le montant des traitements de tous les fonctionnaires ou employés dont les salaires sont à la charge du budget de la cité,

2° de créer, modifier ou abolir les échelons, grades et titres auxquels auront droit les employés des différents services municipaux, les conditions à remplir pour y accéder et le traitement afférent à chacun d'eux,

3° d'établir les règles afférentes à l'organisation du système des retraites municipales, tant au point de vue du montant des retraites auxquelles a droit chaque intéressé que de l'emploi des fonds provenant des retenues de salaires,

4° de décider les suppressions d'emplois ou la création d'emplois nouveaux.

L'étude de toutes les questions énumérées sous les trois rubriques ci-dessus incombe au Bureau des retraites et pensions auquel conviendrait mieux le titre plus générique de Bureau du personnel ¹.

1. La Caisse des retraites municipales, dont la création ne remonte qu'à 1920, ne compte que 45.000 adhérents sur un total de 135.000 employés municipaux.

Ceci s'explique pour les deux raisons suivantes :

a) Avant 1920, la plupart des services municipaux avait une Caisse de retraite autonome, dont le règlement variait d'un service à l'autre. Toutes ces Caisses ont été supprimées à cette époque, sauf les trois ci-dessus énumérées, mais elles ne doivent disparaître qu'au fur et à mesure que leurs membres cotisants à cette époque seront décédés.

Les nouveaux employés et fonctionnaires municipaux, nommés depuis le 1^{er} janvier 1921 devant adhérer à la Caisse générale des retraites municipales.

b) Les membres des Départements de l'éducation, de la police et des pompiers, au nombre de 62.000 environ, adhèrent à des Caisses de retraites appartenant à leur département respectif et indépendantes de la Caisse générale des retraites des employés de la Cité (Voir Livre IV, chap. XXII, 4^e section).

TITRE II

LES CHEFS EXÉCUTIFS DE LA CITÉ

CHAPITRE III

LE MAIRE

(Art. 5 à 10 nouvelle Charte)

Première Section

Renseignements généraux

Le Maire est élu pour 4 ans au suffrage universel, c'est-à-dire par tous les électeurs de la cité, des deux sexes, âgés de plus de 21 ans.

Le Maire est le principal fonctionnaire de la cité. Il a, comme tel, de très importantes fonctions législatives, délibérantes et exécutives que nous allons passer ci-dessous en revue.

Aux termes de l'article 8 de la nouvelle Charte qui a repris une disposition de la section 122 de la Charte de 1901, le Maire peut être révoqué par le Gouverneur pour de justes motifs, après enquête au cours de laquelle il peut faire valoir ses moyens de défense par écrit. Durant le cours de cette enquête, le Gouverneur peut suspendre le Maire de ses fonctions pendant une période ne pouvant excéder 30 jours.

Le traitement du Maire de New-York qui était précé-

demment de 40.000 dollars, est fixé à 25.000 dollars (art. 3 nouvelle Charte)¹.

Etant donné la multiplicité des fonctions du Maire, la nouvelle Charte, sous la pression des nécessités, a étendu considérablement les pouvoirs de délégation du Maire, de façon à lui permettre de se décharger d'une partie de ses fonctions.

Cette innovation a été concrétisée dans les articles 7 et 9 de la nouvelle Charte.

L'article 7 prévoit que le Maire peut autoriser, par écrit, n'importe quel fonctionnaire ou employé municipal dépendant de son bureau, à signer les actes et obligations de la cité qu'il était requis de signer personnellement. Aux termes de la loi, la signature de la personne ainsi autorisée aura « la même force et produira le même effet que « celle du Maire lui-même ».

Les autorisations de cette nature devront être classées et enregistrées dans le bureau du Maire et dans les bureaux du Contrôleur et du Trésorier et devront être renouvelées tous les 3 mois. Elles arriveront également à expiration avec le terme du mandat du Maire et pourront être à tout moment révoquées par lui.

Ces pouvoirs spéciaux de délégation étaient déjà inscrits dans l'ancienne Charte mais, en raison de l'extension sans cesse croissante du travail matériel imposé au Maire par suite de la centralisation et de la multiplication des services municipaux, la nouvelle Charte a prévu, dans son article 9, la possibilité pour le Maire, de nommer par écrit, un Maire-délégué (*deputy-mayor*) chargé de l'expédition des affaires courantes qui possédera tout, ou partie des pouvoirs du maire et dont la délégation sera soumise aux conditions indiquées dans l'acte de nomination.

1. Durant la crise, le salaire du Maire avait été fixé à 25.000 dollars en 1934 et à 22.500 en 1935. Ce chiffre a dû, par la suite, être considéré comme suffisant, et c'est la raison pour laquelle la nouvelle Charte a prévu le chiffre de 25.000 dollars par an.

Les seuls pouvoirs que le Maire ne puisse déléguer aux termes dudit article sont :

a) Pouvoir de nomination des chefs de Services municipaux que le Maire tient de la loi (section 108 de la Charte de 1901).

b) Pouvoir d'approuver ou de désapprouver les lois locales (section 40, Charte de 1901).

c) Pouvoir d'agir comme magistrat (section 116, Charte 1901).

d) Pouvoir de tenir telle réunion qui, aux termes de la loi, doit être tenue par le Maire personnellement.

Le maire-délégué peut être aussi autorisé à remplacer le Maire comme membre du Comité des Estimations ou comme membre de n'importe quel autre conseil, organisme ou comité, mais il ne peut en être nommé président. Les pouvoirs accordés par le Maire à ses délégués devront être enregistrés et classés dans les archives des bureaux du Maire, du contrôleur et du *City-Clerk* et peuvent être, à tout moment, modifiés ou révoqués par le Maire au moyen d'un acte écrit qui devra être enregistré de la même manière que l'acte de délégation.

Vacance dans l'emploi de Maire. Remplacement par le Président du Conseil de la cité.

Etant donné l'importance que prennent les élections municipales dans la vie politique new-yorkaise et les frais de propagande électorale considérables engagés au moment de chaque élection, un trait des plus remarquables de cette vie politique est qu'en aucun cas il n'est procédé à des élections complémentaires en dehors des élections générales tenues tous les 4 ans.

En ce qui concerne le maire de New-York la question de son remplacement éventuel en cours de mandat est réglée actuellement par l'article 10 de la nouvelle Charte.

Cet article, qui reprend les dispositions essentielles de la section 23 de la Charte de 1901 prévoit que dans les cas où :

1^o le Maire viendrait à mourir au cours de son mandat,
2^o il ne pourrait satisfaire aux devoirs de sa charge pour des raisons de maladie, absence ou suspension par le gouverneur de l'Etat de New-York,

il serait remplacé dans ses fonctions de maire par le Président du Conseil de la Cité.

Les pouvoirs du Président du Conseil de la cité, agissant en tant que Maire, sont soumis aux restrictions suivantes :

1^o Il ne pourra nommer ou révoquer les chefs des services municipaux, ou exercer aucun pouvoir délégué par le Maire au maire-délégué, qui si la maladie ou l'absence du Maire est prolongée durant plus de 30 jours sans interruption.

2^o Il ne pourra signer, approuver ou désapprouver aucune loi locale, à moins que l'absence ou la maladie du Maire n'ait une durée de plus de 9 jours.

Deuxième Section

Le Maire fonctionnaire délibérant

Le seul fait que la présidence du Conseil des Estimations soit attachée, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus (livre II, chapitre II), au titre de Maire, suffirait, étant donné l'importance des attributions de ce Conseil, à faire du Maire, le principal fonctionnaire délibérant de la cité.

Mais, en dehors de la présidence du Conseil des Estimations, qui est certainement de très loin la plus absorbante de toutes, le Maire est président ou membre de droit d'un grand nombre de commissions ou conseils dont nous nous bornerons à énumérer les principaux.

Le Maire est président du Conseil de l'Amirauté et membre de la Commission des arts.

Il est membre de droit du Conseil des directeurs des bibliothèques publiques de New-York, Brooklyn et Queens, du Musée américain d'histoire naturelle, de la Société

zoologique de New-York, du Jardin botanique de New-York, du Musée métropolitain des arts, de l'Institut de Brooklyn des arts et des sciences et du Musée de la Cité de New-York.

Troisième Section

Attributions administratives du Maire

Considérations générales.

Le Maire est chargé des multiples fonctions administratives qui découlent des devoirs généraux lui incombant aux termes de l'article 5 de la nouvelle Charte. Cet article, qui est la répétition quasi littérale de la section 115 de la Charte de 1901, prévoit qu'il sera du devoir du maire :

1° de faire au Conseil de la Cité, au moins une fois par an, un rapport général sur l'état des finances du gouvernement et affaires de la cité suivi de rapports sommaires sur l'activité des différents services municipaux,

2° de recommander au Conseil de la Cité, le vote de toutes mesures ou résolutions qu'il estimerait nécessaires,

3° de se tenir informé de la marche et du fonctionnement des différents services municipaux, de veiller à ce qu'ils soient convenablement administrés et conduits d'une manière profitable (*efficient*) aux intérêts de la cité,

4° de s'assurer avec activité et vigilance que toutes les prescriptions des lois locales sont suivies et mises en exécution,

5° d'accomplir tous les devoirs particuliers dont il est chargé aux termes de la loi.

La généralité même des termes employés pour la rédaction de cet article 5 font que le Maire peut se mêler intimement à la marche de tous les services municipaux et y apporter au jour le jour toutes modifications qu'il estime nécessaires.

Quatrième Section

Le Maire, agent exécutif en chef de la cité

Considérations générales.

Si le Maire, ainsi que nous venons de le voir, est pleinement responsable vis-à-vis du Conseil de la Cité de la bonne marche de tous les services municipaux, il a, d'autre part, plein pouvoir d'en assurer la direction à sa guise. En effet, ainsi que nous le verrons ci-après, les services, conseils ou départements municipaux, qui ont vis-à-vis du Maire le plus d'importance relative (au nombre de 8 et d'ailleurs tous d'importance secondaire), sont ceux dont tous les membres, sauf les membres de droit, sont nommés par le maire et peuvent être révoqués par lui pour de justes motifs.

Afin de mesurer l'étendue considérable des pouvoirs exécutifs du Maire qui lui ont été conférés par l'article 4 de la nouvelle Charte¹ « qui stipule que le Maire nommera les chefs des départements municipaux, tous les commissaires et fonctionnaires qui ne sont pas élus par le peuple, excepté ceux dont la nomination a fait l'objet de prescriptions spéciales de la loi », nous allons énumérer ci-après, les différents services municipaux, ainsi que la manière dont sont élus les chefs, conseils ou commissions chargés de les diriger.

a) Dix huit services (les plus importants) ayant un seul chef exécutif directement responsable devant le Maire et révocable à sa volonté :

Budget, Correction, Docks, Incendie, Santé publique, Impôts, Contrôle financier et comptabilité, Conseil juridique de la cité, Licences, Promenades, Usines et Constructions,

1. Cet article a repris les dispositions de la section 94 de la loi de 1901 amendée par la loi locale N° 10 de 1929.

Police, Marchés publics, Poids et mesures, Achats, Hygiène Fourniture d'eau, gaz et électricité.

b) Six départements, services ou commissions ayant plusieurs chefs exécutifs directement responsables devant le maire, nommés et révocables par lui, à volonté ou pour de justes motifs :

Conseil des assesseurs, Administration de l'habitation, Commission du service civil municipal, Département des taxes et impositions, Administration des tunnels.

c) Six départements, conseils ou commissions ayant plusieurs chefs exécutifs et dont la majorité est directement responsable devant le maire et révocable par lui, à volonté :

Commission des arts, Commission bancaire, Conseil du Journal Municipal, Département de la santé publique, Conseil de la révision des rôles d'imposition, Conseil des *Standards and Appeals*.

d) Huit départements, conseils ou commissions ayant plus d'un chef exécutif dont tous les membres, sauf les membres de droit, sont nommés par le Maire et révocables par lui pour de justes motifs :

Médecins et examinateurs en chef, Conseil de la protection de l'enfance, Conseil de l'éducation supérieure, Département de l'éducation, *Parole Commission*, Conseil des transports, Conseil de la caisse des retraites des instituteurs, Conseil de la fourniture de l'eau, Administration du pont des Trois Bourgs (*Triwonghs Bridge*).

Enfin, 82 huissiers municipaux nommés par le maire et ne pouvant être révoqués que pour de justes motifs.

L'énumération que nous venons de faire permettra de constater que si le Maire est responsable devant le Conseil de la Cité, comme nous l'avons dit ci-dessus, de la bonne marche des services municipaux, il peut, en fait, pourvoir à leur direction à son gré et donner toutes directions utiles.

En pratique, tous les directeurs de services ou membres de conseils, ou de commissions révocables à volonté sont changés automatiquement chaque fois que les élections

amènent au pouvoir un maire appartenant à un parti politique autre que celui de son prédécesseur.

Cinquième Section

Attributions secondaires dévolues au Maire

Considérations générales

Aux termes de l'article 6 de la nouvelle Charte le Maire est un magistrat et possède les prérogatives attachées à cet emploi. Il possède en outre, un nombre considérable de pouvoirs de peu d'importance dont il fait très rarement usage.

1° Il peut exercer tous les pouvoirs conférés aux fonctionnaires de police pour examiner les livres de tous les prêteurs sur gages (section 121, Charte 1901).

2° Il peut, par proclamation, changer le siège des Cours de justice si cette mesure est rendue nécessaire par la guerre, une épidémie ou autre calamité publique (art. 120, Charte de 1901).

3° Il peut faire des proclamations relatives à l'arrestation des criminels et offrir des récompenses qui ne peuvent excéder 500 dollars.

4° Il peut ordonner le pavoisement de la mairie et de tous les autres bâtiments municipaux.

5° Il peut accorder la permission de tirer le canon, à condition que le calibre n'en excède pas 4 pouces.

6° Il peut accorder des autorisations temporaires à l'effet de permettre à des mineurs de 16 ans de paraître sur les scènes de théâtre ou d'être engagés comme acteurs de cinéma.

7° Il est chargé de la désignation de journaux quotidiens publiés dans la Cité de New-York, qui doivent obligatoirement publier les demandes de concessions avant que leur examen ne vienne en discussion publique devant le Conseil des Estimations.

En résumé, les pouvoirs que possède le Maire de New-York tant dans le monde législatif où il possède le droit de veto, que dans le monde exécutif où il exerce un pouvoir absolu de contrôle dans tous les rouages de l'administration municipale, en font non seulement le personnage politique le plus puissant de la cité, mais un des hommes les plus en vue des Etats-Unis.

Le pouvoir exécutif du Maire de New-York n'est bridé que dans le domaine financier imparti au contrôleur. Ce dernier, élu comme le Maire au suffrage universel par tous les électeurs de la cité, possède, en matière financière, les mêmes pouvoirs étendus qui sont dévolus au Maire dans tous les autres domaines municipaux¹ et est complètement indépendant vis-à-vis de ce dernier.

L'étude de ses attributions fera l'objet du chapitre suivant.

1. Sauf en ce qui concerne la nomination des chefs de service (budget, investigation, etc...) qui incombe au maire, même en matière financière.

CHAPITRE IV

LE CONTRÔLEUR

(chapitre 5, art. 91 à 94 de la nouvelle Charte)

Première Section

Renseignements généraux

L'article 91 de la nouvelle Charte prévoit que le Contrôleur sera élu au suffrage universel par les électeurs de la cité en même temps et pour un mandat de la même durée (4 ans) que celui prévu par la Charte pour le Maire.

Le traitement du Contrôleur est de 20.000 dollars par an¹.

Aux termes de l'article 94 de la nouvelle Charte le Contrôleur peut nommer un premier et un second Contrôleur-délégué. Ces délégués agiront au lieu et place du Contrôleur pour le temps indiqué par ce dernier dans un acte qui devra être enregistré obligatoirement au bureau du *City-Clerk*. Cet acte devra contenir les pouvoirs et les obligations incombant au Contrôleur aux termes de la loi et qu'il entend déléguer à ses adjoints. Aux termes dudit article le Contrôleur peut donner pouvoir à l'un de ses délégués pour agir en son lieu et place, même en ce qui concerne ses fonctions

1. L'article 149 de la Charte de 1901 amendé par la loi locale N° 20 de 1929 prévoyait, pour le contrôleur, un traitement annuel de 35.000 dollars. Ce traitement a été abaissé à 20.000 dollars par an dans le budget des années 1934 et 1935. Ce même chiffre de 20.000 dollars a été repris dans la nouvelle Charte.

délibérantes comme, par exemple, membre du Conseil des Estimations ou de n'importe quel conseil, organisme ou comité dont le Contrôleur est membre¹.

Le même article 94 de la nouvelle Charte stipule que si l'emploi de Contrôleur devient vacant pour des raisons de maladie, d'absence ou de suspension prononcée par le maire, le contrôleur devra être remplacé, dans ses fonctions, d'abord par le premier Contrôleur-délégué et, en cas d'empêchement de ce dernier, par le second Contrôleur-délégué².

Les formalités relatives à la révocation ou à la suspension temporaire du Contrôleur sont les mêmes que celles prévues par la loi pour le maire en cette matière (art. 92, nouvelle Charte).

Deuxième Section

Fonctions délibératives

Le Contrôleur, comme le Maire, possède des fonctions délibératives très importantes ; les principales sont celles qu'il détient comme membre du Conseil des Estimations. De même que pour le maire ou le Président du Conseil de la Cité, 3 votes sur un total de 16 sont attachés à sa fonction.

Il est membre de droit d'un grand nombre de commissions moins importantes et, notamment :

1. L'article 150 de la Charte de 1901 amendé par la loi locale N° 1 de 1930 prévoyait que le contrôleur pouvait déléguer tout, ou partie de ses fonctions à 5 contrôleurs-délégués pour une période ne pouvant excéder trois mois. Au bout de ces trois mois de nouveaux pouvoirs devenaient nécessaires et étaient, en fait, renouvelés automatiquement.

2. L'article 94 de la nouvelle Charte, en ce qui concerne les absences du contrôleur ne fait pas certaines distinctions quant à la durée des absences ainsi qu'il est prévu à l'article 10 de la nouvelle Charte relative au remplacement du maire en cas d'absence. On remarquera que ce système de remplacement du contrôleur par un contrôleur-délégué, nommé par lui, à sa discrétion, ne peut donner que de mauvais résultats lorsque le contrôleur a été suspendu par le gouverneur pour avoir manqué aux devoirs de sa charge. En effet, le contrôleur-délégué ne peut manquer d'être à la dévotion du contrôleur et enclin à tomber dans les mêmes errements que lui.

- 1° du Conseil de la révision des impositions (président),
- 2° du Conseil de l'Amirauté,
- 3° du Conseil des directeurs du Musée américain d'histoire naturelle,
- 4° du Musée métropolitain des arts,
- 5° des trois bibliothèques publiques,
- 6° du Musée de la Ville de New-York,
- 7° des Caisses des retraites des instituteurs de la cité et des professeurs du Hunter-College.

Troisième Section

Le Contrôleur, fonctionnaire exécutif

Le Contrôleur possède dans le domaine financier, les mêmes attributions que le Maire dans tous les autres domaines, sauf en ce qui concerne la nomination des principaux chefs du Département des finances (trésorier, directeur du budget, directeur du Service des enquêtes) qui appartient au maire comme celle des chefs de tous les autres services municipaux.

Les attributions exécutives du Contrôleur en matière financière sont multiples et peuvent être groupées en onze catégories principales énumérées à l'article 93 de la nouvelle Charte.

1° Il est le chef de la politique financière de la cité et, comme tel, il est chargé de faire des rapports et des recommandations au Conseil des Estimations sur la politique financière à suivre ; il s'occupe de la négociation et du placement des emprunts municipaux et de la gérance des fonds d'amortissement.

2° Le Contrôleur prend une part intime à l'élaboration et à la mise en application du budget municipal (voir livre III, chapitre I).

3° Il est chargé de l'ordonnancement des dépenses muni-

cipales, et à ces fonctions il ajoute celles de contrôleur des dépenses engagées.

4° Il aura le pouvoir de vérifier et de faire vérifier des recherches sur toutes les questions concernant directement ou indirectement les finances de la cité ; il aura tout pouvoir à l'effet d'interroger ou de requérir le témoignage sous serment de telle personne dont il estimera le témoignage nécessaire pour mener sa tâche à bonne fin.

5° Il aura le pouvoir et il sera de son devoir de vérifier tous les documents qu'il estimera utile avant paiement, de préparer les certificats, de vérifier tous les comptes officiels, les modes de perception de tous les revenus de la cité, la forme des reçus et de prescrire toutes méthodes de classement ou de présentation de comptes et de comptabilité des différents départements municipaux.

6° Il aura le pouvoir de transiger à l'amiable sur toutes les réclamations faites en faveur ou contre la cité suivant les formes prévues par la loi, et dans ce but, pourra prêter serment pour le compte de la cité¹.

7° Il pourra émettre et vendre des obligations de la cité sous les formes prévues par la loi.

8° Il pourra administrer et diriger les différents fonds d'amortissement de la cité et tous les autres fonds de garantie qui doivent être tenus par la cité.

9° Il devra tenir les comptes de la cité et devra, au moins une fois par mois, fournir à chaque service municipal un rapport sommaire sur le fonctionnement financier dudit service durant le mois précédent.

10° Dans les deux mois qui suivront la clôture de chaque année fiscale, il devra publier un rapport relatif à l'année précédente, qui devra contenir obligatoirement un examen complet et détaillé de toutes les recettes et dépenses de la cité, le solde actif ou passif existant en fin d'année des

1. En vertu de ce paragraphe le contrôleur a qualité à l'effet d'agir comme représentant légal de la cité dans toutes actions judiciaires pouvant avoir une répercussion sur les finances municipales.

différentes sources de revenu municipal et le montant de chacune d'elles, les différentes autorisations de crédits, le budget auquel ils correspondaient et le montant des sommes déposées à leur titre, les fonds empruntés par la cité, le montant de chaque prêt, l'Administration à laquelle il était destiné.

Enfin, un des principaux devoirs du Contrôleur est la préparation d'un rapport qui doit être soumis au Conseil des Estimations avant le 15 février de chaque année, relatif à toutes les recettes effectuées par la Cité au cours de l'année précédente (art. 115 de la nouvelle Charte). Ce rapport annuel du Contrôleur sert de base à l'établissement du budget des recettes (voir livre III, chapitre I).

11° Il est chargé, aux termes de l'article 374 de la nouvelle Charte, de l'administration des différents fonds d'amortissement municipaux. Cette charge, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Charte, incombait aux commissaires des fonds d'amortissement (voir livre III, chapitre IV, 2^e section).

Il est en outre chargé de l'établissement des rapports mensuels et annuels prévus par les articles 277 et 278 de la nouvelle Charte relatifs aux opérations effectuées durant l'année fiscale par les différents fonds d'amortissement (voir livre III, chapitre IV).

En résumé, le Contrôleur détient, en matière financière, des pouvoirs aussi complets et aussi étendus que le Maire dans tous les autres services municipaux. Il n'a cependant pas droit au titre de chef du Département des finances, qui est dévolu au Trésorier, fonctionnaire de carrière. Ce dernier ainsi que nous le verrons (livre III, chapitre II) a, parmi ses attributions, aux termes de l'article 414 de la nouvelle Charte, la perception des taxes et impositions municipales, la garde des fonds appartenant à la cité, la réception et la garde des fonds des recettes effectuées pour le compte des différents fonds d'amortissement.

Le Trésorier est également chargé du paiement des sommes dues par la cité sur le vu de certificats délivrés par le Contrôleur qui est seul chargé de l'ordonnancement des dépenses.

LIVRE III

Les finances municipales

TITRE UNIQUE

LES FINANCES DE LA CITÉ DE NEW-YORK

CHAPITRE PREMIER

BUDGET

Première Section

Considérations générales

Un coup d'œil rapide sur le budget de New-York, par chapitre, permet de faire quelques observations intéressantes.

On est tout d'abord frappé par l'importance du montant total de ce budget qui avoisine le 1/10^e du budget fédéral des Etats-Unis.

Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le voir en étudiant le Conseil des estimations, l'importance de ce budget provient, en grande partie, de la multiplicité des services publics dont les dépenses, dans les pays européens, sont supportées par le budget de l'Etat et dont la charge, aux Etats-Unis, incombe aux municipalités.

Un autre trait marquant de l'examen du mécanisme financier de la Cité de New-York est l'absence du vote d'un budget de recettes proprement dit.

La Cité de New-York a 4 sources de recettes distinctes

1^o différents impôts, notamment les taxes de crise, dont les taux et modes de perception sont établis par la législature de l'Etat de New-York,

2^o la quote-part de certains impôts fédéraux ou de l'Etat de New-York, qui est réservé aux municipalités,

3^o les recettes provenant des concessions ou des services rendus par la municipalité aux habitants (fourniture d'eau etc...) dont l'établissement incombe au Conseil des estimations, organisme financier directeur de la cité,

4^o l'impôt foncier (*Real estate tax*) qui fournit, à lui seul, au budget de la ville les 3/4 de ses recettes ordinaires, soit environ 500 millions de dollars par an.

L'impôt foncier a été, de tout temps, la principale charge pesant sur les contribuables de la cité; aussi, comme nous le verrons plus loin¹, l'établissement des matrices cadastrales et la détermination du coefficient d'imposition de chacune d'elles sont très soigneusement réglementés, de manière à donner le plus de garantie et de justice aux propriétaires fonciers.

Cette dernière source de recettes est la seule dont le taux varie annuellement en raison des nécessités budgétaires de l'année fiscale à venir, telles qu'elles résultent des prévisions du budget des dépenses.

La détermination annuelle du coefficient d'imposition de chaque parcelle cadastrale, d'après les nécessités révélées par le vote du budget des dépenses, incombe au Conseil de la Cité et ne peut être considérée comme le vote d'un budget de recettes tel que nous l'entendons dans notre terminologie financière usuelle²; aussi n'avons-nous procédé dans les deux sections suivantes du présent chapitre qu'à l'étude du vote du budget ordinaire et extraordinaire des dépenses.

1. Chapitre V.

2. Voir Livre III, Chapitre III, 2^e section *in fine*.

A ce sujet nous devons signaler qu'une des initiatives heureuses de la nouvelle Charte a été de changer la date de départ de l'exercice financier du budget ordinaire (1^{er} juillet au lieu de 1^{er} janvier) ; ce changement a permis au Conseil des Estimations et à celui de la Cité de procéder à des époques différentes à l'examen du budget des dépenses ordinaires et à celui des dépenses extraordinaires.

Le vote de ces deux budgets à des dates différentes permettra sans nul doute aux membres des deux Assemblées municipales de procéder à une étude plus approfondie des questions budgétaires municipales.

La personnalité à laquelle incombe la tâche de la préparation de l'établissement et de la surveillance de l'exécution du budget est le Contrôleur.

Celui-ci doit faire face à de nombreuses obligations :

1^o Il doit fournir, avant le 15 février de chaque année, un rapport statistique très détaillé (voir ci-après) à ses collègues du Conseil des Estimations et du Conseil de la Cité.

Ce rapport est publié dans le journal municipal, et est destiné à leur fournir tous les éléments d'appréciation nécessaires pour procéder à l'établissement et au vote du budget en toute connaissance de cause.

2^o Il est chargé de faire étudier par les bureaux du Conseil des Estimations les différentes demandes de crédits pour savoir si elles sont justifiées et les économies qui pourraient être réalisées.

3^o Il doit donner à ses collègues du Conseil des Estimations et aux membres du Conseil de la Cité toutes les explications qui leur semblent nécessaires.

4^o Une fois le budget voté il est chargé de l'ordonnancement de toutes les dépenses, le trésorier ne pouvant effectuer aucun paiement que sur le vu d'un mandat signé par le contrôleur ou par un de ses délégués.

5^o Il a toutes les attributions de contrôleur des dépenses engagées et, notamment, par le canal du Département des investigations, il doit se rendre compte des dépassements

ou des transferts de crédits illégaux qui auraient pu être commis à l'intérieur des différents services municipaux.

En dehors du scindement des périodes d'examen du budget ordinaire et du budget extraordinaire, la nouvelle Charte n'a pas apporté de modifications très sensibles aux règles de l'établissement du budget des dépenses.

L'initiative des dépenses continue à appartenir, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire¹, au seul Conseil des Estimations, comité restreint où la majorité des votes est détenue par trois personnages : le Maire, le Contrôleur et le Président du Conseil de la cité, soustraits, en principe, de par leur mode d'élection aux contingences de surenchère électorale.

Dans la nouvelle Charte comme dans l'ancienne, des dates fixes sont prévues pour l'étude du budget, tant par le Conseil des Estimations que par le Conseil de la Cité, ce qui permet à cette dernière assemblée, saisie en dernier lieu, de n'être pas retardée dans ses travaux par ceux du Conseil des Estimations.

Dans un but d'assainissement budgétaire, la nouvelle Charte (voir chapitre IV, 1^{re} section) a sévèrement défini et abondamment restreint la liste des travaux dits de premier établissement pouvant être financés par voie d'emprunts.

Deuxième Section

Budget des dépenses ordinaires

Budget des dépenses

(Chapitre VI, art. 111 à 132 nouvelle Charte)

A. Date de l'exercice financier.

L'exercice financier de la cité, à compter de 1938, commencera le 1^{er} juillet de chaque année pour se terminer le 30 juin de l'année suivante.

1. Livre II, Chapitre II.

B. *Travaux préparatoires.*

La nouvelle Charte, dans ses articles 112 à 116 inclus, prévoit trois sortes de travaux préparatoires obligatoires. Ce sont :

1^o L'envoi, avant le 1^{er} février de chaque année, par les chefs de tous les services municipaux, des demandes de crédits pour le fonctionnement de leurs services respectifs pour l'année fiscale suivante. Ces demandes de crédits sont adressées au Bureau du budget, qui est une division de l'Administration centrale financière municipale, et dont le chef a le titre de Directeur du budget. Ce dernier, sur l'injonction du maire¹, a le droit de se rendre dans tous les services municipaux afin d'examiner si les demandes de crédits envoyées par ces services sont justifiées, ou non.

Chaque membre du Conseil des Estimations et tels de ses membres qu'il plaira au Conseil de la Cité de déléguer ont le droit d'assister, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un représentant, aux investigations effectuées par le Directeur du budget dans tous les services municipaux et aux explications données par les différents chefs desdits services quant à la légitimité des demandes de crédits qu'ils ont adressées au Bureau du budget.

Les demandes de crédits de chaque département doivent parvenir au Bureau du Directeur du budget, détaillées, article par article. Aux termes de l'article 114 de la nouvelle Charte ce sont des documents publics et ils doivent être communiqués à tout contribuable qui en fait la demande.

C. *Rapport du Contrôleur.*

Avant le 15 février de chaque année, le Contrôleur doit soumettre au Conseil des Estimations et au Conseil de la Cité un rapport qui est publié dans le journal municipal et qui doit obligatoirement contenir :

a. Un rapport, article par article, des recettes effectuées

1. L'article 113 de la Charte parle du maire, mais en fait c'est sur les injonctions du contrôleur que le Directeur du budget agit.

durant les quatre précédentes années fiscales et durant les sept premiers mois de l'année fiscale courante, ainsi que les estimations des recettes pour les cinq mois de l'année fiscale restant à courir et pour l'année fiscale suivante ;

b. Un rapport, article par article, de toutes les taxes dues et non recouvrées pour l'année fiscale précédente ainsi que pour les 7 premiers mois de l'année fiscale courante ;

c. Un rapport, article par article, de la situation du compte de moins-value fiscale et des projets de crédits pour l'épurement de ce compte conformément à la loi ;

d. Un rapport provisoire sur la situation du fonds d'ouverture de nouvelles rues et promenades et du fonds d'amélioration de la voirie ainsi qu'un projet de crédits pour l'apurement de ces fonds, conformément à la loi ;

e. Un projet de crédits nécessaires pour le service de la dette, y compris les crédits nécessaires aux différents fonds d'amortissement, conformément à la loi ;

f. Toute autre information dont le Conseil des Estimations pourrait avoir besoin.

D. Rapport du Président de la « tax-commission ».

Avant le 1^{er} mars de chaque année le Président de la *tax-commission* doit soumettre au Conseil des Estimations et au Conseil de la Cité une estimation provisoire de la valeur imposable de la propriété foncière, soumise à la taxation durant la prochaine année fiscale. Ce rapport est publié dans le Journal Municipal.

E. Dépenses devant obligatoirement être comprises dans le budget municipal.

Aux termes de l'article 117 de la nouvelle Charte doivent être obligatoirement incluses dans le budget :

1^o les sommes nécessaires au fonctionnement des différents fonds d'amortissement telles qu'elles figurent dans le rapport du Contrôleur,

2^o les sommes nécessaires au paiement de l'intérêt de

la dette de la cité telles qu'elles figurent dans le rapport du Contrôleur,

3° les sommes qui, aux termes de la loi, doivent être portées au crédit du compte de moins-value fiscale, telles qu'elles figurent dans le rapport du Contrôleur,

4° les sommes qui, aux termes de la loi, doivent être portées au crédit des fonds d'ouverture de rues et promenades et d'amélioration de la voirie, telles qu'elles figurent dans le rapport du Contrôleur,

5° les sommes qui, suivant certification délivrée par le contrôleur, sont égales à la moyenne des dépenses effectuées durant les cinq années fiscales précédentes pour les besoins suivants¹ :

a) paiement de toutes réclamations, engagements et charges devant, légalement, être supporté par le budget municipal et pour lequel aucun autre crédit n'est prévu dans ledit budget,

b) paiement des dépenses pour l'enlèvement de la neige et de la glace,

c) paiement de toutes les dépenses pour la démolition d'immeubles dangereux et pour le repavage des rues.

F. Forme du projet de budget soumis par le maire à l'approbation de ses Assemblées.

Afin que les membres des deux Assemblées municipales puissent avoir des points de comparaison, le projet de budget doit contenir obligatoirement :

1° Les crédits votés lors du précédent projet, article par article, avec indication de ceux qui ont été dépassés et de ceux dont le montant n'a pas été entièrement utilisé.

2° Les crédits votés pour l'année fiscale courante, article par article, avec indication de l'emploi qui en a été fait jusqu'au 15 mars de ladite année.

1. Le montant des crédits devant être accordés sous ce chapitre doivent, toutefois, être réduits des 4/5 pour l'année fiscale commençant le 1^{er} juillet 1938, des 3/5 pour l'année fiscale commençant le 1^{er} juillet 1939, des 2/5 pour l'année fiscale commençant le 1^{er} juillet 1940 et de 1/5 pour l'année fiscale commençant le 1^{er} juillet 1941.

3° Le montant des crédits réclamés pour chaque service municipal pour la prochaine année fiscale, article par article.

4° Le montant des crédits proposés par le Contrôleur pour la prochaine année fiscale, article par article.

5° Le montant pour lequel chaque article, tel qu'il résulte des propositions du Contrôleur, est supérieur ou inférieur à l'article correspondant pour l'année fiscale courante.

6° Le montant des différentes recettes que la cité est en droit d'attendre en dehors de l'impôt.

7° Le total des salaires et traitements à payer pour l'année fiscale courante et de ceux proposés pour l'année fiscale suivante.

8° Les augmentations de crédits de personnel à prévoir du chef des règlements en vigueur et de la création de nouveaux emplois.

9° Toute autre information qui pourrait être demandée par le Conseil des Estimations ou par la loi.

G. Achats de matériel, marchandises et équipement.

Les achats effectués sous cette rubrique et qui, aux termes de la Charte, doivent être régulièrement effectués par le Département des achats, devront être faits par ce dernier, mais sont, dans le budget, séparés et figurent au compte du service municipal auquel ils sont destinés. Ces dispositions n'empêchent pas qu'une partie de ces crédits soient mis sous la désignation d'un compte de marchandises générales, de manière à permettre au Département des achats de maintenir un stock en prévision des besoins à venir.

H. Soumission du projet de budget définitif aux Assemblées municipales.

Avant le 1^{er} avril de chaque année, le projet de budget définitif pour l'année fiscale suivante devra être soumis par

le Maire au Conseil des Estimations et au Conseil de la Cité.

Il doit, en conséquence, être imprimé pour le 31 mars de chaque année.

I. Discussion du projet de budget.

Entre le 7 et le 17 avril de chaque année, le Conseil des Estimations doit tenir des séances publiques relatives à la discussion du budget.

Les chefs des différents services municipaux peuvent assister à ces discussions et sont entendus par le Conseil des Estimations chaque fois que ce dernier estime cette audition nécessaire.

J. Vote du budget par le Conseil des Estimations.

Le Conseil des Estimations peut augmenter, diminuer ou supprimer tout article du projet de budget ; il peut également ajouter tout article nouveau ; en d'autres termes il possède l'initiative des dépenses.

Le budget ne peut être adopté par le Conseil des Estimations plus tôt que le 17 avril ni plus tard que le 27 avril de chaque année.

Le budget doit être adopté de manière à ce que les crédits soient accordés article par article. Chacun de ces articles peut être accompagné d'annexes explicatives, et le Conseil des Estimations a le droit de préciser les conditions mises à l'utilisation de chaque crédit voté.

Si le budget n'est pas adopté par le Conseil des Estimations pour la date du 27 avril, le projet de budget soumis par le Maire sera considéré comme ayant été adopté par le conseil.

K. Vote du budget par le Conseil de la Cité.

Avant le 1^{er} mai de chaque année, le budget, tel qu'il aura été adopté par le Conseil des Estimations, et certifié conforme par le Maire, sera soumis au Conseil de la Cité et publié dans le Journal Municipal. Immédiatement après

cette soumission, une séance spéciale du conseil sera convoquée par le Président du Conseil de la Cité pour l'examen du budget.

Si le conseil n'a pas pris de décision définitive avant le 21 mai, le projet de budget tel qu'il aura été adopté par le Conseil des Estimations, sera considéré comme ayant été adopté par le Conseil de la Cité.

Le Conseil de la Cité peut réduire ou supprimer n'importe quel article de dépenses dans le budget, tel qu'il a été adopté par le Conseil des Estimations, sauf les montants des crédits qui doivent être inscrits au budget de la cité aux termes de l'article 117 de la Charte, mais le Conseil de la Cité ne peut ajouter, ou augmenter aucun article de dépenses soit directement, soit indirectement, ou changer le mode d'utilisation des crédits votés par le Conseil des Estimations.

L. Pouvoir de veto du Maire.

Avant le 22 mai de chaque année, le budget, tel qu'il aura été adopté par le Conseil de la Cité et certifié par le président de ce conseil, est soumis au Maire. Si un article de dépenses a été supprimé ou réduit par le Conseil de la Cité, le maire peut, avant le 1^{er} juin, renvoyer le budget au Conseil de la Cité en indiquant, par écrit, ses objections aux réductions ou suppressions de crédits effectuées par le conseil, et lesdits crédits sont rétablis dans leur forme primitive, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil des Estimations, à moins qu'avant le 10 juin, le Conseil de la Cité, par un vote pris à la majorité des 3/4, n'ait voté à nouveau la réduction ou la suppression des crédits primitivement effectuée par eux.

M. Certification et enregistrement du budget.

Avant le 15 juin de chaque année, le budget, dès qu'il aura été finalement adopté par le Conseil de la Cité, sera certifié conforme par le Maire, le Contrôleur et le Clerc de

la cité comme étant le budget pour l'année fiscale suivante, et les différents montants spécifiés comme devant être récupérés par l'impôt pourront être mis en recouvrement.

Le budget est enfin enregistré dans le Bureau du contrôleur et publié dans le journal municipal.

N. Transferts de crédits d'un chapitre à un autre.

Durant toute l'année fiscale, le Conseil des Estimations a le droit de transférer le surplus de tous crédits non utilisés en faveur d'un autre chapitre pour lequel le montant des crédits votés ne se révéleraient pas suffisants pour faire face aux besoins.

L'article 127 de la nouvelle Charte interdit formellement le transfert des sommes allouées aux crédits des comptes énumérés à l'article 107 de la Charte (voir ci-dessus crédits devant obligatoirement être insérés dans le budget).

O. Transferts de crédits d'un paragraphe à un autre d'un même article.

Ces transferts peuvent être effectués par le Directeur du budget à la demande du chef de n'importe quel service municipal, sous réserve que le montant total des crédits alloués au dit article ne soit pas dépassé.

Une copie de cet article contenant les modifications apportées aux crédits alloués à chaque paragraphe doit, après avoir été enregistrée dans le Bureau du Directeur du budget, être envoyée au trésorier et au contrôleur.

P. Compte de moins-value fiscale « Tax deficiency account ».

Ce compte doit obligatoirement figurer dans les livres de la cité.

Sont portés au débit de ce compte :

1° Toutes les bonifications procurées par le paiement des impôts avant la date extrême de leur exigibilité ;

2° Le montant de tous les impôts ayant fait l'objet de remises ou de dégrèvements¹.

1. Les écritures correspondant au 1°, et au 2° doivent être passées au moins une fois par an.

3° Une somme égale à la moins-value existant au 1^{er} janvier de l'année fiscale, résultant du produit des impositions dues depuis plus de quatre années et non perçues, et pour lesquelles il n'a pas été prévu de crédits spéciaux, soit par voie d'imposition, soit par voie d'émission d'obligations municipales.

Doivent être également portés au crédit de ce compte :

a) les soldes de tous crédits votés au cours de l'année fiscale précédente et non utilisés,

b) le montant pour lequel le total de l'impôt foncier levé pour l'année fiscale courante excède, par suite de la fixation du taux de l'impôt en cents et centième de cents pour chaque dollar imposable, le montant total qui doit être perçu au titre de cet impôt ;

c) le montant des impôts portés au débit de ce compte au titre du paragraphe 3 ci-dessus, et récupérés avant le 1^{er} janvier de l'année fiscale courante ;

d) une somme égale au montant du solde débiteur de ce compte arrêté au 1^{er} février de chaque année doit obligatoirement être inscrite dans les dépenses du budget.

Troisième Section

Budget extraordinaire des dépenses (*Capital budget*) (*Chapitre IX, art. 211 à 224, nouvelle Charte*)

A. Définition.

Le budget extraordinaire des dépenses comprend un certain nombre de dépenses dites de premier établissement, qui, étant donné leur nature, peuvent être financées par voie d'emprunt. Aux termes de l'article 211, nouvelle Charte, sont considérées comme projet de dépenses de premier établissement :

1° toutes les améliorations publiques permanentes ou études préparatoires et dépenses de surveillance s'y rattachant,

2° l'acquisition de propriétés permanentes de par leur nature,

3° l'achat d'équipements pour l'amélioration d'une propriété nouvellement construite ou achetée.

Ne doivent être inclus dans ces trois paragraphes : aucune amélioration de propriété publique, l'acquisition d'aucune propriété foncière ou l'achat d'aucun équipement dont une partie doit être payée par voie d'imposition, ni les dépenses de repavage de la voirie publique.

B. Point de départ de l'exercice.

L'exercice du budget extraordinaire commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre ; en conséquence, chaque fois qu'il sera parlé d' « année » au cours de la présente section, il s'agira d'année du calendrier commençant le 1^{er} janvier suivant l'année d'établissement, d'examen et d'adoption du budget extraordinaire.

C. Procédure préparatoire à l'établissement et au vote du budget extraordinaire.

Cette procédure est la suivante :

a) *Rapport du Contrôleur.* — Avant le 15 août de chaque année, le Contrôleur doit soumettre au Conseil des Estimations, au Conseil de la Cité, à la Commission du Plan de la cité et au Directeur du budget, un rapport qui est publié dans le journal municipal et dans lequel sont énumérés : le montant et la nature de toutes les ouvertures de crédits autorisées en rapport avec chaque projet de dépenses de premier établissement en cours d'exécution, les engagements de crédits pris pour chacun de ces projets à la date du 1^{er} juillet et exposant en détail l'opinion du Contrôleur sur la situation financière de la cité. Le Contrôleur indique quel est, à son avis, le montant maximum et la nature des émissions auxquelles peut procéder la cité pour faire face à l'exécution des travaux de premier établissement durant les six années à venir ¹.

1. Calculées du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Le rapport du Contrôleur contient également toute autre information dont pourrait avoir besoin la Commission du Plan de la cité.

b) *Estimations des services municipaux relatives à l'exécution des travaux de premier établissement.*

A une date fixée par le Maire, mais qui ne peut être plus tardive que le 15 août, le chef de chaque service municipal doit soumettre à la Commission du Plan de la cité et du Directeur du budget un état détaillé de tous les travaux de premier établissement autorisés et qui, à son avis, pourraient être entrepris durant les 6 années à venir.

Ces estimations doivent être accompagnées de tous les renseignements dont pourraient avoir besoin la Commission du Plan de la cité et le directeur du budget ; elles sont considérées comme des documents publics et comme telles remises en communication aux intéressés qui en font la demande.

c) *Rapport du Directeur du budget.* — Avant le 1^{er} septembre, le Directeur du budget doit remettre au Maire un rapport contenant son opinion relativement au montant maximum et à la nature des emprunts, qu'à son avis, la cité peut raisonnablement émettre pour l'exécution des travaux de premier établissement durant les 6 années à venir et la répercussion qu'auront ces dépenses sur le service de la dette.

d) *Attestation du Maire.* — Avant le 15 septembre de chaque année, le maire doit soumettre à la Commission du Plan de la cité le rapport du Directeur du budget, ainsi qu'une attestation relative au montant maximum des emprunts qui, dans son opinion, peuvent être émis par la cité durant l'année suivante, et son avis sur les travaux de premier établissement qui doivent être inclus dans le budget extraordinaire.

D. *Préparation du budget extraordinaire provisoire.*

Chaque membre du Conseil des Estimations et les mem-

bres du Conseil de la Cité désignés par ce dernier à cet effet ont le droit d'assister en personne ou de se faire représenter à toutes les séances tenues par la Commission du Plan de la cité, et dans lesquelles tous les chefs des services municipaux, leurs représentants ou subordonnés sont présents pour expliquer les estimations de leur service respectif, répondre aux questions qui leur sont posées et tenir à la disposition des membres de la commission tous documents qui peuvent leur être demandés.

Le Directeur du budget doit être présent personnellement, ou par mandataire, à toutes ces séances, et rendre à la Commission du Plan de la cité tous les concours dont elle peut avoir besoin pour la préparation du budget extraordinaire provisoire. Le public peut être présent à ces séances mais n'a pas le droit d'être entendu, sauf à certaines séances qui doivent être tenues obligatoirement avant que la commission statue définitivement sur le projet provisoire de budget extraordinaire.

La date de ces séances doit être indiquée au moins 5 jours à l'avance dans le Journal Municipal.

E. Examen du budget extraordinaire provisoire.

Avant le 1^{er} novembre, la Commission du Plan de la cité doit soumettre au Conseil des Estimations, au Conseil de la Cité, au Directeur du budget et au contrôleur, un projet de budget extraordinaire provisoire Contenant toutes les autorisations d'ouvertures de crédits qu'elle est d'avis d'accorder pour l'année suivante, et dont le montant total ne doit pas excéder celui inscrit dans l'attestation du maire, ainsi qu'un programme des travaux de premier établissement à entreprendre durant les années suivant celle pour laquelle les ouvertures de crédits sont accordées.

Ces documents sont publiés dans le journal municipal.

Le projet de budget doit être fait de manière à donner les indications suivantes :

1^o En ce qui concerne le projet des travaux de premier

établissement déjà autorisé : un état contenant le devis original du prix de revient des travaux, la date de l'autorisation, le montant et la nature des émissions autorisées, le montant des dépenses déjà faites, le montant des engagements de crédits et des crédits non autorisés à la date du 1^{er} juillet, le montant des engagements à prendre entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre et l'estimation des crédits additionnels nécessaires pour l'achèvement des travaux.

2^o En ce qui concerne chaque nouveau projet de travaux de premier établissement dont l'autorisation est proposée, une brève description desdits travaux, l'année dans laquelle il est proposé de les entreprendre et l'estimation de leur prix de revient total.

3^o Pour chaque projet de travaux¹ : la date approximative de leur achèvement, le montant des dépenses à engager pendant les 6 années à venir, la durée de l'usage qu'on peut en attendre et l'estimation de leurs frais d'entretien annuels.

4^o Des propositions relatives à l'abandon, à la modification ou à l'ajournement de projets déjà adoptés.

5^o Une brève description de chaque nouveau projet que les différents services départementaux ont proposé d'entreprendre durant les six années à venir, mais dont l'exécution a été refusée par la Commission du Plan de la cité, avec les raisons pour lesquelles ces projets ont été repoussés par elle.

6^o Toute information que la Commission du Plan de la cité estime utile de fournir.

Avant le 15 novembre la Commission du Plan de la cité doit soumettre au Conseil des Estimations et au Conseil de la Cité un rapport qui est publié au Journal Municipal et qui contient les commentaires et recommandations qu'il estime avoir à faire relativement au projet de budget extraordinaire.

1. Il s'agit ici des travaux qui ne sont pas considérés comme des dépenses de premier établissement et dont le financement n'est pas assuré par l'emprunt.

Séances consacrées par le Conseil des Estimations à l'examen du projet de budget extraordinaire.— Ces séances doivent être tenues publiquement entre le 15 et le 20 novembre de chaque année, et les chefs et fonctionnaires de tous les services municipaux doivent répondre aux questions qui leur sont posées par le Conseil des Estimations si ce dernier estime leur audition nécessaire.

F. Vote du budget extraordinaire.

Le vote du budget extraordinaire par le Conseil des Estimations doit intervenir entre le 25 novembre et le 4 décembre de chaque année. Si le Conseil des Estimations manquait à cette tâche, le projet de budget extraordinaire, tel qu'il est soumis par la Commission du Plan de la cité, serait supposé avoir été adopté par le Conseil des Estimations.

Le budget extraordinaire doit spécifier les projets de travaux de premier établissement qui pourront être entrepris durant l'année à venir ; il doit fixer le montant maximum des émissions auxquelles la cité pourra procéder durant ladite année pour faire face au financement desdits projets, ainsi que le montant des ouvertures de crédits autorisées pour le financement de projets déjà adoptés et des émissions auxquelles il devra être procédé de ce chef.

Le Conseil des Estimations peut comprendre dans le budget extraordinaire tous projets de travaux de premier établissement déjà compris par la Commission du Plan de la cité dans le programme des travaux de premier établissement à entreprendre. Il peut également, dans les 15 jours précédents l'adoption du budget extraordinaire prier la Commission du Plan de la Cité de fournir, relativement à un projet non compris dans le programme des travaux de premier établissement, les mêmes informations que celles fournies relativement au projet inclus dans ce programme. Ces informations doivent être fournies dans les 10 jours et doivent être publiées dans le Journal Municipal. Si la Commission du Plan de la Cité propose

d'inclure ledit projet dans le budget extraordinaire, la Commission des Estimations peut l'y faire insérer; si la Commission du Plan de la cité refuse d'inclure ledit projet dans le budget extraordinaire, le Conseil des Estimations peut passer outre et procéder à son insertion par un vote pris à la majorité des $\frac{3}{4}$ (12 voix sur 16).

Le Conseil des Estimations ne peut adopter, sauf par un vote pris à la majorité des $\frac{3}{4}$ aucun budget extraordinaire dont le financement nécessiterait l'émission d'emprunts d'un montant supérieur à celui inscrit dans l'attestation du maire.

G. Adoption par le Conseil de la Cité du budget extraordinaire.

Avant le 6 décembre le budget extraordinaire, tel qu'il aura été adopté par le Conseil des Estimations, sera soumis au Conseil de la Cité, après avoir été certifié conforme par le maire et publié au journal municipal.

Dès qu'il en sera saisi le président du Conseil de la Cité convoquera une séance spéciale du conseil à l'effet d'examiner le budget extraordinaire. Cette séance peut être suivie d'autres séances quotidiennes jusqu'au 27 décembre, date à laquelle un vote final doit intervenir. Si un vote définitif n'intervient pas à cette dernière date, le budget extraordinaire sera considéré comme adopté dans la forme dans laquelle il aura été transmis par le Conseil des Estimations.

Les Conseillers de Cité, de même que pour le budget ordinaire, n'ont pas le droit d'initiative de dépenses. Ils peuvent diminuer, retrancher ou supprimer toutes demandes de crédits, mais ne peuvent procéder à aucune augmentation de crédits, soit directement, soit indirectement.

Avant le 29 décembre de chaque année le budget extraordinaire, tel qu'il aura été adopté par le Conseil de la Cité, sera transmis au maire après avoir été certifié conforme par le président du Conseil de la Cité.

Avant le 29 décembre de chaque année, le budget extraordinaire, tel qu'il aura été finalement adopté, sera certifié conforme par le Maire, le Contrôleur et le Clerc de la cité comme étant le budget extraordinaire définitif pour l'année suivante. Il devra, dans les jours qui suivront cette certification, être enregistré dans le Bureau du Contrôleur et publié dans le Journal Municipal.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU DÉPARTEMENT DES FINANCES

Première Section

Le Trésorier

A. Considérations générales.

Aux termes de l'article 411 de la nouvelle Charte les fonctions de chef du Département des finances sont dévolues au Trésorier, qui est à la fois percepteur municipal et comptable des recettes et dépenses de la ville, alors que sous le régime de l'ancienne Charte le titre de Directeur du Département des finances était attaché à la fonction du contrôleur.

B. Nomination et délégation.

Le Trésorier, comme le chef de la plupart des autres Départements municipaux, est nommé par le Maire et révocable par lui à volonté.

Le Trésorier peut nommer deux délégués, dont un doit être comptable breveté. Les fonctions et pouvoirs de ces délégués doivent faire l'objet d'une procuration signée par le Trésorier et enregistrée au Bureau du Contrôleur.

C. Traitement.

Le traitement actuel du Trésorier est de 2.500 dollars par an.

D. *Cautions.*

Le Trésorier et les Trésoriers-délégués doivent déposer une caution dont le montant n'a pas été fixé par la nouvelle Charte.

Le montant de la caution du Trésorier est de 25.000 dollars.

E. *Attributions.*

Les multiples attributions du trésorier peuvent être classées en 3 groupes différents, savoir :

1^{er} *groupe*. — Comme percepteur municipal et chef comptable de la cité, il est chargé de la perception de toutes les impositions et taxes municipales, ainsi que du paiement de toutes les sommes dont la charge incombe au budget municipal et dont les mandats d'ordonnancement ont été signés par les services du contrôleur.

2^e *groupe*. — Comme successeur du *Chamberlain*, emploi supprimé par la nouvelle Charte, il est le gardien de toutes les sommes déposées dans les Caisses municipales à quelque titre que ce soit ¹.

1. Le *chamberlain*, sorte de trésorier municipal dont les fonctions faisaient l'objet des articles 194 à 198 de la Charte de 1901 a eu son emploi supprimé par la nouvelle Charte et c'est désormais le contrôleur qui assure ses différentes fonctions.

Le *chamberlain* était chargé notamment : 1° du dépôt des fonds municipaux dans les différentes banques créées par la *banking-commission* et moyennant les taux d'intérêt indiqués par elle ; 2° de la comptabilité des recettes municipales - y compris celles provenant d'opérations financières ; 3° de l'inventaire journalier des dépenses faites par le trésorier municipal et de faire à ce sujet des rapports quotidiens hebdomadaires et mensuels au maire et au contrôleur ; 4° de la perception de la taxe hypothécaire dans tous les comtés dépendant de la Cité de New-York et du partage par moitié des produits de ladite taxe, une moitié revenant à l'Etat de New-York et l'autre à la cité.

Le *chamberlain* assumait également les fonctions de trésorier de comté et avait, comme tel, la garde des fonds suivants :

1° Fonds payés dans les cours de justice pour le compte d'aliénés ou d'incapables et dont la garde lui était confiée aux termes d'une décision desdites cours.

2° Agent fiscal pour l'*adjudant général* de l'Etat de New-York pour la distribution des fonds nécessaires à l'entretien des troupes.

3° Gardien des cautions civiles et criminelles ;

4° Fonds d'assurances pour l'application de la loi Torrens ;

3^e groupe. — Comme chef du Département des finances le Trésorier a la haute main sur tous les services centraux financiers de la cité.

Deuxième Section

Organisation des Services du Département des finances

Les services du Département des finances sont répartis entre de multiples bureaux dont les chefs, suivant l'usage, sont choisis et nommés par le Trésorier, sauf en ce qui concerne :

1^o Le Directeur du budget, collaborateur intime du contrôleur et du maire dans l'établissement du budget, et qui doit être indépendant de tous les services municipaux, y compris ceux des finances, dans l'étude de leur estimation de dépenses.

2^o Le commissaire du Département des investigations, qui est chargé de contrôler la bonne marche de tous les services financiers et de procéder à des enquêtes sur les irrégularités qui auraient pu être commises.

En conséquence, les chefs de ces deux derniers services sont nommés par le Maire et révocables par lui (voir ci-après).

Les attributions du Trésorier comme percepteur municipal, chef comptable de la cité et gardien de toutes les

5^o Fonds d'assurances pour les inhumations ;

6^o Fonds provenant de la vente de marchandises inutilisables effectuée par le service des achats municipaux.

Les fonds provenant de la trésorerie municipale pouvant être immédiatement réemployés étaient conservés en espèces liquides mais les fonds dont le *chamberlain* avait la garde en tant que trésorier de comté devaient être employés : soit en fonds d'Etat, soit en hypothèques. Durant la crise de 1931 à 1934 une somme de 3.400.000 dollars fut perdue dans la réalisation de gages provenant desdites créances hypothécaires. Ce fut là une des principales raisons de la suppression de l'emploi de *chamberlain* et de l'attribution de ses fonctions au contrôleur.

sommes déposées à titre divers dans les Caisses municipales, sont, aux termes des articles 415 et 421 de la nouvelle Charte, réparties entre 2 bureaux qui ont chacun des succursales principales et des recettes auxiliaires dans chacun des bourgs ; ce sont :

Le Bureau de la perception municipale. — Comme nous l'avons dit ci-dessus, le chef de ce bureau est le Percepteur Municipal. Ce dernier est chargé personnellement de la nomination d'un percepteur-délégué pour chaque bourg de la cité.

Le Percepteur Municipal est personnellement responsable de la gestion de chacun des Percepteurs-délégués, choisis par lui.

Le Bureau du Percepteur Municipal était chargé de la réception des fonds dus au titre de l'impôt foncier. Depuis 1934 ce bureau comprend une division nouvelle chargée de la récupération des taxes établies à cette époque pour faire face aux charges nouvelles créées pour les secours d'urgence.

Les Bureaux de perception dans les bourgs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la perception de l'impôt foncier dû sur les immeubles.

Le Bureau des recettes et des dépenses. — Le Bureau des recettes et des dépenses est notamment chargé de toutes les dépenses inscrites au budget de la cité. Ces paiements ne peuvent avoir lieu que sur le vu de mandats délivrés par le Contrôleur et signés par lui. Ces mandats doivent être contresignés par le Trésorier, auquel il appartient de se faire juge de la légalité desdits mandats.

Le Trésorier doit déposer tous les fonds dont il est comptable, le jour même de leur réception, dans toutes banques ou compagnies fiduciaires désignées par le Conseil des Estimations comme banques de dépôts.

Les dépôts effectués dans une seule et même banque ne peuvent excéder la moitié du capital de ladite banque augmenté de ses réserves nettes.

Chaque banque ou compagnie fiduciaire doit envoyer, hebdomadairement, au Contrôleur, un relevé de toutes les sommes payées et reçues par elle pour le compte du Trésorier.

Enfin, le Trésorier doit publier mensuellement, dans le Journal Municipal, un rapport détaillé et complet de toutes les recettes et dépenses effectuées pour le compte de la cité durant les mois précédents et le montant du solde créditeur ou débiteur existant en caisse.

Organisation des différents Bureaux centraux du Département des finances

A. Considérations générales.

Le Trésorier est le chef de ces différents services qui sont logés avec lui à l'hôtel-de-ville de Manhattan.

L'organisation de ces services avait été réglée à la section 151 de l'ancienne Charte (lois locales n° 2 de 1930).

La nouvelle Charte ne comprend aucune disposition nouvelle concernant leur organisation, sauf en ce qui concerne la création d'un Département dit des « enquêtes et vérifications » (*Investigations*) et dont il sera parlé ci-après.

La section 151 de l'ancienne Charte prévoyait l'existence des bureaux suivants :

B. Bureau exécutif.

Ce bureau, dont le chef est le *Chief Clerk*, est chargé de la préparation des résumés contenant les opérations du Département des finances qui doivent être publiés hebdomadairement dans le journal municipal. Toute la correspondance du Département des finances doit passer par lui, et c'est dans son bureau que sont enregistrés tous les documents comptables officiels. Ce bureau est en principe chargé :

a) de l'établissement des feuilles de paye,

b) de tous les inventaires de fournitures, marchandises et équipement,

c) du service des archives financières municipales.

C. Bureau de la comptabilité générale.

Ce bureau, dont le directeur a droit au titre de chef-comptable, est spécialement chargé :

a) de la tenue du Grand Livre général des recettes et dépenses,

b) de la tenue du Grand Livre du fonds d'amortissement ainsi que du service financier des différents emprunts municipaux.

Les attributions de ces bureaux sont réparties entre 5 divisions, qui sont :

1° La division centrale ;

2° La division des recettes ;

3° La division des dépenses ;

4° La division des titres ;

5° La division des dépôts de fonds et de titres.

D. Bureau du contentieux financier.

Ce bureau examine et règle les réclamations pour salaires et traitements impayés, services rendus et matériaux fournis à la cité, blessures résultant d'accidents du travail et dont le dédommagement incombe à la cité, dommages à la propriété mobilière et immobilière, paiement des dommages et intérêts mis à la charge de la cité par un jugement définitif, paiement des salaires et traitements dus à des employés décédés ou aliénés.

Ce bureau est chargé de l'examen des demandes en remise ou exemption d'impôts ; il s'occupe également des offres de transactions amiables proposées par le Service du contentieux dans les actions intentées contre la cité. Il enregistre, examine et instruit les plaintes dans lesquelles la cité est demanderesse. Il s'occupe du règlement des indemnités d'expropriation devenues exigibles. Enfin, il lève les jugements aux termes desquels des terrains, immeu-

bles ou legs de droits corporels ou incorporels sont attribués à la cité. Il est également chargé de faire des rapports au contrôleur ayant trait à la répercussion sur les finances de la cité des lois votées par les Chambres de l'Etat de New-York.

Ce bureau comprend 4 divisions :

- 1^o Division des dommages et intérêts (*torts*) ;
- 2^o Division des inventaires ;
- 3^o Division des jugements ;
- 4^o Division dite « du niveau moyen des salaires » (*prevailing rate of wages*).

Ses travaux servent au Conseil des Estimations pour la fixation du taux des salaires à accorder aux employés municipaux.

E. Bureau des recherches municipales et des statistiques.

Ce bureau est chargé, par la Charte, de déterminer la portée et la forme de toutes les informations statistiques qui doivent être portées à la connaissance du Contrôleur par les chefs des Bureaux financiers de la cité et des comtés, relatives, soit aux propriétés de la cité et des comtés, soit à la qualité ou la quantité des travaux ou des services rendus, soit aux recettes et débours.

Ce bureau, concurremment avec le Bureau de la comptabilité dirige l'installation, l'extension et le développement des systèmes de comptabilité dans les différents départements de la cité. Ce bureau fait également des rapports sur les questions budgétaires pour le compte du Contrôleur, de même que sur les questions qui doivent être portées à la connaissance du Contrôleur par les Commissaires du fonds d'amortissement, spécialement en matière de concessions de bacs. Il est également chargé d'établir des rapports pour le Contrôleur sur le fonctionnement des différentes Caisses de retraites (*grady law, veterans' law*) et des lois sur les retraites du personnel de la Cour suprême et des Cours de Comtés.

Sa section d'ingénieurs procède à des investigations sur toutes les irrégularités constatées en matière de rédaction de cahiers des charges, d'adjudications, de plaintes diverses portant sur des questions techniques.

F. Bureau of audit (vérification des comptes).

Attributions. — Le Bureau de vérification des comptes, comme son titre l'indique, vérifie, révisé et arrête tous les comptes dans lesquels la cité est partie, soit comme débitrice, soit comme créditrice. Il est le dernier contrôle du Contrôleur sur les dépenses de tous ordres. Ce bureau fut créé pour la sauvegarde des intérêts de la cité, pour l'examen de toutes les dépenses, y compris les feuilles de paiement des contrats, les appels au marché libre de la main d'oeuvre, les fournitures, les matériaux, les équipements nécessaires à tous les départements. Aux termes du *purchase act*, la division d'inspection de ce bureau est chargée de l'inspection, de la réception et du rejet des livraisons de fournitures, matériaux et équipement fournis aux départements de la cité énumérés audit acte.

Il tient également à jour l'état d'exécution de tous les contrats passés avec les différents départements de la cité et tient un inventaire complet de toutes les plaintes dans lesquelles la cité est plaignante ou défenderesse.

Il est chargé de la distribution de tous les fonds consacrés aux secours d'urgence ; il vérifie, en conséquence, toutes les dépenses faites sous cette rubrique.

De plus, il tient une comptabilité complète de tous les fonds de secours distribués et perçoit les remboursements partiels des dépenses incombant au gouvernement fédéral et au gouvernement de l'Etat de New-York pour le financement du programme d'assistance dans la Cité de New-York.

Le Bureau de vérification des comptes traite, enfin, les questions suivantes :

Administration, recherches, inspection, vérification, dé-

boursement, comptabilité, et réclamations contre l'Etat de New-York.

Répartition des attributions. — Les attributions de ce bureau comprennent les 6 divisions suivantes :

Division des auditeurs et examinateurs ;

Division de l'inspection ;

Division centrale des états d'appointement ;

Division des feuilles d'attachement ;

Division des remboursements ;

Division des institutions charitables (secours d'urgence).

G. Bureau des propriétés municipales.

Ce bureau sert d'organe d'information et d'exécution au bureau de la propriété immobilière du Conseil des Estimations. Il est notamment chargé des négociations relatives à la vente ou à la location de toutes les propriétés appartenant à la cité ou qui sont nécessaires à la marche de ses services et agit concurremment avec le Département des promenades pour les acquisitions qui lui sont nécessaires.

Il négocie la vente ou la location des terrains appartenant à la cité et provenant des rues ou des chemins de fer désaffectés et fixe le taux des indemnités à percevoir pour l'usage privé des propriétés publiques. Il examine et fait des rapports sur les usages qui sont faits des propriétés municipales. Il tient un inventaire complet et permanent de toutes les propriétés appartenant à la cité, de toutes les ventes qui en sont faites, des locations, des loyers, des prix d'acquisition et des achats de propriétés mitoyennes qui paraissent nécessaires.

Ce bureau comprend les divisions suivantes :

Division du revenu de la cité ;

Division des locations ;

Division de l'habitation ;

Division des propriétés de la cité.

H. *Bureau des signatures.*

Ce bureau est responsable de l'examen et de la signature de tous les ordonnancements tirés par le Contrôleur sur la trésorerie de la cité.

Il est chargé de l'ordonnancement des dépenses résultant des différents systèmes de retraites et de celles provenant du paiement des intérêts dus sur les bons émis par la cité.

Il effectue tous les paiements qui doivent être faits entre les mains du tiers saisi, et les remboursements et paiements qui doivent être effectués aux *shériff* et huissiers municipaux.

Il est chargé du remboursement des cautions déposées en garantie de soumissions à des adjudications. Le Trésorier-adjoint, qui est chargé de ce bureau, signe tous les transferts de titres nominatifs d'obligations de la cité et tous les bons à court terme placés dans les banques agréées par la cité.

I. *Bureau des investigations.*

Ce bureau abrite un département autonome dit : « Département des investigations » dont l'organisation et les attributions ont fait l'objet du chapitre 34, articles 801 à 805 de la nouvelle Charte dont il est une création.

Ce département, étant donné la nature des fonctions dont il est chargé, est dirigé par un commissaire nommé directement par le Maire et qui, comme tel, n'est pas sous la dépendance du Trésorier, chef du département des finances.

Néanmoins, étant donné que les enquêtes et investigations menées par ce département sont presque uniquement d'ordre comptable et financier, il est hors de doute qu'il fait partie du département des finances dont il est en quelque sorte un rouage autonome. Du reste, l'actuel commissaire de ce département est le successeur du commissaire des comptes et investigations, dont la fonction a été créée par le chapitre 517 des lois de 1916 modifiées par

la loi locale n° 2 de 1924 qui ont été intégrées dans l'article 119 de l'ancienne Charte.

Commissaire. — Le commissaire des investigations est nommé par le Maire et révocable par lui. Il doit obligatoirement être choisi parmi les membres du Barreau de New-York de bonne réputation.

Commissaires-délégués. — Le commissaire peut nommer deux commissaires-délégués dont l'un doit diriger, personnellement, toutes les enquêtes et investigations menées par ce bureau.

Attributions. — Le commissaire a les attributions suivantes :

1° Il peut se livrer à toutes enquêtes et recherches sur les instructions qui lui sont données par le Maire ou par le Conseil de la Cité.

2° Il peut agir de sa propre autorité et poursuivre toutes investigations ou recherches qu'il estime conformes aux intérêts de la cité, y compris celles relatives à l'activité, mode de fonctionnement, comptabilité, méthodes et personnel de tout service municipal.

En pratique, les enquêtes et recherches faites par ce département sont toujours d'ordre comptable et ont pour objet de rechercher les irrégularités financières qui auraient pu être commises.

Conduite des enquêtes. — L'article 805 de la nouvelle Charte prévoit que le commissaire et les commissaires-délégués dans l'exercice de leurs fonctions ont tout pouvoir à l'effet de convoquer des témoins et de leur faire prêter serment.

Résultats des enquêtes. — Les résultats de chaque enquête sont consignés dans un rapport, dont un exemplaire est envoyé au maire et un autre au Conseil de la Cité, afin que, le cas échéant, ils prennent toutes mesures et sanctions utiles à l'effet de supprimer les irrégularités dont l'existence leur aurait été révélée.

La pratique d'envoyer des rapports au Maire et au Conseil de la Cité sur le résultat des investigations du département a persisté depuis la mise en vigueur de la nouvelle Charte, quoique cette obligation n'ait pas été prévue par elle.

Seules les investigations révélant des irrégularités font l'objet d'un rapport détaillé au Maire et au Conseil de la Cité. Sur un total d'environ 150 investigations annuelles, 30 à 40 rapports sont ainsi établis par les soins du département.

Division des plaintes du public. — Il existe dans le département un Bureau des plaintes du public, dont la création remonte à une décision du Maire en 1934, et dont l'existence a été légalisée par l'article 804 de la nouvelle Charte.

Ce bureau est chargé d'instruire des plaintes émanant du public relatives aux erreurs qui auraient pu être commises par les services financiers de la cité. Plus de 6.000 de ces plaintes sont ainsi enregistrées annuellement ; très peu d'entre elles nécessitent l'établissement d'un rapport destiné au Maire et au Conseil de la Cité.

J. Le Bureau du budget.

Le chef est le Directeur du budget, nommé directement par le Maire.

Attributions. — (voir livre III, chapitre I, 2^e section).

CHAPITRE III

IMPOTS MUNICIPAUX

Première Section

Considérations générales

Ainsi que nous l'avons vu dans l'étude du budget des recettes, les principales recettes du budget de la cité sont les suivantes :

1° L'impôt foncier, qui fournit à lui seul les 3/4 des recettes de la ville.

Le système qui consiste à asseoir principalement les recettes du budget sur la propriété foncière avait, à l'origine, l'avantage, dans l'esprit de ses auteurs, de pouvoir compter sur des rentrées fixes indépendantes des conditions économiques du moment.

L'expérience a prouvé que, dans la pratique, il en était tout autrement.

Durant la crise, le déchet sur les rentrées à attendre de l'impôt foncier a été considérable.

En 1934, pour 472.544.000 dollars d'impositions, il restait impayé en fin d'année 100.270.620 dollars soit 21, 22%.

En 1935, pour 469.370.548 dollars, il restait impayé en fin d'exercice 74.015.451 dollars, soit 15,77 %.

2° Les taxes perçues pour la fourniture d'eau potable par la cité, et dont le tarif est établi annuellement par le Conseil des Estimations sur le vu du rapport du Département de la fourniture de l'eau.

3° Les impôts dits de « secours d'urgence » établis en 1934 pour faire face aux dépenses extraordinaires d'assistance que le chômage occasionnait à la cité.

4° Les recettes provenant des redevances payées par les sociétés concessionnaires des services publics (transport, métros, docks, bacs). Le montant de ces redevances varie suivant les clauses insérées dans les cahiers des charges (pour la délivrance des concessions et la rédaction des cahiers des charges, voir livre IV, chapitre III).

5° Le produit des licences délivrées par les différents départements municipaux, et dont le taux est fixé annuellement par le Conseil des Estimations dans les limites prévues par la loi locale ayant subordonné l'exercice d'une profession à l'obtention préalable d'une licence.

6° Le produit des amendes, droits et pénalités.

7° Le produit du domaine municipal (location des biens municipaux etc...).

8° Recettes des impositions pour travaux d'améliorations locales.

9° Subventions accordées par l'Etat de New-York à la Cité de New-York.

10° Une fraction de l'impôt sur le revenu, qui est reversée à la Cité de New-York par le secrétaire d'Etat aux finances. Cette fraction est de 15 % du montant de l'impôt général fédéral.

La cité reçoit de l'Etat de New-York d'importantes subventions pour services rendus à ses administrés. Les plus importantes d'entre elles ont trait :

- a) à l'éducation,
- b) à la retraite des vieillards,
- c) au chômage,
- d) à l'exécution des grands travaux destinés à occuper des chômeurs.

Toutes les recettes ci-dessus énumérées sont perçues par le canal du Bureau des recettes municipales.

Il nous a été impossible, étant donné le cadre de cet

ouvrage, de procéder à un examen approfondi de toutes les sources de recettes ci-dessus énumérées.

Nous allons nous contenter de passer à l'étude les trois sources de recettes suivantes :

1° *L'impôt foncier*. Cette source de recettes produit à elle seule beaucoup plus que toutes les autres réunies. En conséquence de son importance le mode d'établissement et de perception de l'impôt foncier a été très minutieusement réglementé, tant dans l'ancienne que dans la nouvelle Charte, et il nous a paru qu'il serait intéressant d'exposer aux lecteurs les détails de son mécanisme.

2° Les 4 taxes indirectes dont la perception a été autorisée en 1934 par la législature de l'Etat de New-York pour faire face aux dépenses de chômage et de secours d'urgence.

3° Les impositions pour plus-value foncière occasionnée par l'exécution de travaux d'intérêt public (*assessable improvements*).

Ce type d'imposition se retrouve dans la plupart des cités des Etats-Unis où, contrairement aux pays européens, il a procuré une source de recettes non négligeable.

Tout le chapitre 12 de la nouvelle Charte a été consacré aux règles d'établissement et au mode de perception de cet impôt et notre examen de la nouvelle Charte eut été incomplet si nous n'avions pas donné quelques indications sur ce type d'imposition tel qu'il a été réalisé à New-York.

Deuxième Section

Impôt foncier

A. Formalités et procédure relatives à la détermination de la valeur imposable de la propriété foncière, à la confection et à la mise en recouvrement des rôles d'imposition.

L'accomplissement de ces formalités incombe au Département des impositions (*tax department*), dont l'organisation

et les attributions sont réglées par le chapitre VII (articles 151 à 173 de la nouvelle Charte). Ce département a pris la suite de l'ancien département dit des « taxes et impositions » (*taxes and assessments*) qui avait été organisé par les sections 885 et 886 de l'ancienne Charte (loi locale n° 10 de 1929).

La nouvelle Charte n'a pas apporté de modifications importantes aux règles précédemment établies. Toutefois, par suite du changement apporté à la date d'ouverture de l'exercice financier municipal (1^{er} juillet au lieu de 1^{er} janvier), les dates d'accomplissement des différentes formalités ont été complètement modifiées.

Enfin, une procédure minutieusement étudiée a été édictée relativement à la détermination de la valeur d'imposition de chaque parcelle cadastrale.

Deux considérations principales expliquent le soin apporté à la confection des rôles de la contribution foncière :

1° l'impôt foncier, comme nous l'avons déjà dit, a toujours été la principale source de revenus de la cité, à laquelle il fournit, à lui seul, environ 75 % du total des recettes ;

2° la propriété foncière étant lourdement grevée par les charges de l'impôt foncier, il importe de donner aux propriétaires tous apaisements quant à la manière dont est déterminée la valeur imposable au titre de l'impôt foncier des biens dont ils sont propriétaires.

B. Direction du Département de l'impôt foncier. La *tax-commission*.

Cette direction est assumée par une commission de 7 membres dite Commission des impositions (*tax-commission*).

Les membres de cette commission sont nommés par le Maire, et le président doit être nommément désigné par lui. Un contribuable de chacun des cinq bourgs doit obligatoirement figurer parmi les membres de la commission.

La nouvelle Charte n'a rien prévu quant au traitement des membres de la *tax-commission* ; en conséquence, ils

continueront à toucher le salaire annuel de 12.500 dollars auquel ils avaient droit aux termes de la section 885 de l'ancienne Charte.

Attributions. — La Commission des impositions est chargée d'estimer et d'établir annuellement la valeur imposable de toutes les parcelles cadastrales de la cité et de désigner celles qui sont exemptes du paiement de l'impôt foncier comme bénéficiant de l'une des exemptions prévues par la loi.

Après le vote du budget des dépenses, le Conseil de la Cité décide quel est le coefficient d'imposition à appliquer à la valeur imposable, pour que le produit de l'impôt foncier puisse permettre de faire face aux dépenses de l'année.

Les membres de la *tax commission* sont aidés dans leur tâche par cent quatorze contrôleurs-adjoints (*Deputy-assessors*) nommés par le président de la commission, à chacun desquels il est assigné un certain district territorial à contrôler.

La valeur imposable d'environ 812.000 parcelles cadastrales est ainsi revue annuellement.

Tous les propriétaires fonciers sont astreints à remplir annuellement un questionnaire détaillé qu'ils doivent remettre, sur leur demande, aux membres de la *tax-commission*.

Les renseignements fournis dans ce questionnaire sont donnés sous la foi du serment. En outre, les membres de la *tax-commission* et les contrôleurs dans l'exercice de leurs fonctions, ont le droit d'entrée dans tous les immeubles et constructions de la cité pour se former une opinion, de visu, de la valeur imposable de chaque construction. Le refus d'entrée opposé par un propriétaire est punissable de 50 dollars d'amende et de 30 jours de prison ou de l'une seulement de ces deux peines.

Les estimations de la *tax-commission* varient peu d'une année à l'autre, ainsi qu'on le verra dans le tableau ci-contre :

**Valeur imposable totale de la propriété et des droits immobiliers
soumis au paiement de l'impôt foncier**

Bourg	1937	1936	1935
Manhattan ..	\$ 8.252.020.105	\$ 8.365.565.444	\$ 8.373.226.997
Bronx	1.923.709.614	1.908.861.487	1.902.800.823
Brooklyn	3.939.292.859	3.954.397.953	3.933.060.440
Queens	2.186.323.584	2.154.629.644	2.145.327.968
Richmond ...	298.349.032	295.311.020	295.354.971
Totaux ..	\$16.599.695.194	\$16.678.765.548	\$16.649.771.199

Au point de vue fiscal, la propriété et les droits immobiliers sont divisés en 3 catégories :

1^o *Propriété foncière.* — Des estimations séparées doivent être faites, d'une part, pour le terrain nu, d'autre part pour les constructions.

Voici les estimations pour les années 1935, 1936 et 1937. La valeur des terrains, des constructions et des propriétés exempts du paiement de l'impôt foncier est comprise dans les chiffres ci-après :

Valeur imposable des terrains nus

Bourg	1937	1936	1935
Manhattan ..	\$ 4.182.652.420	\$ 4.318.735.835	\$ 4.378.414.335
Bronx	686.360.631	680.242.626	678.445.036
Brooklyn	1.532.167.935	1.547.504.735	1.570.138.545
Queens	885.194.831	882.763.600	896.756.135
Richmond ...	132.610.875	134.079.495	136.444.105
Totaux .	\$ 7.419.986.692	\$ 7.563.326.281	\$ 7.660.198.156

Valeur imposable des constructions

Bourg	1937	1936	1935
Manhattan ..	\$ 3.749.809.890	\$ 3.730.543.625	\$ 3.675.052.875
Bronx	1.138.928.020	1.132.734.080	1.128.505.925
Brooklyn	2.225.221.190	2.228.269.830	2.182.978.095
Queens	1.205.519.095	1.179.023.770	1.158.575.710
Richmond ...	153.749.845	149.533.695	147.336.170
Totaux .	\$ 8.473.228.040	\$ 8.420.105.000	\$ 8.292.448.775

Certaines propriétés, aux termes de la loi, sont exemptes du paiement de l'impôt foncier. La valeur imposable n'en n'est pas moins déterminée annuellement par les soins de la *tax-commission* pour des raisons de statistique.

La *tax-commission* s'assure également si telle parcelle cadastrale, qui n'était pas imposable une année en raison de son affectation, ne l'est pas devenue l'année d'après par suite d'un changement survenu dans ladite affectation, et inversement.

Les terrains et immeubles exempts du paiement de l'impôt foncier se répartissent ainsi :

1937

Terrains et immeubles appartenant à la Cité de New-York	75,8 %	du total des propriétés exemptées		
Terrains et immeubles appartenant au Gouvernement des Etats-Unis	4,3 %	—	—	—
Terrains et immeubles appartenant à l'Etat de New-York	1,8 %	—	—	—
Eglises	7,6 %	—	—	—
Hôpitaux	2,9 %	—	—	—
Ecoles	1,7 %	—	—	—
Œuvres charitables	2,5 %	—	—	—
Cimetières	1,8 %	—	—	—
Divers	1,6 %	—	—	—

2° *Droits immobiliers des Services concessionnaires de la cité.* — La détermination fiscale de la valeur imposable de ces droits immobiliers est faite en se rapportant au bénéfice net laissé l'année précédente par l'exploitation de chacun de ces services et en prenant 7 % desdits bénéfices comme valeur imposable au titre de l'impôt foncier :

**Valeur imposable des droits immobiliers
des services concessionnaires**

Bourg	1937	1936	1935
Manhattan ..	\$ 676.097.400	\$ 538.930.450	\$ 215.960.700
Bronx	199.370.500	181.406.350	57.138.550
Brooklyn	278.351.600	258.849.500	56.916.450
Queens	137.996.775	122.112.875	51.205.800
Richmond ...	18.118.650	13.503.200	5.703.700
Totaux	\$ 1.312.934.925	\$ 1.114.802.375	\$ 386.925.200

3^o *Droits immobiliers des sociétés bénéficiant de concessions spéciales.* — La détermination de la valeur imposable des droits immobiliers des sociétés bénéficiant de concessions spéciales (pose, exploitation de tuyaux et câbles souterrains ou aériens dans les rues etc...) est calculée de la même manière que pour les Services concessionnaires ci-dessus, en prenant 14 % au lieu de 7 % du bénéfice de l'année précédente comme valeur imposable :

**Valeur imposable des droits immobiliers
des sociétés bénéficiant de concessions spéciales**

Bourg	1937	1936	1935
Manhattan ..	\$ 319.557.795	\$ 316.285.984	\$ 319.759.787
Bronx	98.420.963	95.884.781	95.849.862
Brooklyn	181.903.734	178.623.388	179.943.800
Queens	95.609.658	92.942.274	89.996.123
Richmond ...	11.988.312	11.697.840	11.574.696
Totaux	\$ 707.480.462	\$ 695.334.267	\$ 697.124.268

C. *Formalités.*

Les commissaires et assesseurs commencent leur évaluation le 1^{er} août de chaque année, sauf s'il tombe un dimanche ou un jour férié.

Les procès-verbaux dans lesquels est consignée la valeur imposable de chaque parcelle et droit immobilier, telle qu'elle a été déterminée par les membres de la *tax-commission* et leurs 114 assesseurs-adjoints, sont centralisés au Bureau central de la commission (immeuble municipal) avant le 25 janvier de chaque année.

Avant le 1^{er} février, la valeur imposable de toutes les parcelles et droits sis dans un même bourg est consignée sur un registre spécial, qui est envoyé à la perception principal de ce bourg.

Le registre doit être ouvert au public avant le 1^{er} février de chaque année et rester à sa disposition jusqu'au 15 mars suivant.

La Commission des impositions, doit, avant et pendant

le temps où lesdits registres sont tenus à la disposition du public, avertir ce dernier que ces livres sont ouverts à son inspection, par voie d'annonces paraissant au Journal Municipal et dans tous autres journaux d'annonces légales indiqués par le rédacteur en chef du Journal Municipal avec l'approbation du Maire et du Contrôleur.

Durant tout le temps où les registres, dans lesquels sont consignés les procès-verbaux de la valeur imposable, sont ouverts à l'inspection du public, la Commission des impositions peut modifier, en l'augmentant ou en la diminuant, la valeur imposable attribuée à chaque parcelle cadastrale ou ajouter encore toute autre parcelle dont on aurait injustement omis d'évaluer la valeur imposable, de manière à obtenir la répartition la plus satisfaisante des impositions.

Cependant, dans le cas où la Commission des impositions estime nécessaire d'augmenter la valeur imposable d'une parcelle, elle doit en avertir le propriétaire par lettre recommandée au moins 10 jours à l'avance, pour permettre à ce dernier de présenter ses observations.

Durant ce même temps, tout contribuable (personne physique ou morale) peut réclamer une augmentation par voie de rectification de la valeur imposable d'une parcelle cadastrale quelconque. Cette demande de rectification doit être faite par écrit, sur la foi du serment, et doit contenir les motifs pour lesquels cette rectification est demandée, et être envoyée au Bureau central du département.

Les contrôleurs désignés par le président pour la réception desdites réclamations doivent, durant la même période comprise entre le 1^{er} février et le 15 mars, se livrer à une nouvelle estimation et prêter serment.

Entre le 1^{er} février et le 25 mai, la Commission des impositions doit avoir pris une décision définitive quant à la détermination de la valeur imposable de chaque parcelle, les cotes de répartition devant être fournies au Conseil de la Cité avant le 20 juin et être publiées dans le journal municipal dans les deux semaines suivantes, après avoir été

certifiées conformes par le président de la Commission des impositions.

D. Détermination du coefficient d'imposition.

Entre le 15 et le 20 juin, le Contrôleur doit soumettre au Conseil de la Cité un état montrant les besoins du budget des dépenses et le Conseil de la Cité doit fixer, avant le 25 juin, le coefficient d'imposition dont doit être frappée chaque parcelle cadastrale au prorata de sa valeur imposable¹.

Entre le 25 et le 30 juin, le Clerc de la Cité doit faire parvenir au Trésorier :

1° Les cotes de répartition, telles qu'elles auront été envoyées au Conseil de la Cité par la Commission des impositions ;

2° Le coefficient d'imposition à appliquer auxdites cotes de répartition, tel qu'il aura été fixé par le Conseil de la Cité.

Toutes ces pièces doivent être certifiées conformes par le président du Conseil de la Cité. Dès réception de ces documents, le trésorier doit procéder à la confection des rôles d'imposition, entre le 25 et le 30 juin, et notifier, avant le 30 juin, au Contrôleur, le montant des taxes à percevoir.

Notification publique des taxes, dues et exigibles, doit être faite dans le journal municipal entre le 1^{er} et le 5 juillet.

E. Paiement de l'impôt foncier.

Le paiement de l'impôt foncier est effectué en deux versements égaux, le premier avril et le premier octobre de chaque année.

Lorsque l'impôt reste impayé pour les trois exercices précédents, la propriété est saisie et vendue au bénéfice de la cité.

La propriété est également saisie et vendue lorsque les taxes pour la fourniture d'eau potable sont dues pour quatre années.

1. Ce coefficient d'imposition ne peut dépasser 2 % de la valeur vénale de chaque parcelle, valeur à laquelle il peut être ajouté les sommes nécessaires pour faire face au service de la dette municipale. Ce coefficient maximum est atteint depuis de nombreuses années.

Troisième Section

Impôts dits « de crise »

A. Considérations générales.

Pour permettre à la Cité de New-York de faire face aux dépenses extraordinaire nécessitées par la distribution de secours de chômage durant la grande crise, les Chambres législatives de l'Etat de New-York ont autorisé la cité à créer et à percevoir jusqu'au 1^{er} juillet 1938 des impôts dont la perception pourrait être décidée par les Chambres législatives de l'Etat de New-York.

On peut voir dans cette loi un des multiples exemples de délégation du pouvoir législatif qui est si coutumière dans le droit des Etats-Unis.

Usant de la faculté qui lui était ouverte, l'Assemblée municipale de la cité a, par le vote de différentes lois locales, procédé à la création de quatre taxes, dont les frais de perception ne dépassent pas, en moyenne, 1 % de leurs produits.

B. Impôt sur les ventes faites à New-York.

Création. — Cette taxe a été créée par la loi locale n° 20 de décembre 1934 et par la loi locale n° 24 de janvier 1935. Elle frappe la vente au détail sur les limites du territoire de la cité et tous les citoyens qui y sont domiciliés.

Exceptions. — Les exceptions sont de deux sortes :

a) En raison de la qualité de l'acheteur : gouvernement fédéral, Etat de New-York, municipalité, institutions religieuses et charitables, acheteurs en groupes, etc...

b) En raison de la nature des produits vendus : nourriture, lait, médicaments, bière, journaux, magazines.

Taux de l'impôt. — 2 % des ventes d'un montant supérieur à 63 cents. Les ventes d'un montant compris entre

0 et 13 cents sont exonérées. Pour les ventes d'un montant compris entre 13 et 63 cents le taux de l'impôt est de 1 %.

Mode de perception. — Cette taxe est perçue dans les bureaux du Percepteur Municipal. Chaque commerçant détaillant est tenu de se faire immatriculer à la perception du quartier dans lequel est situé son magasin et de remplir une formule contenant la déclaration du montant de son chiffre d'affaires pour le trimestre précédent, et ce les 28 février, 31 mai, 31 août et 31 novembre de chaque année.

Pénalités. — En cas de déclaration incomplète, le montant de la taxe due est majoré de 5 %. En cas de récidive, diverses peines d'amendes et d'emprisonnement sont prévues.

Produits annuel. — Le produit annuel de cette taxe est d'environ 40 millions de dollars.

C. Impôt sur les achats effectués hors de New-York.

Création. — Cette taxe a été créée par les lois locales n° 25 de 1934 et 13 de 1935.

Objet. — L'objet de cette taxe est de frapper les achats effectués hors de la cité d'un certain nombre de produits et de marchandises nommément désignés qui, en raison du lieu de leur achat, ne sont pas soumis au paiement de la taxe sur les ventes dont nous venons de parler.

Taux de l'impôt 2 %. — Les marchandises et objets imposables sont les suivants : fourrures, appareils radio-phoniques, automobiles, matériaux de construction, machines, joailleries, ameublement, verre, papier, huile, essence, câbles et instruments d'optique.

Mode de perception. — Toute personne ayant acheté en dehors de la cité un des produits ci-dessus désignés doit remplir une formule et l'envoyer à la perception de son quartier.

Pénalités. — Majoration de 10 % du montant de la taxe due en cas de première dissimulation ou de non paiement. Peine de prison en cas de récidive.

D. Impôt sur le chiffre d'affaires (business-tax).

Création. — Cette taxe a été créée par les lois locales n° 17 de 1934 et n° 8 de 1935.

Objet. — Frapper d'un prélèvement le chiffre d'affaires résultant de l'exercice de n'importe quelle activité industrielle, commerciale ou financière sur le territoire de la cité.

Taux de l'impôt. — a) un millième de la recette brute au-dessus de 15.000 dollars de toute entreprise industrielle ou commerciale ;

b) 2 millièmes de la recette brute annuelle au-dessus de 5.000 dollars de toute entreprise financière ou commerciale.

Mode de paiement. — Par moitié avant le 15 juin et le 15 septembre de chaque année à la perception du lieu où est située l'entreprise.

Rapport. — Cette taxe rapporte environ 7 millions de dollars par an.

E. Impôt sur les recettes brutes des Sociétés concessionnaires de Services publics.

Création. — Cette taxe a été créée par les lois locales n° 21 de 1934 et n° 2 de 1935.

Objet. — Frapper d'un prélèvement les recettes brutes de toute personne ou société exploitant une entreprise concessionnaire de services publics et soumise, comme telle, au contrôle du Département de l'Etat des services publics.

Les sociétés visées par ces lois sont les entreprises de production et de distribution de gaz, électricité, vapeur, eau potable, réfrigération, téléphone et télégraphe.

Taux de l'impôt. — Le taux de cet impôt est de 3 % des recettes brutes de toutes les sociétés entrant dans l'une des catégories ci-dessus énumérées. Sur le produit de cet impôt 1/3 seulement est perçu au profit de la Cité de New-York, les deux autres tiers étant reversés à l'Etat de New-York pour être compris dans les recettes de ce budget.

Quatrième Section

Impositions spéciales pour plus-value foncière résultant de l'exécution de travaux publics

*(Assessable improvements) Chapitre XII, art. 291 à 320
de la nouvelle Charte*

A. Considérations générales.

En raison de la plus-value considérable donnée à la propriété foncière par l'exécution de certains travaux publics, l'idée de frapper d'une imposition spéciale les propriétaires de terrains bénéficiant desdits travaux a été mise en application à New-York dès le milieu du XIX^e siècle.

D'un autre côté, en ce qui concerne la catégorie de travaux (voiries etc...) qui sont mis, en France, à la charge des propriétaires de lotissements, la municipalité de New-York a estimé préférable de les faire exécuter directement par ses services, quitte à frapper d'une imposition spéciale les propriétaires dans l'intérêt desquels ces travaux ont été exécutés.

B. Définition des travaux publics pouvant donner lieu à une imposition spéciale.

L'article 291 de la nouvelle Charte déclare que le terme « amélioration imposable » (*assessable improvement*) signifie n'importe quelle amélioration publique affectant ou intéressant :

1^o Les voies et promenades publiques.

2^o Les ponts et tunnels¹ soumis à la juridiction d'un président de bourg.

3^o Champs d'épandage, conduites, égouts, y compris les égouts collecteurs, usines et installations pour le traitement et la filtration des eaux d'égouts.

1. Ces ponts et tunnels sont ceux qui ne relient pas deux bourgs entre eux et ne passent pas sur ou sous un cours d'eau navigable.

4° La clôture des terrains vagues et le remblayage des terrains inondables.

Initiative de l'exécution des travaux publics imposables. — L'initiative de ces travaux appartient soit à l'un des 24 Conseils locaux pour l'exécution des travaux d'amélioration, soit au Conseil des Estimations.

C. Composition et juridiction des Conseils locaux pour l'exécution de travaux d'amélioration.

Le territoire de la Cité est divisé en vingt quatre districts territoriaux comprenant chacun un conseil pour l'exécution de travaux d'amélioration locaux (*local improvements boards*), dont la principale fonction est de prendre l'initiative de l'exécution de travaux publics imposables.

Chacun de ces conseils est présidé par le Président du Bourg dans lequel est situé le district dépendant de la circonscription territoriale de ce conseil.

Les limites de ces districts sont fixées périodiquement par voie de lois locales.

Au 1^{er} janvier 1938, les Conseils locaux pour l'exécution de travaux d'amélioration étaient répartis sur les cinq bourgs de la cité de la manière suivante :

Manhattan	9
Bronx	4
Brooklyn	8
Queens	2
Richmond	1
Total	24

L'article 293 de la nouvelle Charte prévoit qu'en dehors des Présidents de Bourgs qui sont présidents de droit desdits conseils, ces derniers comprennent obligatoirement tous les membres du Conseil de la Cité élus sur le ressort du district et un certain nombre de membres du Conseil de la Cité élus sur le même bourg que celui auquel appartient ledit district.

Les fonctions des membres des Conseils des travaux d'amélioration sont gratuites.

Si un conseil comprend plus de 5 membres, un *quorum* de 3 membres est nécessaire pour la validité d'une délibération.

Les Conseils de travaux d'améliorations locales prennent l'initiative de la procédure en vue de l'exécution des travaux de ce genre, soit d'eux-mêmes, soit après avoir reçu une pétition signée des propriétaires des terrains affectés par l'exécution desdits travaux, soit encore sur le vu d'un rapport du Président du Bourg, président de droit desdits conseils, qui juge utile d'attirer l'attention du conseil sur l'utilité qu'il y aurait à entreprendre tel ou tel travail d'amélioration.

Si l'exécution de certains travaux affecte des terrains situés sur le ressort de plusieurs districts, les membres des conseils dépendant de chacun de ces districts se réunissent entre eux afin de ne plus former qu'un seul conseil, qui est supposé, pour la procédure, être le Conseil local ayant juridiction.

Les pétitions émanant de particuliers, en vue de l'exécution de travaux, doivent d'abord être adressées au Président du Bourg, qui doit en saisir le ou les Conseils locaux intéressés. Ce dernier doit tenir une séance publique afin de délibérer sur la question. Cette séance ne peut avoir lieu qu'après avoir été annoncée au moins 10 jours à l'avance dans le Journal Municipal et après que des affiches indiquant la date de la convocation aient été apposées durant la même période aux endroits indiqués par le Président du Bourg.

Si le devis approximatif des travaux, y compris le montant des indemnités allouées par le Conseil des contrôleurs aux propriétaires de terrains et toute autre dépense, n'exécède pas la somme de 10.000 dollars, le Conseil local peut autoriser l'exécution de travaux d'améliorations imposables, sans l'agrément du Conseil des Estimations, à condition, dans le cas d'améliorations consistant en travaux de voirie

ou de construction d'égouts, que le Président du Bourg dans lequel ces travaux doivent être exécutés ait en sa possession un certificat émanant de l'ingénieur en chef du Conseil des Estimations et certifiant que les travaux en question ont été portés sur la carte de la cité.

Ce certificat doit également mentionner la régularité du titre de propriété et le Conseil juridique (chef du Service du contentieux) doit certifier que le terrain sur lequel ces travaux sont entrepris est consacré à l'usage public.

Ce certificat doit encore mentionner : que les égouts dont l'exécution aurait été autorisée sont conformes au plan général de drainage de la cité ; que la dépense totale entraînée par l'exécution de ces travaux est inférieure à la moitié de la valeur de la propriété qui en bénéficie ; que ces travaux sont conformes aux règles adoptées par le Conseil des Estimations ; que, de l'avis dudit ingénieur en chef du Conseil des Estimations, l'exécution desdits travaux ne doit pas entraîner une dépense totale de plus de 10.000 dollars.

Dans tous les autres cas, les vœux du Conseil local pour l'exécution de travaux d'amélioration doivent être transmis au Conseil des Estimations afin d'être munis de son autorisation.

D. Communication à la Commission du Plan de la cité.

Toute résolution tendant à l'exécution de travaux publics d'amélioration émanant d'un Conseil local et transmise au Conseil des Estimations doit être soumise par ce dernier au Conseil du Plan de la cité. Celui-ci doit faire parvenir au Conseil des Estimations, dans les six semaines qui suivent, un rapport mentionnant la répercussion de ces travaux sur le plan principal de la cité déjà adopté et recommandant ou désapprouvant leur exécution, ou indiquant les modifications à y apporter. Durant ladite période de six semaines, le Conseil des Estimations ne peut statuer sur

le projet en question, à moins d'avoir été saisi du rapport du Conseil du Plan de la Cité.

Si la Commission du Plan de la Cité est favorable, ou favorable sous réserve de modifications, le Conseil des Estimations, au moyen d'un vote pris à la majorité, peut adopter une résolution accordant l'autorisation temporaire d'entreprendre les travaux en question.

Si l'exécution du projet est désapprouvée par la Commission du Plan de la Cité, le Conseil des Estimations peut passer outre moyennant un vote favorable pris à la majorité des 3/4 (12 voix sur 16).

I. — Lorsqu'une résolution d'un Conseil local proposant une amélioration imposable nécessite l'acquisition de propriétés foncières et ne contient aucune prévision en vue d'amélioration physique, le Conseil des Estimations ne peut statuer sur la résolution qu'après avoir été saisi d'un rapport émanant de l'ingénieur en chef du conseil et devant obligatoirement contenir :

1° une carte indiquant le lieu où sont situés les terrains à acquérir, avec une estimation du coût d'acquisition et de leur valeur imposable,

2° une carte montrant clairement les terrains qui bénéficieraient d'une telle acquisition, avec l'estimation de l'augmentation de leur valeur imposable qui en résulterait,

3° tous autres renseignements que l'ingénieur en chef estimerait nécessaire de fournir pour la gouverne du Conseil des Estimations, ou qui lui seraient demandés par ce dernier.

II. — Lorsque la résolution d'un Conseil local prévoit l'exécution de travaux, la résolution du Conseil des Estimations accordant une autorisation préliminaire ne peut être adoptée qu'après la soumission au conseil, par son ingénieur en chef, d'un rapport contenant les indications suivantes :

1° une estimation approximative du coût des travaux, avec une carte montrant les terrains sur lesquels ils doivent être exécutés et ceux qui bénéficieraient de leur exécution,

et une estimation de la valeur imposable desdits terrains, avant et après l'exécution des travaux,

2^o la vérification de la régularité du titre foncier et que le Service du contentieux a certifié que le terrain en question est destiné à un usage public,

3^o que les égouts dont la pose est demandée sont conformes au plan de drainage de la cité,

4^o toute indication nécessaire, relative à l'urgence éventuelle des travaux.

Lorsqu'une autorisation préliminaire a été accordée par le Conseil des Estimations, le Président du Bourg, dans lequel les travaux doivent être exécutés est habilité à faire procéder à une étude approfondie et à l'établissement d'un devis complet desdits travaux.

Les plans et devis une fois établis sont transmis à nouveau au Conseil des Estimations, avec le rapport de l'ingénieur en chef du conseil.

En vue de faciliter la rédaction du rapport de l'ingénieur, toute indication utile doit être donnée à ce dernier par le Président du Bourg sur lequel ces travaux doivent être entrepris, ainsi que par le personnel qui est placé sous ses ordres.

Le Conseil des Estimations doit statuer dans les deux ans qui suivent la date à laquelle il a été saisi du rapport du Président de Bourg et du rapport de son ingénieur en chef. Il ne peut prendre de décision qu'après avoir discuté la question dans une séance publique qui ne peut être tenue qu'après qu'une convocation publiée au moins 10 jours à l'avance ait paru dans le Journal Municipal.

Une résolution portant autorisation de l'exécution de travaux publics d'amélioration doit spécifier le coût approximatif de cette amélioration et, séparément : le montant des dépenses entraînées par elle, la valeur imposable de toutes propriétés foncières à acquérir et la valeur de toutes les propriétés foncières devant bénéficier de l'exécution des travaux.

En même temps qu'il donne l'autorisation de l'exécution des travaux, le conseil doit voter une résolution déterminant la proportion dans laquelle le coût desdits travaux devra être réparti entre les propriétaires des terrains en bénéficiant.

Le conseil peut décider que les impositions dues par les propriétaires de terrains bénéficiaires de l'exécution desdits travaux pourront être payés en un certain nombre d'acomptes égaux. Ces acomptes ne peuvent dépasser 10, ni être répartis sur plus de 3 années.

Le Conseil peut enfin décider que la partie du coût des travaux devant être supportée par un bourg ou par la cité pourra être payée par l'impôt à percevoir durant un certain nombre d'années fiscales à venir (au maximum 5 ans).

Une fois que l'acquisition de propriétés foncières pour l'exécution de travaux publics imposables a été autorisée, le Conseil juridique de la cité doit entreprendre les formalités pour l'acquisition desdites propriétés dans les formes prévues par la loi (voir livre IV, titre V, chapitre III). Le Conseil juridique doit, de plus, s'assurer que le jugement définitif de la Cour suprême comporte, en dehors de l'allocation d'indemnités d'expropriation aux propriétaires de terrains acquis par la cité, une confirmation des impositions mises à la charge des propriétaires de terrains bénéficiant de l'exécution des travaux, dont le montant aura été calculé suivant la proportion leur incombant à la suite de la répartition qui aura été faite par le Conseil des Estimations. Le montant total des impositions doit être égal au montant des indemnités d'expropriation. Les impositions ne peuvent cependant pas dépasser la moitié de la valeur vénale des terrains au moment du commencement de l'exécution des travaux.

E. Paiement des contributions dues pour l'exécution de travaux publics.

Le Clerc de la Cité adresse au Percepteur Municipal une

copie de toutes les résolutions prises par le Conseil des Estimations aux termes desquelles ce dernier décide dans quelle proportion le coût des travaux publics d'amélioration sera supporté par les propriétaires de terrains bénéficiant de leur exécution.

Le Percepteur Municipal passe une écriture provisoire au nom des propriétaires de chaque parcelle imposée.

Dès que le Conseil juridique est en possession du jugement définitif de la Cour suprême contenant, d'une part, le montant définitif des indemnités d'expropriation allouées et, d'autre part, le montant définitif des contributions à récupérer sur les propriétaires de terrains bénéficiant desdits travaux il en envoie une copie certifiée conforme au Receveur Municipal qui passe une écriture définitive.

F. Répartition et paiement des contributions dues pour l'exécution de travaux publics ne dépassant pas 10.000 dollars et dont l'exécution n'est pas soumise à l'approbation du Conseil des estimations : le Conseil des assesseurs.

1^o *Répartition.* — La répartition de ces contributions incombe à un conseil dit : « Conseil des assesseurs » (*board of assessors*), composé de 3 membres désignés par le Maire dont un est nommément désigné comme président du conseil.

Ce Conseil des assesseurs est également chargé de la détermination des dommages-intérêts d'un montant inférieur à 10.000 dollars à allouer aux propriétaires dont les terrains ont perdu leur valeur par suite de changements de niveau des rues dus à l'exécution de travaux d'utilité publique.

2^o *Formalités.* — Afin de faciliter aux membres du Conseil des assesseurs l'accomplissement de leur tâche le Président du Bourg dans lequel les travaux ont été exécutés leur fait parvenir une copie des dépenses occasionnées à ses services par l'exécution desdits travaux.

3^o Le Contrôleur envoie au Conseil des assesseurs une

copie des contrats qui ont été passés par la cité en vue de l'exécution desdits travaux ; le coût de ces contrats est augmenté des intérêts calculés au taux légal depuis le 60^e jour ayant suivi leur mise en paiement. Une fois en possession de ces différents éléments le Conseil des assesseurs procède à la répartition du coût des travaux entre les propriétaires de tous les terrains en ayant bénéficié. Ces contributions ne peuvent pas dépasser la moitié de la valeur vénale de chacun desdits terrains avant le début de l'exécution des travaux.

Après avoir effectué cette répartition le Conseil des assesseurs envoie un exemplaire au Contrôleur qui, après examen, en fait parvenir une copie certifiée conforme au Percepteur Municipal pour qu'il procède à leur mise en recouvrement. Les contributions dues à ce titre sont exigibles en totalité, et il ne peut être prévu de versements fractionnaires par parts égales comme celles dues en raison de l'exécution de travaux d'un coût total excédant 10.000 dollars et ayant donné lieu à une autorisation du Conseil des Estimations suivie d'un jugement homologatif de la Cour suprême.

G. Conseil de la révision des contributions (revision of assessments).

Ce conseil, créé par le chapitre 619 des lois de 1918 (section 944 de l'ancienne Charte), est composé du Contrôleur, du Conseil juridique de la cité, du directeur du Département des impositions. Ce conseil fonctionne en quelque sorte comme juridiction d'appel des décisions prises par le Conseil des contrôleurs.

Les propriétaires qui estiment que le Conseil des contrôleurs a surestimé la part qui devait être supportée par leurs propriétés par suite de la réalisation de travaux d'amélioration locaux ont droit de se pourvoir en appel devant le Conseil de la révision des impositions dans les 30 jours qui suivent la signification qui leur en est faite.

CHAPITRE IV

EMPRUNTS ET FONDS D'AMORTISSEMENT MUNICIPAUX

Première Section

Emprunts

A. Considérations générales.

Les nécessités financières dues, tant au développement rapide et continu de la cité de New-York qu'à la politique de facilités démagogiques longtemps suivie, ont eu pour résultat d'accroître considérablement le total de la dette municipale, qui a atteint son plafond le 1^{er} janvier 1935 avec un total impressionnant de 1.848.089.349 dollars. Par suite de la multiplicité et de l'importance des emprunts émis, la cité trouvait de plus en plus difficilement à emprunter depuis le début de la grande crise de septembre 1929.

Pour remédier à cette situation, les auteurs de la nouvelle Charte ont estimé indispensable de détailler d'une manière minutieuse les différents besoins auxquels il pourrait être fait face par voie d'émission d'emprunts, ainsi que le genre d'emprunts qui pourraient être émis pour le financement de chacun d'eux.

Ces emprunts ont tous un certain nombre de caractères communs énumérés à l'article 241 de la nouvelle Charte :

1^o l'article 241 de la nouvelle Charte prévoit que la parole et le crédit de la Cité de New-York sont engagés pour

le remboursement et le paiement des intérêts de toutes les obligations¹ quel que soit leur type,

2° aucune obligation de la cité ne peut être émise par le contrôleur en dessous du pair et l'émission d'obligations ne peut avoir lieu que dans la forme prévue par la loi.

3° une obligation de quelque nature que ce soit ne peut être émise que pour faire face aux besoins autorisés d'une manière expresse par la Charte.

Les différentes sortes de charges financières que peut contracter la cité pour faire face à ces obligations ont été codifiées dans le chapitre 10 de la nouvelle Charte (articles 241 à 256).

La Cité de New-York peut émettre 7 sortes d'emprunts différents, dont chacun correspond à une sorte de besoins déterminés et que nous allons ci-après passer brièvement en revue.

B. Bons amortissables et obligations à long terme (Serial bonds and corporate stock).

Le Contrôleur peut, après y avoir été autorisé par le Conseil des Estimations, émettre et vendre des bons amortissables et des obligations à long terme. Ces émissions sont faites par le Maire et le Contrôleur pour le compte de la cité en suivant les conditions prévues par le Conseil des Estimations. Ces titres sont revêtus du sceau de la cité et de l'autorisation d'émission attestée conforme par le Clerc de la Cité.

1° Les intérêts de ces bons amortissables et de ces obligations à long terme sont payables par trimestre et par semestre aux taux et endroits fixés, soumis aux conditions de remboursement anticipé et sont d'un montant nominal fixé par le Contrôleur avant leur émission.

2° Les bons amortissables doivent être remboursés suivant des annuités constantes, dont la première ne doit pas

1. Nous prenons ici le mot « *obligations* » dans le sens anglo-saxon, qui signifie engagement financier quelconque.

être soumise à une échéance postérieure à 2 ans après la date de leur émission.

Les crédits nécessaires à l'amortissement des bons amortissables seront inscrits, au fur et à mesure, dans le budget des années prévues pour leur amortissement.

3° Les obligations à long terme doivent être remboursées avant l'expiration de la date extrême fixée pour leur amortissement. Ce dernier doit être effectué par le fonds d'amortissement qui leur est propre (voir section 2).

Les bons amortissables ou les obligations à long terme doivent être entièrement remboursés à une époque ne pouvant excéder 90 % de la durée de l'usage utile des travaux pour l'exécution desquels ils auront été émis. La durée utile de ces travaux est déterminée suivant les cas, par la Commission du Plan de la cité ou par l'ingénieur en chef du Conseil des Estimations.

Travaux pour l'exécution desquels l'émission d'obligations amortissables ou d'obligations à long terme peut être autorisée. — La liste de ces travaux est énoncée aux articles 243 et 244 de la nouvelle Charte, ce sont :

1° la distribution d'eau potable,

2° la construction, l'équipement et l'acquisition de métropolitains ou d'autres services d'utilité publique autorisés par la loi,

3° la construction et l'acquisition de docks et de quais,

4° la construction et l'acquisition de ponts et tunnels destinés à relier plusieurs bourgs,

5° l'acquisition de propriétés immobilières.

L'amortissement d'obligations à long terme ou de bons amortissables émis pour l'exécution de ces différents travaux peut être réparti sur 50 ans.

Liste des travaux dont le financement ne peut être autorisé que par l'émission de bons amortissables. — a) Travaux dont l'exécution peut donner lieu à l'émission de bons amortissables en 35 ans ; ce sont :

1° La construction et le premier équipement des usines destinées au traitement et à la filtration des eaux usagées, y compris les sables filtrants souterrains pour égouts, égouts collecteurs et leurs accessoires ;

2° La construction d'immeubles protégés contre l'incendie et de bâtiments ayant un caractère permanent.

b) Travaux dont l'exécution peut être financée par l'émission de bons amortissables en 30 ans ; ce sont :

les travaux de chauffage, éclairage, plomberie, ventilation, ascenseurs et autres équipements de caractère permanent dans les immeubles désignés au paragraphe 2 ci-dessus.

c) Travaux dont l'exécution peut être financée par l'émission de bons amortissables en 10 ans :

Appareillage téléphonique et télégraphique, appareils avertisseurs, de police et d'incendie, équipement de terrains de parcs et de jeux.

b) Travaux d'amélioration ayant un caractère permanent et n'ayant pas été spécifiquement énoncés dans les articles ci-dessus.

Le dernier paragraphe de l'article 244 de la nouvelle Charte prévoit que le financement de tous les travaux ci-dessus énoncés ne pourra être assuré, à partir de l'exercice financier 1938, qu'à concurrence de 98 % par l'émission de bons amortissables et de 2 % par la vente de « bons d'imposition » (*tax-notes*) et que, pour chaque exercice suivant, cette proportion de 98 % de bons amortissables sera diminuée annuellement de 2 %, la proportion de vente des bons d'imposition étant augmentée durant ledit exercice dans les mêmes proportions, de façon à ce qu'au bout de 50 ans le financement complet de tous lesdits travaux soit assuré au moyen de la vente de « bons d'imposition ».

Exceptions. — En dehors de tous les travaux ci-dessus énoncés, l'émission de bons amortissables en 30 ans est autorisée pour tous travaux faits en vue de l'exécution d'un projet de dépenses de premier établissement dont le devis

d'exécution, tel qu'il a été arrêté par la Commission du Plan de la Cité, s'élève à plus de 20 millions de dollars, à la condition que ce mode de financement par l'émission des bons amortissables ait été accepté par la Commission des estimations par un vote séparé pris à la majorité des 3/4.

C. Bons d'anticipation d'emprunt en cours d'émission (bonds anticipation notes).

Ces bons peuvent être émis par le Contrôleur, s'il le juge nécessaire, en anticipation des rentrées de fonds à attendre de l'émission de bons amortissables ou d'obligations à long terme dûment autorisée; ce genre de bons est souscrit auprès des banques. La date fixée pour le remboursement desdits bons doit obligatoirement être inférieure à une année. La forme et le taux d'intérêt de ces bons sont déterminés par le Contrôleur.

Si l'émission des bons amortissables ou des obligations à long terme en vue de laquelle les bons d'anticipation ont été souscrits n'est pas terminée au jour fixé pour leur remboursement, le Contrôleur peut en émettre de nouveaux.

Sur chacun de ces bons doit être inscrit obligatoirement le nom de l'emprunt à long terme dont le produit sera destiné à le rembourser.

Enfin, le contrôleur ne peut émettre de ces bons que jusqu'à concurrence de 80 % du montant de l'emprunt dont l'émission aura été autorisée, et dont le produit devra servir à rembourser lesdits bons.

D. Bons de la Caisse municipale (revenue bills).

Ces bons peuvent être émis par le Contrôleur de temps en temps en anticipation des rentrées à attendre du recouvrement de l'impôt foncier. L'émission de ces bons n'est autorisée que pour faire face au paiement de crédits régulièrement votés.

Le montant maximum pour lequel ces bons peuvent être émis par le Contrôleur ne doit pas dépasser le montant des rôles de l'impôt foncier émis et non encore recouvré.

La forme, le taux d'intérêt et la date fixée pour le remboursement de ces bons sont fixés par le Contrôleur. La date fixée pour le remboursement ne peut cependant pas dépasser une année, et ces bons doivent être remboursés au fur et à mesure du recouvrement de l'impôt foncier.

E. Bons spéciaux de la Caisse municipale (special revenue bills).

Ces bons ne se distinguent des bons de la Caisse municipale ci-dessus étudiée que parcequ'ils sont émis en anticipation du recouvrement d'impositions autres que l'impôt foncier.

De même que pour les bons de la Caisse municipale, le montant maximum d'émission de ces bons ne peut dépasser le produit à attendre du recouvrement de ces différentes impositions.

Toutes les autres caractéristiques de ces bons sont également les mêmes que celles de la Caisse municipale.

F. Bons en anticipation du produit de l'impôt d'exercices ultérieurs (tax-notes).

La principale caractéristique de ces bons est l'obligation dans laquelle se trouve le Contrôleur (article 249 nouvelle Charte) d'inscrire, dans le projet des recettes qui suit l'année de leur émission, les crédits nécessaires pour faire face à leur remboursement total et au service des intérêts courus depuis le jour de leur émission.

Le mode d'émission et le taux d'intérêt de ces bons sont fixés par le Contrôleur.

Ces bons aux termes de l'article 249 de la nouvelle Charte ne peuvent être émis que pour les 4 besoins suivants :

1^o pour faire face aux dépenses qui, aux termes du paragraphe 5 de l'article 117 de la nouvelle Charte, doivent être obligatoirement incluses dans le budget (voir livre III, chapitre I, 2^e section) ;

2^o pour l'un des besoins énumérés aux articles 243, 244 et 245 de la nouvelle Charte (voir livre III, chapitre IV, 1^{re} section : bons amortissables et obligations à long terme) ;

3^o pour faire face à toutes dépenses de premier établissement telles qu'elles sont définies à l'article 211 de la nouvelle Charte¹ qui ne pourraient être financées par l'émission de bons amortissables ou d'obligations à long terme ;

4^o pour faire face au paiement de n'importe quelle dépense autorisée par un vote pris à l'unanimité du Conseil des Estimations, à condition que le montant total des bons émis pour faire face au paiement desdites dépenses ne dépasse pas 0,3/4 % du montant total des rôles d'imposition mis en recouvrement durant l'année de leur émission.

G. Bons anticipatifs du produit d'impositions spéciales (assessments bonds).

Aux termes de l'article 250 de la nouvelle Charte ces bons doivent être émis par le Contrôleur dûment autorisé par le Conseil des Estimations, pour faire face aux dépenses imputables au fonds d'ouverture de rues et de promenades, ou au fonds d'amélioration de la voirie, si l'un de ces deux fonds vient à manquer de disponibilités.

Ces bons ne peuvent être émis que dans la limite du montant des rôles de contributions spéciales régulièrement émis et recouvrables sur les propriétés de terrains devant bénéficier de l'exécution desdits travaux (voir livre III, chapitre III, 4^e section).

Ces bons sont placés par le Maire et le Contrôleur pour le compte de la cité de la manière déterminée par le Conseil des Estimations. A cet effet, le Contrôleur, avant leur émission, doit faire adopter par le Conseil des Estimations le taux, le mode de paiement des intérêts, et le mode de remboursement qui ne peut, en aucun cas, excéder 10 années, ainsi que la faculté de remboursement anticipé.

Bien entendu, le produit de la vente de ces bons doit être versé au fonds pour le compte duquel ils ont été émis et les

1. Voir livre III, chapitre I, 3^e section.

sommes nécessaires pour faire face au paiement de leurs intérêts et à leur remboursement doivent être imputées au débit de chacun de ces fonds.

Deuxième Section

Fonds d'amortissement municipaux

(Chapitre II, art. 271 à 278, nouvelle Charte)

A. *Considérations générales.*

Ces fonds sont au nombre de trois :

Fonds d'amortissement de la Cité de New-York.

Ce fonds est destiné à l'amortissement et au rachat de toutes les obligations émises pour le compte de la Cité de New-York, sauf :

a) les obligations dont le produit a servi à l'exécution de travaux d'adduction de fourniture d'eau potable depuis le 1^{er} janvier 1898,

b) les obligations émises pour faire face à des travaux de transports rapides à l'intérieur de la Cité de New-York depuis le 1^{er} janvier 1910 (travaux d'infrastructure d'équipement de métropolitains

Les deux autres fonds d'amortissement sont dénommés « Fonds d'amortissement de travaux de transports rapides à l'intérieur de la Cité de New-York ». Ils ont été créés pour faire face à l'amortissement des travaux désignés sous les articles *a* et *b* ci-dessus.

B. *Administration des fonds d'amortissement.*

a) *Administration antérieure à la mise en vigueur de la nouvelle Charte.* — Jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Charte cette administration incombait à un conseil dit : « Conseil des commissaires des fonds d'amortissement » (*board of commissioners of the Sinking fund*).

Ce conseil était composé du Maire, du Contrôleur, du *chamberlain*, du Président du Conseil des *aldermen* et du

président de la Commission des finances du Conseil des *aldermen*.

Un *quorum* de 4 membres était nécessaire pour que ce conseil put délibérer valablement. En fait, ce conseil ne faisait qu'entériner les recommandations qui lui étaient faites par le Contrôleur. Ce conseil a été supprimé par la nouvelle Charte par mesure de simplification.

b) *Administration actuelle*. — L'administration actuelle des fonds d'amortissement incombe au Contrôleur¹, à charge par lui de se conformer aux prescriptions des articles 273 à 278 de la nouvelle Charte ci-dessous analysés.

C. Placement des capitaux dépendant des différents fonds d'amortissement.

Ce placement est régi par l'article 275 de la nouvelle Charte. Cet article stipule que les capitaux de ces différents fonds d'amortissement ne pourront être investis qu'en obligations émises :

1^o par la Cité de New-York,

2^o par l'Etat de New-York,

3^o par les Etats-Unis d'Amérique.

Chaque fois qu'il est possible d'acheter des obligations de la cité en dessous du pair, le Contrôleur doit procéder à ce genre d'opération dans la limite des fonds disponibles. Si toutefois il estime préférable, en raison même de leur date de remboursement rapprochée, d'acheter au pair ou près du pair des bons ou obligations de la cité, alors que d'autres obligations de la cité, remboursables à plus long terme, pourraient être achetées à des cours inférieurs, il peut procéder à des achats d'obligations dont les cours sont moins avantageux et la date de remboursement plus rapprochée, à condition de fournir au Conseil des Estimations une note détaillée dans laquelle il explique les motifs ayant dicté sa décision.

1. Voir livre II, titre II, Chapitre IV, 3^e section.

D. Crédits annuels destinés à faire face aux charges des différents fonds d'amortissement.

Le montant de ces crédits doit obligatoirement être inscrit au budget et être déterminé et certifié conforme par le Contrôleur, d'après les stipulations des tableaux d'amortissement prévus lors de l'émission de chaque série d'obligations.

Les bénéfices réalisés par rachat d'obligations en dessous du pair sont comptabilisés dans un compte spécial dit de « surplus » et capitalisés au taux de 3 % par an, jusqu'à ce que leur montant atteigne celui de l'annuité prévue pour l'amortissement annuel de la série d'obligations sur le rachat desquelles ils ont été réalisés.

Lorsqu'ils ont atteint le montant de cette annuité, le Contrôleur est autorisé à ne pas faire figurer les sommes nécessaires au rachat de cette annuité dans ses prévisions de crédits pour l'exercice à venir, et l'annuité correspondant à cet exercice est rachetée par la balance de ce compte de « surplus ».

Les sommes versées à titre de location ou de concession par les compagnies de métropolitains bénéficiant de travaux d'infrastructure et d'équipement de lignes souterraines ne sont pas portées au compte de « surplus », et leur montant est directement déduit des crédits nécessaires pour faire face à l'amortissement et au remboursement des emprunts nécessités par l'accomplissement de travaux pour l'exécution desquels ils ont été émis.

E. Rapport mensuel.

Avant le dixième jour de chaque mois, le Contrôleur doit soumettre au Conseil des Estimations un rapport certifié conforme qui doit être publié dans le Journal Municipal, détaillant les opérations des différents fonds d'amortissement durant chaque mois de l'exercice déjà écoulé et les sommes disponibles au crédit de chacun de ces fonds au début et à la fin de chacun de ces mois, ainsi que toute

autre information qui pourrait être désirée par le Conseil des Estimations.

F. Rapport annuel.

Avant le 1^{er} septembre de chaque année le Contrôleur doit soumettre au Conseil des Estimations un rapport certifié conforme, qui doit être publié par la suite comme supplément au Journal Municipal et qui doit contenir le détail des opérations des différents fonds d'amortissement durant la précédente année fiscale, les réserves acquises, les liquidités de chacun de ces fonds à la fin de l'exercice, les obligations rachetées par chacun d'eux, les dates prévues pour le remboursement de ces obligations, et toute autre information dont pourrait avoir besoin le Conseil des Estimations.

LIVRE IV

Les services municipaux

AVANT-PROPOS

Après avoir successivement étudié au cours des trois livres précédents, d'abord la législation applicable à la Cité de New-York, puis l'organisation de son organisme législatif local et les rôles, attributions et prérogatives de ses principaux chefs exécutifs, et enfin, examiné le statut financier de la cité, il ne nous reste plus qu'à fournir quelques indications que nous essaierons de donner des plus précises possibles, sur l'organisation des principaux services municipaux.

Nous avons cru nécessaire de rapporter presque intégralement toutes les prescriptions de la nouvelle Charte relatives à l'organisation de certains de ces services. Pour les autres, les quelques indications fournies ci-après, sont principalement le résultat de renseignements donnés aimablement par les chefs de chaque service intéressé.

Les services municipaux de New-York ne le cèdent en rien, quant au nombre et à la variété, à ceux d'aucune autre grande capitale. Nous avons essayé d'en établir un classement rationnel en les groupant sous les six titres suivants :

1^o Titre I : Protection de la vie et de la propriété et Surveillance du commerce.

2^o Titre II : Travaux publics, Voirie, Promenades, Entretien et Surveillance des constructions publiques et privées.

3^o Titre III : Services publics et Surveillance des sociétés concessionnaires de services publics.

4^o Titre IV : Hygiène, Impôts et Prévoyance sociale.

5^o Titre V : Education, Bibliothèques et Musées.

6^o Titre VI : Services divers : Régime du personnel, Achats municipaux, Service du contentieux et Journal Municipal.

TITRE I

PROTECTION DE LA VIE, DE LA PROPRIÉTÉ ET DU COMMERCE

CHAPITRE PREMEIR

POLICE

(Art. 431 à 439 de la nouvelle Charte)

Première Section

Direction

L'article 431 de la nouvelle Charte stipule que la direction du Département de la police incombe à un commissaire nommé par le Maire pour une durée de 5 années.

Ce commissaire peut être, soit révoqué, soit déclaré inéligible au terme de son mandat par le Maire ou par le gouverneur de l'Etat de New-York, si l'un d'eux estime que l'intérêt public lui commande de prendre une telle mesure.

Si l'emploi de commissaire de la police vient à être vacant, la Charte (article 431, paragraphe 3) prévoit qu'un nouveau commissaire-délégué devra être nommé dans les 10 jours par les soins du Maire.

La nouvelle Charte, dans son article 432, stipule que le

commissaire pourra nommer et révoquer, à sa volonté, 6 commissaires-délégués qui auront respectivement droit au titre de 1^{er} commissaire-délégué, 2^e commissaire délégué, etc...

Durant l'absence du commissaire, le 1^{er} commissaire-délégué aura le droit d'exercer toutes les fonctions et prérogatives du commissaire sauf en ce qui concerne les questions relatives à l'avancement et au transfert du personnel.

Le commissaire est chargé de la direction et du contrôle de tout le Service de la police (article. 434 nouvelle Charte) dont il est le principal fonctionnaire exécutif ; il est également responsable de l'application de tous les règlements et arrêtés pris par ce département.

Le commissaire de la police est membre de droit de la commission chargée de statuer sur la libération éventuelle des détenus (*Parole commission*). Il est l'administrateur du fonds de la Caisse de retraites de la police et il a le pouvoir d'accorder ou de retirer des pensions aux anciens fonctionnaires de ce département, à leurs veuves et à leurs orphelins.

Le commissaire peut, à sa volonté, garder, révoquer, ou suspendre temporairement des licences habilitant leurs titulaires à exploiter des débits de boissons et des lieux de danses, à posséder ou conduire des taxis, à conduire des tramways ou autobus (article. 436 nouvelle Charte).

Le commissaire de la police est chargé, aux termes des articles 435 et 436, d'édicter des arrêts et règlements relatifs :

1^o à la conduite des piétons et des véhicules dans la Cité de New-York et à l'usage des voies publiques, squares et avenues. Ces règlements ne peuvent être définitifs qu'après avoir été enregistrés au bureau du *City-Clerk* et publiés dans le *Journal Municipal*.

Les infractions à ces arrêtés et règlements sont de la compétence des magistrats de la Cité et ne peuvent être punies de plus de 30 jours d'emprisonnement ou d'une

amende supérieure à 50 dollars, ou encore de ces deux peines.

Afin de permettre au commissaire de mener à bien sa tâche, l'article 435 stipule que « le Département de la police aura le pouvoir, et qu'il sera de son devoir, de préserver la paix publique, prévenir les crimes, rechercher et arrêter tous coupables, combattre les émeutes et insurrections, disperser les rassemblements illégaux et dangereux qui font obstacle à l'usage libre des voies publiques, parcs et places, protéger les droits des personnes et de la propriété, prendre soin de la santé publique, préserver l'ordre dans les réunions électorales et dans toutes les réunions publiques ».

Deuxième Section

Organisation interne du Département de la police

Organisation interne. — Pour l'accomplissement de ses multiples fonctions le Département de la police est divisé en six services.

A. Police de la voie publique.

Ce service, qui comprend environ 20.000 agents, fonctionne de la manière suivante.

Chacun des cinq bourgs de la cité est commandé par un chef-inspecteur adjoint. Chaque bourg est lui-même divisé en divisions de patrouille (*patrol divisions*) ayant à sa tête un inspecteur. Les divisions de patrouille se divisent elles-mêmes en districts de patrouille (*patrol precincts*) à la tête desquels se trouve un capitaine.

Chaque district de patrouille comprend plusieurs postes qui sont visités d'une manière permanente par des agents. La police de la voie publique est faite par une brigade d'agents en automobiles. Pour l'accomplissement des fonctions de cette brigade, le territoire de la ville a été divisé

en 232 secteurs qui sont visités chacun au moins trois fois par jour par une voiture de la police munie de radio, et dans laquelle se trouvent deux agents.

B. Service de la police judiciaire

Ce service comprend un Bureau central où se trouve le Bureau d'identification criminelle. Il est divisé en brigades de détectives, chacune d'elles étant spécialisée dans la recherche d'un genre de délit.

Il existe un certain nombre de brigades permanentes qui sont les suivantes :

- brigade de la recherche des personnes disparues,
- brigade des voleurs à la tire,
- brigade des automobiles volées,
- brigade des homicides,
- brigade des vols à main armée,
- brigade des secours d'urgence (non spécialisée).

C. Service de la délivrance des permis.

Ce bureau est chargé de la délivrance des différents types de permis suivants :

- port d'armes,
- organisation de cortèges sur la voie publique,
- organisation de réunions religieuses
- organisation de courses d'automobiles,
- location de voitures à chevaux,
- location de taxis,
- autorisation de détenir des gaz lacrymogènes,
- exploitation des cabarets et établissements de danses.

D. Bureau des objets perdus.

Ce bureau est chargé de la centralisation et de la garde de tous les objets perdus qui lui sont remis par des citoyens ou des fonctionnaires de la police. Les objets perdus qui ne sont pas réclamés dans les 6 mois sont donnés à la personne qui les a trouvés, ou vendus aux enchères.

Ce bureau est encore chargé de la surveillance de tous les revendeurs et prêteurs sur gages.

E. Bureau d'aide à l'Enfance.

La principale fonction de ce bureau est de mettre à la portée du plus grand nombre d'enfants possible les facilités d'éducation et de récréation qu'offre la Ville de New-York. Ce bureau, avec l'aide d'œuvres privées, s'occupe de la surveillance et du placement des jeunes délinquants après l'accomplissement de leur peine ou leur acquittement par le tribunal.

F. *Service de la médecine légale : le médecin légiste-chef* (chapitre 39, articles 874 à 879 nouvelle Charte).

Ce service est indépendant du Département de la police ; il est dirigé par un médecin légiste-chef (*chief medical examiner*) qui est nommé directement par le Maire.

L'article 874 de la nouvelle Charte stipule, toutefois, qu'il doit être choisi parmi les candidats répondant aux prescriptions de la loi sur le Service civil municipal. De plus, ce fonctionnaire doit posséder le titre, non seulement de docteur en médecine, mais encore de pathologiste et de microscopiste exercé.

Si le Maire désire révoquer ce fonctionnaire, il doit obligatoirement faire connaître les motifs de sa décision à la Commission du Service civil municipal. Cette dernière doit faire figurer les accusations du maire dans le dossier de l'intéressé, qui lui est communiqué afin de lui permettre de présenter publiquement sa défense.

Le médecin légiste-chef peut nommer et révoquer autant de délégués, d'assistants, d'experts et autres employés qu'il estime nécessaire, dans la limite des crédits qui lui sont alloués par le budget municipal. Les médecins légistes-délégués-assistants doivent posséder les mêmes aptitudes et diplômes que le médecin-chef.

En 1936 ce service employait un effectif total de 54 personnes et le budget qui lui était alloué était de 147.490 dollars.

L'article 878 de la nouvelle Charte prévoit que le méde-

cin légiste-chef exercera toutes les fonctions et aura tous les devoirs prévus par la loi relative à l'examen de cadavres de personnes mortes par suite d'attentats criminels, par suicide, par accidents, des morts subites survenues en prison ou de toute autre manière inusuelle ou suspecte.

Les services de médecine légale doivent être ouverts de façon continue et sans interruption, tous les jours, même les dimanches et fêtes légales.

Le médecin légiste-chef doit conserver des procès-verbaux complets et détaillés de tous les examens auxquels il se sera livré et communiquer copie de ces procès-verbaux à tous les *district attorneys* (procureurs de la République) qui lui en font la demande.

Ces documents ne peuvent être communiqués au public.

G. Académie de police (Police academy).

L'école d'instruction et d'entraînement des fonctionnaires de tous ordres appartenant au Département de la police de New-York est connue dans le monde entier comme étant le modèle du genre.

Suivant leurs fonctions futures, les fonctionnaires de ce département sont répartis entre les huit cours suivants :

1^o Cours d'entraînement des jeunes agents (police voie publique).

a) Police de la circulation (hommes).

b) Police de la circulation (femmes).

c) Police des lieux publics (femmes).

2^o Cours d'entraînement des détectives.

3^o Cours de perfectionnement des officiers et gradés.

a) Militaires.

b) Procédure pénale.

c) Discipline.

4^o Cours de perfectionnement des policiers spécialisés.

5^o Cours d'entraînement de la police à cheval.

6^o Ecole de transport automobile.

7^o Cours de police de la circulation.

8^o Cours d'entraînement au tir.

Troisième Section

Services pénitentiaires

Le commissaire des Services pénitentiaires.

Aux termes des articles 621 et 622 de la nouvelle Charte, ce département est dirigé par un commissaire auquel deux commissaires-délégués sont adjoints.

Le commissaire peut être révoqué à volonté par le Maire.

Le premier commissaire-adjoint peut, en cas d'absence du commissaire, exercer tous les pouvoirs de ce dernier, excepté en matière de nomination de nouveaux employés.

La loi locale n° 6 de 1928 stipule que le commissaire aura le droit, dans la limite des crédits qui sont alloués annuellement à son département, de nommer et de révoquer tous les fonctionnaires qu'il estimera nécessaire pour la bonne marche de ce département en tenant compte de la loi sur les Services civils.

Le commissaire peut également déléguer son pouvoir de nomination et de révocation à tel fonctionnaire, dépendant du département, qu'il lui plaira.

L'article 623 de la nouvelle Charte prévoit que le commissaire aura la charge :

1° de la direction et de l'entretien de toutes les institutions pénitentiaires de la cité, pour la garde de tous les délinquants, criminels et personnes ayant contrevenu aux lois locales, et pour la détention de tous les témoins qui sont incapables de fournir caution pour venir apporter leur témoignage dans des procédures criminelles ; sont exceptés : la Maison du refuge, l'Ecole d'entraînement disciplinaire de Brooklyn pour jeunes garçons et tels endroits destinés à la détention de prisonniers qui, aux termes de la loi, sont placés sous le contrôle d'un organisme différent ;

2° de la garde et du contrôle de tous les prisonniers des-

tinés à comparaître devant les Cours des magistrats municipaux de la Cité de New-York, la Cour des Sessions Spéciales de la Cité de New-York, la Cour des Sessions générales du comté de New-York et des Cours de comté du Bronx, Kings, Queens et Richmond et de tous les véhicules employés au transport des prisonniers qui ont été condamnés, qui attendent d'être jugés ou qui sont détenus pour n'importe quelle autre raison ;

3° de la direction de n'importe quelle autre institution municipale qui pourrait être placée sous sa juridiction aux termes de la loi ;

4° de toute l'administration, sauf exceptions prévues par la loi, relative à la garde et à l'entretien des criminels, délinquants et contrevenants aux lois locales détenus dans les institutions dont il a la charge.

Le commissaire doit entretenir et réparer tous les bâtiments et constructions dont il aura la garde, et il est en droit d'employer, à tous travaux de réparation et d'agrandissement, les prisonniers placés sous sa juridiction (article 624 de la nouvelle Charte).

En 1935 les crédits alloués pour les services pénitentiaires se sont élevés à 3.197.344 dollars.

Les maisons de correction dépendant de la Cité de New-York, et dont le commissaire a la direction, sont au nombre de 19, soit 8 prisons de district, 3 prisons de la cité, le pénitencier du comté de New-York à Welfare-Island, l'hôpital pour prisonniers au même endroit, le pénitencier de Harts-Island, les fermes municipales de Rikers-Island, le nouveau pénitencier de Rikers-Island, la maison de détention pour femmes, le pénitencier de la Cité de New-York à New-Hampton et le pénitencier agricole féminin de Greycourt.

Le nombre des détenus séjournant dans ces différentes institutions pénitentiaires s'élève à environ 70.000.

Quatrième Section

Service chargé de la libération conditionnelle des détenus (*Parole commission*)

Le chapitre 579 des lois de la législature de 1915 a autorisé la libération conditionnelle de certains condamnés de droit commun. Ces lois ont été votées pour les délinquants qui n'ont pas été condamnés à des peines de plus de trois années d'emprisonnement.

La direction de ce service incombe à une Commission dite « *Parole commission* », composée de cinq membres :

1° Deux membres de droit : commissaire des Départements de correction et de police ;

2° Trois commissaires actifs qui consacrent toute leur activité à ce service de libération conditionnelle et qui sont nommés par le Maire.

Le travail de la commission et du personnel attaché à son service comprend trois phases principales :

1° Elle doit se livrer à une étude approfondie du prisonnier, de son caractère, du délit pour lequel il a été condamné, de son casier judiciaire et de son milieu social. Elle doit ensuite, si elle le juge nécessaire, proposer à la Cour qui a condamné le délinquant de le libérer par anticipation, sur parole.

Aucun délai fixe n'est prévu pour qu'une telle proposition soit faite à la Cour.

La seconde phase, qui est la principale, consiste à s'attacher à la réhabilitation du libéré par anticipation, qui est placé sous la surveillance d'un fonctionnaire du service.

La troisième phase consiste à proposer à la Cour de supprimer complètement la condamnation en faveur des libérés conditionnels qui se sont montrés dignes de la confiance placée en eux.

En 1936, quarante huit fonctionnaires étaient attachés à ce service en faveur duquel il avait été voté un crédit de 403.487 dollars.

Environ deux mille cinq cents condamnés bénéficient chaque année d'une libération conditionnelle. Afin de faciliter la tâche de la *Parole commission* et des fonctionnaires attachés à son service, les condamnés, non récidivistes, subissant des peines inférieures à trois ans de prison sont centralisés dans les trois établissements suivants :

Maison de correction de New-York, située à New-Hampton pour délinquants de 16 à 30 ans.

Pénitencier de Welfare-Island.

Maison de travail forcé (*Work House*) de Welfare-Island pour condamnés à moins de deux ans de prison.

CHAPITRE II

DÉPARTEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES (Art. 480 à 494 de la nouvelle Charte)

Ce service est chargé de la lutte contre l'incendie sur le territoire d'une superficie totale de 320 km.² environ qui est formé par l'agglomération des cinq bourgs de la cité.

En 1937, ce département a eu à faire face à l'extinction de 27.802 incendies (75 par jour environ)

Le montant total des pertes consécutives à ces incendies (statistique des Sociétés d'assurances) a été évalué à 8.731.565 dollars, soit 1 dollar 11 par tête d'habitant.

Première Section

Direction

Un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui à volonté est chargé de la direction de ce département.

L'article 482 de la nouvelle Charte stipule que le directeur du Département des incendies peut être nommé commissaire du département par le Maire. Durant le temps où le directeur servira comme commissaire, il ne perdra aucun des droits et privilèges qu'il tient du statut de la loi sur le Service civil et il sera considéré à tous les points de vue, notamment quant à ses droits à la pension, comme

ayant été en service en tant que Directeur du département pendant toute la durée de son mandat de commissaire.

L'emploi de commissaire du Département des incendies a été considéré par les rédacteurs de la nouvelle Charte comme un emploi essentiellement technique, devant échapper aux vicissitudes de la vie politique ; en conséquence, l'esprit de la nouvelle Charte est que cet emploi devra être rempli de préférence par le Directeur du Département des incendies ayant passé de nombreuses années dans le département, et non par un des amis politiques du Maire nouvellement élu.

La désignation du commissaire, pour être régulière, doit être enregistrée à la direction des incendies et au Bureau du Maire.

Le commissaire peut nommer deux commissaires-délégués, et chacun d'eux pourra accomplir et exercer tous les devoirs de sa fonction, excepté la nomination, la promotion ou la révocation de fonctionnaires dépendant de ce département (article 483, nouvelle Charte).

L'un de ces commissaires-délégués doit être un juriste de profession et sera chargé de présenter toutes les actions disciplinaires intentées contre l'un des membres de ce département.

Le commissaire, aux termes de l'article 484 de la nouvelle Charte, peut nommer un employé ou un chef de bureau qui aura le pouvoir de signer en son nom tous les documents et accomplir toutes les autres fonctions lui incombant durant son absence.

Ces pouvoirs de substitution, pour être réguliers, doivent être donnés aux termes d'une procuration enregistrée aux Bureaux du Maire et du Contrôleur.

Fonctions du commissaire.

Fonctions délibérantes. — Le commissaire aux incendies est membre de droit d'un grand nombre de conseils techniques dépendant de ce département.

En particulier, il est président du Conseil du Mérite, président du Conseil de l'Appareillage contre les incendies, président du Conseil de Surveillance des métiers dangereux, président exécutif du Comité du fonds athlétique.

Le commissaire de ce département possède, également, certains pouvoirs réglementaires énumérés dans les articles 488 et 489 de la nouvelle Charte.

Aux termes de ces articles, le commissaire du Département de la lutte contre les incendies aura le pouvoir et le devoir de compléter tous les règlements et arrêtés du Conseil des *Standards and appeals* relatifs à :

1° la manufacture, l'emmagasinement, la vente et l'usage des combustibles, produits chimiques, explosifs, matières inflammables et autres substances dangereuses.

2° à la recherche des causes, circonstances et origines des incendies, à la suppression des incendies volontaires, à la prévention des incendies, sauf les prescriptions relatives au mode de construction.

Les règlements pris par le commissaire en ces matières ne devront pas contrevenir aux prescriptions du Conseil de la santé publique et du Code sanitaire.

Fonctions exécutives. — L'énumération de ces fonctions fait l'objet des articles 487, 490 et 491 de la nouvelle Charte. Aux termes de ces articles, le commissaire aura tout pouvoir concernant la direction, la discipline, l'aménagement et l'entretien du Département de la lutte contre les incendies et des bâtiments qui en dépendent et dont il a la charge. Il aura tout pouvoir à l'effet de combattre et éteindre les incendies sur le territoire de la Cité de New-York et sur tous les bâtiments se trouvant dans le port de New-York ou de tous stocks, quais et magasins ou entrepôts établis en bordure ou adjacents à ce port. Il aura tout pouvoir à l'effet d'ordonner le déplacement ou le transport à tel endroit qu'il jugera convenable de tout navire se trouvant dans le port de New-York, sous réserve que ce navire soit

incendié, ou en danger de l'être, ou que la nature de son chargement soit une menace d'incendie pour les autres navires se trouvant dans les eaux du port.

Le commissaire sera seul chargé de l'approbation de l'installation de tout réservoir et emballage pour les combustibles, produits chimiques, explosifs, matières inflammables et toute autre substance dangereuse, sauf lorsque la modification des installations devra entraîner des modifications de structure de la construction, en quel cas le commissaire ne devra pas donner son approbation sans l'approbation du superintendant des habitations du bourg dans lequel l'installation a été faite.

Le commissaire a également tout pouvoir à l'effet de :

1° Ordonner que toute habitation ou construction, tunnel, terrain clôturé, vaisseau soient inspectés contre les risques d'incendie par n'importe quel officier ou employé de ce département désigné dans ce but ;

2° Ordonner l'inspection et l'essai de tout système d'alarme contre l'incendie ou d'équipement de lutte contre le feu. Chaque fois qu'à l'occasion d'une enquête ou d'une inspection par ce département il se révèlera un point que le commissaire estimera intéressant de faire connaître à un autre Service municipal, il devra le faire rapidement et par écrit.

Enfin, le commissaire aura le pouvoir :

1° D'ordonner par écrit le remède à toute situation de fait qui se trouverait contraire aux prescriptions des règlements de l'exécution desquels il est chargé ;

2° De mettre lui-même ses ordres à exécution si les modifications qu'il a prescrites n'ont pas été apportées dans le temps prévu par lui.

Tous les ordres et décisions du commissaire doivent être donnés par écrit. Ces ordres ou décisions ne devront pas être contraires au Code du Travail, aux lois sur les maisons à locataires multiples, au Code de la Construction ni aux règlements ou décisions du Conseil dit : « des Standards et Appels » (livre IV, titre II).

Fonctions du trésorier

Le commissaire est trésorier du département et doit faire serment, annuellement, dans le Bureau du Contrôleur, qu'il a accompli honnêtement ses fonctions de trésorier dans le courant de l'exercice écoulé.

Deuxième Section

Personnel et organisation des services

A. Composition du personnel.

Le personnel du département comprenait, en 1936, 6783 employés, se décomposant comme suit :

1 chef du département remplissant les fonctions de commissaire,

3 chefs assistants du département,

2 chefs-délégués, commandant Brooklyn et Queens,

29 chefs-délégués commandant des divisions,

1 médecin principal,

96 chefs de bataillon,

9 médecins,

5 chapelains,

1 maréchal chef pompier,

339 capitaines,

554 lieutenants,

69 ingénieurs,

24 pilotes,

5650 pompiers.

Les principaux aides du « maréchal chef pompier »¹ et du commissaire pour le commandement des Services de la lutte contre les incendies sont les assistants-chefs du département, deux d'entre eux sont toujours en service, le troisième est chargé de la direction du collège des officiers de

1. *Chief Fireman Marshall.*

l'Ecole des mécaniciens et du remplacement de l'un des deux autres en cas de nécessité.

Les deux chefs-délégués alternent à la direction des forces de lutte contre l'incendie à Brooklyn et Queens; tous les autres délégués-chefs alternent à la direction d'un district de bataillon dans le département.

Le médecin en chef à rang de chef de division et les neuf médecins ordinaires ont droit au grade de chef de bataillon, ainsi que les chapelains.

Le « maréchal chef pompier » est chargé de la division des enquêtes sur les causes d'incendie.

Le personnel est divisé en deux équipes : l'une d'entre elles est en service de 9 h. du matin à 6 h. du soir, pendant deux jours, et durant 24 heures consécutives la 3^e journée. Durant la 4^e et la 5^e journée, la même équipe est de service de 6 h. du soir à 9 h. du matin et le 6^e jour est un jour de congé.

Ce système de division du travail en deux équipes peut être suspendu temporairement par le commissaire en cas d'urgence. La durée normale des heures de présence est de 84 heures par semaine.

Les articles 492, 493, 494 de la nouvelle Charte prévoient que tous les fonctionnaires et employés du département, dûment autorisés par le commissaire, ont droit à l'entrée gratuite et à l'inspection de tous navires, biens-fonds, terrains, constructions, habitations, passages souterrains de toutes sortes, dépendant de la Cité ou du Port de New-York.

Tout refus apporté à l'entrée des membres du département en service peut être punissable par un magistrat de la cité d'un emprisonnement de 30 jours ou d'une amende ne pouvant excéder 50 dollars ou de ces deux peines combinées.

Enfin, les membres du département ne devront avoir aucune activité politique, ni remplir aucune autre fonction ou emploi électif ou rémunéré.

B. Organisation des services.

Les services du département sont répartis en 7 bureaux principaux :

- 1° Surveillance des lieux de réunions publiques.
 - 3° Appareillage de lutte contre l'incendie.
 - 2° Division médicale.
 - 4° Collège des officiers.
 - 5° Ecole des pompiers titularisés.
 - 6° Ecole pour l'instruction des candidats pompiers.
 - 7° Ecole des pompiers mécaniciens et conducteurs de pompes.
-

CHAPITRE III

DÉPARTEMENT DES LICENCES COMMERCIALES ET DE LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS (art. 771 à 773, *nouvelle Charte*)

Première Section

Origine et direction du Département des licences

L'organisation des licences est un système spécifiquement américain ; il possède, en effet, à la fois un caractère fiscal très accusé et un caractère de surveillance spéciale imposée à la puissance publique par la nature de certaines professions.

Au point de vue fiscal, les licences se rapprochent du système français des patentes.

Le taux de la licence pour chaque profession est fixé annuellement, d'après l'état de prospérité de chaque industrie, par le Conseil des Estimations, dans les limites fixées par la loi locale qui a subordonné l'exercice d'une profession déterminée à l'obtention d'une licence.

Au point de vue de la surveillance, les licences ont ce caractère particulier, d'être essentiellement temporaires et révocables.

Les conditions requises pour la délivrance d'une licence varient essentiellement d'une profession à l'autre.

Les articles de la nouvelle Charte relatifs à l'organisation de ce département ne font que reprendre les dispositions des sections 640 et 641 de la Charte de 1901.

Direction. — Les articles 771 et 772 de la nouvelle Charte stipulent qu'il existera à la tête de ce département un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui à volonté. Le commissaire aura le droit de nommer deux commissaires-délégués.

Aux termes de l'article 773, le commissaire devra contrôler la délivrance, le transfert, le renouvellement, la révocation, la suspension et l'abrogation de toutes les licences et permis, excepté dans les cas où l'un de ces pouvoirs est conféré à quelqu'autre organisme ou département municipal, par la loi.

En fait, les exceptions sont nombreuses, et si ce département est chargé de la délivrance de 64 licences différentes, un grand nombre d'autres départements municipaux sont chargés, aux termes des lois locales, de la délivrance de licences qui leur sont particulières. C'est ainsi que le Département de la lutte contre les incendies est chargé de la délivrance de 49 licences, celui de l'Hygiène de 59 licences, etc...

Aux termes des lois locales actuellement en vigueur, il existe en tout 239 licences différentes.

Deuxième Section

Fonctions du Département des licences

Comme nous l'avons dit plus haut, ce département est chargé de la délivrance de 64 types de licences différentes moyennant paiement de redevances forfaitaires annuelles variant de 1 à 500 dollars. Dans certaines professions, en outre, le dépôt d'un cautionnement est nécessaire.

En 1935, 72.986 licences furent délivrées, chacune d'elles nécessitant, en principe, un examen complet des qualités de moralité du candidat et de ses capacités professionnelles. Cet examen est fait par des inspecteurs chargés de la confection de rapports qui sont envoyés au commissaire.

Une licence est nécessaire pour l'exercice des métiers les plus variés. Les principaux d'entre eux sont : l'exploitation de théâtres, de cinémas, lieux de danses, bureaux de prêts sur gages, blanchisserie, vente de glace dans les rues, agences d'offres et demandes d'emplois, etc...

Service des plaintes. — Un service des plaintes fonctionne d'une manière permanente. Le commerçant contre lequel une plainte est portée est convoqué le lendemain même de la réclamation et les arguments développés par les deux parties font l'objet d'un examen complet.

Action disciplinaire. — Si la culpabilité du commerçant est prouvée, il peut faire l'objet d'un blâme, d'une amende, d'une suspension ou d'une révocation de licence.

Recouvrement. — L'article 773, paragraphe 2 nouvelle Charte prévoit que le recouvrement des redevances de licences sera effectué par le département lui-même, en conséquence, ce service est entièrement indépendant de celui des recettes municipales.

Troisième Section

Service de la surveillance des marchés

(art. 831 à 833, nouvelle Charte)

A. Origine du service.

Ce département a pris la suite de l'ancien Bureau du maire, des Poids et Mesures, qui avait été érigé en service distinct par une loi locale votée par le Bureau des *aldermen*. le 4 avril 1933. Cette loi locale prévoyait que ce département serait dirigé par un commissaire nommé et révocable par le Maire, assisté de trois commissaires-délégués et d'un secrétaire responsable devant la division des vérifications de comptes (*audit and accounts*).

Il est intéressant de noter que, contrairement à l'usage européen, la surveillance de l'application des règlements

relatifs à la vente de denrées alimentaires et le contrôle des poids et mesures des commerçants sont confiés à un service distinct directement placé sous la dépendance du Maire.

Cette façon de procéder présente l'inconvénient de permettre que des considérations d'ordre politique puissent intervenir dans la poursuite des contrevenants à ces différents règlements.

B. Direction.

Les articles 831 et 832 de la nouvelle Charte ont prévu que la direction de ce département serait exercée par un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui, à volonté, et que ce commissaire pourrait s'adjoindre un commissaire-délégué.

C. Fonctions.

L'article 833 de la nouvelle Charte spécifie que le Commissaire des Marchés Publics aura toutes les prérogatives prévues par la loi sur l'agriculture et marchés publics de l'Etat de New-York à l'endroit des commissaires de marchés publics, excepté en ce qui concerne la construction et la réparation des bâtiments abritant des marchés, cette dernière fonction étant dévolue au Département des travaux publics.

En fait, ce service est chargé de deux fonctions très distinctes :

1° faire respecter les arrêtés et règlements relatifs à la mise en vente de denrées alimentaires ;

2° inspecter les poids et mesures dont se servent les commerçants et surveiller l'exécution des règlements s'y rapportant.

A titre accessoire, une division du « Service du consommateur à domicile » fut organisée en 1934. Elle est chargée de donner gratuitement des renseignements sur le prix des différentes denrées alimentaires et de faire des démonstrations de cuisine sur les marchés.

Ce département est chargé de la surveillance :

1° des 59 marchés en plein air existant à l'intérieur de la Cité de New-York,

2° des voitures de marchands des 4 saisons.

3° des colporteurs ambulants auxquels des permis sont délivrés.

Des blâmes sont infligés aux contrevenants et les récidivistes sont poursuivis devant les magistrats de la cité.

Ce département fonctionne en collaboration avec celui des licences (voir section 2). En ce qui concerne les commerçants auxquels une licence est nécessaire pour l'exercice de leur profession, cette licence peut leur être retirée en cas d'infraction aux règlements concernant la vente de denrées alimentaires ou pour usage de faux poids.

Les poids et mesures de 125.000 commerçants environ sont inspectés annuellement par les soins de ce département.

TITRE II

TRAVAUX PUBLICS, VOIRIE, PROMENADES, SERVICE DU PORT ET SURVEILLANCE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES

CHAPITRE IV

DÉPARTEMENT DU PLAN DE LA CITÉ SURVEILLANCE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES

Première Section

Département du Plan de la Cité

Ce département est une création originale de la nouvelle Charte qui s'est longuement étendue sur ces attributions.

La détermination du plan d'extension et d'aménagement de la cité future est une des principales préoccupations des dirigeants de la Cité de New-York. Ce problème s'est posé avec la même acuité que dans toutes les autres grandes métropoles.

Le Département du Plan de la Cité est composé de l'ingénieur en chef du Conseil des Estimations et de six membres nommés par le Maire pour ans ans. Les premières

nominations seront faites pour une durée respective de 2, 3, 5, 7 et 8 années. Le Maire a également le droit de désigner le président de ce conseil.

L'ingénieur en chef a le pouvoir de mandater par écrit n'importe lequel de ses ingénieurs comme délégué.

En cas de vacance, le Maire doit pourvoir au remplacement du membre décédé pour le temps de son mandat restant à courir (article 19à de la nouvelle Charte).

Le traitement du président de la commission est de 15.000 dollars par an.

Les membres du Conseil du Plan de la Cité pourront être révoqués par le Maire pour de justes motifs ainsi qu'il est prévu à l'article 193 de la nouvelle Charte.

La principale fonction de la Commission du Plan de la Cité, aux termes des articles 197 et 198 de la nouvelle Charte, sera la préparation d'un plan principal de la cité et la garde de la carte de la cité.

La Commission du Plan de la Cité est chargée d'approuver les modifications à apporter au plan et à la carte de la cité chaque fois qu'elles seront reconnues nécessaires, et que ces modifications ne pourront devenir définitives qu'autant qu'elles auront été approuvées par elle.

L'initiative de ces modifications, changements ou additions au plan et à la carte de la cité peuvent provenir, soit de la commission elle-même, soit du Conseil des Estimations et répartitions. Dans ce dernier cas, la Commission du Plan de la Cité est obligée de tenir une délibération relative aux modifications proposées par le Conseil des Estimations dans les dix jours suivant un préavis officiel inséré dans le Journal Municipal. Un rapport relatif à ces modifications doit être fourni au Conseil des Estimations dans les six semaines qui suivent la réunion de la Commission du Plan de la Cité. Si la Commission du Plan de la Cité émet un avis défavorable quant aux modifications projetées, le Conseil des Estimations peut passer outre par un vote pris à la majorité des $\frac{3}{4}$ (12 voix sur 16).

La Commission du Plan de la Cité a également parmi ses attributions celle de donner, d'accord avec le Conseil des Estimations, un nom aux nouvelles rues et places publiques.

L'approbation du Président du Bourg dans lequel se trouve situé la nouvelle rue ou place est également nécessaire (articles. 191 à 202 de la nouvelle Charte).

L'article 200 de la nouvelle Charte prévoit que tous les règlements ou résolutions se rapportant aux servitudes relatives aux possibilités de construction (*zoning*) votés par le Conseil des Estimations peuvent être amendés, repoussés ou complétés par la Commission du Plan de la Cité de la manière suivante :

La Commission du Plan de la Cité tiendra une audience publique relative au point du règlement de *zoning* litigieux et adoptera une résolution à son égard ; à moins que le Conseil des Estimations et ne désapprouve la résolution prise par la Commission du Plan de la Cité, à la majorité des $\frac{3}{4}$, ladite résolution deviendra effective dans les 30 jours qui suivront son enregistrement.

Si toutefois une protestation est formulée contre ladite résolution par les propriétaires d'au moins le cinquième de la superficie des terrains auxquels elle s'applique, ladite résolution ne pourra devenir définitive que si elle est approuvée par un vote unanime du Conseil des Estimations.

Des requêtes relatives aux modifications à apporter dans les règlements de *zoning* peuvent, aux termes de l'article 201 de la nouvelle Charte, être déposées à la Commission du Plan de la Cité par n'importe quel contribuable pendant tout le mois d'avril de chaque année.

Des crédits devront être alloués annuellement pour le paiement des traitements des ingénieurs, architectes et autres fonctionnaires qui seront nécessaires à la Commission du Plan de la Cité pour l'accomplissement de sa tâche (article 195 de la nouvelle Charte).

Enfin, comme nous l'avons vu (livre III, chapitre III,

section 4) les 24 Conseils des travaux d'amélioration locale fonctionneront comme élément d'information de la Commission du Plan de la Cité.

Deuxième Section

Entretien, construction et réparation des bâtiments municipaux

La charge de l'entretien, la construction et la réparation des bâtiments municipaux incombe au Département des travaux publics.

Sous le régime antérieur à l'application de la nouvelle Charte, les Présidents de Bourgs étaient responsables de la construction, de l'entretien et de la réparation de tous les bâtiments municipaux situés dans les bourgs dont ils étaient respectivement présidents à l'exception, toutefois, des constructions appartenant aux Départements de la police et à celui de la lutte contre les incendies.

Le chapitre 528 des lois de 1916 (section 594 de l'ancienne Charte) avait créé un Département dit des « Usines et structures » qui était chargé de la construction, l'entretien et la réparation de certaines constructions municipales déterminées, savoir :

1° Tous les ponts et tunnels construits, en tout ou en partie, aux frais de la cité sous des eaux navigables ayant leur terminus dans deux bourgs différents ;

2° De tous les bacs et matériel de bacs appartenant à la cité ;

3° De tous les bâtiments, constructions, bateaux, véhicules, appareillage et équipement dépendant des hôpitaux, des Départements de la police, de la lutte contre l'incendie, du nettoyage, de la protection du public, des Services pénitentiaires et de l'hygiène.

Les attributions, en matière de construction et d'entre-

tien de bâtiments et de matériel municipaux, autrefois dévolues aux Présidents de Bourgs et au Département des usines et structures (sauf l'entretien et l'exploitation des bacs confiés au Département des docks (voir livre IV, chapitre), ceux du Département des Services pénitentiaires (voir livre IV, chapitre), ceux du Département des hôpitaux (voir livre IV) et enfin les casernes de la cité, (voir ci-après) ont été fondues et centralisées en un seul organisme qui fonctionnera sous le nom de Département des travaux publics et dont l'organisation a fait l'objet du chapitre 28 de la nouvelle Charte (articles 681 à 687).

Le département est dirigé par un Commissaire des Travaux Publics, nommé par le Maire et révocable par lui à volonté. Ce commissaire pourra nommer deux commissaires-délégués (articles 681 et 682 de la nouvelle Charte).

Les fonctions de ce futur département sont énumérées à l'article 683 de la nouvelle Charte. Cet article prévoit que le département sera chargé, sauf exceptions prévues par la Charte :

1° du contrôle des plans, spécifications et devis pour la construction, l'entretien et la réparation de toutes les constructions, monuments et autres travaux publics.

2° Du nettoyage et de l'entretien des mêmes bâtiments, monuments et travaux publics, de la garde et de l'entretien de tous les bâtiments municipaux loués ou occupés pour des usages publics ;

3° Du contrôle, de la location, de la construction, des réparations et de la charge de l'entretien de tous les égouts collecteurs et des usines pour le traitement des eaux usagées.

4° D'employer des architectes qualifiés pour l'examen de tous les travaux d'architecture dont les devis excèdent 100.000 dollars. Tous les contrats pour les travaux d'architecture seront faits avec des architectes qualifiés dont les noms seront inscrits sur une liste approuvée par le Maire et publiée dans le journal municipal avant le 15 janvier de chaque année.

En outre, les fonctionnaires du Département des Travaux Publics devront :

1^o Avant de donner leur approbation à des plans et devis, se tenir en contact étroit avec le département municipal pour lequel ces travaux sont effectués ;

2^o Avant de construire des égouts collecteurs, ou une usine nouvelle pour le traitement des eaux usagées, obtenir l'agrément du Président du Bourg dans lequel ces égouts collecteurs ou usines devront être construits ;

3^o Le commissaire, ses fonctionnaires et employés auront le droit d'entrer dans les propriétés privées pour l'exercice de leur fonction, et que si l'entrée leur en est refusée, le contrevenant pourra être traduit devant un magistrat de la cité et puni d'une amende ne pouvant excéder 50 dollars et 30 jours de prison ou de l'une seulement de ces deux peines.

La construction et l'entretien de nombreux bâtiments municipaux ne dépendront encore pas du Département des travaux publics, en vertu des lois locales auxquelles il est fait allusion dans le paragraphe 1 de l'article 680. Citons, notamment, les constructions publiques dans les promenades, dépendant du Département des Parcs, les constructions scolaires, dépendant du Conseil de l'éducation, les hôpitaux et bâtiments correctionnels dépendant de leurs départements respectifs (articles 685 et 686 de la nouvelle Charte).

Le commissaire du Département des Travaux Publics est chargé d'édicter les règlements relatifs à l'usage des égouts publics et lesdits règlements ne deviendront effectifs qu'après avoir été enregistrés au Bureau du *City-Clerk* et publié dans le Journal Municipal (article 687, nouvelle Charte).

L'article 684 de la nouvelle Charte prévoit que les fonctions du Département des Travaux Publics seront dévolues à au moins deux bureaux : l'un d'architecture et l'autre de travaux du génie civil, à la tête desquels se trouveront deux spécialistes ayant au moins dix ans d'expérience.

Activité du département. — Il est difficile de donner des chiffres précis quant à l'importance que prendra le futur Département des Travaux Publics ; on peut rappeler pour mémoire que l'ancien Département des *usines et structures* avait parmi ses attributions, en dehors de l'entretien proprement dit des immeubles et bâtiments industriels de la cité :

1^o l'entretien et la réparation de cinquante ponts reliant les deux rives d'un même Etat (les ponts reliant les Etats de New-York et de New-Jersey étant entretenus et exploités par l'Administration du port de New-York) ;

2^o l'entretien et la réparation de sept mille automobiles appartenant à différents services municipaux, et l'inspection, sous la surveillance de la Commission des Services Publics, de douze cert cinquante autobus appartenant à des services concédés.

Le contrôle du département est assuré par un certain nombre de fonctionnaires ayant droit au titre d'inspecteurs de la cité (*city surveyors*), plus spécialement chargés de veiller à ce que, dans tous les travaux effectués pour le compte de la cité, les prescriptions des Codes de la construction, de l'électricité, de l'hygiène et les instructions du Département de la lutte contre l'incendie soient régulièrement observées.

Le recrutement des inspecteurs de la cité incombe à un jury d'examen composé de l'ingénieur en chef du Conseil des Estimations, comme président, de deux ingénieurs appartenant au Département des travaux publics et deux inspecteurs de la cité nommés et choisis pour une durée de 5 ans par le Conseil de la Cité parmi tous les fonctionnaires ayant droit à ce titre et déjà en activité de service.

La charge de construire, d'entretenir et de réparer les casernes de la cité appartient à un organisme distinct de celui des travaux publics et dénommé : le « Conseil de l'Amirauté »¹ où siègent des délégués du gouvernement fédéral des Etats-Unis, auquel incombe une partie des

1. *Admiralty council.*

charges que représente l'entretien des casernes et des représentants de la Cité de New-York.

Le Conseil de l'Amirauté de la Cité de New-York est composé du Maire, du Contrôleur et du Président du Conseil de la ville, de deux officiers commandant les brigades tenant garnison à New-York et désignés par le commandant général de la « Garde nationale » de New-York, de l'officier commandant la « Milice navale » de New-York et du président de la *tax-commission*.

Ce conseil est chargé de l'acquisition d'emplacements pour les nouvelles casernes dans la Cité de New-York ainsi que de la construction des casernes, des réparations à faire à celles déjà existantes et leur entretien en général.

Cette administration est dirigée par le secrétaire du conseil.

Il existe trente-sept organisations de la Garde nationale et de la Milice navale logés dans vingt-six casernes dans la Cité de New-York. Sur ces vingt-six casernes, trois appartiennent à l'Etat, ayant été construites par l'Etat de New-York avant la création de la cité. Ce chiffre comprend également deux bateaux de guerre qui ont été détachés par le gouvernement fédéral pour abriter la Milice navale.

L'effectif total des troupes de la Garde nationale en garnison à New-York est à présent d'environ 12.000 hommes.

Troisième Section

Surveillance de la construction et de l'entretien des immeubles privés

La surveillance de la construction et de l'entretien des immeubles privés est dévolue à un Département spécial dit de l'« Habitation et des immeubles » (*Housing et buildings*) (articles 641 à 649 de la nouvelle Charte).

Nulle part au monde comme à New-York, des considé-

rations, tant géographiques que sociales, ont imposé à l'esprit des architectes et des entrepreneurs la difficulté de résoudre de multiples problèmes.

Il est certain que c'est principalement dans les progrès accomplis dans le domaine de l'architecture que se trouve un des traits les plus marquants du génie des Américains au cours de ces cinquante dernières années.

En ce qui concerne Manhattan, centre de la cité, le prodigieux développement de la plupart des grandes entreprises qui ont leurs bureaux et leur administration centrale situés dans ce bourg, a amené une population d'une densité sans cesse croissante à vivre sur cette étroite langue de terre séparée des rives opposées de l'Hudson par des bras d'eau atteignant deux kilomètres de large.

La conséquence directe de cette impossibilité d'extension a été une hausse prodigieuse du prix de la propriété foncière d'où a résulté l'obligation de rechercher dans le sens de la verticale une augmentation de surfaces impossible à réaliser dans le sens horizontal.

Ce sont ces considérations auxquelles on peut encore ajouter le goût du gigantesque cher aux Américains, qui ont amené la plupart des grands *trusts* à investir une partie de leurs réserves en constructions énormes dénommées *Skycrapers* ; certains d'entre eux tel l'*Empire state building* abritent sous une hauteur totale de 300 mètres, une population d'environ 45.000 individus.

D'un autre côté, de cette impérieuse obligation de construire en hauteur naissait pour les ingénieurs, les entrepreneurs et les architectes, une foule de problèmes compliqués et variés intéressant tous les domaines de la construction, depuis le calcul de la résistance des fondations jusqu'à la recherche des mesures propres à prendre pour limiter les catastrophes en cas d'un incendie toujours possible¹.

1. Les tuyaux d'amenée d'eau situés à la base des gratte-ciel devant être capables de résister à des eaux dont la pression est suffisante pour monter les

En dehors des problèmes posés par la construction proprement dite, les chiffres astronomiques atteints par le prix des terrains rendent excessivement tentante la non observance des prescriptions relatives à l'établissement des servitudes de vue ou d'éloignement¹.

Dans ces conditions, il était du devoir du législateur local de s'occuper des problèmes soulevés par la construction afin de veiller à ce que les habitants de la cité vivent dans des conditions d'hygiène et de sécurité suffisantes.

Cette surveillance municipale sur la construction privée s'opère en trois stades :

1° Les demandes d'autorisation de bâtir adressées au Service de la surveillance du Département de l'habitation doivent être accompagnées de plans et de devis extrêmement détaillés. Toutes modifications utiles peuvent être demandées par les services compétents du département avant la délivrance desdites demandes.

2° Durant le cours de la construction même, des fonctionnaires du département surveillent les travaux avec les pouvoirs les plus étendus de façon à s'assurer que les prescriptions des différentes lois régissant la construction² sont strictement observées.

3° Aucun local nouvellement construit ne peut être habité ou loué sans que le propriétaire ne soit en possession d'un permis d'habiter (*certificat of occupancy*) délivré par les soins du Département de la construction et qui

2 à 300 mètres qui leur sont nécessaires pour arriver au sommet de l'immeuble. Inversement les tuyaux d'écoulement des eaux situés à la base des mêmes gratte-ciel doivent pouvoir résister à la pression d'eau ayant descendu 200 à 300 mètres en vertical. Enfin, New-York est soumis, chaque hiver, à de fréquentes gelées. Il résulte de ces quelques considérations que les problèmes soulevés par la seule plomberie sont extrêmement variés et difficiles à résoudre, aussi, depuis le début du XX^e siècle, les entrepreneurs de plomberie étaient-ils soumis à l'obligation de passer une série d'examen devant une commission spéciale, nommée par le maire.

Cette obligation n'a été supprimée que par une loi locale de juin 1936.

1. Dimension des courettes d'intérieur, retrait des étages supérieurs etc...

2. Ces lois sont réunies en un Code dit « Code de la construction » (*Building Code*).

peut être retiré à tout moment si ce département estime que le mauvais état de l'immeuble peut nuire à la sécurité ou à l'hygiène de ses habitants.

Enfin, il existe auprès du Département de l'habitation, un Conseil dit des « Standards et des Appels » qui est une invention spécifiquement américaine et qui sera étudié dans la dernière section du présent chapitre.

Les fonctions de ce Conseil sont doubles :

1^o Il est chargé de l'élaboration des règlements régissant la construction et des remaniements à apporter au *building-code*.

2^o Il fonctionne comme un véritable tribunal chargé d'aplanir les difficultés qui peuvent s'élever entre les particuliers et les fonctionnaires du Département de l'habitation ; il peut également assouplir les prescriptions du Code de la constructions pour leur permettre de faire face aux nécessités dans certains cas particuliers.

Le Département de l'habitation et des immeubles est dirigé par un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui. Le commissaire peut nommer deux commissaires-délégués, dont l'un devra avoir au moins dix ans d'expérience comme architecte ou comme entrepreneur, ou comme ingénieur professionnel employé à des travaux de construction. L'autre sera le chef de la division de l'habitation (article 641 de la nouvelle Charte).

Le département est chargé d'appliquer et de compléter la loi sur les maisons à locataires multiples (*multiple dwelling law*), le Code du travail (*labor law*) et tous autres arrêtés, lois ou règlements concernant la construction, la réparation, l'entretien, l'usage et l'occupation, les conditions sanitaires et de sécurité, l'équipement mécanique et l'inspection des habitations ou ouvrages de la cité. Il sera chargé d'ordonner la démolition éventuelle des mêmes habitations et ouvrages, de la location, construction, altération et enlèvement des enseignes lumineuses ou non pendues à l'extérieur de n'importe quel immeuble ou ouvrage, ainsi que de la

couverture desdits immeubles ou ouvrages, et de la délivrance des permis s'y rattachant.

La juridiction de ce département ne s'étend pas aux propriétés municipales sises en bordure de l'eau ni aux ponts, tunnels ou souterrains ou ouvrages s'y rattachant (sous la juridiction des docks et des travaux publics).

Enfin, le commissaire est également chargé d'étudier les conditions de logement dans la cité, de coopérer avec les administrations de l'habitation de l'Etat et de la Cité de New-York, et avec les organismes s'occupant de l'amélioration des conditions de logement, et de faire des rapports à la Commission du Plan de la Cité au sujet des améliorations à apporter aux dites conditions d'habitation.

En 1936 le précédent Département de l'habitation comprenait 441 employés. L'article 642, paragraphe B de la nouvelle Charte prévoit que les inspecteurs du département autres que ceux nommés dans la division de l'habitation devront avoir les capacités professionnelles requises et exercer depuis cinq ans au moins, l'une des professions suivantes :

Architecte, ingénieur, maçon, charpentier, plombier, plâtrier ou serrurier.

L'article 649 de la nouvelle Charte stipule que le commissaire et les commissaires-délégués, les Superintendants de Bourgs, dans leurs bourgs respectifs, les inspecteurs et autres fonctionnaires du département, dûment autorisés par écrit, par le commissaire ou par un Superintendant de Bourg, peuvent pénétrer dans n'importe quelle habitation privée pour l'exercice de leurs fonctions professionnelles.

Les attributions du département sont partagées en deux parties très distinctes.

A. Division de l'habitation.

Cette division dirigée par un commissaire délégué est chargée de l'application et du renforcement de la loi et des règlements relatifs aux immeubles à locataires multiples.

Cette division est également chargée de la préparation des rapports qui doivent être fournis par le commissaire à la Commission du Plan de la Cité sur les améliorations à apporter aux conditions d'habitation.

B. Service de la surveillance des constructions.

Ce service entretient un bureau local dans chacun des cinq bourgs. A la tête de chacun de ces bureaux locaux se trouve un Superintendant de Bourg qui est chargé, sauf décision contraire prise par le Conseil des *Standards and Appeals* :

1° d'examiner, approuver ou désapprouver le plan pour la construction, la réparation de n'importe quel immeuble ou ouvrage situé dans le bourg et de diriger la surveillance pendant les travaux ;

2° de s'assurer que la construction ou la réparation de n'importe quel immeuble ou ouvrage situé sur le bourg est faite en conformité avec les stipulations de la loi et des règlements qui lui sont applicables ;

Néanmoins, si en raison de circonstances spéciales le Superintendant de Bourg estime que toutes les prescriptions de la loi et des règlements ne sont pas applicables au cas particulier qui lui est soumis, il peut autoriser des exceptions sous réserve que l'esprit de la loi soit appliqué ;

3° de délivrer des permis d'habiter pour n'importe quel immeuble ou ouvrage situé dans son bourg. Enfin, le Superintendant doit exercer, dans son bourg, toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par le commissaire, sauf celles se rapportant aux questions qui se rattachent à la Division de l'habitation.

Les permis d'habiter sont délivrés par le Superintendant de bourg après que ce dernier soit assuré que toutes les stipulations de la loi ou des règlements y relatifs ont été observées et que l'immeuble correspond aux usages auxquels il est destiné.

L'approbation du Superintendant de bourg à un système d'alarme ou d'extinction en cas d'incendie ne peut être

donnée qu'après que le commissaire de la Lutte contre les incendies ait procédé à des vérifications et donné lui-même son approbation.

Les décisions prises par les Superintendants de bourg en matière :

1° de permis de construire ;

2° du genre de travaux à exécuter en cours de construction pour satisfaire aux exigences de la loi et des règlements

3° de refus de délivrance de permis d'habiter pour n'avoir pas satisfait aux exigences desdits lois et règlements ; peuvent faire l'objet d'un appel devant le Conseil dit : des *Standards and Appeals* à l'étude duquel nous allons maintenant procéder.

Le Conseil des « Standards et Appels » fonctionne comme Cour d'appel des décisions prises par le Département de l'« Habitation et des Immeubles ».

Ce conseil a été créé par la loi locale n° 13 de 1925, remaniée par la loi locale 26 de décembre 1933. Les dispositions de cette loi ont été reprises dans le chapitre 27 de la nouvelle Charte qui réglemente la composition et les attributions de ce conseil ainsi que la procédure à suivre.

Le conseil est composé de quatre membres nommés par le Maire pour des mandats de six ans et qui ne peuvent être révoqués par lui que pour de justes motifs. Un des membres doit obligatoirement être choisi parmi des architectes qualifiés ayant au moins quinze ans d'expérience professionnelle. Un autre membre doit être choisi parmi des ingénieurs ayant également quinze ans d'expérience professionnelle. Le troisième doit être un fonctionnaire du Département de la lutte contre les incendies ayant au moins le grade de chef de bataillon ; aucune capacité spéciale n'est prévue pour la nomination du quatrième.

Si un membre du Conseil vient à décéder avant l'expiration de son mandat, il sera remplacé par le Maire, ou par un candidat ayant les capacités requises pour remplir son emploi.

L'architecte et l'ingénieur ont seuls le droit d'accéder à la présidence de ce conseil.

Le traitement actuel est de 10.000 dollars par an pour le président, 6.000 pour chacun des membres.

La Charte prévoit que le traitement de chacun des membres ne pourra être réduit durant toute la durée de son mandat, sauf en cas de réduction générale des salaires de tous les fonctionnaires municipaux.

Le conseil se réunit sur la convocation du président. Le conseil peut obliger des témoins à comparaître devant lui et leur faire prêter serment, les séances sont publiques. La présence et le vote d'au moins trois membres du conseil sont nécessaires pour qu'une décision soit valablement prise. Un livre de procès-verbal de chaque séance doit être tenu régulièrement indiquant le vote de chacun des membres sur chaque question appelée à être tranchée par le conseil. Aucun membre du conseil ne peut se prononcer sur une question dans laquelle il est intéressé, soit personnellement, soit comme actionnaire ou obligataire de la société.

Tous les arrêtés ou règlements du conseil, ou modifications apportées à des arrêtés ou règlements déjà existants, doivent être enregistrés au Bureau du conseil et constituent des documents publics.

Le conseil doit faire paraître un bulletin hebdomadaire dans lequel doivent être publiés tous les arrêtés ou règlements, et modifications à des arrêtés ou règlements déjà existants, ainsi que les exigences, décisions, déterminations nouvelles du conseil et les raisons les ayant motivées.

Les règlements et arrêtés adoptés par le conseil ne deviennent définitifs que vingt jours après leur publication dans le bulletin du conseil.

Le conseil est chargé :

1° de faire amender et de révoquer les arrêtés, règlements relatifs à l'application des prescriptions du Code du travail et aux lois ayant trait à la construction, aux réparations, au plombage, au drainage, aux ascenseurs, sorties et moyens

de protection en cas d'incendie de tous les immeubles construits sur le territoire de la Cité de New-York ;

2° d'exercer, en ce qui concerne lesdits immeubles, les pouvoirs exercés par le Département du travail dans les autres parties du territoire de l'Etat de New-York ;

3° de déterminer et varier l'application des règlements de « *zoning* » à l'intérieur de la cité

Il peut être fait appel devant le conseil, de tous les ordres, exigences, décisions ou déterminations de tous les Superintendants de bourgs, ou du commissaire du Département de la lutte contre les incendies pris par eux en vertu des pouvoirs qui sont conférés par la loi à ces fonctionnaires.

Le conseil peut annuler ou ratifier lesdits arrêtés, règlements, ordres, exigences et décisions, en tout ou en partie, ou leur apporter toute modification qu'il jugera nécessaire.

Un appel peut être fait par toute personne intéressée ou par le chef de n'importe quel service municipal.

L'appel doit être notifié dans le délai prévu par le Conseil dans son règlement général. L'appelant doit remplir, au secrétariat du conseil, une formule adéquate dans laquelle il indique la décision dont il entend faire appel et les motifs qu'il désire invoquer.

Le fonctionnaire contre une décision duquel il est fait appel doit transmettre au conseil tout le dossier en sa possession concernant la question. Les décisions des fonctionnaires doivent être obligatoirement motivées. L'appel interrompt toutes les mesures prises en exécution de la décision dont il est fait appel. Le fonctionnaire intimé peut toutefois avertir le conseil, en lui faisant parvenir un certificat spécial dont copie doit être envoyée à l'intimant. que pour des raisons énumérées au dit certificat une interruption apportée dans les mesures à prendre en exécution de sa décision serait de nature à causer des troubles graves à la propriété ou à la vie humaine.

A l'audience les parties peuvent se présenter personnellement ou par l'intermédiaire d'avoués.

CHAPITRE V

TRAVAUX DE VOIRIE, SERVICE DE NETTOIEMENT DE LA VOIE PUBLIQUE ET DES PROMENADES

Première Section

Travaux de voirie Les Présidents de Bourgs

Les Présidents de chacun des bourgs sont élus par les électeurs des bourgs auxquels ils appartiennent, aux mêmes élections, et pour la même durée de mandat que celles prescrites par la Charte en ce qui concerne le Maire (4 ans)¹.

Le traitement annuel des présidents de bourg est de 15.000 dollars par an (article 81, nouvelle Charte).

Le paragraphe 2 de l'article 81 stipule que le président de bourg peut être révoqué de la même manière et pour les mêmes raisons que celles prévues par la loi, pour le maire.

Si l'emploi d'un Président de Bourg, autre que celui du bourg de Richmond, vient à être vacant par suite de décès ou de révocation, il sera pourvu à cet emploi par une élection à laquelle devront prendre part tous les Conseillers de la Cité représentant ledit bourg au Conseil de la Cité. La majorité absolue des membres sera nécessaire, et ils

1. L'article 81 de la nouvelle Charte n'a fait que reprendre en cette matière la section 382 de la Charte de 1901 amendée par la loi locale n° 22 de 1922.

devront être convoqués pour procéder à cette élection par le Maire, qui ne pourra prendre part à l'élection, sauf pour les départager. Une vacance dans l'emploi de Président de Bourg de Richmond sera remplie par une élection à laquelle prendront part les Conseillers de Cité et le commissaire des travaux publics de ce bourg. Ils se réuniront également sur la convocation du maire, qui procédera à l'élection et n'aura pas le droit de voter, sauf s'il est besoin de départager les votants.

Ainsi que nous l'avons vu, les Présidents de Bourgs sont membres de droit du Conseil des Estimations dans lequel les Présidents des Bourgs de Manhattan et Brooklyn détiennent deux votes chacun et ceux des trois autres bourgs un vote chacun (voir livre II, chapitre II).

Les Présidents de Bourgs sont également présidents de droit des Conseils locaux d'initiative pour l'exécution de travaux publics imposables situés sur les territoires de leurs bourgs respectifs (voir livre III, chapitre III, section 4).

Attributions. — Les Présidents de Bourgs qui, avant la mise en vigueur de la Charte de 1901, étaient en quelque sorte des maires locaux chargés de la direction de tous les services municipaux de leurs bourgs respectifs, ont vu rapidement toutes leurs attributions exécutives leur être enlevées par des lois locales pour être transmises à l'administration centrale municipale de la Cité de New-York.

En 1929, le service du nettoyage des rues de la cité fut enlevé aux Présidents de Bourgs pour être transféré à un service central municipal dit « Département du Nettoyement » (*Sanitation*); la nouvelle Charte a enlevé aux Présidents de Bourgs la charge d'entretenir et de réparer les bâtiments publics municipaux sis sur leurs bourgs respectifs pour en charger le Département des Travaux Publics.

Le seul service municipal important dont soient encore chargés les Présidents de Bourgs est l'exécution des travaux

nécessaires pour l'entretien de la voirie sur leurs bourgs respectifs ¹.

D'une manière plus explicite, l'article 82, paragraphe 2 de la nouvelle Charte stipule que les Présidents de Bourgs seront chargés de l'examen, du contrôle et de l'exécution :

1° du tracé des rues, de leur aplanissement, de leur dallage et de leur drainage ;

2° de la construction et de la réparation des voies publiques ;

3° du pavage, repavage et réparations de toutes rues et de l'enlèvement de tout pavage usagé pour quelque cause que ce soit ;

4° de la pose ou de l'enlèvement des rails de tramways, du choix des rails à employer, du caractère des fondations après terminaison d'un travail de ce genre ;

5° du remblayage des terrains inondables, de la pose de clôtures autour de terrains vagues ;

6° de l'enlèvement des détritits ;

7° de la délivrance de permis aux entrepreneurs et à toutes autres personnes désireuses d'ouvrir des rues ;

8° de la construction et de l'entretien de tous les ponts et tunnels qui sont sur le territoire du bourg, excepté si ces ponts ou tunnels traversent des fleuves navigables ;

9° de toutes questions ayant trait aux égouts publics et au drainage à l'intérieur du bourg, à la confection de projets relatifs au système d'égouts. Les Présidents de

1. Pour donner une idée de l'importance respective des services de voirie dans chaque bourg, nous donnons ci-dessous le tableau comparé de la superficie et de la longueur des voies publiques de chaque bourg.

Bourgs	Superficie en miles carrés	Longueur des voies publiques en miles
Manhattan	22.20	492
Bronx	41.41	738
Brooklyn..	80.95	1.456
Queens ..	117.36	1.198
Richmond.	57.15	622
		5.806

Bourgs seront chargés de la construction de tous les égouts ayant fait l'objet desdits plans et de l'entretien de tout le système d'égouts et de drainage du bourg dont ils ont présidents ;

10° de la location, de la construction et de l'entretien des bains publics et de la pose de tous écriteaux indiquant le nom des rues et des places publiques.

Enfin, le dernier paragraphe de l'article 82 prévoit que les Présidents de Bourgs de Queens et Richmond seront chargés du service du balayage des rues dépendant de leurs bourgs respectifs et n'ayant pas de pavage permanent.

Le président de chaque bourg peut nommer, dans la limite des crédits qui lui sont alloués par le budget, les fonctionnaires et employés qu'il estime nécessaires pour assurer la bonne marche des services de son département.

Les règles de nomination, d'avancement et de révocation qui régissent le statut de ce personnel sont celles de la loi de l'Etat de New-York sur le Service civil municipal.

Le paragraphe 2 de l'article 82 de la nouvelle Charte spécifie simplement :

1° Que chaque Président de Bourg devra nommer un commissaire aux travaux publics et pourra se décharger sur lui de telles fonctions qu'il lui plaira de lui déléguer. Ce commissaire remplace également le président dans la totalité de ses fonctions s'il est absent, pour une raison quelconque.

2° Un secrétaire de bourg.

Par ailleurs, les Présidents de Bourgs nomment les membres des Conseils locaux des écoles correspondant aux districts sur les territoires des bourgs qu'ils sont chargés d'administrer (voir livre IV, chapitre X).

En 1936, les effectifs du personnel dépendant des services des présidents de bourgs étaient les suivants :

Brooklyn	2.088	Manhattan	2.898	
Bronx	1.488	Queens	2.644	Richmond 670

Jusqu'au 1^{er} janvier 1938, l'organisation intérieure des services de chaque président de bourg était la suivante :

Manhattan :

- 1^o Bureau d'administration.
- 2^o Travaux d'ingénieurs.
- 3^o Bâtiments et Bureaux publics.
- 4^o Travaux publics.

Bronx :

- 1^o Travaux d'ingénieurs.
- 2^o Egouts et grande voirie.
- 3^o Comptabilité.
- 4^o Bâtiments et Bureaux publics.

Brooklyn :

- 1^o Egouts et grande voirie.
- 2^o Bâtiments et Bureaux publics.

Queens :

- 1^o Travaux d'ingénieurs.
- 2^o Comptabilité.
- 3^o Service topographique.
- 4^o Grande voirie.
- 5^o Egouts.
- 6^o Bâtiments et Bureaux publics.

Richmond :

- 1^o Grande voirie.
- 2^o Egouts.
- 3^o Travaux d'ingénieurs.
- 4^o Comptabilité.
- 5^o Bâtiments et Bureaux publics.
- 6^o Service de l'entretien des véhicules automobiles.

Depuis la mise en vigueur de la nouvelle Charte, le 1^{er} janvier 1938, les services de chaque bourg s'occupant de la construction et de la réparation des bâtiments publics ont été supprimés, leurs différentes attributions ayant été cen-

tralisées entre les mains du Département des Travaux Publics.

Les crédits nécessaires à la bonne marche des services dont les Présidents de Bourgs ont la charge font l'objet de chapitres spéciaux inscrits annuellement dans le budget de la cité.

Ce système a été institué lors du vote de la Charte de 1897 qui, pour la première fois, a réuni les cinq bourgs en une seule cité dite « du plus grand New-York », ayant un seul budget pour l'ensemble des bourgs.

Cette manière de procéder, qui a persisté sous le régime de la Charte de 1901 et qui a été maintenue dans la dernière charte, offrait de graves inconvénients. En effet, plus de 60% du total des impôts de la Cité de New-York sont acquittés par les seuls électeurs du bourg de Manhattan, alors que les crédits des différents services municipaux nécessaires à l'administration de ce bourg ne représentent que moins du cinquième du total des dépenses. Ainsi, pour ne prendre que les dépenses nécessaires à l'entretien, au pavage, au nettoyage et à l'éclairage des voies publiques, les crédits nécessaires au bourg de Manhattan représentent le dixième à peine de l'ensemble des dépenses effectuées par la cité sous ses différentes rubriques.

Le résultat de cet état de choses est que les présidents des quatre autres bourgs de la cité, qui totalisent 7 voix sur 16 au Conseil des Estimations, n'avaient, et n'ont encore, aucun intérêt à pratiquer une politique d'économies, les dépenses de la Cité étant, comme nous venons de le dire, acquittées, pour la majeure partie, par les électeurs de Manhattan, c'est-à-dire par des électeurs autres que ceux de leurs bourgs respectifs.

En conséquence, les Présidents de Bourgs ont toujours marqué une grande répugnance à se laisser dépouiller des différentes attributions qui leur avaient été concédées lors de l'établissement des Chartes de 1897 et de 1901.

Cette politique d'obstruction systématique a retardé considérablement la centralisation d'un grand nombre des attributions des Présidents de Bourgs en un seul département central municipal, dont la gestion, moins soumise aux contingences électorales, devait, dans tous les cas, s'avérer comme infiniment plus économique.

Section II

Nettoyage des rues. Enlèvement. Nettoiement et incinération des ordures (*Department of sanitation*)

La charge du nettoyage de la voie publique incombe, sauf en ce qui concerne les exceptions énumérées à la section précédente, au Service du Nettoiement (*Department of Sanitation*).

Le problème du nettoiement des voies publiques à New-York est très complexe, pour les mêmes raisons qui sont inhérentes à toutes les grandes capitales où des millions d'êtres humains vivent en agglomération, aggravées encore par des considérations d'ordre géographique (caractère continental du climat new-yorkais). Dans cet ordre d'idées, pour citer quelques chiffres, le Département sanitaire, en plus de l'enlèvement quotidien des quelque 25.000 tonnes de détritrus, doit, en moyenne chaque hiver, faire face à l'enlèvement de quelque 40 millions de mètres cubes de neige tombée sur les quelque 9.000 kilomètres de rues que compte la Cité. Par contre, durant la période qui va du 15 juin au 15 septembre, il est fréquent de voir la température moyenne monter à 27° et qu'il ne tombe pas une goutte d'eau durant cinquante ou soixante jours. Il faut, en conséquence, faire face à l'arrosage presque quotidien de la même superficie de rues.

La charge du nettoyage de la voirie de chacun des bourgs a incombé, durant de nombreuses années, aux Présidents de Bourgs.

Le premier Département du Nettoyement central municipal fut créé par la loi locale n° 13 de 1929 approuvée aux élections générales du 5 novembre de la même année.

Cette loi prévoyait que les attributions antérieurement dévolues aux Présidents de Bourgs en matière de nettoyage des rues et du traitement et incinération des ordures seraient centralisées et exercées par une commission composée de trois membres qualifiés, nommée par le Maire.

La loi locale n° 5 de 1933 avait décidé la suppression de ladite commission et son remplacement à la tête du département sanitaire par un commissaire nommé et révocable à volonté par le Maire.

Cette manière de procéder a été conservée par la nouvelle Charte.

Le Département du Nettoyement (*Sanitation Department*) est dirigé par un commissaire nommé et révocable par le Maire.

Ce commissaire a lui-même le droit de nommer deux commissaires-délégués (articles 753 et 754 de la nouvelle Charte).

Aux termes de l'article 755 de la nouvelle Charte le commissaire aura la charge et le contrôle :

1° du balayage, nettoyage, arrosage et lavage des rues, excepté de celles situées dans les bourgs de Queens et Richmond, qui n'ont pas de pavage permanent ;

2° l'enlèvement et le traitement des cendres, rebuts, ordures et animaux morts ;

3° l'enlèvement de la glace et de la neige dans les rues ;

4° l'exploitation et l'entretien des incinérateurs et autres usines ou équipement pour la destruction ou le traitement des cendres, rebuts, ordures, etc...

Les articles 757 et 758 stipulent que le commissaire sera

chargé de la confection de tous les règlements relatifs à l'enlèvement des ordures, gadoues, l'heure et la manière auxquelles il sera procédé à cet enlèvement, l'endroit où elles devront être déposées pour être enlevées et les pénalités à appliquer aux contrevenants.

Tous les règlements adoptés, relatifs à ces objets, devront être enregistrés au Bureau du Clerc de la Cité et publiés au journal municipal et ne deviendront effectifs qu'après leur publication.

Le commissaire est également chargé de la confection de tous les règlements relatifs à l'usage des trottoirs et des gouttières et, lesdits règlements devront être soumis au Conseil de la Cité, et, après avoir été approuvés par lui, publiés et rendus obligatoires de la même manière que les lois locales.

Enfin, les articles 756 et 759 stipulent que le commissaire aura tout pouvoir à l'effet de donner des instructions nécessaires pour la mise en application des règlements édictés par lui et qu'il pourra faire usage d'un sceau destiné à l'authentification de ses ordres.

Aux termes de l'article 754 de la nouvelle Charte le Service du nettoisement a un bureau principal dans un bourg et un bureau secondaire dans chacun des autres bourgs.

A l'heure actuelle les fonctions de ce département sont réparties entre les divisions suivantes :

A. Division du nettoyage des rues et ramassage des ordures.

Cette division est dirigée par un commissaire-délégué, ayant sous ses ordres :

1^o Un « superintendant » et un « superintendant assistant de la Cité ».

2^o Un « superintendant » et un « superintendant assistant de bourg ».

3^o Un « superintendant de district ».

Pour l'accomplissement de sa tâche cette division dispose :

1° d'approximativement 1200 camions durant le jour, et 600 environ, la nuit ;

2° 400 arroseuses. Un cours de perfectionnement existe auprès de cette division pour la formation de spécialistes.

B. Division des usines.

Cette division comprend trois bureaux administratifs ;

1° Le bureau de « *Final disposition* » qui est chargé du traitement des ordures et des cendres. Ce bureau dispose de deux usines, situées à Rikers-Island. Ces usines, dont le matériel comporte 12 élévateurs, 25 kilomètres de voie ferrée et 4 grues de 10 tonnes traitent environ 2.000.000 de tonnes annuellement.

2° Le bureau des incinérations qui est chargé de la destruction des rebuts, 22 usines traitent annuellement 1.400.000 tonnes.

3° Le bureau de l'entretien et de la construction des usines.

C. Division de l'administration générale.

Cette division est chargée de la direction du personnel et comprend également, un bureau de la sécurité destiné à prévenir les accidents du travail et à renforcer les règlements de sécurité.

D. Divisions secondaires :

Ce sont :

1° *La division des finances et fournitures.*

2° *La Division du contentieux « Trials legal affairs »*

3° *La Division de l'inspection.*

Cette Division est chargée de distribuer des avertissements aux contrevenants aux lois sanitaires et de poursuivre les récidivistes devant les tribunaux adéquats.

Cette Division s'occupe également de faire des conférences aux enfants des écoles sur des questions relatives à la propreté et à l'hygiène de la voie publique.

Troisième Section

Le Service des promenades

(Chapitre 21, art. 531 à 535, nouvelle Charte)

Le chapitre 873 des lois de 1920 qui constituait la section 607 de l'ancienne Charte avait créé un « Conseil des Parcs » pour prendre la direction du Département des Promenades (*of parks*).

Ce conseil était composé de cinq membres, nommés par le Maire et l'un d'eux qui devait être nommément désigné par lui, faisait fonction de président du conseil.

Le Maire devait désigner le nom du bourg pour lequel chacun des membres était nommé et dans lequel il exercerait ses fonctions administratives.

Ce système avait été aboli par le chapitre II des lois de 1934 qui avait centralisé les attributions du Conseil des parcs entre les mains d'un seul commissaire, désigné pour toute la cité. Ce régime a été conservé dans la nouvelle Charte.

Le commissaire des parcs est nommé par le Maire et révocable par lui, à volonté (article 531, nouvelle Charte).

Contrairement aux prescriptions relatives à la direction des autres départements municipaux, la nomination de commissaires-délégués n'est pas prévue.

Fonctions administratives. — Le commissaire à la charge :

1° de l'entretien et de la garde de tous les parcs, squares, places publiques et de tous les trottoirs en bordure de ces derniers, sauf les exceptions prévues par la loi, de tous les terrains de jeux et constructions en dépendant, sauf celles sous la juridiction du Département de l'éducation ou celles qui peuvent être construites pour des motifs d'ordre gouvernemental (militaire, etc...).

La superficie totale des parcs et squares administrés par

le Département des Promenades est de 6280 ha. se décomposant comme suit :

Bourgs	Acres ¹
Manhattan	2.230
Bronx	738
Brooklyn	3.272
Queens	3.387
Richmond	2.700
Total.....	15.723

2° de préparer des plans pour l'établissement d'un système uniforme et méthodique de promenades à l'intérieur de la cité, en connexion avec celles se trouvant sur des comtés limitrophes à ceux de la cité.

3° d'entretenir la beauté et l'utilité de tous parcs, squares, places publiques et terrains de jeux, autres que ceux du Département de l'éducation.

4° de planter et d'entretenir des arbres, de construire et d'entretenir des sièges, fontaines, statues et oeuvres d'art sur tous les terrains situés sous sa juridiction.

5° sauf les exceptions prévues par la loi de prendre connaissance et d'autoriser le percement de toutes rues et avenues sur le terrain des parcs, squares, places publiques et promenades ou de rues et d'avenues devant passer à moins de 115 m. (350 pieds) de leurs limites.

6° d'entretenir les constructions, construites ou à construire dans tous parcs, squares, places publiques ou terrains de jeux situés sous sa juridiction.

Le commissaire aura le pouvoir d'établir et de faire exécuter tous règlements relatifs à l'entretien et à la protection des promenades publiques. Ces règlements devront être uniformes pour tous les bourgs de la ville. Les contrevenants pourront être poursuivis devant les magistrats de la cité et punis d'une peine d'emprisonnement ne pou-

1. Un hectare vaut 2 acres et demi.

vant dépasser 30 jours, ou d'une amende de moins de 50 dollars, ou de ces deux peines réunies.

Le commissaire a pleine et entière liberté dans l'octroi des autorisations et des refus de permis permettant à une parade, revue ou exercice militaire d'avoir lieu dans un parc de la cité, sauf en cas de guerre, émeute ou révolution.

Le commissaire peut délivrer des permis temporaires à des commerçants les autorisant à exercer leur profession dans les promenades soumises à sa juridiction. Ces concessions peuvent être refusées ou révoquées, sans motifs, à tout moment.

Le commissaire est chargé de choisir les terrains destinés à l'aménagement de nouvelles promenades ; son choix doit faire l'objet de deux approbations séparées : l'une par le Conseil des Estimations, l'autre par le Maire. Une fois ces approbations obtenues, l'acquisition peut être poursuivie par voie amiable ou par expropriation.

Les collaborateurs immédiats du commissaire sont : le Superintendant général pour la cité et son adjoint, l'ingénieur en chef, l'architecte paysagiste et le secrétaire du département. Le bureau de chaque bourg est dirigé par un Superintendant de bourg et son adjoint.

Au 1^{er} janvier 1936 il existait à New-York, 529 parcs et promenades d'une superficie totale de 7200 ha. (environ 17.600 acres).

Des efforts considérables ont été faits pour permettre l'exercice de tous les sports sur les promenades municipales. A la même date il existait sur les terrains de ces promenades : 252 terrains de jeux, équipés avec des vestiaires et des agrès, 10 terrains de golf, 18 piscines, 220 court de tennis.

CHAPITRE VI

SERVICES DU PORT ET ADMINISTRATION DU PORT DE NEW-YORK

Première Section

Département des Docks

(chapitre 29, article 701 à 712, nouvelle Charte)

Ce département est dirigé par un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui, à volonté. Ce commissaire a le droit de nommer deux commissaires-délégués (article 701 à 702, nouvelle Charte).

Ces dispositions sont la reproduction de la section 816 de l'ancienne Charte (chapitre 609 des lois de 1902).

La section 816 de l'ancienne Charte précisait que le traitement du commissaire des Docks serait fixé annuellement par le Conseil des Estimations et que celui des commissaires délégués serait de 4500 dollars par an.

Le Conseil des Estimations a fixé jusqu'à présent à 10.000 dollars par an, le salaire du commissaire.

La nouvelle Charte ne parle pas du remplacement éventuel du commissaire des Docks en cas d'empêchement, d'absence ou de maladie. Il est probable qu'il continuera à être remplacé en cas de besoin, par le premier commissaire-délégué qui pourra user de toutes ses prérogatives, sauf en ce qui concerne la promotion et la révocation du personnel de ce département.

Le commissaire des Docks a la charge et le contrôle de la propriété des quais, des aérodromes et bases d'hydravions que la cité possède. Il est également chargé des constructions, reconstructions, réparations, altérations, entretien et protection de ces ouvrages ainsi que de leur nettoyage dragage et approfondissement en cas de nécessité.

Le commissaire a un pouvoir exclusif de réglementation :

1° sur la propriété des quais dans le port de New-York¹.

2° des aérodromes et bases d'hydravions existant dans le port de New-York appartenant ou non, à la cité (Floyd Bennet, etc...).

Tous les règlements pris par le commissaire en vertu de ce pouvoir ne deviennent effectifs que lorsqu'une copie, certifiée conforme par le secrétaire du commissaire, a été enregistrée au Bureau du *City-Clerk* et publié, à deux intervalles séparés d'une semaine, dans le *Journal Municipal*.

Le commissaire aura le pouvoir exclusif de réglementer l'usage des rues en bordure des quais, de façon à faciliter, dans toute la mesure du possible, les travaux du port. Il peut également réglementer, par l'octroi de licences ou autrement, le transport de colis ou de marchandises dans ces mêmes rues situées en bordure des quais.

Le commissaire est chargé d'entretenir et d'exploiter tous les bacs appartenant à la cité et devra construire, acquérir ou réparer tous les bateaux à cet usage, ainsi que les stations de débarquement.

L'entretien et l'exploitation des bacs municipaux étaient confiés jusqu'à cette année, à l'ancien Département des « plants et structures » supprimé par la nouvelle Charte et dont les attributions ont été réparties entre le Département des Travaux Publics et celui des Docks.

Tous les bacs et superficie de quais nécessaires à l'exploitation peuvent être affermés de la même manière et suivant

1. La longueur totale des voies de la cité en bordure de l'eau, y compris les quais, est de 568 miles anglais.

les mêmes formalités que n'importe quel autre quai appartenant à la ville.

Comme pour les autres rues ou places de la cité, les Présidents de Bourgs sont chargés des travaux de voirie concernant les rues et places situées en bordure des quais, mais l'article 705 de la nouvelle Charte stipule que les crédits nécessaires à l'exécution de ce genre de travaux devront être fournis par le commissaire des docks au président de chaque bourg respectif et devront, en conséquence figurer dans les demandes de crédits adressées annuellement par le commissaire des docks au Conseil des Estimations.

Les attributions du Département des Docks sont réparties entre quatre bureaux :

1^o Bureau de l'administration.

2^o Bureau de la superintendance des docks.

Ce bureau est chargé :

a) de la perception des droits de quais,

b) de la surveillance de tous les docks et maîtres de docks.

3^o Bureau des travaux d'ingénieurs.

Ce bureau, étant donné la diversité de ses fonctions est partagé en six divisions :

a) Division des projets chargés de plans et devis de travaux à exécuter et de réparations aux travaux existants ;

b) Division de la surveillance et du dragage chargée du dragage des eaux et de la surveillance du port ;

c) Division de la supervision des contrats, responsables de la surveillance de tous les travaux donnés en adjudication ;

d) Division des réparations et de l'entretien ;

e) Division du matériel flottant et des chantiers de construction ;

f) Division de travaux d'amélioration entre la 48^e et la 52^e rue.

Cette division provisoire a été créée en 1931 pour la construction des quatre quais (quai 88 à quai 92, longueur 1350 m. profondeur d'eau à quai 15 m.) destinés à l'accostage du *Normandie* et de *Queen-Mary*.

4^o Bureau des aérodromes.

Ce bureau est chargé de la direction des 2 aérodromes municipaux : Floyd Bennet, Field à Jamaica Bay et North Beach Long-Island (terrains loués par la cité).

Bases municipales d'amerrissage d'hydravions situées à Wall-Street et 31^e rue sur East-River.

Le nombre de fonctionnaires employés par le Département des docks en 1937, était de 390, il était en 1932 de 632, cette diminution est due à de grandes améliorations dans la méthode d'exploitation.

Le commissaire, avec l'approbation du Conseil des Estimations prise à la majorité des trois quart des votes, peut acquérir par achat, expropriation, ou autrement, au nom et pour le compte de la cité, et suivant les règles prévues par la loi :

1^o n'importe quel quai, sis dans le port de New-York ;

2^o n'importe quel terrain dans la cité, nécessaire à l'amélioration des installations du port.

Le commissaire peut :

1^o Affermer les quais appartenants à la cité aux conditions et suivant la procédure prévue par la loi.

Ces affermagés doivent faire l'objet d'une adjudication publique annoncée dans le Journal Municipal, au moins 10 jours à l'avance. Si l'affermage n'a pas fait l'objet d'une adjudication publique, le contrat d'adjudication doit être approuvé par le Conseil des Estimations, par un vote pris à la majorité des trois quart, après une enquête publique.

2^o Le commissaire peut donner des permis temporaires d'occupation de quais, pour une durée ne pouvant excéder une année.

3^o Si le commissaire ne peut se mettre d'accord avec une personne désirant affermer une partie des quais appartenant à la ville, elle doit décliner, par écrit, l'offre qui lui aura été faite. Egalement par écrit, le demandeur pourra soumettre sa proposition d'affermage à la prochaine réunion du Conseil des Estimations, et si cette proposition est acceptée par ledit conseil à la majorité des trois quart des

votes, le commissaire doit promptement se soumettre aux conditions de cet affermage.

Le commissaire peut donner une affectation spéciale à n'importe quelle partie des quais appartenant à la cité qui n'a pas fait l'objet d'un affermage, pour les besoins généraux du port ou pour les usages de n'importe quel commerce spécial ou catégorie de navires. Il peut révoquer ou modifier cette affectation à sa volonté.

Les quais n'ayant pas fait l'objet de ce genre d'affectation ne pourront être affermés qu'après approbation par le Conseil des Estimations, après une enquête qui devra être annoncée dans le *Journal Municipal*, au moins sept jours à l'avance.

Le commissaire pourra réglementer les droits de quais, de grues et d'entrepôts pour tous navires usant des quais n'ayant pas fait l'objet d'affermage. Les taux des droits à appliquer pour ces opérations devront être fixés par le Conseil des Estimations, en séance publique, sur la proposition du commissaire.

Le Conseil des Estimations, sur la recommandation qui lui en est faite par le commissaire du Plan de la Cité et après une séance publique qui devra être annoncée une semaine à l'avance dans le *Journal Municipal*, peut changer l'affectation de n'importe quel quai appartenant à la cité et n'ayant pas fait l'objet d'un affermage et lui donner toute autre affectation ayant un but d'utilité publique.

Deuxième Section

Administration du port de New-York

Port of New-York authority

Nous croyons utile de décrire brièvement cet organisme bien que n'ayant aucune attache avec la municipalité de New-York, il doive ne pas, normalement entrer dans le cadre de cet ouvrage.

Cette administration fut créée le 20 avril 1921, date à laquelle une convention fut signée entre les représentants des Etats de New-York et de New-Jersey. Cette convention fut approuvée par le congrès et le président des Etats-Unis le 23 août 1921.

Composition. — A la tête de cette administration existe un conseil de douze commissaires, six d'entre eux sont désignés par les gouverneurs de chacun des Etats susmentionnés. Leur mandat est de six ans et ils ne sont pas rémunérés.

En ce qui concerne les commissaires nommés par l'Etat de New-York, quatre d'entre eux doivent être choisis parmi les personnes inscrites sur les listes électorales des cinq comtés composant la cité.

Fonctions. — L'Administration du port est un organisme corporatif et politique habilité à acheter, construire, affermer et exploiter tous ouvrages (ponts ou tunnels) destinés aux transports, situés sur les eaux du port et reliant entre eux les territoires des deux Etats. Il peut émettre des obligations pour le financement de ces projets s'ils sont rentables. Il est également chargé d'adresser des rapports et des recommandations aux Chambres législatives des Etats de New-York et de New-Jersey et au Congrès des Etats-Unis, relatifs aux mesures à prendre en vue de l'amélioration du trafic du port de New-York tant à l'importation qu'à l'exportation.

Actuellement l'Administration du port de New-York est chargée de l'entretien et de l'exploitation des six ouvrages suivants reliant entre eux les Etats de New-York et de New-Jersey :

1° Le pont de Bayonne entre Bayonne et (N.J.) Port-Tichmond (N.Y.).

2° Le pont George Washington entre la 17^e rue ouest Manhattan (N. Y.) et Fort Lee (N. J.) sur l'Hudson.

3° Le pont Goethals entre Elisabeth (N.J.) et Howland Hock (N.Y.).

4° Le tunnel de « Holland » sous l'Hudson entre le canal de Manhattan et Jersey City.

5° Le tunnel de « Midtown Hudson », sous l'Hudson entre Manhattan et Weekawken (N.J.).

6° Le pont dit *Outerbridge crossing* entre Perth-Amboy (N.J.) et Tottenville (Etat de New-York).

TITRE III

CHAPITRE VII

SERVICES PUBLICS ET SOCIÉTÉS CONCESSION- NAIRES DE SERVICES PUBLICS. RÉGIME DES CONCESSIONS ET SURVEILLANCE DES SERVI- CES CONCÉDÉS.

Première Section

Département de l'alimentation en eau potable fourniture du gaz et de l'électricité

L'article 731 de la nouvelle Charte reprenant l'état de choses déjà existant stipule la nomination d'un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui, qui aura la charge de ce département.

L'article 732 autorise le commissaire à nommer deux commissaires-délégués qui sont chargés de l'assister dans sa tâche.

Les fonctions de ce département, qui sont énumérées dans les articles 734 et 736 de la nouvelle Charte, peuvent se diviser en deux parties principales :

1° la construction et l'entretien du système de distribution d'eau de New-York.

2° la confection et le renforcement du Code de l'électricité

et la surveillance de toutes les dépenses de gaz et d'électricité faites dans les bâtiments municipaux.

Ce département a, notamment, sous sa juridiction :

1° Toutes les sources pour la fourniture de l'eau nécessaire à la cité.

2° Toutes les constructions appartenant à la cité pour ladite fourniture, y compris les réservoirs, les aqueducs et les barrages.

3° Le système de distribution comprenant les stations de pompage, les tuyaux souterrains, les soupapes de sûreté et les pompes volantes.

4° Toutes les conduites d'eau, de gaz et d'électricité, les tubes pneumatiques, les tuyaux pour la vapeur destinés au chauffage urbain.

Par ailleurs, ce département est responsable de la qualité de l'eau fournie par la cité et par les Compagnies privées de fourniture d'eau. Il est chargé de la surveillance des opérations desdites compagnies, sauf en ce qui concerne les tarifs à appliquer qui dépendent de la Commission des Services publics¹.

Ce département est encore chargé : 1° de la perception des taxes prévues pour la fourniture de l'eau et des différentes charges s'y rattachant ; 2° d'établir des rapports annuels destinés au Conseil de la Cité pour l'informer des tarifs d'eau à appliquer au cours de la prochaine année fiscale.

5° D'éprouver les compteurs à eau et d'obliger l'installation de compteurs spéciaux dans tous les endroits où l'eau est fournie pour des besoins industriels.

6° D'assurer la garde et le contrôle des systèmes d'éclairage de tous les parcs et de toutes les rues, de toutes les lampes dépendant du système de détection des incendies et de tous les signaux lumineux pour la circulation.

7° La construction et la surveillance de toutes les usines destinées à la fourniture du gaz et de l'électricité.

1. Les compagnies privées de distribution d'eau desservent une partie des bourgs de Queens et Brooklyn.

8° La préparation des devis et l'exécution des travaux pour la fourniture de la lumière, de l'eau et du gaz dans tous les immeubles et bâtiments municipaux.

9° La délivrance de licences aux électriciens et aux opérateurs de cinéma.

10° De l'examen quotidien du gaz fabriqué par les usines particulières afin de déterminer si la qualité fournie est conforme à celle prévue au cahier des charges.

Pour faire face à ses attributions qui sont considérables, ce département employait, en 1936, 2868 fonctionnaires¹ et les crédits nécessaires à son fonctionnement se sont élevés pour la même année à 23.295.074 dollars.

Les attributions du département sont réparties entre les 8 divisions suivantes :

A. Division de la vente de l'eau.

Elle était chargée de la préparation des factures concernant les taxes d'abonnement d'eau, les taxes supplémentaires suivant la quantité d'eau consommée, les réparations de compteurs à eau, les factures pour la fourniture d'eau aux navires marchands et aux remorqueurs, etc.

Les factures une fois établies par cette division sont envoyées au Bureau des Recettes municipales qui est chargé de leur encaissement.

B. Eclairage des rues et installations s'y rattachant.

Cette division s'occupe de toutes les conduites d'électricité tant aériennes que souterraines sur les voies publiques. En 1936 il y avait près de 6.000 km. de rues et 3.000ha. de parcs dont l'éclairage incombait à cette division.

1. L'article 735 de la nouvelle Charte prévoit qu'aucun fonctionnaire, agent ou employé en service actif dans le département ne peut directement ou indirectement avoir aucun intérêt pécuniaire dans les sociétés dont l'objet social est la fourniture de gaz et d'électricité de la Cité de New-York ni dans les sociétés ayant un objet social se rattachant à ce genre de fourniture (fabrication de compteurs, etc...).

C. Division de la distribution de la lumière et de la force aux bâtiments publics.

Cette division est chargée de la surveillance des usines privées de fourniture de gaz et d'électricité, ainsi que de l'inspection, de la surveillance et de l'équipement des travaux destinés à la fourniture du gaz et de l'électricité dans les immeubles appartenant à la Cité de New-York ou loués par elle. Cette division s'occupe également du chauffage des bâtiments publics par la vapeur et de la délivrance de certificats de réception lorsque sont terminés les travaux de pose de canalisation d'électricité et de gaz dans les bâtiments municipaux.

D. Inspection des installations privées d'électricité.

Cette division est chargée de vérifier si les prescriptions du Code de l'électricité sont appliquées dans les travaux faits pour le compte de particuliers. Les lieux de réunions publiques, les théâtres et les cinémas doivent obligatoirement être inspectés au moins une fois par quinzaine par les soins de cette division.

E. Octroi des licences.

Cette division est chargée de l'examen de la délivrance de licences à tous les électriciens établis pour leur compte particulier, ainsi qu'aux opérateurs de cinéma.

Si un incendie vient à se produire dans une cabine, l'opérateur est tenu d'établir immédiatement un rapport détaillé qui doit être envoyé au chef de cette division. La licence d'opérateur peut être immédiatement enlevée ou suspendue si un manquement aux devoirs professionnels peut être établi.

En connexion avec les attributions de cette division un Conseil des licences est nommé annuellement par le Maire.

Ce conseil est composé de sept membres appartenant aux branches suivantes de l'industrie du bâtiment :

- a) un fonctionnaire de ce département (président d'office),
- b) un patron électricien,

- c) un ouvrier électricien,
- d) un inspecteur de société d'électricité,
- e) un électricien employé par un Service public de la cité,
- f) un architecte ou entrepreneur ayant au moins 5 ans d'expérience,
- g) un propriétaire ou un agent immobilier.

Ce conseil fait passer un examen à toutes les personnes désireuses d'obtenir une licence d'électricien de manière à déterminer leurs aptitudes.

F. Sixième division : Examen du gaz.

Cette division entretient vingt-un laboratoires équipés avec des appareils pour déterminer la chaleur, la pression, les qualités chimiques et les impuretés entrant dans la composition du gaz fabriqué et distribué par de nombreuses compagnies gazières. Ces laboratoires sont situés savoir :

- 7 à Manhattan,
- 3 à Bronx,
- 6 à Brooklyn,
- 4 à Queens,
- 1 à Richmond.

Chaque laboratoire est situé à moins de 2 km. d'une usine à gaz et des essais sont faits quotidiennement. Quand les essais indiquent que le degré de chaleur est en dessous de 537, moyenne fixée par la Commission des Services publics, des déductions proportionnelles sont opérées sur les factures des Sociétés gazières.

G. Septième division : Service électrolytique.

Cette division assure les recherches nécessaires à la protection des canalisations d'eau contre la détérioration due à l'électrolyse causée par les courants perdus venant de l'installation électrique pour les chemins de fer. Une surveillance est effectuée pour localiser les conditions électrolytiques et déterminer les moyens à employer pour éviter les dommages causés aux canalisations d'eau et par suite, les frais de réparation.

H. Huitième division : Division de l'administration.

Cette division est responsable du fonctionnement convenable des autres divisions, y compris les bureaux de ville avec un programme de standardisation des problèmes d'inspection et d'examen du matériel. Elle prépare le rapport annuel, les statistiques et les estimations des crédits nécessaires pour le budget, la vérification des fournitures d'électricité faite pour l'éclairage des rues et des parcs et du courant fourni pour l'éclairage des bâtiments et bureaux publics.

Deuxième Section

Régime des concessions

Avant le vote de la Charte de 1898, des concessions étaient accordées par les différentes municipalités, sans restriction de durée aux différentes sociétés désireuses d'assurer un service public et qui en avaient fait la demande. Certaines exceptions furent faites à cette règle générale en ce qui concerne les bacs et les compagnies gazières auxquels des concessions pour une durée limitée furent accordées. Par ailleurs, certaines autres concessions comme celles concernant les services téléphoniques et télégraphiques, les chemins de fer et les tramways furent délivrées par l'Etat de New-York aux termes de la législations alors en vigueur. En 1875 une clause fut ajoutée à la Constitution de l'Etat qui rendit nécessaire le consentement des autorités locales et des propriétaires privés pour les concessions de tramways.

La première loi générale concernant ces derniers fut votée en 1884 et prévoyait que les compagnies devraient payer à la cité un pourcentage de leurs recettes brutes pour toutes les concessions ou extension de concessions accordées.

En 1886 fut votée une loi, connue sous le nom de *Cantor law*, qui prévoyait la mise en adjudication publique

des lignes de tramways, cette loi est restée en vigueur jusqu'en 1898, date à laquelle elle fut annulée par la première Charte du grand New-York.

Cette Charte qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1898 réduisit la délivrance des concessions à une durée maximum de 25 ans et un renouvellement éventuel pour une seconde durée de 25 ans.

Cette loi décida que des transports publics convenables, à des taux raisonnables, devraient être entretenus sous peine de forfaiture et que le matériel des concessionnaires appartiendrait à la cité à la fin de la concession avec ou sans compensation. L'enquête sur la valeur du matériel des compagnies concessionnaires et sur une juste proportion de la compensation proposée devrait être faite par le Conseil des Estimations et Répartitions, tandis que les concessions devraient être accordées par le *board of aldermen* aux termes et conditions proposés par le Conseil des Estimations et Répartitions. La délivrance des concessions devait être publiée dans la presse mais aucune séance publique n'était prévue.

Ces restrictions et quelques autres furent maintenues dans la Charte révisée en 1901 avec l'exception qu'en ce qui concerne les tunnels de chemins de fer la durée de la concession pouvait être portée à cinquante ans avec un renouvellement éventuel d'encore vingt-cinq années.

En 1905, le pouvoir d'accorder des concessions fut transféré du Conseil des *aldermen* au Conseil des Estimations, qui a maintenant le pouvoir exclusif d'accorder des concessions de toute nature, excepté celles concernant certaines lignes de banlieue rapides qui, aux termes de la loi sur les transports rapides (*rapid transit law*), sont accordées par la Commission des Services publics, mais seulement avec l'approbation du Conseil des Estimations.

Les différentes dispositions légales concernant la délivrance de concessions nouvelles, ou le renouvellement de concessions expirées, ont été condensées dans le chapitre 14 article 361 à 375, nouvelle Charte.

La délivrance de nouvelles concessions et le renouvellement de concessions venant à expiration appartient, comme toutes les autres décisions de nature à engager les finances de la cité, au Conseil des Estimations.

Les demandes en renouvellement de concessions expirées ou l'octroi de concessions nouvelles doivent d'abord être introduites dans un bureau spécial fonctionnant auprès du Conseil des Estimations. Les fonctionnaires de ce bureau se livrent à une enquête et font part au Conseil des estimations des dispositions à insérer éventuellement dans le cahier des charges de la concession.

Le Conseil des Estimations doit obligatoirement discuter en séance publique la demande de concession dont il a été saisi ; cette séance ne peut être tenue qu'après avis de 10 jours donné dans le Journal Municipal. Ce préavis doit être précédé de la demande de concession imprimée en détail.

Ces insertions sont faites aux frais du demandeur et doivent être également répétées deux fois dans deux journaux publiés dans le, ou les bourgs, où doit opérer le concessionnaire. Ces journaux sont désignés par le Maire.

Le Conseil des Estimations doit ensuite procéder à un examen :

- 1° du rapport annuel de la concession demandée,
- 2° du montant de la redevance à exiger du concessionnaire.

Les résultats de cet examen doivent être insérés dans un projet de contrat avec toutes les conditions relatives l'octroi de la concession, y compris les taux et tarifs appliqués par le concessionnaire.

Le projet de contrat doit être ensuite recopié à la suite du procès-verbal de la séance publique au cours de laquelle la demande de concession aura été examinée.

Une seconde séance publique du Conseil des Estimations doit être ensuite tenue au moins vingt-sept jours après la première ; cette seconde séance publique, destinée à l'appro-

bation définitive du contrat proposé par le Conseil, ne peut être tenue qu'après un préavis de 15 jours francs donné dans le Journal Municipal. Durant cette période de 15 jours des copies du procès-verbal de la première séance et des copies détaillées du contrat provisoire doivent être tenues à la disposition de tous les intéressés. Toute personne intéressée est également admise à présenter ses observations au Conseil des Estimations au cours de cette deuxième séance consacrée à l'approbation du contrat provisoire.

La seconde insertion faite dans le Journal Municipal doit également être reproduite en entier aux frais du demandeur dans deux journaux désignés par le Maire.

Le contrat proposé ne peut être approuvé que par un vote favorable pris par le conseil à la majorité des trois-quart (12 voix sur 16). Ce vote doit obligatoirement être reproduit en détail dans le procès-verbal de la séance.

L'approbation séparée et supplémentaire du Maire est enfin nécessaire pour la validité du contrat de concession.

A cet effet, une copie certifiée conforme dudit contrat doit être présentée à l'agrément du Maire ; l'approbation de ce dernier pour être valable doit être donnée dans les soixante jours qui suivent la remise qui lui est faite de la copie certifiée conforme.

Les principales règles régissant la délivrance de concessions nouvelles sont les suivantes :

1° Aucun contrat de concession ne peut être donné pour une période excédant 25 années, sauf en ce qui concerne les tunnels de chemins de fer pour lesquels la concession peut s'étendre sur une durée de 50 ans.

2° Les contrats de concessions peuvent prévoir pour le concessionnaire le droit de renouvellement au bout de chaque période de 25 années. Dans ce cas, le taux des redevances à verser par la suite doit être calculé d'après le rapport.

3° A expiration de chaque contrat de concession tous les droits de propriété du concessionnaire dans les rues de la cité doivent revenir à la ville, sans compensation.

4° Tous les contrats peuvent prévoir qu'à expiration de la concession, toutes les usines, matériel et équipement du concessionnaire appartiendront à la cité avec ou sans compensation, mais, dans aucun cas, un dédommagement ne peut être alloué au concessionnaire en raison de la valeur propre de la concession.

5° La cité peut, soit exploiter pour son propre compte les propriétés, usines, matériel et équipement qu'elle a acquis de cette manière, soit les affermer pour une période ne pouvant excéder 20 années.

6° Le Conseil des Estimations peut donner un consentement révocable à tout contrat relatif soit :

a) à la construction et à l'exploitation de tuyaux et conduites privés sous le domaine public de la cité.

b) à la construction de lignes de tramways ou de chemin de fer sur ledit domaine.

Ce consentement révocable peut être donné aux termes et conditions stipulées pour chaque cas particulier et moyennant le versement par le bénéficiaire, d'une redevance juste et équitable.

Enfin, l'approbation séparée et additionnelle du Maire est nécessaire à la validité de ce consentement.

7° La section 73 de l'ancienne Charte prévoit que le Conseil des Estimations a le pouvoir, à tout moment, de transférer les lignes de tramways d'une rue ou d'un itinéraire à un autre si le Président de Bourg intéressé et la Commission du Transit jugent cette mesure nécessaire pour l'amélioration des conditions de circulation dans la cité.

8° Dans les demandes de concession relatives à l'exploitation des lignes de tramways il doit être obligatoirement inséré une clause prévoyant que le concessionnaire permettra l'usage de ses lignes à d'autres compagnies, de même qu'il aura le droit d'emprunter en partie, les lignes des autres sociétés concessionnaires.

9° Tous les contrats de concessions doivent obligatoirement contenir :

- a) une clause prévoyant des pénalités pour service insuffisant ou inopérant,
- b) le taux d'une caution en garantie de la gestion du concessionnaire,
- c) des indications détaillées relatives au statut que le concessionnaire entend appliquer à son personnel.

Troisième Section

Surveillance et contrôle des services concédés

Cette surveillance et ce contrôle sont assurés par la Commission dite « des Services publics » dont le statut a été établi par les chapitres 134 et 153 des lois de la législature de 1921.

Cette commission est composée de 14 membres, nommés pour un mandat de 10 ans par le Gouverneur avec l'agrément du Sénat de New-York.

Le président est nommé par le Gouverneur et chaque membre peut être révoqué pour de justes motifs à la suite d'un vote pris à la majorité des deux tiers des membres des deux assemblées composant la législature de l'Etat.

Cette commission a les plus larges pouvoirs de contrôle sur toutes les sociétés ayant la concession d'un Service public sur le territoire de l'Etat de New-York et, partant, sur celui de la Cité de New-York à l'exception des Sociétés de transports en commun dans la Cité de New-York dont la surveillance incombe à une Commission dite : « Commission du Transit » qui est elle-même une division spéciale de la Commission des Services publics.

Les attributions de la Commission des Services publics sont multiples.

1^o Elle est chargée de régler l'exploitation des transports publics de toute nature (à l'exception des tramways et autobus).

2° de l'exploitation des sociétés productrices et distributrices d'eau, de gaz et d'électricité et de vapeur pour le chauffage urbain, ainsi que des sociétés de téléphone et de télégraphie.

En conséquence, elle peut prescrire la fourniture de rapports annuels, procéder à des enquêtes ;

fixer le taux des services fournis ;

ordonner tout changement dans les horaires et obliger la mise en service d'un plus grand nombre de trains et d'autocars.

Son approbation est nécessaire avant de commencer la construction ou l'extension d'une ligne de chemin de fer.

La commission a également le pouvoir de contrôle sur la situation financière des sociétés concessionnaires de services publics, elle peut refuser leur fusion ou conseiller leur consolidation à l'aide d'un prêt municipal.

La commission peut obliger les sociétés de gaz et d'électricité à établir des classifications d'après les quantités usées, l'heure à laquelle l'énergie est consommée, le but pour lequel elle est consommée, la durée de l'emploi et toute autre considération raisonnable pour l'établissement de tarifs différents et gradués.

Elle a également le pouvoir, à la suite d'une plainte, ou de son propre mouvement, de demander le changement de toutes ces classifications et de tous les taux et tarifs suivant qu'elle le jugera raisonnable.

La commission peut prononcer des amendes à la charge des sociétés n'ayant pas exécuté les clauses et conditions de leur cahier des charges. Si l'amende n'a pas été payée dans le mois qui suit la condamnation des intérêts sont dus sur le principal au taux de 6 % par an.

Depuis 1934, les sociétés concessionnaires ayant fait l'objet d'investigations doivent supporter le coût des dépenses et frais de recherches.

Aux termes des chapitres 134 et 135 des lois de la législature de 1921 la coordination et le contrôle des sociétés

de transport en commun à l'intérieur de la cité sont confiés à une commission spéciale dénommée « Commission du Transit » et qui est une division de la « Commission des Services publics ».

Cette commission a succédé dans les attributions de trois organismes qui existaient antérieurement au vote de ladite loi de 1921 savoir :

1° Le commissaire des constructions de moyens de transports (*transit construction commissioner*).

2° La Commission des Services publics pour le premier district de l'Etat de New-York.

3° Le Conseil des commissaires pour l'amélioration des moyens de transports (*board of rapid transit commissioners*).

La *transit-commission* est composée de trois membres, nommés par le Gouverneur avec l'agrément du Sénat de l'Etat de New-York. Un de ces commissaires nommément désigné par le Gouverneur sera président de la commission.

Le mandat des commissaires est fixé à 9 ans, ils doivent obligatoirement être choisis parmi les habitants de la Cité de New-York.

Cette commission est chargée :

1° De la préparation d'un plan pour le rajustement et l'amélioration de toutes les facilités de transports à l'intérieur de la Cité de New-York.

2° De l'exercice de pouvoirs réglementaires relatifs à l'exploitation de toutes les lignes de chemin de fer, de métropolitains, d'autobus et de tramways à l'intérieur de la cité (fonctions autrefois dévolues à la *public service commission et for the first district*).

En conformité avec ces pouvoirs généraux la commission et son personnel sont chargés d'inspections de détail sur toutes les lignes de moyens de transports et de questions telles que celles relatives à la distribution des voitures, accroissement de la force motrice, agrandissement des stations de métro etc...

La commission a le pouvoir de nommer son propre

Conseil juridique et secrétaire ainsi que tous autres employés.

Voici quelles sont les lignes de transports en commun placées sous la surveillance de la *transit commission* :

Lignes d'autobus. — Il existe actuellement 30 compagnies d'autobus soumises au contrôle de la *transit-commission*. Elles exploitent des lignes d'une longueur totale de 572 miles. Plusieurs d'entre elles exploitent des lignes d'autobus en accordance avec des lignes de tramways.

Lignes de tramways. — Il existe encore 9 Compagnies de tramways dont les lignes s'étendent sur 454 miles. Elles sont en voie de disparition rapide.

Métropolitains. — Le métropolitain de New-York s'étend sur une longueur de 252 miles. Le financement de sa construction avait été faite au 1^{er} janvier 1936 au moyen de capitaux fournis, savoir :

1.042.000.000 de dollars par la Cité de New-York,
329.534 dollars par des Compagnies privées.

L'exploitation était assurée par quatre Compagnies concessionnaires dont les lignes empruntent souvent un parcours commun.

TITRE IV

HYGIENE PREVOYANCE SOCIALE ET HOPITAUX

CHAPITRE VIII

HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE

Première Section

Département de l'Hygiène

(Chapitre 22, article 551 à 568, nouvelle Charte)

Les attributions de ce département sont doubles. Il possède en effet :

I. — Des attributions administratives exercées par le commissaire de l'Hygiène placé à la tête de ce département.

Aux termes de l'article 551 de la nouvelle Charte le commissaire de l'Hygiène ne peut être nommé que s'il est :

1^o Docteur en médecine ou détenteur d'un diplôme d'études supérieures d'hygiène délivré par une Université de l'Etat ;

2^o S'il a une expérience d'au moins huit années comme fonctionnaire du Département de l'Hygiène ou s'il a enseigné pendant la même période l'Hygiène dans un Collège ou une Université publique.

Le commissaire de l'hygiène peut nommer deux commissaires-délégués et un secrétaire du département.

II. — Des attributions législatives qui sont exercées par le Conseil de l'Hygiène.

Le Conseil de l'Hygiène.

Ce conseil qui est une branche du département est chargé de la confection du Code sanitaire de la Cité de New-York. Aux termes du chapitre 628 des lois de la législature de 1904 les règlements votés par le Conseil de l'hygiène, en matière sanitaire, ont les mêmes pouvoirs et autorités que les lois votées par les Chambres législatives de l'Etat elles-mêmes. Elles ne sont, en conséquence, susceptibles de recours devant aucun tribunaux et ces derniers sont chargés de veiller à leur application comme si elles émanaient des Chambres législatives elles-mêmes.

Le Conseil de l'Hygiène est composé du commissaire de l'Hygiène qui est président de droit et de quatre membres dont deux au moins devront être des docteurs en médecine ayant dix ans d'expérience dans l'une des matières suivantes : Médecine clinique, Administration de l'Hygiène ou enseignement des questions d'hygiène dans un Collège ou une Université publique.

Les membres du conseil sont nommés par le Maire pour huit ans et leur mandat a commencé à courir le 1^{er} janvier 1938. Exceptionnellement les premiers membres seront nommés l'un pour deux années, le second pour quatre années, le 3^e pour six années et le 4^e pour huit années, de façon à ce qu'ultérieurement le conseil se renouvelle par quart tous les deux ans.

Les membres du conseil ne peuvent être révoqués par le Maire que pour fautes graves accomplies dans l'exercice de leurs fonctions ; avant révocation il doit être communiqué le dossier complet des charges relevées contre eux et ils sont admis à être entendus par le Maire en compagnie de leur avocat avant qu'il ne soit statué sur leur cas.

Les fonctions des membres du conseil de l'Hygiène sont gratuites.

Le secrétaire du Département de l'Hygiène est secrétaire

de droit du Conseil de l'Hygiène et en son absence le conseil peut désigner un secrétaire temporaire.

Les attributions du Conseil de l'Hygiène sont les suivantes :

1^o *La confection du Code sanitaire.*

L'article 558 de la nouvelle Charte prévoit que les prescriptions légales du Code sanitaire antérieures au 1^{er} janvier 1938, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, continueront à produire leur plein et entier effet, mais qu'à partir de cette date le Conseil de l'Hygiène est autorisé à ajouter, amender ou révoquer toutes les prescriptions antérieurement existantes et à en établir de nouvelles qui ne soient pas incompatibles avec la Constitution, ou les lois de l'Etat de New-York ou avec la nouvelle Charte. Le Conseil de l'Hygiène peut légiférer sur toutes les questions rentrant dans les attributions du département même si elles ne se rapportent pas à l'hygiène proprement dite (Etat civil par exemple).

Toutes violations au Code sanitaire sont traitées et punies comme un délit (*misdemeanor*). Des dommages et intérêts pour violation du Code sanitaire peuvent être réclamés par une action civile devant tout juge ou tribunal de la cité ayant compétence en matière d'action civile. Les amendements, additions ou suppressions apportés par le Conseil de l'Hygiène au Code sanitaire ne deviennent effectifs qu'après avoir été enregistrés par le secrétaire du Conseil au Bureau du Clerc de la Cité et publiés par lui dans le Journal Municipal.

La compétence donnée au Conseil de l'Hygiène par l'article 558 nouvelle Charte conformément au chapitre 628 des lois de 1904 (section 1172 de l'ancienne Charte) est unique en son genre. La législature de l'Etat de New-York a consenti au profit du Conseil de l'Hygiène une véritable délégation de matières et les prescriptions du Code de l'Hygiène doivent être appliquées par tous les tribunaux de l'Etat comme si elles étaient de véritables lois.

2° Hôpitaux temporaires pour maladies contagieuses.

Le Conseil de l'Hygiène peut s'il l'estime nécessaire, durant l'extension d'une épidémie :

a) prendre possession de n'importe quel immeuble de la cité et le transformer en hôpital temporaire moyennant le paiement au propriétaire d'une juste et préalable compensation. Cet hôpital temporaire restera sous le contrôle du Département de l'Hygiène à moins que le Conseil des Estimations, avec l'accord du Maire, ne juge préférable de le placer sous le contrôle du Département des hôpitaux.

b) sur la résolution du Conseil de l'Hygiène adressée au maire et au commissaire des hôpitaux, avec l'accord écrit du Maire, n'importe quel hôpital dépendant du département des hôpitaux sera désigné pour le traitement d'une ou plusieurs maladies contagieuses déterminées et le commissaire du Département de l'Hygiène est alors fondé à ordonner le transfert dans ledit hôpital de toutes personnes atteintes desdites maladies s'il juge cette mesure nécessaire pour la protection de la Santé publique.

Périls et épidémies.

Le Conseil de l'Hygiène peut faire une déclaration dite de « périls imminents » après avoir relaté, dans le procès-verbal de la séance au cours de laquelle cette déclaration aura été faite, les raisons qui ont motivé la prise de cette décision. Une fois cette décision prise le Conseil est habilité à faire toutes dépenses qu'il estimera nécessaires en vue de la préservation de la Santé publique au delà des crédits qui lui auront été alloués au budget municipal (y compris la transformation temporaire d'habitations privées en hôpitaux).

L'exercice de ce pouvoir extraordinaire, en ce qui concerne les dépassements de crédit, est subordonné au consentement écrit donné par le Maire et par au moins trois membres du conseil.

4° Le Conseil de l'Hygiène peut à sa discrétion accorder,

suspendre ou révoquer ces permis relatifs à l'exploitation d'entreprises se rattachant à toutes matières soumises à la réglementation du Département de l'Hygiène (par exemple : cliniques, établissements insalubres, malodorants, dangereux etc...).

Chaque fois que le Conseil de l'Hygiène, dans le Code sanitaire, autorise le commissaire à délivrer, suspendre ou révoquer un permis, la décision du commissaire peut être révisée par le conseil à l'appel d'un requérant pris dans les formes édictées par le conseil (article 561, nouvelle Charte).

Attributions spéciales du commissaire de l'Hygiène.

Aucune de ces attributions ne sont énumérées dans la nouvelle Charte. L'article 556 se contente d'indiquer que l'autorité de commissaire s'étendra sur toute la Cité de New-York et dans la limite de ses eaux territoriales et que, d'une manière générale, le Département de l'Hygiène sera chargé de la surveillance de l'application de toutes les lois, arrêtés et règlements relatifs à la préparation de la vie humaine, à l'amélioration des conditions d'hygiène etc...

En 1936, le Département de l'Hygiène comprenait 2.355 employés et le crédit affecté, la même année, au fonctionnement de ce département s'élevait à 4.384.000 dollars.

L'organisation intérieure du département est laissée à la discrétion du commissaire. L'article 557 de la nouvelle Charte se contente d'indiquer que le Département de l'Hygiène devra comprendre un Bureau principal et devra entretenir des bureaux des centres et des stations d'hygiène dans chacun de bourgs et que le commissaire du département devra désigner dans chaque bourg un Bureau spécial pour les déclarations d'état-civil.

Actuellement les attributions du département sont réparties entre treize services dont quatre : lutte antituberculeuse, Administration de l'hygiène par district, maladies vénériennes, surveillance de la santé des enfants des écoles sont de création récente.

Voici les renseignements qu'il nous a été possible d'obtenir sur ces différents services :

Service de l'état civil. — Le Service de l'état civil comprend également une division spéciale des recherches statistiques et de l'actuariat.

Le Service sanitaire. — Le Service sanitaire exerce une surveillance générale sur les conditions sanitaires et est responsable de la recherche des contraventions aux règlements de police, la surveillance des abattoirs, des étables et autres constructions abritant ces métiers malsains. Il est aussi compétent en matière de plaintes concernant les fumées, le bruit, la manque d'eau, les moustiques, les mauvaises odeurs, les eaux stagnantes.

Le Service des maladies contagieuses. — Le Service des maladies contagieuses exerce une surveillance et un contrôle sur toutes les maladies contagieuses telles que, scarlatine, diphtérie, fièvre typhoïde, polliomélite. Un groupe de médecins servent comme diagnosticiens pour aider les médecins privés et pour s'assurer que les mesures de contrôle nécessaires ont été observées. Une division spéciale d'épidémiologie s'occupe du développement de ces maladies et s'assure que toutes les mesures préventives nécessaires ont été prises pour la protection du public. Une surveillance étroite est exercée sur les malades de la fièvre typhoïde, chaque cas connu est enregistré par le bureau. En vue d'assurer la sûreté de la transfusion du sang le bureau entretient une division spéciale chargée de la surveillance des donneurs de sang professionnels et délivre des permis à ceux qui ont satisfait aux exigences strictes du Code sanitaire.

Le Service de l'Hygiène infantile. — Le Service de l'Hygiène infantile est responsable de la surveillance générale et du soin de la santé des nouveaux-nés et des enfants de

la cité. Plus particulièrement ses fonctions concernent la surveillance des nourrices et de toutes les institutions s'occupant de la garde d'enfants nécessiteux ou d'orphelins, la délivrance de certificats de travail aux enfants en conformité avec le Code de travail de l'Etat, la vaccination des nouveaux-nés et des enfants des écoles. La mère de chaque nouveau-né reçoit de ce département un certificat de naissance ainsi qu'un livre circulaire relatif aux soins à donner aux nouveaux-nés et appelant leur attention sur les services rendus par les « Pouponnières » entretenues par ce département et qui sont actuellement au nombre de 70.

Le Service des infirmières. — Les infirmières visitent à domicile les malades atteints de maladies contagieuses et s'assurent qu'ils sont isolés ainsi qu'il est prescrit par les règlements, font des prélèvements de gorge en cas de diphtérie, informent les patients quant aux prescriptions nécessaires et agissent généralement comme agents de ce département dans le contrôle des maladies contagieuses. Dans les pouponnières elles aident les médecins et enseignent aux mères les soins à donner à leurs nouveaux-nés. Dans les écoles elles recherchent les cas de maladies latente de façon à faire examiner l'enfant par le médecin de l'école.

Services des denrées alimentaires et des médicaments. — Ce service contrôle les fournitures de médicaments et de denrées alimentaires à la cité. La cité est divisée en districts chacun d'eux est sous la garde d'un inspecteur général aidé par des inspecteurs : 2 à 8 par districts. Leur travail comprend non seulement l'inspection des denrées alimentaires mais encore l'inspection sanitaire des lieux où lesdites denrées sont emmagasinées, manipulées, préparées et vendues. Des règlements complets concernant les magasins et les usines de toutes les denrées alimentaires ont été promulgués. Il est interdit de vendre du lait à l'intérieur de la cité sans un permis écrit de ce département et un contrôle effectif est exercé sur le lait depuis sa production à la campagne

jusqu'à la vente aux consommateurs. Les ordonnances concernant la pasteurisation de tout le lait vendu dans la cité viennent d'être strictement renforcées.

Service des laboratoires. — Ce service a la charge des diagnostics et des recherches sérologiques et chimiques du département. Il entretient un grand nombre de pharmacies auxiliaires à l'intérieur de la cité où les médecins peuvent obtenir du sérum anti-diphtérique et peuvent faire examiner les prélèvements par le laboratoire.

Service de l'Administration générale. — Ce service est responsable de ce que l'on peut appeler les questions de bureau de ce département. Il s'occupe de payer les factures, tient les comptes, fait des prévisions de crédits et de dépenses. Il est aussi responsable pour la garde des procès-verbaux du Conseil de la Santé publique pour leur transmission au *city-clerk* et la délivrance de copies certifiées conformes des amendements au Code sanitaire et aux règles de ce département.

Le secrétaire du Conseil de la Santé publique est directeur de ce service. Il est assisté par un chef du personnel.

Service de la tuberculose. — Ce service a été nouvellement créé et a en charge toutes les fonctions de lutte anti-tuberculeuse du département. Il entretient des cliniques pour la surveillance des traitements de malades indigents, des services diagnostic auxquels des médecins privés peuvent envoyer des malades pour être examinés par les rayons X, ainsi que des services spécialisés dans les opérations de pneumothorax. De plus, le bureau s'occupe de la surveillance des cas de tuberculose soignés à domicile ainsi que de la découverte des cas de tuberculose inconnus et coopère avec le bureau d'admission dans les hôpitaux dépendant du département des hôpitaux.

Service de la surveillance de l'Hygiène par district. — Ce service fut organisé en 1934 en vue d'effectuer une surveil-

lance plus intensive de la Santé publique sur la base du district. Dans une ville ayant plus de 7.000.000 d'habitants une telle décentralisation doit faciliter l'étude des problèmes d'hygiène particuliers à des districts déterminés (un district d'hygiène publique comprend une population de 2 à 300.000 habitants). Chaque district doit avoir un « immeuble d'hygiène » (*Health building*) dirigé par un fonctionnaire du Service de l'Hygiène et qui doit comprendre tous les services nécessaires à la protection de la Santé publique, et qui doit pouvoir résoudre tous les problèmes d'hygiène particuliers à ce district. Pour le moment 7 de ces centres sont en activité.

Service de la surveillance de la santé dans les écoles. — Ce service nouvellement créé a reçu du Bureau de l'Hygiène infantile toutes les fonctions concernant la surveillance des enfants dans les écoles publiques et paroissiales.

Parmi ces fonctions sont compris la prévention des épidémies et des maladies contagieuses dans les écoles, ainsi que l'examen de déficience physique chez les écoliers.

Service des maladies vénériennes. — Le Service des maladies vénériennes s'occupe du contrôle de toutes les maladies vénériennes.

Service de l'enseignement public de l'Hygiène publique. — Le Service de l'enseignement public de l'Hygiène publique créé en 1914 est chargé de la propagation dans le public de toutes les questions intéressant la santé publique, la publication de bulletins pour l'information des médecins, la préparation et la distribution de circulaires, brochures, bulletins de presse et monographies consacrés à la Santé publique, organisation de conférences et de causeries par T.S.F. relatives aux questions de Santé publique.

Deuxième Section
Département de la Prévoyance Sociale
et de l'Assistance
(Chapitre 24, article 601 à 604 nouvelle Charte)

Ce département fut créé par le chapitre 79 des lois de 1920 section 657, ancienne Charte.

La nouvelle Charte n'a pas apporté de modifications à l'organisation de ce département.

Le département est dirigé par un commissaire, nommé et révocable par le Maire.

Les attributions du commissaire du Département de la Prévoyance Sociale sont de trois ordres différents. Il est chargé :

1° de l'entretien et de l'administration des institutions d'assistance appartenant à la Cité ;

2° du contrôle et de la surveillance des institutions privées d'assistance ;

3° de la distribution de secours aux indigents et aux infirmes dans les conditions déterminées par la loi.

Les crédits alloués, en 1935, au budget de la Cité pour l'application des lois d'assistance et de prévoyance sociales sont décomposés sous les rubriques suivantes :

1° Prévoyance sociale proprement dite	1.024.951 \$
Cette somme était principalement consacrée au paiement des salaires des 578 fonctionnaires que comprenait ce département.	
2° Protection de l'Enfance malheureuse	10.139.785 \$
Dans cette somme sont compris les crédits nécessaires au paiement des salaires des 216 employés que comporte ce département.	
3° Paiement à des institutions charitables, principalement asiles de vieillards	14.843.941 \$
4° Allocations à des veuves nécessiteuses et à leurs enfants	10.008.906 \$
5° Fonds de chômage	190.529.331 \$
Total	226.546.914 \$

Pour faire face à cet énorme budget d'assistance qui va sans cesse croissant, la cité a dû recourir, en 1931, à la création de deux taxes, dites de secours d'urgence, (voir livre III, chapitre III, section III) dont le produit en 1936 a été de 52.398.605 dollars.

L'organisation des secours dont la distribution incombe au département est la suivante :

A. *Conseil de la Prévoyance sociale de l'Enfance* : veuves et enfants nécessiteux :

Une loi votée par la législature de l'Etat de New-York en 1915 a prévu que des secours seraient attribués aux veuves et enfants nécessiteux dans les conditions ci-après déterminées :

L'article 665 de l'ancienne Charte a décidé que le commissaire du département serait assisté dans cette fonction par un Conseil de la prévoyance de l'Enfance consistant en 10 membres nommés par le Maire pour un mandat de 9 années. Ces membres n'ont droit à aucune rémunération. Trois d'entre eux doivent obligatoirement appartenir au sexe féminin.

Ce conseil nomme un secrétaire exécutif qui a les fonctions de chef du personnel ; le conseil, en 1936, était composé de 215 employés dont 157 étaient des enquêteurs sociaux.

Aux termes de la loi ci-dessus mentionnée des secours peuvent être accordés par le commissaire sur la proposition du Conseil de la prévoyance de l'Enfance :

1° A une veuve dans la misère,

2° A une mère de famille dont le mari est dans un hôpital de l'Etat ou aliéné,

3° A une mère de famille dont le mari a été condamné à plus de 5 ans de prison,

4° A une mère de famille dont le mari est atteint d'incapacité de travail permanente,

5° A une mère de famille abandonnée par son mari quand ce dernier n'a pas donné de ses nouvelles ni contribué à l'entretien de sa famille depuis l'époque de son départ,

6° A une mère de famille dont le mari est en traitement à l'hôpital pour tuberculose, ou réside à domicile si les trois conditions suivantes sont remplies :

a. avoir été hospitalisé pendant 3 mois ; *b.* être sorti de l'hôpital avec le consentement du médecin-chef ; *c.* avoir la permission du Commissaire de la Santé de la Cité de New-York pour résider à son propre domicile ;

7° A un parent au deuxième degré du père ou de la mère des enfants quand la mère est morte ou aliénée, ou infirme, ou en traitement permanent dans une institution charitable.

Dans tous les cas précédents, la mère ou le gardien doivent donner des garanties mentales, physiques et morales et avoir habité 2 ans dans l'Etat et un an dans le comté antérieurement à leur demande de secours. De plus, ils doivent remplir les conditions suivantes : être citoyens des Etats-Unis, ou être la mère d'enfants nés aux Etats-Unis dont le père a habité dans l'Etat durant les deux années précédant son décès et a déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis et est mort dans les 5 ans ayant suivi la déclaration.

Si, après enquête, une décision est prise reconnaissant que le demandeur est nécessiteux et remplit les conditions prévues par la loi, le secours est accordé sous forme de chèque envoyé chaque mois à la mère pour subvenir à l'entretien de son enfant.

Aux termes de la loi, chaque famille faisant l'objet d'un secours, doit être examinée tous les trimestres. D'une façon générale beaucoup de familles sont visitées plus souvent, soit sur leur propre demande, soit en raison de problèmes dans la famille nécessitant une attention ou un contrôle spécial.

Si, au cours d'une enquête, il est reconnu que la famille

en raison d'un revenu augmenté, peut se passer de secours l'allocation est supprimée.

B. *Mineurs vagabonds.*

Aux termes de l'article 666 ancienne Charte, les mineurs pris en état de vagabondage peuvent être : emprisonnés, acquittés, mis en apprentissage, confiés à des institutions particulières par le Commissaire de la Prévoyance sociale chaque fois que ce dernier estime que l'intérêt dudit enfant lui commande de prendre l'une quelconque de ces mesures.

Toutefois, la loi oblige le commissaire à confier la garde des mineurs pris en état de vagabondage à des personnes ou institutions ayant la même religion que les parents de ces enfants. De plus, les enfants ne peuvent être placés que dans des institutions dont la liste est dressée annuellement par le Conseil de Prévoyance sociale de l'Etat de New-York.

Avant que les enfants ne soient placés dans des institutions municipales, ils doivent être surveillés dans un service particulier chargé de leur examen physique.

C. *Aveugles.*

La section 667 de l'ancienne Charte (Chapitre 475 des lois de 1923) prévoit qu'il sera inscrit, annuellement, dans le budget de la Ville, un crédit de 200.000 dollars en faveur des aveugles adultes résidant dans la Cité de New-York depuis plus de deux ans et n'étant pas à la charge d'une institution d'assistance publique ou privée et que la répartition de ce crédit aurait lieu par l'entremise du Commissaire de la Prévoyance sociale.

D. *Filles-mères.*

Un bureau de Département de la Prévoyance sociale est délégué auprès de la Cour des sessions spéciales (section 691 de l'ancienne Charte, chapitre 362 des lois de 1904). Ce bureau sert de sequestre pour les fonds, qui, aux termes d'une décision de la Cour, doivent être versés hebdomadairement par le père de l'enfant pour pourvoir à son entretien.

E. *Assistance aux vieillards.*

La législature de l'Etat de New-York a voté une loi en février 1930, aux termes de laquelle tout vieillard nécessiteux, âgé de plus de 70 ans, ayant habité l'Etat de New-York depuis dix ans et dans la Cité de New-York depuis plus d'un an, peut faire la demande d'une pension.

L'application de cette loi à l'intérieur de la cité incombe au Département de la Prévoyance sociale qui est chargé de s'assurer de la régularité du dossier de chaque candidat.

F. *Asiles de vieillards.*

Il n'existe pas dans la cité d'asiles municipaux pour les vieillards.

Les vieillards nécessiteux qui en font la demande peuvent être pensionnaires de dix institutions charitables privées, agréées par la cité et auxquelles cette dernière verse une contribution uniforme de 1 \$ 15 par jour. Les dépenses occasionnées par ce service en 1926 se sont élevées à 2.470.000 dollars qui ont figuré au budget, sous la rubrique de « Paiement à des institutions charitables ».

G. *Asiles de nuit.*

Il existe quatre asiles de nuit municipaux pouvant abriter journellement 5.624 pensionnaires au total.

H. *Bureau d'informations et d'enquêtes.*

Une branche de cette division fonctionne tant au bureau central du département que dans le bureau accessoire de chacun des cinq bourgs.

Cette division est chargée de trois fonctions principales :

1° de donner toutes informations au public relatives à l'application des lois d'assistance et de prévoyance sociales ;

2° d'éliminer les attributions de secours officiels à des personnes bénéficiant déjà de secours émanant d'institutions privées ;

3° de la délivrance de permissions à des institutions charitables particulières désireuses de quêter sur la voie publique ou à domicile.

CHAPITRE IX

DEPARTEMENT DES HOPITAUX

(Chap. 23, art. 581 à 588, nouvelle Charte)

Première section

Organisation antérieure

A. Généralités.

Le Département des hôpitaux fut érigé en un service autonome par la loi locale N° 2 du 1^{er} février 1929, section 692 de l'ancienne Charte. Cette loi a centralisé sous la juridiction de ce département toutes les attributions antérieurement exercées :

1° par le Conseil des directeurs des hôpitaux *Bellevue and Allied*¹;

2° par le Conseil du service d'ambulances de la cité de New-York ;

3° par les Services hospitaliers des Départements de la Prévoyance sociale² et de l'Hygiène³.

L'organisation actuelle de ce département telle qu'elle résulte du chapitre 23 de la nouvelle Charte n'a subi aucune modification, sauf les modifications apportées par l'article 584 de la nouvelle Charte, à l'organisation du comité consultatif fonctionnant auprès de ce département.

1. Ce conseil était chargé de l'administration de 3 hôpitaux

2. Ce service était chargé de l'administration de 17 hôpitaux.

3. Ce service était chargé de l'administration de 6 hôpitaux.

Deuxième section

Régime actuel

Direction et attributions du commissaire

A. Direction.

Le département est dirigé par un commissaire nommé par le Maire et révocable par lui à volonté. Le salaire annuel de ce commissaire a été fixé jusqu'à présent à 10.000 dollars par an.

Le commissaire peut nommer deux commissaires-délégués.

B. Attributions administratives du commissaire.

Le commissaire est chargé :

1° de veiller à l'entretien et au fonctionnement de tous les hôpitaux, sanatoria, maisons de santé et autres institutions de la cité destinés aux soins de personnes malades, blessées, âgées ou infirmes ;

2° du contrôle et de l'exploitation du service d'ambulances municipales ;

3° de visiter, d'inspecter et de donner des licences aux particuliers exploitant des hôpitaux, sanatoria, pouponnières, maisons de convalescence, maisons de traitement pour vieillards ou incurables ou tous autres propriétaires d'institution ou des êtres humains reçoivent ou peuvent recevoir des soins médicaux, à moins qu'aux termes d'une loi spéciale émanant des Chambres législatives de l'Etat ces institutions ne soient placées sous le contrôle du Département de la Prévoyance sociale de l'Etat de New-York.

Les licences émises par le commissaire de ce département doivent être renouvelées tous les ans et peuvent être révoquées à tout moment sans que les motifs de la révocation soient communiqués aux intéressés.

L'exploitation, sans licence, d'une des institution ci-

dessus énumérées, est considérée comme un délit punissable d'une amende ne pouvant dépasser 500 dollars et d'un emprisonnement ne pouvant excéder un an ou de l'une seulement de ces deux peines.

C. *Attributions réglementaires.*

Le Commissaire du département est chargé de la rédaction de tous arrêtés et règlements qu'il estimera nécessaires à la bonne marche de son service en vue de la protection de l'Hygiène publique. Ces arrêtés et règlements, pour devenir effectifs, doivent être publiés dans le journal municipal durant 3 jours consécutifs et ont ensuite, aux termes de l'article 583 de la nouvelle Charte, « *Force et effet* » d'une loi locale.

Troisième Section

Comité consultatif des hôpitaux

A. *Généralités.*

Il existe dans le département un Comité consultatif (art. 584 nouvelle Charte) composé :

1° D'un représentant du personnel médical de chaque hôpital ou de toute autre institution hospitalière placée sous la juridiction du département.

Ces représentants sont élus respectivement par le personnel médical de chaque hôpital.

2° De 7 membres nommés par le maire qui ne doivent pas appartenir obligatoirement au corps médical.

Les fonctions de membres de ce Comité consultatif ne sont pas rémunérées.

B. *Attributions du comité.*

Ce Comité consultatif est chargé de donner son avis au commissaire sur toutes les questions qui lui sont soumises par ce dernier. Il peut également, de sa propre initiative,

faire toutes recommandations au commissaire relatives à l'administration du département ou de tous hôpitaux ou institutions en dépendant.

Les avis et conseils émis par le Comité consultatif n'ont que le caractère de recommandations et ne sont nullement obligatoires pour le commissaire qui reste toujours libre de sa décision.

Ce Comité consultatif est chargé d'adopter le règlement nécessaire à son fonctionnement intérieur.

Le secrétaire du comité doit tenir des procès-verbaux détaillés de toutes les séances, avec le nom des membres assistant à chacune d'elles, la liste des questions soumises au comité par le commissaire et la liste des questions dont le comité s'est préoccupé de sa propre initiative, enfin, la suite donnée par le commissaire aux avis qui lui ont été fournis par le comité. Toutes les archives et documents du Département des hôpitaux doivent être tenus à la disposition du comité et le commissaire ne peut s'opposer à la communication d'aucun d'eux.

L'esprit qui a présidé à la création de ce comité a été de créer un organisme chargé de veiller à la coordination de tous les hôpitaux de la cité, de proposer les changements d'affectation qui paraîtront nécessaires, et d'unifier dans la mesure du possible les règles de fonctionnement intérieur de chacun d'eux. Enfin, de permettre aux représentants du personnel médical, de tous les hôpitaux de se rencontrer régulièrement et de connaître le sentiment de leurs confrères sur tous les sujets de préoccupations communs.

Quatrième Section

Organisation intérieure du département

A. Généralités.

En 1936 les 26 hôpitaux dépendant du département avaient la répartition suivante :

- 12 hôpitaux de médecine générale,
- 4 hôpitaux pour maladies contagieuses¹,
- 3 hôpitaux pour tuberculeux,
- 1 hôpital pour maladies de nerfs,
- 1 hôpital pour déficients mentaux,
- 1 hôpital pour enfants atteints de tuberculose osseuse,
- 2 asiles pour vieillards,
- 1 Morgue et 1 Service d'ambulances.

En 1936 ces hôpitaux disposaient de 18.896 lits. 230.000 malades y avaient été admis au cours de l'année et y avaient reçu 6.800.000 journées de soins et de traitements.

Enfin, 500.000 consultations avaient été données à des malades soignés à domicile.

B. Budget.

Les crédits accordés au budget de 1936 pour le fonctionnement de ce département ont été de : 21.342.660 dollars desquels il faut déduire 3.565.031 dollars payés par des malades non nécessiteux en rémunération des soins et des traitements qui leur avaient été donnés. Cette somme a été reversée par le département au trésorier.

C. Personnel.

L'effectif total du département s'élevait en 1936 à 15.491 fonctionnaires ou employés, sur ce chiffre, 2.000 environ étaient occupés à la réparation et à l'entretien des immeubles sous les ordres directs du commissaire.

Les collaborateurs immédiats du commissaire et des deux commissaires délégués sont : le secrétaire du département et les deux superintendants médicaux généraux (*general medical superintendants*).

Chaque hôpital est dirigé par un surintendant assisté du Conseil du personnel médical qui a, auprès du surinten-

1. Ce nombre peut être augmenté à tout moment en cas d'urgence par décision du Comité de l'hygiène.

tendant de chaque hôpital, un rôle consultatif. Le Conseil du personnel médical élit également un représentant au Comité consultatif du département. Dans la pratique c'est le Conseil médical de chaque établissement qui est chargé d'établir le règlement intérieur dudit établissement, qui est ensuite soumis à l'approbation du commissaire.

D. Nomination du personnel médical.

La nomination des médecins des hôpitaux est faite directement par le commissaire sur les propositions qui lui sont soumises par le « Comité administratif des consultants ».

La nomination des médecins des hôpitaux est faite directement par le commissaire sur les propositions qui lui sont soumises par le Comité administratif des consultants.

Les membres de ce comité sont nommés annuellement par le commissaire parmi le personnel médical appartenant déjà au département. Ce comité est chargé de l'examen du dossier de chaque candidat et ses recommandations pour n'être pas impératives sont toujours suivies dans la pratique par le commissaire.

Les médecins qui ne consacrent à un hôpital qu'une partie de leur activité professionnelle n'ont droit à aucune rémunération pour les services rendus par eux à l'hôpital. Ils ont cependant droit à la rémunération prévue par la loi de l'Etat de New-York sur les accidents du travail (*work men's compensation law*).

Cinquième Section

Conseil des achats du Département des hôpitaux

A. Généralités.

La loi locale n° 2 de 1929, section 692 D, de l'ancienne Charte, avait créé dans le Département des hôpitaux un Conseil des achats composé :

- 1° Du commissaire du département comme président,
- 2° Deux membres médecins choisis par le commissaire parmi les membres du Comité consultatif,
- 3° Deux membres pris parmi le personnel non médical du département.

Ce Conseil des achats a le droit de procéder à l'acquisition de toutes les marchandises, matériel et équipement nécessaires à la bonne marche du département.

Les achats que ce conseil ne juge pas nécessaires de faire lui-même, sont effectués par l'entremise du Département des achats comme pour tous les autres services municipaux.

La création de ce conseil a été imposée par l'expérience. Pour procéder à des achats de produits pharmaceutiques et de matériel médical et chirurgical il faut des spécialistes ayant une compétence très particulière dans la pratique.

Le Département des achats procède pour le compte du Département des hôpitaux à l'achat de toutes les fournitures et matériel d'un modèle courant et dont l'acquisition ne nécessite pas une compétence et des connaissances spéciales.

Enfin la section 692 de l'ancienne Charte prévoit qu'en cas d'urgence extrême certifiée par écrit par le commissaire du Département des hôpitaux, ce dernier pourra acheter directement de gré à gré, toutes les marchandises ou matériel qu'il jugera nécessaire, à charge par lui de comparaître devant le Conseil des Estimations dans la première séance postérieure à une acquisition faite dans ces conditions et à indiquer à ce dernier les motifs qui l'ont incité à user de cette faculté.

TITRE V

ÉDUCATION. BIBLIOTHÈQUES ET MUSÉES

CHAPITRE X

EDUCATION

Première Section

Généralités

Le Département de l'éducation est de loin le plus important des Services municipaux.

En 1937, sur un budget de dépenses ordinaires de 552 millions de dollars, la Cité de New-York en a dépensé 137 pour ses différents Services d'éducation ; plus du tiers de cette dépense lui est du reste remboursé par l'Etat de New-York qui, la même année lui a versé comme subvention à ce même titre, la somme de 53.000.000 de dollars.

Sur un total d'environ 145.000 fonctionnaires et employés municipaux, 46.000 dépendent du Département de l'éducation. Ce personnel jouit d'un statut indépendant, il ne dépend pas de la « Commission du service civil municipal » pour son recrutement et son avancement, et il bénéficie, en outre, d'une Caisse de retraites autonome.

En 1937, la fréquentation scolaire journalière dans les 1.100 écoles de la cité a été en moyenne la suivante :

Ecoles primaires	735.289
Ecoles primaires supérieures	122.058
Ecoles secondaires	241.872
Ecoles secondaires industrielles	26.513
Cours d'apprentissage	1.651

Total 1.127.383

Cours du soir :

Ecoles primaires	21.242
Enseignement secondaire	54.745
Enseignement commercial	11.387

Total 87.374

La législature de l'Etat de New-York a estimé que, d'une part, en raison de l'importance des questions d'éducation dans la Cité de New-York et, d'autre part, les subventions élevées versées par l'Etat de New-York aux différentes cités pour l'entretien de leurs écoles, il lui appartenait de ne pas laisser aux différentes municipalités le soin d'adopter un système éducatif. En conséquence les Chambres de l'Etat de New-York ont voté, le 8 juin 1917, une loi intitulée « loi organisant le Conseil de l'éducation dans les différentes cités de l'Etat de New-York » qui règle notamment le régime de l'éducation dans la Cité de New-York. Postérieurement, l'article 7, paragraphe E, de la loi municipale du 25 avril 1924 a interdit, aux différentes cités de l'Etat, l'adoption de lois locales ayant trait à des modifications à apporter au système d'éducation de la cité.

Les sections 2, 3, 4 du présent chapitre sont consacrées à l'étude de l'organisation primaire dans la cité et la section 5 à celle de l'enseignement secondaire. Ce dernier n'a commencé à être dispensé gratuitement par la cité qu'à compter de 1897 (prise en charge du Collège de la cité, institution privée).

Nous rappelons que l'enseignement supérieur (enseignement universitaire) est dispensé aux Etats-Unis par des établissements (Universités) privés dont les trois plus connues sont celles de Harward, Yale et Columbia.

New-York possède une université très brillante, située

à l'intérieur même de la ville, dite « Université Columbia ». Cette université, dont le directeur depuis 30 ans est le Docteur Nicolas Murray Butler, a son budget équilibré :

1° par les droits d'inscription des élèves,

2° par de très nombreux dons ou legs faits par des mécènes.

Le nombre des élèves qui fréquentent cette université est approximativement de 40.000 par an.

Deuxième Section

Direction de l'enseignement primaire

Suivant la loi du 8 juin 1917, la direction générale et le contrôle du Département de l'éducation incombent à un Conseil de l'éducation composé de 7 membres nommés pour une durée de 7 années, par le Maire, et renouvelables à raison de 1 par an.

Deux des membres du Conseil de l'éducation doivent être obligatoirement choisis dans le bourg ayant le plus grand nombre d'habitants (en ce moment Brooklyn), deux autres membres doivent être obligatoirement choisis dans le bourg ayant la seconde plus grande population (Manhattan) et les 3 autres membres doivent être choisis parmi les habitants des 3 autres bourgs à raison de 1 membre par bourg.

Les membres du conseil peuvent être révoqués par le Maire pour de justes motifs. Si le Maire désire les révoquer il doit les en aviser par écrit et la révocation ne peut avoir lieu qu'après que la défense ait été présentée soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son avocat.

Les fonctions de membre du Conseil de l'éducation ne sont pas rémunérées.

Pour l'accomplissement de ses différentes fonctions, le conseil se décompose en 5 différentes commissions savoir :

- 1^o Commission des finances et du budget.
- 2^o Commission des constructions et jardins.
- 3^o Commission du contentieux.
- 4^o Commission des programmes.
- 5^o Commission des retraites.

Le Conseil de l'éducation est chargé :

1^o de la garde et de l'entretien de tous les bâtiments et constructions scolaires appartenant à la Cité. Il doit indiquer au Conseil des Estimations :

a) quelles sont les nouvelles constructions scolaires à entreprendre pour répondre aux nécessités nouvelles résultant de l'augmentat on de la population,

b) quelles sont les constructions scolaires déjà existantes qui devraient être désaffectées ou vendues, ou échangées.

2^o Le Conseil de l'éducation est chargé du recrutement et du contrôle de tout le personnel nécessaire au fonctionnement du Département de l'éducation.

3^o Il est chargé de la confection et de la surveillance de tous les programmes d'enseignement dispensés dans les écoles de la ville (sauf l'enseignement supérieur).

4^o Il est chargé de l'emploi et de la répartition de tous les crédits affectés à l'éducation.

Une partie de ces crédits correspond :

a) au traitement et au salaire des fonctionnaires professeurs et instituteurs dépendant de ce département, qui sont fixés par le Conseil de l'éducation,

b) au matériel et fournitures scolaires qui sont achetés directement par le département sans l'intermédiaire du Département des achats comme pour les autres services municipaux.

5^o De transmettre au Maire, avant le 30 novembre de chaque année, un rapport écrit concernant la période annuelle écoulée avant le 31 juillet précédent (même période que l'exercice budgétaire de la Cité) Ce rapport doit indiquer notamment le nombre total des écoles sous la juridiction du conseil durant ladite période, le nombre des instituteurs,

le nombre des élèves inscrits, la fréquentation scolaire enregistrée, le nombre d'écoles supérieures et d'écoles pédagogiques pour instituteurs, avec le nombre de professeurs et d'élèves indépendants, la liste des écoles professionnelles ayant envoyé des rapports au conseil, le montant des crédits dépensés pour l'éducation publique dans la cité durant la précédente année fiscale, ainsi que toutes les suggestions et recommandations qu'il jugera opportunes de faire au maire.

Troisième Section

La superintendance des écoles de la cité et les superintendants-adjoints

Le principal fonctionnaire exécutif du département, est le superintendant des écoles de la cité qui est élu pour 6 ans par le Conseil de l'éducation. Il est assisté par 8 superintendants adjoints également nommés par le Conseil de l'éducation pour la même durée.

Le superintendant des écoles assiste aux séances du Conseil de l'éducation dans lesquelles il a voie consultative.

Parmi les 8 superintendants-adjoints le superintendant choisit un superintendant-délégué qui agit en qualité de superintendant quand ce dernier est empêché.

Le superintendant de la cité et les superintendants-adjoints se réunissent en un conseil chargé de préparer :

1° les programmes de chaque école,

2° les questions de personnel et d'organisation intérieure se rapportant à chaque école.

Les décisions du Conseil des superintendants sont ensuite soumises aux Commissions compétentes du Conseil de l'éducation pour qu'elles soient adoptées par ce dernier.

Le superintendant de la cité et les superintendants-adjoints ont sous leurs ordres 32 superintendants de districts

qui sont choisis par le Conseil de l'éducation, parmi le personnel enseignant de la cité, sur une liste qui lui est présentée par le Conseil des superintendants.

Trente superintendants de districts reçoivent un salaire annuel de 10.000 dollars, les deux derniers ont droit respectivement à 11.000 et 11.250 dollars.

A l'origine les écoles de la ville étaient réparties entre 64 districts *aldermaniques* et chaque superintendant était chargé de la direction et de la surveillance des écoles situées sur 2 de ces districts. Actuellement les écoles de la cité sont réparties, toujours territorialement en 44 districts qui sont dirigés par 22 superintendants ; 10 superintendants sont donc libres et exercent des fonctions dans les Bureaux centraux du Département de l'éducation, 5 d'entre eux, s'occupent des écoles secondaires, 4 des écoles élémentaires et 1 assure le secrétariat du superintendant des écoles de la cité.

Les superintendants de districts sont eux-mêmes chargés de la surveillance et de la répartition des 42.000 professeurs et instituteurs chargés de dispenser l'instruction aux quelques 1.182.000 élèves¹ fréquentant les écoles de la ville.

Quatrième Section

Organisation intérieure du département

Un grand nombre de bureaux et organismes centralisés fonctionnent directement sous les ordres du Conseil des superintendants.

Nous citerons :

Le Conseil des examens. — Ce conseil composé de 7 membres élus par le Conseil de l'éducation est chargé de faire passer des examens aux jeunes gens désireux d'entrer dans

1. Chiffre de 1936 dont 60.000 adultes.

l'enseignement comme professeurs ou instituteurs. Les nominations sont faites par le Conseil de l'éducation sur les propositions qui lui sont adressées par le Conseil des examens.

Division médicale. — Cette division composée d'un médecin-chef aidé de 13 médecins, assistants est chargée d'examiner :

a) toutes les personnes désireuses d'appartenir au Département de l'éducation comme instituteurs, professeurs ou autrement,

b) d'examiner les conditions physiques des membres du Département de l'éducation désireux de prendre leur retraite avant l'âge pour cause de déficience physique,

c) d'étudier les conditions générales d'hygiène dans les écoles.

Conseil des instituteurs. — Ce conseil est composé, de représentants des Associations d'instituteurs. Ses fonctions consistent à informer le Conseil de l'éducation sur des questions d'éducation et d'organisation intérieure des écoles.

Service de la fréquentation scolaire. — Ce service est chargé de surveiller l'application des prescriptions de la loi relative à l'instruction obligatoire ; il garde un dossier de chaque élève fréquentant les écoles de la ville et ses transferts d'une école à l'autre, maladie etc...

La distribution de nourriture et de vêtements aux enfants nécessiteux est faite par l'intermédiaire de ce bureau.

Les Conseils locaux des écoles. — Ces conseils, au nombre de 54, dont la compétence est territoriale, sont chargés de visiter et d'examiner périodiquement les écoles sises sur le territoire du district assigné à chacun d'eux, et d'adresser ensuite le résultat de leurs observations et les recommandations qu'ils croiraient devoir faire au Conseil des superintendants.

Les Conseils locaux des écoles sont composés de 5 membres, non salariés, nommés pour 5 ans par le président du bourg sur lequel est situé le district qui leur est assigné.

Les membres des Conseils locaux des écoles ne peuvent être révoqués que par le maire pour de justes motifs.

La répartition territoriale des Conseils locaux des écoles est la suivante :

Districts N°	1 à 14		Bourg de Manhattan
Districts	15 à 24		Bourg de Bronx
Districts	25 à 44		Bourg de Brooklyn
Districts	45 à 52		Bourg de Queens
Districts	53 à 54		Bourg de Richmond

Cinquième Section

Conseil de l'éducation supérieure

L'éducation secondaire de la Cité de New-York est placée sous la direction du Conseil de l'éducation supérieure.

La nouvelle Charte n'a apporté aucune modification au régime de l'éducation secondaire dans la Cité de New-York.

Aux termes du chapitre 512 des lois de 1915 (article 1128 de l'ancienne Charte) le Conseil de l'éducation supérieure est composée de 22 membres, savoir :

Le président du Conseil de l'éducation qui est membre de droit et 21 membres, nommés par le maire pour une durée de 9 années, qui exercent attribution sans rémunération et qui ne peuvent être révoqués que pour de justes motifs.

Le Conseil de l'éducation supérieure sous le titre générique de « Collège de la Cité de New-York » est chargé de la direction de 3 établissements d'éducation secondaire :

1^o Le Collège de la cité ; 2^o le « *Hunter college* » ; 3^o le « *Brooklyn college* ».

Chacun d'eux a son propre président qui en est le principal fonctionnaire exécutif. Le personnel et les professeurs de ces collèges sont nommés par le Conseil de l'éducation

supérieure dans la limite des crédits qui lui sont alloués. Ce personnel bénéficie d'un système de retraite autonome (voir pensions).

Le Collège de la cité créé en 1848 a, depuis 1897 été pris en charge par la cité comme faisant partie de son système d'éducation gratuite. Les Services sociaux et éducatifs rendus par cette institution sont les suivants :

1° Les cours du jour de ce collège comportent des programmes préparant aux examens suivants :

bachelier des arts, bachelier es sciences et en sociologie, ingénieur chimiste, ingénieur civil, ingénieur électricien, ingénieur mécanicien, bachelier d'« administration » et certificat de professeur en matière commerciales, diplôme d'instituteur.

2° Les cours du soir du collège avec un but, une organisation et des règles semblables à ceux des cours du jour ont lieu après dîner pour les étudiants masculins qui sont employés durant le jour.

3° Des programmes complémentaires pour professeurs des deux sexes sont faits sur des sujets professionnels et cultureux.

Les crédits pour ce genre de cours sont alloués par le Directeur des écoles de la cité.

4° Une école préparatoire forme les étudiants appliqués ; de manière à ce qu'ils puissent compléter leur préparation au collège en moins de 3 ans.

5° Des récitals publics de musique sont donnés le samedi et le dimanche après-midi dans le grand hall de l'hôtel, 43 récitals ont été donnés l'année dernière.

Le Collège de Brooklyn fut créé en 1930 par le Conseil de l'éducation supérieure. Sa création, néanmoins, remonte à 1926, année où, avec l'autorisation du Conseil de l'éducation supérieure, le Collège de la Cité de New-York a établi un centre d'études secondaires, pour hommes, à Brooklyn et le *Hunter college* de la Cité de New-York avec une branche pour femme au même endroit.

Avec la création de ce nouveau collège au printemps de 1930 les organisations qui étaient originairement des succursales du Collège de la Cité de New-York et du *Hunter college* furent fondées en un seul organisme indépendant connu sous le nom de *Brooklyn college* et placé sous le contrôle du Conseil de l'éducation supérieure.

Le Collège de Brooklyn comprend les divisions suivantes :

1^o La division des cours du jour comprend un programme réparti sur 4 années pour préparer l'examen d'instituteurs dans les classes élémentaires.

2^o La division des cours du soir comprend les mêmes programmes que ceux de la Division des cours du jour, avec les mêmes buts pour fournir l'occasion de s'instruire à des personnes occupées durant la journée.

3^o La division des programmes pour professeur prépare à l'examen du « brevet supérieur en éducation » pour les instituteurs qui cherchent à s'améliorer dans leur profession.

4^o La division des « Cours pour diplômés » (*graduate study*) comporte des programmes pour diplômés qui cherchent à faire des travaux poussés sur un sujet déterminé.

Le collège occupe 5 immeubles situés au lieudit *Borough Hall*, district de Brooklyn.

Le *Hunter college* de la Cité de New-York fut établi en 1870 sous le nom de Collège Normal de la Cité de New-York et a reçu son statut de l'Etat de New-York en 1888.

En 1924 son nom fut changé en *Hunter college* de la Cité de New-York en l'honneur de Thomas Hunter, son premier président. Le *Hunter college* est une école pour femmes, entretenue par des fonds publics, et a les pouvoirs et privilèges d'un collège aux termes des statuts qui lui furent donnés par l'Etat de New-York, et est soumis aux prescriptions des dits statuts.

Le *Hunter college* admet comme étudiantes les candidates qui habitent l'un quelconque des quartiers du plus grand New-York et qui réunissent les conditions nécessaires

pour l'admission. Les conditions d'entrée sont les mêmes que dans les deux autres collèges.

L'organisation du *Hunter college* comprend les écoles suivantes qui sont distinctes et séparées quant à l'instruction et à l'administration : 1^o l'Ecole des Arts et des Sciences qui comprend les programmes préparant à l'examen d'instituteurs primaire ; 2^o l'Ecole supérieure où la durée moyenne des études s'étend sur 4 ans.

L'Institut de Brooklyn des Arts et des Sciences est gouverné par un conseil de 50 administrateurs qui sont recrutés par cooptation.

Le Maire, le Président de la Ville de Brooklyn et le Directeur des Promenades sont membres de droit du conseil.

Les dépenses de l'institut sont couvertes, en partie, par les crédits alloués dans le budget de la cité et en partie par les droits d'admission, les cotisations des membres et les revenus provenant des fondations. Il existe 3 divisions de l'institut :

Le Département de l'éducation, les musées et les jardins botaniques.

Le Département de l'éducation est consacré à l'instruction populaire des Sciences et des Arts au moyen de cours, de conférences et de concerts donnés à l'Académie de musique.

Le Musée central sis à Eastern Park Way contient des moulages et des spécimens nécessaires à l'étude des Beaux-Arts, de l'Ethnologie et de l'Histoire-Naturelle et, également une bibliothèque d'information sur ces sujets. Le Musée d'enfants situé à *Bedford-Park* est composé de manière à stimuler l'intérêt des enfants sur des sujets d'Histoire, Géographie et Histoire Naturelle.

CHAPITRE XI

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES ET MUSÉES

Première Section

Les bibliothèques publiques

Pour de nombreuses raisons, dont les principales sont, d'une part, la publicité intelligente qui a été faite à ce genre d'institutions, et, de l'autre, le prix élevé des livres aux Etats-Unis, les Bibliothèques publiques jouissent, dans toute l'Amérique et à New-York en particulier, d'une faveur inconnue en France. La Ville de New-York entretient à elle seule 3 bibliothèques publiques qui mettent à la disposition de leurs lecteurs plus de 21 millions de volumes.

Les bibliothèques ont organisé depuis de nombreuses années un prêt de volumes à domicile moyennant un versement d'arrhes très faible (10 cents par livre). Ces volumes sont spécialement reliés de façon à prévenir les vols et les pertes. Le nombre de volumes non rendus par suite de pertes ou de vols n'excède pas en moyenne 1 %.

La Bibliothèque publique de New-York fut créée par la fusion en mai 1895 des Bibliothèques Astor Lennox et *Tilden trust* léguées à la ville par leurs donateurs. En 1901 la Bibliothèque ambulante et gratuite de New-York avec ses 11 succursales fut réunie à ce nouvel organisme et en 1904 la Bibliothèque gratuite pour aveugles fut également réunie à cet organisme.

En 1901 Andrew Carnegie donna 5 millions 200.000 dol-

lars à la cité pour la construction du bâtiment central de cette bibliothèque à condition que la cité vote les crédits annuels nécessaires pour pourvoir à son entretien.

Depuis 1901, 39 succursales de quartier furent ajoutées à celles déjà existantes, ce qui a porté à 50 le nombre total.

Cette bibliothèque dessert exclusivement les bourgs de Manhattan, de Bronx et Richmond. En 1935, 3.814.000 usagers y empruntèrent 11.184.000 volumes.

La bibliothèque est administrée par un conseil de 25 administrateurs non rémunérés.

Trois administrateurs sont nombres de droit : le Maire, le Contrôleur et le Président du Conseil de la Cité. Les 22 autres membres sont nommés par le Maire. La direction active est confiée à un directeur par le Conseil d'administration.

La Bibliothèque publique de New-York comprend :

1^o Un immeuble central construit par la Cité de New-York et terminé le 23 mai 1911. Cet immeuble abrite, en dehors de la bibliothèque proprement dite, de nombreux services administratifs dont les principaux sont :

- a) le Service des achats,
- b) la Bibliothèque pour aveugles,
- c) la Bibliothèque des livres d'éducation.

Cette bibliothèque enfantine dispose de voitures spéciales qui vont porter des livres gratuitement aux enfants des écoles dans les différentes écoles de la cité.

2^o 50 succursales de quartier.

Le budget de la Bibliothèque publique de New-York a été, en 1936, de 1.363.000 dollars ; l'effectif de son personnel s'élevait à 730 employés.

La Bibliothèque publique de Brooklyn dessert uniquement le bourg de Brooklyn et ses 2.560.400 habitants.

La direction de cette bibliothèque est calquée sur celle de la Bibliothèque de New-York.

Elle comprend un Conseil d'administration composé de 22 membres, savoir :

- a) 19 membres nommés par le Maire,

b) 3 membres de droit : le Maire, le Contrôleur et le Président du bourg de Brooklyn.

Le Conseil d'administration nomme également un directeur qui est président fonctionnaire exécutif de cet organisme.

La Bibliothèque de Brooklyn ne comprend pas d'immeuble central. Un projet auquel il n'a pas encore été donné suite prévoit la construction d'un office central d'un coût total de 5.000.000 de dollars. Les livres de cette bibliothèque sont dispersés dans 36 succursales réparties dans tout le bourg de Brooklyn.

En 1936 le personnel de la bibliothèque s'élevait à 448 employés et les crédits qui lui ont été alloués s'élevaient à 802.358 dollars. Dans ce dernier chiffre 25.000 dollars seulement étaient prévus pour l'achat de livres neufs.

La Bibliothèque publique de Queens fondée en 1896 fut érigée en service municipal par la loi Combe n° 22 de 1908. Elle est dirigée par un Conseil d'administration de 15 membres, non rémunérés, nommés par le maire pour 5 années. Ce conseil nomme lui-même un directeur qui est le principal fonctionnaire exécutif de cet établissement.

Cette bibliothèque comprend un immeuble central sis à Jamaica Long Island et 26 succursales de quartier.

En 1936, les crédits alloués à cette bibliothèque étaient de 620.000 dollars et son personnel comprenait 353 employés¹.

Deuxième Section

Les musées

La Ville de New-York entretient 7 musées. A l'origine chacun de ces musées fut créé par des initiatives indivi-

1. Nous rappelons que le personnel des bibliothèques publiques est le seul avec celui des musées à ne bénéficier d'aucun système de retraite.

duelles ou des sociétés artistiques. La transformation de ces musées et établissements d'utilité publique fut l'oeuvre de lois locales votées par l'Assemblée municipale.

Le vote d'une loi locale en faveur de chacun d'eux était en effet, nécessaire pour qu'un crédit leur soit alloué annuellement sur le budget municipal.

Chacun de ces musées est administré par un Codseil d'administration indépendant dans lequel, certains hauts fonctionnaires de la ville figurent comme membres de droit.

Le budget de ces musées est également alimenté, dans une large mesure, par les cotisations des membres bénévoles, ce qui a permis, durant les années de crise, de diminuer considérablement le montant des crédits qui leur étaient affectés (le crédit du Musée Métropolitain des Arts qui était de 934.000 dollars en 1932, a été abaissé à 361.000 dollars dans le budget de 1936).

Le personnel de ces musées qui ne sont, somme toute, que des institutions semi-officielles n'est pas assujetti aux règles prévues par la loi de l'Etat de New-York relatives aux conditions de recrutement et d'avancement du personnel civil.

En conséquence, ce personnel n'a pas le droit d'adhérer à la Caisse de retraite des employés municipaux.

La charge de l'acquisition d'œuvres d'art nouvelles incombe à la Commission municipale des Arts qui sera étudiée dans la dernière section du présent chapitre.

Musée métropolitain des Arts

Ce musée fut érigé en service municipal par la loi locale du 13 avril 1870.

Son but fut la création d'un musée et d'une bibliothèque d'Art ainsi que l'encouragement et le développement de l'étude des Beaux-Arts et l'application des Arts aux besoins de la vie courante.

Ce musée est administré par un Conseil d'administration

dont le nombre des membres n'est pas fixé, qui se renouvelle par voie de cooptation et dont le Maire, le Commissaire des promenades et le président de l'éducation nationale de dessin sont membres de droit.

Le musée comprend 3 groupes de membres :

1^o membres bienfaiteurs perpétuels,

2^o membres perpétuels,

3^o membres actifs.

Le budget de ce musée est alimenté :

a) au moyen des cotisations des membres,

b) par les droits d'entrée,

c) par le crédit annuel qui lui est affecté au budget municipal.

Les collections font l'objet des divisions suivantes : art égyptien, art classique, art médiéval, art de la Renaissance et art moderne, peintures armes et armureries américaines. Ces collections comprennent également des oeuvres d'art depuis 3.000 ans avant Jésus-Christ, jusqu'à xx^e siècle y compris les arts assyriens, babyloniens, égyptiens, de la Grèce, de Rome, Chine, Japon, Corée, Inde et Asie-Mineure.

Des conférences gratuites, dans les galeries, sont données gratuitement sauf les lundis et vendredis ; des cours gratuits sont donnés dans le parloir les samedis et dimanches après-midi ; des cours gratuits sont également donnés aux instituteurs des écoles de la Ville de New-York. Des cours spéciaux pour enfants ont lieu les samedis et dimanches. Les cours et les conférences des lundis et vendredis sont réservés aux membres des musées et à leurs enfants. Les groupes de visiteurs qui en ont le désir en vue de poursuivre des études spéciales, ou pour des besoins professionnels, peuvent être guidés par des conservateurs moyennant le paiement d'une faible rétribution.

Une Bibliothèque d'informations de plus de 70.000 volumes et de 546 journaux périodiques, ainsi qu'une collection de plus de 132.000 photographies est ouverte au public. Une autre collection de vues photographiques et de films.

avec tout le matériel nécessaire est mis gratuitement à la disposition des instituteurs des écoles publiques de la Ville de New-York.

Le Musée américain d'Histoire Naturelle

Ce musée fut organisé en Service municipal par une loi locale de 1869.

Son but était la création d'une institution d'éducation destinée à encourager et à développer l'étude de l'histoire naturelle.

Ce musée est administré par un Conseil d'administration composé de 30 administrateurs. Le Maire, le Contrôleur et le Commissaire des promenades sont membres de droit du conseil.

Les 27 autres membres sont élus pour 5 ans par les membres de l'association qui a en charge le musée.

Le musée est entretenu grâce à des fondations, cotisations des membres et le crédit voté par la cité sur son budget annuel (443.801 dollars en 1936). Ce dernier est affecté particulièrement à la garde et à l'entretien de l'immeuble tandis que les fonds mis à la disposition des administrateurs servent principalement à l'enrichissement des collections, au développement des travaux scientifiques ou d'éducation.

Les fonds provenant des fondations s'élèvent maintenant à environ 15.000.000 dollars y compris le Legs Jesup de 6.000.000 de dollars.

L'activité du musée s'étend à l'organisation d'explorations dans de nombreuses parties du monde, à des recherches scientifiques de toutes les branches d'Histoire Naturelle et à la publication des résultats de ces explorations et recherches.

Les publications sont distribuées dans des centres d'éducation et facultés du monde entier. Toutes ces branches d'activité sont supportées uniquement par les fonds mis à la disposition des administrateurs.

Le musée a aussi la bibliothèque la plus complète d'Histoire Naturelle de tous les Etats-Unis d'Amérique.

Le musée entretient un Service d'éducation gratuite pour les écoles publiques, collèges et universités. Il prête aux écoles toutes les photographies et films dont elles peuvent avoir besoin. Le but de son travail de propagande est de faciliter l'instruction des enfants en sciences naturelles, géographie et histoire.

La Société zoologique de New-York

La Société zoologique de New-York est gouvernée par un conseil de 36 administrateurs élus par la société pour 3 années. Le Maire et le Commissaire des promenades sont membres de droit de ce conseil.

Le Parc zoologique de Bronx-Park et l'Aquarium Battery-Park sont sous le contrôle de la société et sont entretenus, partie au moyen d'un crédit annuel voté par la Cité de New-York (260.553 dollars en 1936), et partie au moyen de legs faits à la société.

Le Jardin botanique de New-York

Le Jardin botanique de New-York est sous le contrôle d'un conseil de 29 administrateurs dont le Maire et le Commissaire des promenades sont membres.

Les dépenses de cette institution qui sont une partie des dépenses des promenades de la Ville de Bronx sont couvertes, partie par le budget de la cité, partie par les cotisations des membres.

Le bâtiment principal contient un musée économique, un herbarium, une bibliothèque et une salle de conférences.

Institut des Arts et des Sciences de Staten-Island

Le Musée public de Staten-Island ouvert en 1918, fut érigé en 1918 par les citoyens de Staten-Island sur un ter-

rain appartenant à la cité et qui fut assigné à cette institution par la Commission du fonds d'amortissement, le 20 juin 1917.

Cet institut fut érigé en service municipal par une loi de l'Etat de New-York de 1905, amendée en 1910, 1911 et 1918 et aux termes des dites lois, la Cité de New-York est autorisée à lui voter des crédits pour l'entretien de ses collections et de son musée.

Le Musée de la Cité de New-York

Le Musée de la Cité de New-York fut érigé en service public en 1923 aux termes des lois de l'Etat de New-York. Il est situé sur la 5^e avenue entre les rues 103 et 104.

Le musée est administré par son président et vice-président, un secrétaire et un trésorier et un conseil de 28 membres, dont : le Maire, le Contrôleur, le Commissaire des promenades, le Président du Conseil de la Cité et le Président du bourg de Manhattan sont membres de droit.

Le but de ce musée est de montrer, au moyen d'exemples, la croissance et le développement de la Cité de New-York depuis sa création jusqu'à maintenant et d'augmenter et stimuler ainsi l'orgueil civique.

Troisième Section

Commission municipale des Arts

(Chapitre 37, article 851 à 856 nouvelle Charte)

La composition de cette commission est fixée par l'article 851 de la nouvelle Charte qui n'a fait que reprendre, à très peu d'exceptions près, les dispositions de la section 633 de l'ancienne Charte (chapitre 675 des lois de 1907).

Cette commission est composée de 11 membres, non rémunérés, savoir : 4 membres de droit.

- 1^o le Maire,
 - 2^o le Président du Musée métropolitain des Arts,
 - 3^o le Président de la Bibliothèque publique de New-York,
 - 4^o le Président de l'Institut de Brooklyn des Arts et des Sciences,
- et 7 membres nommés par le Maire pour 3 ans, à savoir : 1 peintre, 1 sculpteur, 1 architecte, et 1 architecte paysagiste¹, tous habitants de la Cité de New-York et 3 autres habitants de la cité dont aucun ne devra exercer une activité artistique quelconque.

Les membres nommés par le Maire devront être choisis par lui sur une liste qui lui est soumise par la Fédération des Beaux-Arts de New-York dans les 3 mois précédant la nomination. Cette liste ne doit pas comprendre un nombre de candidats supérieur de 3 fois celui du nombre de sièges à pourvoir.

Lorsqu'une question se rattachant à un travail exécuté par un Service municipal quelconque vient devant la commission, le chef de service intéressé devient membre temporaire de la commission et son mandat prend fin dès que la commission a statué sur la question intéressant ledit service.

Les membres de droit de la commission sont fondés à autoriser, par écrit, un fonctionnaire de leur département à siéger à la commission, avec voix délibérative pour un temps déterminé en leur lieu et place.

La commission nomme un président, un vice-président et un secrétaire dont l'élection doit avoir lieu chaque année. Un quorum de 5 membres est nécessaire à la validité de la décision prise par la commission.

Les attributions de la commission qui vont être ci-dessous détaillées sont de deux ordres essentiellement différents, les unes se rattachant aux acquisitions et à la disposition

1. Ajouté par la nouvelle Charte.

des musées et les autres à l'approbation des travaux d'art décorant certains travaux publics exécutés par la cité ¹.

Les attributions de la commission énumérées aux articles 854 à 856 de la nouvelle Charte sont les suivantes :

1^o Aucune œuvre d'art ne peut devenir la propriété de la cité à titre onéreux ou gratuit, placée sur la voie publique ou dans un bâtiment municipal, sans que cette œuvre d'art, ou son dessin s'il y a lieu, accompagné d'un plan montrant où elle sera ultérieurement située, soit d'abord soumise à la commission par la direction du service municipal intéressé.

Cette œuvre d'art, ainsi que l'emplacement où elle doit être située, doit être approuvée par la commission. Aucun paiement relatif à l'achat ou à l'acquisition d'une œuvre d'art quelconque ne peut avoir lieu que sur la production d'un certificat signé par le président et secrétaire de la commission certifiant que ladite œuvre d'art correspond exactement à l'approbation antérieure de la commission.

2^o Aucune construction : pont, viaduc, dock, quai, porte, voûte, ne peut être élevée sur un terrain appartenant à la cité ou aucun des travaux ci-dessus énumérés appartenant à un particulier ne peut être prolongé sur un terrain appartenant à la cité sans qu'un projet s'y rapportant, accompagné d'un devis et d'un plan montrant l'emplacement envisagé, soit soumis à la commission et approuvé par elle, par écrit.

Pour les travaux d'un coût total inférieur à 250.000 dollars l'approbation de la commission n'est pas nécessaire si le maire ou le Conseil juridique de la cité demande par écrit à la commission de ne pas se prononcer.

Le pouvoir dévolu à la commission au paragraphe ci-dessus n'affaiblira en rien le pouvoir concurrent attribué au commissaire des Parcs de refuser son consentement à

1. On eut pu d'une manière aussi logique, classer la Commission municipale des arts à la suite du Département des travaux publics.

l'érection d'un monument public devant être érigé dans un parc, square ou promenade, dépendant de sa juridiction.

Enfin, la commission est chargée de procéder à l'examen périodique de tous les monuments, sculptures et peintures appartenant à la cité, de faire toutes les recommandations qu'elle jugera nécessaire relatives à leur déplacement, nettoyage, entretien et réparation. Aucun travail de nettoyage, de restauration, de réparation, d'altération d'une oeuvre d'art quelconque ne peut être entrepris sans une autorisation écrite émanant de la commission...

La commission doit obligatoirement statuer dans les deux mois suivant le jour où une question a été soumise à son approbation. Si elle omet de statuer dans le délai qui lui est imparti, il peut être passé outre par le service intéressé.

TITRE VI

PERSONNEL, RÉGIME DES ACHATS, CONTENTIEUX

CHAPITRE XII

STATUT DU PERSONNEL

Première Section

Recrutement du personnel municipal *(Chapitre 35, article 811 à 818, nouvelle Charte)*

Le recrutement du personnel nécessaire à la bonne marche des services municipaux incombe à la Commission du Service civil municipal.

Cette commission a été créée conformément aux prescriptions de la loi sur le Service civil de l'Etat de New-York (chapitre 436 des lois de 1919, loi sur le statut des fonctionnaires). En ce qui concerne la Ville de New-York aucune exception n'a été apportée aux prescriptions générales de cette loi.

La commission est composée de 3 membres nommés par le Maire et révocables par lui à volonté.

Il est de tradition que deux membres, dont le président, appartiennent au parti politique au pouvoir, le 3^e membre appartenant au parti de l'opposition.

Les membres de la commission ne doivent, toutefois, exercer aucune fonction officielle dans aucun club ou organisation politique.

L'article 812 de la nouvelle Charte prévoit que les salaires des membres de la commission, et ceux du personnel nécessaire à son fonctionnement (132 employés en 1936) feront l'objet d'un crédit spécial inscrit annuellement au budget municipal. Le traitement actuel du président de la commission est de 8.500 dollars par an et celui des 2 autres membres, de 6.500 dollars.

La commission est chargée :

1° De veiller à l'application des prescriptions de la loi sur le Service civil. Dans l'exercice de cette fonction chacun des membres de la commission peut appeler à comparaître des témoins et leur faire prêter serment.

2° De vérifier que toutes les licences et permis délivrés par les différents services municipaux émanent bien du service compétent et que les bénéficiaires ont satisfait aux obligations ou à l'examen prévu par les lois ou règlements.

3° La commission doit s'assurer que toutes les nominations, promotions, changements dans le personnel municipal, sont bien faits conformément aux prescriptions générales de la loi de l'Etat de New-York sur le Service civil et au règlement intérieur du Département municipal intéressé.

4° La commission peut, par un vote pris à l'unanimité et avec l'approbation écrite du gouverneur de l'Etat de New-York révoquer l'un des commissaires à la tête d'un Service municipal, après l'avoir admis à faire valoir ses moyens de défense.

La nomination faite par la commission est valable pour la durée restant à courir du mandat du commissaire précédemment révoqué.

Enfin la commission doit s'assurer qu'aucun mandat n'est émis par un ordonnateur municipal pour le paiement du traitement de fonctionnaires dont l'emploi n'a pas été autorisé par la loi.

Deuxième Section

Création d'emplois nouveaux

Lorsque de nouveaux emplois doivent être créés dans un Département municipal, le directeur de ce département doit en saisir le Conseil des Estimations qui en informe le Directeur du Budget. Ce dernier, après avoir donné son approbation, transmet la demande à la Commission du Service civil. Celle-ci est chargée d'indiquer le titre officiel à donner aux fonctionnaires titulaires des emplois nouvellement créés et le salaire correspondant à ce titre, ainsi que les règles de promotion à prévoir relativement à ces nouveaux emplois.

Troisième Section

Règles générales concernant les fonctionnaires et employés municipaux

Ces règles telles qu'elles ont été établies dans la loi sur le Service civil de l'Etat de New-York, ont été complétées par le chapitre 40 de la nouvelle Charte (articles 881 à 904).

Tous les fonctionnaires, qu'ils soient élus ou nommés conformément aux prescriptions de la loi sur le Service civil, sauf les conseillers municipaux, doivent consacrer toute leur activité à leur emploi et n'ont le droit d'exercer aucune autre profession même accessoire. Le chef de chacun des départements municipaux peut nommer autant de délégués que la loi lui permet et déterminer leur rang respectif, il peut également nommer et révoquer, à sa volonté, un secrétaire du département dont il a la charge. Il peut déléguer à chacun d'entre eux, par procuration écrite, qui doit être généralement enregistrée au Bureau du Clerc de la Cité, et,

dans certains cas, être publiée au journal municipal, tout ou partie de ses pouvoirs, sauf en ce qui concerne les promotions, révocations ou mutations du personnel.

Le chef de chaque département municipal ou les présidents de bourg, peuvent transformer à leur gré l'organisation intérieure de leur département, ils peuvent notamment, créer autant de divisions et de bureaux qu'ils le jugent nécessaire, dans la limite des crédits qui leur sont alloués annuellement et du nombre d'employés assignés à leur département.

Cependant, ils ne peuvent supprimer une division ou un bureau dont l'existence a été prévue par l'ancienne ou la nouvelle Charte (certaines divisions ont été prévues pour les Départements de la construction ou des travaux publics par exemple).

Le chef de chaque département municipal, sauf exceptions prévues par la loi, est fondé à édicter des règlements intérieurs relatifs à la conduite de son bureau ou département. Ces règlements doivent obligatoirement être enregistrés au Bureau du Clerc de la Cité. Le conseiller juridique de la cité est chargé de classer ces règlements intérieurs et de les publier mensuellement dans le journal municipal, il doit enfin les réunir et les publier une fois par an en un volume spécial.

Les chefs de chaque département, les Présidents de Bourg et tous autres fonctionnaires désignés par le maire doivent fournir à ce dernier des rapports sur des sujets déterminés ou sur l'activité générale de leur département, au moins une fois par an. Ces rapports annuels sont publiés dans le journal municipal. Les chefs de chaque département, excepté ceux de la police et du contentieux doivent fournir, dans un délai raisonnable, à n'importe quel contribuable en faisant la demande, une copie certifiée conforme de tous les livres, comptes ou documents dont est chargé son département, moyennant le paiement, fait d'avance, de 10 cents par 100 mots copiés. Les livres, comptes et docu-

ments des bureaux de chaque Président de Bourg ou de chaque Département municipal, excepté ceux de la police et du contentieux, devront être mis à la disposition de n'importe quel contribuable aux heures et jours prévus par le règlement intérieur du département intéressé.

En cas de refus de communication le contribuable peut s'adresser au juge de la Cour suprême qui devra lui délivrer un ordre exécutoire indiquant dans quelles conditions il devra être fait droit aux prétentions du requérant.

Les fonctionnaires et employés municipaux sont soumis aux obligations suivantes :

1° les fonctionnaires municipaux ne peuvent détenir aucun autre emploi dépendant du gouvernement des Etats-Unis ou du gouvernement des comtés. Aucun fonctionnaire ne peut émarger au budget municipal à deux titres différents, sauf exceptions prévues par la loi.

Le maire peut toutefois autoriser par écrit un fonctionnaire à remplir un autre emploi déterminé à condition qu'aucun salaire ou aucune indemnité relative à ce deuxième emploi ne lui soit attribué.

2° Les conseillers et fonctionnaires municipaux sont respectivement sequestres (*trustees*) des propriétés, fonds et droits de la cité, autant que ces propriétés, fonds et droits sont confiés à leur direction ou contrôle. Ils sont comme tels, soumis aux devoirs et responsabilités imposés par la loi aux sequestres.

Lesdits devoirs et responsabilités peuvent encore être aggravés par une loi ou par le règlement intérieur d'un service municipal.

3° Aucun département ne peut faire une dépense ou prendre un engagement en excédent des crédits qui lui ont été alloués. Les dépenses prises en excédent desdits crédits ne peuvent lier ou engager la cité en aucune manière et le recouvrement ne peut en être poursuivi devant aucun tribunal.

4° Aucun conseiller ou fonctionnaire municipal ne peut

accepter aucun cadeau, prêt ou valeur d'aucune personne, société ou association, ni être intéressé directement ou indirectement, dans le résultat d'un litige dans lequel la cité est partie, ou engager un contrat, travail, transaction, vente ou achat de propriété, ou dépenses quelconques qui soient payables par la Caisse municipale ou recouvrés par le produit d'une imposition prévue par la loi.

Toute personne violant ces prescriptions, volontairement et intentionnellement, sera révoquée et punie en proportion du délit.

Une violation quelconque des prescriptions ci-dessus rappelées rendent de plein droit, le contrat, travail, vente ou transaction s'y rapportant, nul et non avenu.

Aucun conseiller ou fonctionnaire municipal ne peut plaider ou agir comme conseiller juridique contre les intérêts de la cité dans aucune action dans laquelle cette dernière est partie.

Aucun conseiller ou fonctionnaire municipal ne peut payer ou promettre de payer, directement ou indirectement, aucune souscription ou contribution à des fins politiques. Enfin, aucun fonctionnaire ne peut cumuler son traitement et une pension, que cette dernière lui soit versée par le gouvernement des Etats-Unis, ou par un Département de l'Etat de New-York, ou par un comté en raison de fonctions antérieurement exercées. Si un fonctionnaire municipal est titulaire d'une pension de ce genre, il doit en faire la déclaration avant son entrée en fonction et le paiement de la pension est suspendu durant tout le temps où il reste au service de la cité.

Quatrième Section

Traitements

Le Conseil des Estimations est chargé de la fixation des traitements et salaires de tous les fonctionnaires et employés municipaux.

En ce qui concerne les traitements de quelques hauts fonctionnaires dont le taux a été fixé par la Charte, aucune modification ne peut y être apportée que par voie de lois locales approuvées par le Conseil des Estimations (article 39 de la nouvelle Charte).

Nous avons vu (livre III, chapitre II, 3^e section) qu'une division du Bureau du contentieux financier dénommée « Division du niveau moyen des salaires » était chargée de faire toutes les études préliminaires nécessaires (examen des indices du coût de la vie etc...) pour permettre au Conseil des estimations de fixer en pleine connaissance de cause le taux des salaires à accorder aux différents fonctionnaires municipaux.

Le taux des traitements des fonctionnaires de l'Administration municipale est excessivement variable, son échelle varie depuis 1.800 dollars à la base pour s'élever à 17.000 dollars en ce qui concerne le Conseil juridique. Le traitement des chefs de bureau varie de 6.000 à 7.500 dollars suivant l'importance de leurs attributions.

Nous avons indiqué (voir livre II, chapitre II) le taux des traitements des principaux fonctionnaires électifs suivant le barème fixé par la nouvelle Charte.

En ce qui concerne les commissaires des différents départements, qui, également, n'appartiennent pas à l'Administration municipale¹, le taux de leur traitement annuel varie de 10 à 11.000 dollars, suivant l'importance du service dont ils ont la charge.

Cinquième Section

Retraites et pensions

Jusqu'en 1920 chaque département municipal avait son propre service des retraites en faveur de son personnel.

1. Sauf le Département de la lutte contre l'incendie.

A. Régime intérieur.

Le chapitre 473 des lois de 1920 a supprimé toutes ces Caisses de retraites autonomes (sauf 4 : police, pompiers, instituteurs et Hunter college qui seront étudiées ci-après) et a créé un système central des retraites des fonctionnaires et employés de la Cité de New-York auquel peuvent adhérer tous les fonctionnaires et employés de la cité, sauf ceux : 1^o des bibliothèques publiques et des musées, en faveur desquels il n'existe aucun système de retraites ; 2^o les fonctionnaires et employés des Départements de l'éducation, de la police et de la lutte contre l'incendie, dont les caisses de retraites autonomes n'ont pas été supprimées par ladite loi. Etant donné le genre d'activité spéciale des employés de ces services leurs caisses de retraites autonomes continuent à fonctionner à l'heure actuelle.

Ce même chapitre prévoyait que les fonctionnaires et employés municipaux, adhérents à une caisse autonome de retraites au 1^{er} octobre 1920 (autre que celles ci-dessus énumérées) pourraient continuer à y cotiser, mais que les employés dont l'entrée en fonction était postérieure au vote de la loi devraient obligatoirement adhérer au système de retraites des employés de la cité.

Un grand nombre de caisses autonomes de retraites, ci-dessus énumérées, étaient donc destinées à disparaître par voie d'extinction à la suite de cette mesure de centralisation.

Chacune de ces caisses prévoyait pour ses adhérents des avantages divers qui devaient être le minimum de ceux prévus par la loi dite *grady law* de 1906 en faveur des employés du Département des finances : soit l'allocation de la moitié du traitement après 30 ans de service actif.

Ces Caisses de retraite étaient les suivantes :

1^o Fonds de pension du personnel de la Cour suprême, créé en 1911,

2^o Fonds de retraites du personnel de la « Cour des sessions générales », créé en 1918.

Ce fonds de retraites ne compte plus actuellement que 47 membres.

3^o Caisse de retraites des employés du Département de l'hygiène, créée en 1894.

Cette caisse comprend encore 300 cotisants qui versent 1 % de leurs salaires et reçoivent une pension de moitié solde après 20 ans de service.

4^o Fonds de pension de l'ancien Département du nettoyage des rues, créé en 1911.

Cette Caisse de retraites fonctionna jusqu'en 1920, date à laquelle les attributions de ce département furent attribuées au Département du nettoyage. Les fonctionnaires et employés appointés depuis cette date adhèrent au système des retraites des employés de la cité. Cette caisse comprend encore 9.500 adhérents environ qui lui versent 3 % du montant de leur salaire. Cette contribution permet de payer 1/3 des dépenses de la caisse, les 2 autres tiers devant être fournis par le budget de la cité. Les adhérents à cette caisse ont droit à la moitié de leur traitement au bout de 25 ans de service.

B. La Caisse générale des retraites des fonctionnaires et employés municipaux.

Cette caisse comprend actuellement 45.500 adhérents, soit plus du tiers du nombre total des fonctionnaires et employés municipaux (1.138.645 en 1936). Ce nombre d'adhérents ira sans cesse en augmentant au fur et à mesure que de vieux employés adhérents à des Caisses de retraites supprimées en 1920 ou 1929, sont remplacés par de nouveaux adhérents qui cotisent au système des retraites de la Caisse générale.

L'article 71 de la nouvelle Charte stipule que le Conseil des Estimations sera le chef du système des retraites des employés de la cité, et qu'il devra, suivant les prescriptions de la loi, établir de temps à autre des règlements et circulaires pour l'administration de cette caisse et pour le contrôle de ses fonds.

Ces dispositions sont reprises par l'article 473 des lois de la législature de 1920 qui a créé cette caisse (art. 1092, ancienne Charte).

Aux termes de l'article 71 de la nouvelle Charte, le Conseil des Estimations peut nommer un actuaire et tous autres employés, tant techniques qu'administratifs, nécessaires au bon fonctionnement de la caisse et à la mise en application des prescriptions de la loi qui y sont relatives.

Le même article de la nouvelle Charte prévoit la nomination d'un secrétaire du système des retraites de la ville qui devra remplir les conditions exigées par la loi sur le Service civil.

L'article 473 de la loi de 1920 qui a créé ce système stipule :

1° que les dépenses de la caisse devront être supportées, moitié par le budget municipal et moitié par la cotisation de ses membres ;

2° que les cotisations ne seront pas fixes mais varieront suivant l'âge d'entrée en fonction des cotisants et l'importance de leur traitement ;

3° que les adhérents au système auront droit (sauf quelques exceptions) à la moitié de leur traitement après 25 ans de Service actif et au paiement d'un capital en cas de décès ;

4° que leurs veuves et ayants droits mineurs auront droit à une pension qui ne pourra dépasser le tiers de leur traitement.

C. Caisse des retraites des instituteurs.

La Caisse des retraites des instituteurs est dirigée par un conseil composé du contrôleur de la Cité de New-York dont un doit être membre du Conseil de l'éducation et de 3 instituteurs en service, pris parmi ceux qui adhèrent à la caisse.

Les fonds de ce système de retraites sont confiés à la garde du contrôleur de la cité et l'ensemble des opérations est

sous le contrôle du Département du Service des assurances de l'Etat de New-York.

Aux termes de l'article 1092 de l'ancienne Charte la délivrance d'une retraite est de droit pour tous les instituteurs ayant 35 ans de service ou se retirant pour raisons de santé, si l'impossibilité de continuer leur service est reconnue par le Conseil médical, après 10 ans de fonctions. Il est prévu également que tous les instituteurs peuvent demander une retraite proportionnelle lorsqu'ils atteignent l'âge de 65 ans et que la limite d'âge maximum est de 70 ans.

Le chapitre 515 des lois de 1929 accorde l'allocation d'un capital en cas de décès pour tous les instituteurs qui meurent durant leur service et ayant plus de 6 mois de fonction dans la cité. L'allocation de ce capital est proportionnelle au nombre d'années passées au service de la cité. Aux termes du chapitre 615 des lois de 1922, il est possible aux adhérents de ce système d'emprunter des acomptes au taux légal d'intérêt sur la somme qui leur sera due au jour de leur décès.

Il y a environ 35.000 instituteurs adhérents à ce système. Les fonds de cette Caisse de pensions proviennent de contributions mensuelles prélevées sur les salaires des instituteurs ainsi que d'un crédit annuel prélevé sur le budget de la cité.

Les fonctionnaires dépendant du Collège de la cité et du Brooklyn college peuvent également adhérer à cette Caisse de retraites ainsi que les professeurs qui enseignent depuis 1929 au « Hunter college ».

D. Fonds de retraites des membres de l'éducation supérieure (Hunter college).

Ce fonds comprend 350 adhérents dont le nombre va sans cesse en diminuant en raison de la loi de 1926 prévoyant que tous les nouveaux membres du collège doivent adhérer à la Caisse des retraites des instituteurs.

Un conseil et un fonds de retraites séparé sont entretenus

pour les membres encore en vie. L'allocation moyenne des retraites est le double de celles de la Caisse des retraites des instituteurs.

La contribution annuelle des adhérents est d'environ 88.000 dollars et la contribution de la cité de 115.000 dollars.

E. Fonds de retraite et d'assistance des pompiers.

Cet organisme créé en 1871 reçoit les subsides qui lui sont nécessaires au moyen d'une taxe frappant les polices d'incendie souscrites à des Compagnies étrangères. Les membres ne versent aucune contribution.

A présent la cité doit fournir les 2/3 du coût de son fonctionnement par l'émission de bons de « revenu spécial ».

Les pensions, moitié salaire, sont allouées après 20 ans de service. Les stipulations pour incapacité sont plus larges que celles prévues par la Caisse de retraites des employés de la cité.

Il existe plus de 4.000 ayants droits inscrits sur la feuille de pension de ce système.

F. Caisse des pensions du Département de la police.

C'est le plus ancien fonds public de pension des Etats-Unis, il fut créé en 1857. Ses crédits provenaient originairement des fonds produits par les amendes, dommages-intérêts et la vente d'objets perdus.

Son règlement est plus large que celui de tous les autres systèmes de retraites municipaux. La retraite est accordée à partir de 55 ans après 20 ans ou plus de service actif. Les adhérents à ce système (environ 19.000 en 1936) versent à la caisse 2% de leurs appointements, le restant étant fourni par la cité.

En 1936 les cotisations des adhérents se sont élevées à 1.900.000 dollars et le crédit alloué par la cité à ce système de retraites à 4.500.000 dollars.

CHAPITRE XIII

RÉGIME DES ACHATS

Première Section

Achat, vente et location

de biens municipaux immobiliers

(Art. 382 à 384 de la nouvelle Charte)

Aucune propriété ou intérêt mobilier ne peut être acheté par la cité et aucune propriété immobilière municipale ne peut être vendue, louée ou échangée sans l'approbation du Conseil des Estimations. Sauf les exceptions prévues par une loi spéciale, le Conseil des Estimations peut vendre ou louer au plus haut prix du marché toutes propriétés ou intérêts mobiliers appartenant à la cité, soit aux enchères, soit par adjudication cachetée après publication d'un avertissement, au moins 15 jours à l'avance du jour fixé pour la vente dans le journal municipal et après une estimation faite dans les 15 jours précédant la vente ou la location. Les locations ou renouvellements de locations ne peuvent pas être consentis pour une durée supérieure à 10 années.

Les biens immobiliers dépendant du domaine public ne peuvent être vendus aux termes et conditions proposés par le Conseil des Estimations, et suivant la procédure ci-dessus décrite, qu'après avoir été déclassés par une loi locale votée par le Conseil de la Cité.

Les achats peuvent être faits : soit à l'amiable aux termes

et conditions approuvés par le Conseil des Estimations, soit par voie d'expropriation.

L'autorisation d'intenter la procédure d'expropriation doit d'abord être donnée par le Conseil des Estimations. Le Conseil juridique est chargé d'en poursuivre les différentes opérations au nom et pour le compte de la cité.

Tout d'abord une demande d'expropriation est envoyée par le Conseil juridique, au nom de la cité, aux juges de la Cour suprême. Dans cette demande sont désignés les terrains et bâtiments à exproprier et requête est faite à la Cour d'avoir à fixer des indemnités justes et équitables dues aux légitimes propriétaires de ces terrains et immeubles.

La notification de l'envoi de l'original de cet exploit est publiée au journal municipal et les ayants droit sont invités à remplir les formules dans lesquelles ils indiquent le montant de l'indemnité qui leur paraît équitable.

Ces formules, une fois remplies, doivent être expédiées au Bureau du Conseil juridique de la cité avec les titres de propriété y afférant. Le Conseil juridique, après avoir pris connaissance des titres de propriété et des demandes d'indemnité, porte la procédure devant la Cour Suprême en lui communiquant son dossier auquel il joint ses propres propositions d'indemnité.

La Cour Suprême rend alors un arrêt provisoire, indiquant le montant respectif des indemnités d'expropriation à allouer. Cet arrêt est enregistré dans le Bureau du clerc du comté dans lequel la propriété est située. Notification de cet enregistrement est publiée dans le journal municipal et les différents propriétaires ont alors le droit de présenter leurs objections respectives à une audience tenue devant le juge chargé du règlement de la procédure.

Après avoir entendu ces objections, la Cour rend un arrêt définitif qui est enregistré de la même manière que l'arrêt provisoire dont il a été question ci-dessus. Le paiement des indemnités est ensuite effectué par les soins du receveur municipal.

Dans le cas de procédure d'expropriation nécessitée par l'ouverture de nouvelles rues ou promenades, les arrêts provisoires et définitifs, mentionnent le montant des impositions levées sur les terrains devant prendre de la plus-value par suite de l'accomplissement des travaux.

Deuxième Section

Achats de marchandises. Fournitures et matériel Département des achats

(Chapitre 33, art. 781 à 785 de la nouvelle Charte)

Depuis plusieurs années déjà il était indispensable qu'un service spécial soit chargé de l'achat de toutes les marchandises, fournitures et matériel nécessaires à la bonne marche des différents services municipaux. Les avantages d'un tel service sont multiples quand ce ne serait qu'en raison même de l'extrême variété des articles qui doivent être achetés annuellement par les différents services municipaux.

Jusqu'en 1933 il n'existait qu'un Bureau des achats dépendant du maire, auquel les différents Services municipaux transmettaient leurs demandes pour les achats de fournitures ou de marchandises dépassant 25 dollars. Le Bureau des achats faisait des appels d'offres et transmettait au service intéressé les propositions plus avantageuses qui lui étaient parvenues. Le service après avoir pris connaissance de ces différentes propositions prenait lui-même une décision dans laquelle le Bureau des achats n'avait pas à intervenir. Le Bureau des achats n'était pas non plus responsable de la garde et de l'emmagasinement d'aucune fourniture ni matériel.

Enfin, la loi locale n° 2 de 1929 portant création du Département central des hôpitaux avait stipulé que les achats de toutes marchandises, matériel ou fournitures nécessaires au fonctionnement de ce département pour-

raient être faits directement par lui sans passer par l'intermédiaire du Département des achats.

Le Bureau des achats fut transformé en un Département autonome par la loi locale N° 4 de 1926, section 449, de l'ancienne Charte modifiée par le chapitre 829 des lois de 1933, et 761 des lois de 1934.

Les principales dispositions de la législation antérieure relative à ce département ont été codifiées au chapitre 33, articles 781 à 785 de la nouvelle Charte. Actuellement, tous les achats de fournitures et matériel, sauf ceux destinés au Département de l'éducation et aux services de l'alimentation en eau potable, doivent être effectués par le Département des achats.

Les différents services municipaux ont toutefois le droit de procéder à des achats de marchandises ou de matériel en cas d'extrême urgence pour des sommes inférieures à 300 dollars.

Les avantages de la centralisation des achats, par les soins d'un service indépendant et spécialisé, sont nombreux. Parmi les principaux avantages on peut noter les suivants :

1° Un service spécialisé peut seul tenir à jour, pour chaque fourniture, des listes de fournisseurs honnêtes et compétents.

2° En achetant par plus grosses quantités, un service central peut obtenir des prix plus avantageux.

3° En tenant à jour un inventaire de toutes les fournitures et matériel existants dans tous les services municipaux.

Un Département des achats central peut transférer d'un service à l'autre des fournitures qui sont nécessaires à l'un et dont le second n'a pas l'usage ou l'emploi.

4° Un service spécialisé peut veiller plus facilement à ce que les règles (chapitre 13, nouvelle Charte) relatives à l'achat de fournitures et de matériel pour le compte de la cité soient régulièrement observées.

5° L'emmagasinement et le gardiennage des dites fourni-

tures et marchandises sont moins dispendieux étant centralisés entre les mêmes mains.

6° Un Département central des achats peut entraîner un personnel spécialiste dans l'étude des indices de prix afin de permettre de passer des commandes à des moments favorables.

7° Un Département central des achats permet également d'avoir un personnel spécialisé dans la réception des différentes fournitures et marchandises de façon à être sûr qu'elles correspondent bien aux stipulations des cahiers des charges et appels d'offres.

Les achats effectués par les soins de ce département en 1936 se sont élevés à 1.370.000 dollars contre 273.000 dollars en 1932.

Le département est dirigé par un commissaire nommé par le maire et révocable par lui.

Le commissaire doit, dans les 10 jours qui suivent sa nomination, fournir une caution dont le montant est fixé annuellement par le contrôleur.

Le commissaire peut nommer un commissaire-délégué. Il peut également nommer un directeur des achats qui devra avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle.

Le Département des achats comporte les 6 divisions suivantes :

1° *Le Conseil de la « standardisation »*. — Ce conseil est une création originale de la nouvelle Charte (article 783), il est composé de 7 membres, savoir :

a. Le commissaire du Département des achats ou son représentant qui sont présidents de droit dudit conseil.

b. Un ingénieur dépendant du président du Conseil des estimations.

c. et d. Un ingénieur et un autre employé dépendant du personnel du contrôleur et désignés par lui.

e. Un représentant du Directeur du Budget.

f. et *g.* Un ingénieur du Département des achats et un autre fonctionnaire de ce département désignés par le commissaire.

Les membres de ce Conseil ne reçoivent aucune rémunération spéciale en raison de leur fonction.

Ce conseil est spécialement chargé de la classification de toutes les fournitures, matériaux et équipements, de l'adoption des formules-types précisant le nombre, les dimensions, le genre et la qualité de chaque article qui doivent être spécifiés dans chaque appel d'offres, la rédaction des clauses et conditions de tous cahiers des charges, etc.

Les travaux du conseil sont préparés suivant les recommandations de la Division technique.

2° Division technique. — Cette division est spécialement chargée :

a. de déterminer la qualité des articles qui doivent faire l'objet d'appels d'offres de façon à ce qu'ils correspondent exactement aux besoins des différents services municipaux ;

b. de déterminer si les qualités fournies correspondent à celles exigées dans les spécifications.

3° Division des laboratoires. — Cette division effectue des travaux sous la direction de la Division technique et suivant les directives qui lui sont données par elle.

4° Service de l'Administration générale. — Ce service est chargé :

a. de la prévision des besoins de chaque département municipal pour les mois à venir,

b. de la tenue de la comptabilité générale de tout le Département des achats.

5° Direction des entrepôts et magasins qui est responsable de la garde et de l'entreposage des marchandises de toutes sortes achetées pour le compte de la cité et qui doit en tenir un inventaire quotidien.

6° *Direction des achats.* — Cette direction est chargée :

a. De la vente de tous matériaux de rebuts et marchandises usagées, ou sans emploi, appartenant à la cité suivant les différentes règles prévues à cet effet par le Conseil des Estimations et le Commissaire du Département des achats.

b. De passer tous contrats et adjudications et de traiter les marchés de gré à gré nécessaires à la fourniture de tout le matériel, marchandises et équipement pour le compte de la cité.

Les modes de passation de ces marchés, contrats et adjudications font également l'objet de règlements particuliers édictés par le Conseil des Estimations et le commissaire du département qui doivent être conformes aux règles générales énoncées sous le titre « Contrats et Achats » de la nouvelle Charte.

Troisième Section

Contrats et adjudications

(Chapitre 13, art. 341-349, nouvelle Charte)

Généralités. — Tous les travaux et ouvrages doivent être exécutés, y compris la fourniture des matériaux nécessaires à leur exécution. Ces contrats doivent être passés par le service municipal pour lequel un crédit approprié aura été prévu au budget. Tous les autres matériaux, fournitures ou équipements doivent être achetés ou procurés par le Département des achats, sauf les exceptions ci-après énumérés :

1° Un président du bourg peut acheter directement de « temps en temps »¹ des fournitures, matériel et équipement n'excédant pas une dépense totale de 500 dollars par mois.

2° Le commissaire du Département des achats peut autoriser, « de temps en temps », suivant les conditions prévues dans l'autorisation écrite qui en sera donnée,

1. Cette précision néfaste pour son imprécision a été traduite littéralement pour montrer à quels abus elle pouvait aboutir.

n'importe quel Département municipal à faire des achats de matériel, fournitures, équipement. Ces achats qui ne peuvent dépasser 500 dollars par mois seront inscrits dans la comptabilité du Département des achats et dans le bureau du contrôleur et trésorier.

3^o En cas de besoin urgent, n'importe quel service municipal peut faire des achats ne pouvant dépasser 300 dollars, en se conformant aux règlements et instructions spéciaux édictés à cet effet par le Conseil des Estimations.

Tous les achats doivent être faits suivant les spécifications conformes au cahier des charges établi par les soins du Département des achats, sur les recommandations du Conseil de la standardisation. Cependant, le Conseil des Estimations peut, à tout moment, autoriser, s'il le juge nécessaire, dans un cas particulier, l'achat de toute marchandise qui ne soit pas conforme aux spécifications de l'appel d'offres.

En ce qui concerne les marchandises et articles faisant l'objet d'un monopole (y compris les systèmes de pavage brevetés) ils ne peuvent faire l'objet d'aucune adjudication ou appel d'offres, à moins que le Conseil des Estimations ne juge, par un vote pris à la majorité des trois-quarts, que leur achat est conforme aux intérêts de la cité et peut être effectué dans des conditions raisonnables de concurrence.

Le commissaire du Département des achats et le Contrôleur peuvent rayer à tout moment de la liste des fournisseurs de la cité, toute personne débitrice de cette dernière, en raison de la non exécution, ou de la mauvaise exécution des contrats passés précédemment avec elle.

Le règlement des achats est effectué par le Trésorier municipal sur le vu des mandats émis par le Département des achats et visés par le Contrôleur.

Les règles relatives à la passation des marchés sont les suivantes (articles 343 et 344 de la nouvelle Charte) :

1^o de 1 à 10 dollars les marchés et achats peuvent être traités de gré à gré.

De 1 à 1.000 dollars tout marché et contrat peut être passé avec le fournisseur ayant fait le prix le plus avantageux à la suite de l'appel d'offres ne nécessitant aucune publicité préalable, en suivant les règlements et instructions édictés en cette matière par le Conseil des Estimations.

Au-dessus de 1.000 dollars, tout contrat et marché doivent faire l'objet d'appels d'offres sous pli fermé. L'offre la meilleure marché doit obligatoirement être acceptée, à moins que le Conseil des Estimations n'en décide autrement par un vote pris à la majorité des trois-quarts.

La rédaction de tous les cahiers des charges relatifs à ces offres doit être vérifiée, au préalable, par le Conseil juridique.

2° Le service municipal pour le compte duquel une adjudication est faite peut rejeter toutes les offres s'il juge cette décision conforme aux intérêts de la cité.

Il peut accepter l'offre la plus favorable sans aucune autorisation, à moins que le Conseil des Estimations par un vote pris à la majorité des trois-quarts, estime que l'intérêt public commande qu'une offre autre que la plus avantageuse, soit retenue.

Aucune offre n'est valable si elle n'est accompagnée du dépôt du cautionnement prévu au cahier des charges. Une fois l'adjudication prononcée, tous les cautionnements sont immédiatement remboursés, sauf celui du fournisseur déclaré adjudicataire.

Chaque cahier des charges doit contenir :

1° Une clause aux termes de laquelle la caution du fournisseur déclaré adjudicataire appartiendra de plein droit à la cité s'il n'exécute pas en entier toutes les conditions auxquelles il s'est obligé en soumissionnant.

2° Une clause prévoyant que si par suite de la défaillance d'un fournisseur la cité est obligée de procéder à une seconde adjudication à des conditions moins favorables que précédemment, le fournisseur défaillant sera tenu du paiement de la différence entre le prix auquel il aura soumissionné et le prix auquel la seconde adjudication aura été passée.

TITRE VI

CONTENTIEUX

CHAPITRE XIV

LE DÉPARTEMENT DU CONTENTIEUX

« Law Département »

(Chapitre 16, art. 391 à 397, nouvelle Charte)

Section unique

Organisation du département

Le régime actuel de ce département est le même que celui qui existait avant la mise en vigueur de la nouvelle Charte qui n'a fait que codifier les principaux articles de l'ancienne Charte relatifs à l'organisation de ce département (art. 98, 257, 259, 61, 65 de l'ancienne Charte).

Ce département est dirigé par le Conseil juridique de la cité (*corporation counsel*), nommé par le Maire et révocable par lui à volonté.

Les crédits alloués pour le traitement du Conseil juridique étaient, durant ces dernières années, de 17.500 dollars par an.

Le Conseil juridique de la cité peut nommer un premier assistant-adjoint et autant d'autres assistants qu'il jugera

nécessaires dans la limite des crédits qui lui sont alloués à cet effet. Le premier assistant-adjoint est chargé du remplacement du Conseil juridique durant ses absences ou maladies ou encore en cas de décès [jusqu'à la nomination du nouveau Conseil juridique.

Tous les assistants exerceront les fonctions qui leur auront été déléguées par écrit par le Conseil juridique de la cité. Ces délégations devront être classées dans les archives du département.

Les fonctions du Conseil juridique sont de plusieurs ordres essentiellement différents :

1° Il est procureur officiel de la cité *attorney* de toutes les affaires dans lesquelles cette dernière est intéressée et qui sont portées devant les tribunaux.

2° Il est Conseil juridique de tous les départements municipaux et est chargé du règlement de toutes les affaires contentieuses de tous ces départements.

3° Il est chargé d'examiner les règlements intérieurs, arrêtés, circulaires qui lui sont envoyés par tous les départements municipaux afin de déterminer :

a) que lesdits arrêtés ou règlements ne sont pas en contradiction avec ceux d'un autre département municipal ;

b) sont conformes aux prescriptions légales émanant :

1° des lois fédérales,

2° des lois de l'Etat de New-York,

3° des lois locales municipales.

4° Après s'être assuré que lesdits arrêtés et règlements sont conformes aux prescriptions légales régissant la matière, le Conseil juridique doit les faire parvenir au Bureau du *city-clerk* afin de les y faire enregistrer.

5° Le Conseil juridique est chargé de la poursuite de toutes les procédures légales nécessaires à l'ouverture, l'élargissement et à la suppression de rues, ainsi qu'à l'achat de propriétés mobilières ou intérêts mobiliers pour la cité ; de la préparation de tous les baux, actes, contrats, sommations et autres documents juridiques pour le compte de

la cité, ou d'un des départements municipaux. Toutefois, le Conseil des Estimations peut toujours prescrire des modifications à apporter à l'un de ces projets d'actes s'il le juge nécessaire aux intérêts de la cité.

6^o Le Conseil juridique a le droit d'intenter des actions et de faire toutes procédures devant tous tribunaux pour maintenir, défendre, ou établir les droits à intérêts, revenus, propriétés, privilèges, concessions ou demandes de la cité et pour récupérer toutes espèces, dettes, amendes, pénalités ou dommages et intérêts dus à la cité.

Cependant le Conseil juridique de la cité ne peut compromettre ou transiger à l'amiable les droits, réclamations, ou actions en faveur de la cité, ou dirigés contre elle. Il n'a pas le droit de se déclarer responsable dans une action dirigée contre la cité sans approbation écrite du Contrôleur.

Toutes les actions et procédures, intentées pour le recouvrement de pénalités en violation d'une loi quelconque, doivent être faites au nom de la Cité de New-York et au nom d'un service municipal, sauf les exceptions prévues par la loi.

L'ancienne et la nouvelle Charte n'ont édicté aucune obligation relative à l'organisation intérieure du Département du contentieux.

Actuellement les attributions du Service du contentieux sont réparties entre les divisions suivantes :

La Division de la propriété immobilière est chargée des formalités pour l'acquisition régulière de terrains destinés à des services publics tels que : docks, approches de ponts, stations de métro et terrains pour immeubles municipaux. Cette division est également chargée de toutes les actions relatives à la propriété immobilière dans lesquelles la cité est intéressée, y compris les actions en mainlevées d'hypothèques (hypothèques prises pour paiement de certains impôts).

La Division de la fourniture de l'eau est chargée des for-

malités nécessaires pour l'achat en dehors de la cité de tous terrains devant servir aux sources et aqueducs.

La Division des contrats est chargée de toutes les actions intentées contre la cité en raison de l'exécution des contrats dans lesquels elle est intéressée.

La Division de l'impôt est chargée de toute la procédure pour le recouvrement des impôts fonciers.

La Division des concessions protège les intérêts de la cité dans toutes les actions concernant les concessions et les tarifs des Services publics.

La Division des actions affirmatives (Affirmative actions) instruit toutes les plaintes contre la cité et toutes les actions dans lesquelles la cité est plaignante.

La Division des appels est chargée d'instruire les procès venant devant les Cours d'appel et de la préparation de la procédure les concernant.

La Division des « transit litigation » est chargée de toutes les formalités ayant trait à la construction de métropolitain sous des terrains n'appartenant pas à la ville.

La Division des « Titres de propriété » est responsable de l'examen et de la régularité de tous les titres de propriété foncière des terrains appartenant à la cité ou acquis par elle au moyen d'expropriation.

La Division de l'Amirauté prend soin de tous les litiges élevés par l'exploitation de bacs exploités par la cité et de tous autres navires ou canaux lui appartenant, spécialement ceux des Services de la police et des pompiers.

La « Tort division » est responsable de toutes les actions intentées contre la cité dans les comtés de Manhattan, Bronx et Richmond pour accidents ou blessures occasionnés par des Services municipaux, dommages faits à la propriété privée et accidents du travail.

La Bureau « personal tax » est chargé de toutes les actions pour recouvrir les taxes personnelles arriérées qui n'ont pas été perçues par le receveur municipal.

Le Bureau pour le recouvrement des pénalités poursuit

•

les violations aux différentes lois contre l'incendie et conduit les actions intentées par le Département de l'hygiène contre les commerçants ayant fait usage de faux poids, les cas d'abandon de famille et la violation des lois se rapportant aux locations en meublé.

La Division des « ouvertures de rues » a ses bureaux à Manhattan, Brooklyn et Queens et est chargée des formalités pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'ouverture de nouvelles rues et à la création de nouvelles promenades.

Il existe également deux divisions s'occupant spécialement : l'une de toutes les questions et procès se rapportant au comté de Queens et l'autre aux questions et procès du comté de Kings.

CONCLUSION

Nous allons essayer, brièvement, de dégager quelques conclusions de l'étude que nous venons de faire des modifications apportées par la nouvelle Charte au régime municipal de la Cité de New-York.

Ces modifications sont d'ordre législatif, administratif et financier.

1° Domaine législatif.

Dans le domaine législatif les promoteurs de la nouvelle Charte en adoptant quelques dispositions heureuses que nous allons énumérer ci-après, ont laissé subsister le système permettant que des modifications incessantes soient apportées à la Charte de la cité par deux organes législatifs distincts (législature de l'Etat de New-York et Conseil de la cité) dont la composition et les intérêts, tant politiques, géographiques qu'économiques sont constamment divergents.

Cette dualité de législation avait cependant fait ses preuves dans le passé et abouti à ce que l'ancienne Charte de 1901 était devenue un ensemble de textes touffus, souvent contradictoires et ne présentant entre eux aucune unité de vues ni aucun lien constructif.

Enfin la nouvelle Charte a laissé intacte la confusion extrême des attributions délibérantes et exécutives réunies sur la tête des principaux fonctionnaires de la cité : le maire, le contrôleur et les présidents des bourgs.

Si les auteurs de la nouvelle Charte ont hésité devant

l'accomplissement de ces réformes majeures ils ont, néanmoins, procédé, dans le domaine législatif, à l'accomplissement d'un certain nombre de modifications dont les résultats ne pourront être, croyons-nous, que particulièrement heureux. C'est ainsi que l'obligation du vote des lois locales par les deux Chambres de l'Assemblée municipale a été supprimé, l'approbation du Conseil de la cité étant, à quelques rares exceptions près, seule nécessaire pour l'adoption des lois locales. L'adoption de ce système a entraîné *ipso facto* la suppression des ordonnances. Il est certain qu'étant donné l'étroitesse des liens qui existent entre les principaux membres du Conseil des Estimations et le Conseil de la Cité, le vote des lois locales par le Conseil des Estimations était une formalité, la plupart du temps, superfétatoire.

Parmi les autres mesures heureuses prises dans le domaine législatif on peut citer la réduction massive du nombre des représentants de la Chambre basse dont l'effectif a été ramené de 78 à 29.

L'élargissement de la base des circonscriptions électorales des Conseillers la cité¹ (*ex aldermen*) aura certainement pour conséquence de les affranchir, tout au moins dans une certaine mesure, des contingences électorales de quartier pour mieux considérer les intérêts généraux de la cité.

2^o *Domaine administratif.*

Dans le domaine administratif, la nouvelle Charte a terminé le mouvement de centralisation dont la Charte de 1898 avait été le point de départ.

En particulier, les attributions exécutives des Présidents de Bourgs qui avaient été déjà amputées, en 1929, du service du nettoyage de la voirie dans leur bourg respectif, ont été encore amoindries de tous les travaux d'entretien des bâtiments municipaux qui ont été versés à un Département

1. Nous rappelons que les districts sénatoriaux ont été substitués aux anciens districts aldermaniques.

central pour toute la Cité de New-York (*public works*). Aussi, en dehors de leurs fonctions délibératives au Conseil des estimations, les présidents de bourgs n'ont plus, comme fonctions actives, que la surveillance des travaux de voirie et de pavage.

A cette diminution sans cesse accrue des attributions des Administrations des comtés et des bourgs au profit de l'Administration centrale municipale correspond une augmentation presque parallèle des charges et des prérogatives du maire, chef de l'Administration centrale. C'est ainsi que le maire de New-York est membre (et la plupart du temps président) de plus de 120 conseils ou comités différents. Aussi, pour permettre au maire de faire face aux occupations sans cesse multipliées qu'implique sa fonction, la nouvelle Charte a-t-elle créé, de toutes pièces, la fonction d'un maire-délégué, *deputy-mayor*, sur lequel le maire peut se décharger d'une partie de ses attributions.

D'un autre côté, les auteurs de la nouvelle Charte ont eu le mérite de bien comprendre tout ce que l'établissement d'un plan rationnel de la cité avait d'important pour l'avenir d'une grande capitale comme New-York. Pour hâter la réalisation de ce plan ils ont créé la Commission du plan de la cité destinée à préparer, dans ce domaine, la tâche du Conseil des estimations. La tâche de l'établissement du plan de la cité est désormais confiée à des spécialistes auxquels tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de cette tâche ont été délégués.

Nous devons enfin remarquer à propos de la création du Département du Plan de la Cité, que les rédacteurs de la nouvelle Charte, après avoir achevé dans d'autres départements l'œuvre de centralisation commencée à la fin du siècle dernier ont, dans ce domaine, agi en décentralisateurs.

Un des points les plus faibles de l'Administration new-yorkaise et sur lequel il semble que des réformes sérieuses auraient pu être apportées provient sans conteste du sys-

tème consistant en la nomination discrétionnaire, par le maire, des commissaires placés à la tête de chacun des services municipaux, sans qu'aucun d'eux ne doive faire la preuve qu'il possède toutes les connaissances nécessaires techniques et autres pour mener à bien la direction du service dont il est chargé.

En d'autres termes, ce système consiste à autoriser le maire à nommer, après son élection, des amis politiques l'ayant assisté dans sa campagne électorale, comme commissaires de chaque service municipal. Un effort a été tenté pour mettre fin à cette manière de procéder. En particulier l'article 19 de la nouvelle Charte prévoit que le Maire *pourra* nommer comme commissaire chargé de la direction du Département de la lutte contre l'incendie, un technicien. en la personne du principal fonctionnaire de ce département

L'article 801 de la nouvelle Charte stipule également que le commissaire du Département des investigations devra être choisi parmi les membres du Barreau de New-York et l'article 851 que la Commission municipale des Arts devra comprendre un certain nombre de techniciens.

Il semble que les rédacteurs de la nouvelle Charte auraient pu s'engager beaucoup plus résolument dans cette nouvelle voie et prendre toutes mesures utiles pour que ne puissent être appelées à la tête des principaux services municipaux, que des personnes offrant toutes les garanties de capacité requises.

3^o Domaine financier.

Il est incontestable que dans le domaine financier un esprit de méthode et de clarification a inspiré les modifications apportées par la nouvelle Charte au régime de la cité.

C'est ainsi qu'étant donné l'importance et la complexité des travaux nécessités par les Assemblées municipales pour l'examen des budgets ordinaires et extraordinaires, la date de départ de l'exercice du budget ordinaire a été reportée du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet de chaque année de

manière à permettre aux Assemblées municipales de procéder à des périodes différentes de l'année à l'étude et au vote des budgets ordinaire et extraordinaire.

Toujours à propos du budget on ne peut que souligner les avantages du système qui consiste à prévoir des dates précises et impératives pour les différentes phases de l'élaboration et du vote du budget par chacune des deux assemblées municipales. Si chacune des phases de l'élaboration du budget n'est pas menée à bien à une date fixée, il est passé outre et la formalité en question considérée comme ayant fait l'objet d'une décision définitive de la part de l'assemblée retardataire. Ce système permet de déjouer un grand nombre d'intrigues de couloirs destinées à avancer, retarder ou abrégé l'examen d'une question budgétaire ou encore empêcher que l'Assemblée haute ne soit saisie des textes votés par l'autre assemblée avec un retard tel, qu'il lui soit matériellement impossible d'exercer ses prérogatives et de se livrer à un examen attentif et sérieux des questions budgétaires.

La nouvelle Charte n'a apporté aucune modification à la répartition des attributions financières entre les deux Assemblées municipales. Le Conseil des Estimations, véritable directoire financier de la cité, doit toujours statuer sur toutes les questions ayant, ou pouvant avoir des répercussions sur les finances municipales ; quant au Conseil des *aldermen*, devenu Conseil de la Cité, ses membres n'ont toujours pas le droit d'initiative des dépenses ce qui diminue considérablement leurs pouvoirs parlementaires.

Le Conseil de la Cité détermine, il est vrai, annuellement le coefficient d'imposition à appliquer à la valeur imposable de chaque parcelle cadastrale, ce qui correspond, en quelque sorte, au vote du budget des recettes. Ce coefficient d'imposition est directement établi d'après les exigences du budget des dépenses tel qu'il a été élaboré et voté par le Conseil des estimations.

Cette manière de procéder, à n'en pas douter, a été

conservée d'après le vieux principe de droit public si vivace, surtout dans les pays anglo-saxons, qui veut que l'impôt ne puisse être consenti et levé que par une assemblée composée uniquement d'élus du peuple auxquels ce dernier a délégué sa souveraineté.

Parmi les autres modifications heureuses apportées par la nouvelle Charte au régime financier de la Cité de New-York on peut encore citer la lutte entreprise contre l'endettement sans cesse croissant de la Cité de New-York. Le rythme de cet endettement, suivant un phénomène mondial et commun à toutes les grandes villes du monde, va à une cadence toujours accrue.

L'endettement considérable de la cité est le résultat de la politique de prodigalité et d'emprunts à outrance des nombreuses municipalités de Tammany-Hall.

Enfin, New-York a toujours été le grand réservoir des capitaux de l'Amérique et, durant de longues années de la guerre et de l'après-guerre, cette capacité de placement d'emprunts a été égale, sinon supérieure, à celle de Londres. Ce n'est un secret pour personne que les institutions de crédits de Wall-Street, stimulées par les milieux commerçants et industriels de la cité, préféraient parer aux difficultés financières de la Ville de New-York en lui facilitant le placement d'emprunts sous forme d'obligations ou de bons à court terme plutôt que de faire l'effort financier qui eut été nécessaire pour équilibrer les charges du budget par voie d'augmentation d'impôts.

Les mesures draconiennes prises par la nouvelle Charte en vue de parer, dans la mesure du possible, à l'augmentation de la dette municipale ont consisté principalement dans la limitation très stricte de travaux dits : « de premier établissement » et pouvant, comme tels, être financés par voie d'emprunts (chapitre 10, articles 242 et 243) et enfin par la diminution progressive des travaux de premier établissement pouvant être financés par voie d'emprunts.

Il est à espérer pour l'avenir financier de New-York que

ce système de financement sera scrupuleusement observé au cours des exercices à venir et que les circonstances économiques n'obligeront pas les chefs responsables de la cité, sous la pression de l'opinion publique, à exécuter de vastes programmes de travaux publics destinés à combattre le chômage et dont les fonds seraient fournis en dehors des contributions fédérales et de l'Etat de New-York par des emprunts massifs dont les charges se feraient longtemps et lourdement sentir sur les budgets futurs de la cité.

*Vu : l'Assesseur du Doyen,
Pour l'Assesseur,
Le Professeur Délégué*
Gilbert GIDEL.

Vu : le Président de la Thèse,
ROLLAND.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

Annexes

ANNEXE II **BUDGET DE LA CITÉ DE NEW-YORK POUR 1937**

A. — BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DE 1937

	Dépenses en dollars	Fonctionnaires et employés	
Achats	1.370.924,76	739	
Aquarium de New-York	67.117	30	
Bibliothèque publique de Brooklyn	802.368		
Bibliothèque publique de Brooklyn	802.258	448	
— — New-York	1.363.143	730	
— — Queens	619.680	353	
Bureau du budget	321.740	73	
City Chamberlain	91.906,25	32	
Commission municipale des Arts	6.478	2	
— du service civil municipal	330.290	132	
Collège de Brooklyn	1.676.997,66	712	
— la Cité de New-York	3.319.059,83	2.104	
Conseil des aldermen et City Clerk (Clerc de la Cité)	609.380	167	
— assesseurs	91.359	30	
— estimations	370.415	120	
— standards et appels	76.151	21	
— transports	1.371.580	410	
Contentieux	1.687.980	580	
Correction	3.277.497,60	1.095	
Département des finances	3.332.425	1.413	
Dépenses des Comtés	14.146.806,56		
Docks	1.093.617,12	390	
Education	137.229.057,20	43.091	
Entretien des casernes	104.712	21	
Fourniture d'eau potable	24.098.119	3.079	
Habitations à bon marché	871.085	441	
Hôpitaux	21.342.663,75	15.491	
Hunter college	2.102.370,08	896	
Hygiène	4.384.391,40	2.355	
Institut des Arts et des Sciences de Staten-Island	12.620	8	
Institut de Brooklyn des Arts et des Sciences	310.998,68	176	
Jardin botanique	208.043	104	
— zoologique	260.533,92	140	
Journal municipal	434.881	9	
Licences	198.133	82	
Lutte contre l'incendie	22.255.180,86	7.494	
Libération conditionnelle	103.487	48	
Marchés	641.201,55	289	
Musée américain d'Histoire Naturelle	443.801	232	
Musée de la Cité de New-York	20.000	13	
Musée métropolitain des Arts	361.943,26	193	
Nettoisement des rues	28.112.825,07	14.331	
Perception des immôts	963.150	346	
Police	54.527.803,54	18.940	
Présidence et service du bourg de Bronx	3.237.937	1.488	
— — — Brooklyn	4.691.785,24	2.088	
— — — Queens	5.007.165,09	2.634	
— — — Richmond	1.552.340,86	670	
— — — Manhattan	6.287.913,92	2.898	
Prévoyance sociale	11.619.655,20	578	
Promenades	5.033.105	3.109	
Service de la dette	298.200	103	
Services judiciaires	4.748.046,62	1.493	
Service de médecine légale	147.490	54	
Service de la protection de l'Enfance	10.139.785	216	
Usines et constructions industrielles municipales	6.355.920	2.414	
		138.645	
Total	552.041.842,56		552.041.842 \$, 56

B. — BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DE 1937

Adduction d'eau	3.501.291,88		
Docks	874.326,09		
Métropolitains	10.385.387,55		
Travaux d'amélioration publics imposables	26.067.205,89		
Travaux publics divers	18.243.618,62		
Total	59.071.830,03		59.071.830 \$
Remboursement de la dette flottante	451.855.788,49		

Recettes ordinaires

Amendes et contraventions	6.980.395 \$ 66
Concessions	4.151.248,01
Contribution de l'Etat de New-York pour les écoles	53.795.991,34
Contribution de l'Etat de New-York pour l'assistance aux vicillards	3.683.411,11
Contribution de l'Etat de New-York pour secours de chô- mage et assistance à domicile	147.907.147,06
Docks et bacs	8.761.672,39
Fourniture d'eau	37.981.191,74
Impôt foncier	485.036.552,79
Impôt sur le revenu (15 % de l'impôt général fédéral)	31.447.543,97
Impôt de secours d'urgence	52.398.605,81
Intérêts sur impôts arrières	16.872.002,05
Licences	3.250.099,57
Location d'immeubles municipaux	990.420,17
Remboursements de toutes natures	3.565.031,42
Redevances des métropolitains pour usage de travaux ap- partenant à la Cité	2.624.491,24
Reçus des départements municipaux pour l'acquisition d'immeubles nécessaires à la marche de ces départements	5.512.945,94
Recettes diverses	1.792.240,07
Subventions du Gouvernement fédéral pour l'exécution de travaux publics	3.357.955,56
Ventes de travaux d'infrastructure de métropolitains	1.569.598,06
Total	871.678.491,96

BIBLIOGRAPHIE ¹

Voici la liste des ouvrages que j'ai eu le plus fréquemment l'occasion de consulter :

Bryce. — *History of Tammany hall.*

Caccarrejos (Joseph). — *Guide to the municipal government of New-York.*

Chaze (Joséphine). — *New-York at school*, Public Education association of New-York City, 1927.

City Taxes. — New-York City citizen budget commission, 1937.

Duffees (R.W.). — *Mastering a metropolis*, « Planning the future New-York », Harper et Bros, 1930.

Greer (Sarah). — *A bibliography of public administration*, « New-York institute of public administration », 1935.

— *Governmental administration within greater New-York*, third revue édition, avril, 1931 ; « Institute of public administration New-York ».

— *Final Report of the Charter Revision commission which accompanied the New Charter adopted november, 1936.*

— *The finance and financial organisation of New-York City*, New-York Columbia University Pren, 1928.

Macmahon (Arthur-Whittier). — *The statutory sources of New-York City Governmen*, M.B. Broon Printing Companu.

Mac Kaldrick (Joseph). — *The board of Estimate and aportienment of New-York City*, Supplément of the « National municipal Review », Feb. 1929.

1. Miss Elisabeth Rankin, bibliothécaire de la Bibliothèque municipale de New-York, et M. E.I. Nolting, secrétaire de « l'International Cities Monnayes Association » ont mis à ma disposition tous les documents dont ils disposaient avec une grande compétence et une serviabilité inlassable. Je les prie de vouloir bien trouver ici l'expression de ma gratitude.

De nombreux renseignements précieux m'ont également été fournis directement par MM. les Commissaires et chefs de nombreux services municipaux. Je les remercie profondément pour la complaisance et l'empressement avec lesquels ils se sont employés à satisfaire ma curiosité.

- Monroë.** — *Municipal government*, New-York Harpen-s Bros, 1932.
— *New-York City Charters*, Eagle library.
— *New-York City Charter Revision Commission*.
— *Preliminary report and draft of the proposed Charter*.
— *Princeton University's school of public affairs*, « Selected bibliography on revision of New-York Charter », october 1933.
- Rankin** (Elisabet Rebecca). — *New-York advancing*, Municipal reference library, 1936.
- Rexfort** (Frank Adison). — *Our City New-York*, Allynd Bacon, 1935.
- Rankin** (Elisabeth Bebecca). — *Guide to the municipal government of New-York*; Municipal Reference Library, 1936.
- Newmann** (Thomas) and **Blanchard** (Paul). — *What's the matter with New-York, a natimal problem*, New-York Macmillan Cy, 1932.
- Whyte** (William). — *Financing New-York City*, Academy of political and social science, Philadelphia, 1935.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

LIVRE I

LE STATUT JURIDIQUE DE LA CITÉ

TITRE I

LA CITE DE NEW-YORK ET LA LÉGISLATION QUI LUI EST APPLICABLE

Chapitre I. — New-York contemporain.

1 ^{re} Section. — Aperçu géographique et démographique	7
2 ^e Section. — Importance économique de la Cité de New-York	10
3 ^e Section. — L'administration de la Cité de New-York à l'époque moderne : Tammany Hall	14

Chapitre II. — Législation applicable à la Cité de New-York

1 ^{re} Section. — Généralités	21
2 ^e Section. — Lois fédérales et lois de la législation de l'Etat de New-York	22
3 ^e Section. — Domaine de la compétence des organismes législatifs locaux	27
4 ^e Section. — Les Ordonnances	36
5 ^e Section. — Arrêtés et règlements municipaux	38
6 ^e Section. — La Charte de la Cité	39

TITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES CINQ COMTES DE LA CITE DE NEW-YORK

Chapitre III. — Administration des Comtés

1 ^{re} Section. — Considérations générales	47
2 ^e Section. — Les principaux fonctionnaires de l'administration des Comtés	50

LIVRE II

POUVOIR LÉGISLATIF ET EXÉCUTIF

TITRE I

ASSEMBLES MUNICIPALES DE LA CITE DE NEW-YORK

Chapitre Premier. — Le Conseil de la Cité

1 ^{re} Section. — Considérations générales	57
2 ^e Section. — Régime antérieur à la mise en vigueur de la nouvelle Charte : Le Conseil des Aldermen	59
3 ^e Section. — Régime législatif actuel. Le Conseil de la Cité	60

Chapitre II. — Le Conseil des estimations

1 ^{re} Section. — Considérations générales	74
2 ^e Section. — Composition et fonctionnement du Conseil des Estimations.....	77
3 ^e Section. Commissions	80
4 ^e Section. — Attributions législatives du Conseil des Estimations..	81
5 ^e Section. — Organisation des bureaux dépendant du Conseil	81

TITRE II

LES CHEFS EXÉCUTIFS DE LA CITÉ DE NEW-YORK

Chapitre III. — Le Maire

1 ^{re} Section. — Renseignements généraux	87
2 ^e Section. — Le maire, fonctionnaire délibérant	90
3 ^e Section. — Attributions administratives du Maire	91
4 ^e Section. — Le Maire, agent exécutif en chef de la cité.	92
5 ^e Section. — Attributions secondaires dévolues au Maire	94

Chapitre IV. — Le Contrôleur

1 ^{re} Section. — Renseignements généraux	96
2 ^e Section. — Fonctions délibératives	97
3 ^e Section. — Le Contrôleur fonctionnaire exécutif	98

LIVRE III

LES FINANCES MUNICIPALES

TITRE UNIQUE

LES FINANCES DE LA CITE DE NEW-YORK

Chapitre Premier. — Budgets

1 ^{re} Section. — Considérations générales	103
---	-----

2 ^e Section. — Budget des dépenses ordinaires	106
3 ^e Section. — Budget extraordinaire des dépenses	114

Chapitre II. — Organisation du département des finances

1 ^{re} Section. — Le Trésorier	122
2 ^e Section. — Organisation des services du département des finances	124

Chapitre III. — Impôts municipaux

1 ^{re} Section. — Considérations générales	134
2 ^e Section. — Impôt foncier	136
3 ^e Section. — Impôts dit « de crise »	144
4 ^e Section. — Impositions spéciales pour plus-value foncière résultant de l'exécution de travaux publics	147

Chapitre IV. — Emprunts et fonds d'amortissement municipaux

1 ^{re} Section. — Emprunts	156
2 ^e Section. — Fonds d'amortissement municipaux	163

LIVRE IV

LES SERVICES MUNICIPAUX

Avant-propos	169
---------------------------	-----

TITRE I

PROTECTION DE LA VIE, DE LA PROPRIÉTÉ ET DU COMMERCE

Chapitre Premier. — Police

1 ^{re} Section. — Direction	171
2 ^e Section. — Organisation interne du département de la police	173
3 ^e Section. — Service pénitentiaire	177
4 ^e Section. — Service de la libération conditionnelle des détenus ...	179

Chapitre II. — Département de la lutte contre les incendies

1 ^{re} Section. — Direction	181
2 ^e Section. — Personnel et organisation des services	185

Chapitre III. — Départements des licences commerciales et de la surveillance des marchés

1 ^{re} Section. — Origine et direction du département des licences	188
2 ^e Section. — Fonctions du département des licences	189
3 ^e Section. — Service de la surveillance des marchés	190

TITRE II

TRAVAUX PUBLICS, VOIRIE, PROMENADES, DOCKS
SURVEILLANCE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES**Chapitre IV. — Département du Plan de la Cité,
surveillance des constructions publiques et privées**

1 ^{re} Section. — Département du Plan de la Cité	193
2 ^e Section. — Entretien, construction et réparation des bâtiments municipaux	196
3 ^e Section. — Surveillance de la construction et de l'entretien des immeubles privés	200

**Chapitre V. — Travaux de voirie, services du nettoyage
de la voie publique et service des promenades**

1 ^{re} Section. — Travaux de voirie, les Présidents de Bourg	209
2 ^e Section. — Nettoyage des rues, enlèvement, nettoyage et incinération des ordures	215
3 ^e Section. — Le département des promenades	219

**Chapitre VI. — Services du port
et administration du port de New-York**

1 ^{re} Section. — Département des docks	222
2 ^e Section. — Administration du port de New-York	226

TITRE III

**Chapitre VII. — Services publics et sociétés concessionnaires de
services publics. — Régime des concessions et surveillance
des services concédés**

1 ^{re} Section. — Département de l'alimentation en eau potable, fourniture du gaz et de l'électricité	229
2 ^e Section. — Régime des concessions	234
3 ^e Section. — Surveillance et contrôle des services concédés	239

TITRE IV

HYGIENE, PREVOYANCE SOCIALE ET HOPITAUX

Chapitre VIII. — Hygiène, prévoyance sociale et assistance

1 ^{re} Section. — Département de l'hygiène	243
2 ^e Section. — Département de la prévoyance sociale et de l'Assistance	252

Chapitre IX. — Départements des hôpitaux

1 ^{re} Section. — Organisation antérieure	257
--	-----

2 ^e Section. — Régime actuel ; direction	258
3 ^e Section. — Comité consultatif des hôpitaux	259
4 ^e Section. — Organisation intérieure du département	260
5 ^e Section. — Conseil des achats du département des hôpitaux	262

TITRE V

ÉDUCATION, BIBLIOTHEQUES ET MUSÉES**Chapitre X. — Education**

1 ^{re} Section. — Généralités	265
2 ^e Section. — Direction de l'enseignement primaire	267
3 ^e Section. — Le superintendant des écoles de la Cité et les superin- tendants adjoints	269
4 ^e Section. — Organisation intérieure du département	270
5 ^e Section. — Le Conseil de l'éducation supérieure	272

Chapitre XI. — Bibliothèques publiques et musées

1 ^{re} Section. — Les bibliothèques publiques	276
2 ^e Section. — Musées	278
3) Section. — La Commission municipale des Arts	283

TITRE VI

PERSONNELS. — ACHATS ET CONTENTIEUX**Chapitre XII. — Statut du personnel**

1 ^{re} Section. — Recrutement du personnel municipal	287
2 ^e Section. — Création d'emplois nouveaux	289
3 ^e Section. — Règles générales concernant les fonctionnaires et employés municipaux	289
4 ^e Section. — Traitements	292
5 ^e Section. — Retraites et pensions	293

Chapitre XIII. — Régime des achats

1 ^{re} Section. — Achat, vente et location de biens municipaux immobiliers	299
2 ^e Section. — Achats de marchandises, fournitures de matériel	301
3 ^e Section. — Contrats et adjudications	305

Chapitre XIV. — Le département du contentieux

Section unique. — Organisation du département	309
---	-----

CONCLUSION	315
Annexes	323
Bibliographie	325
Table des matières	327

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE

